STATISTIQUE

JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

1914

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

DIX-SEPTIÈME ANNÉE

STATISTIQUE PÉNALE : 1914
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1913-1914
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1914
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1914
STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE (PATRONAGE DES DÉTENUS) : 1914
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS : 1914
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1914
STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES : 1914
STATISTIQUE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE (LOI DU 15 MAI 1912, CHAPITRES Ier ET II) : 1914

BRUXELLES

Veuve Ferdinand LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

Albert DEWIT
ÉDITEUR
53, Rue Royale

1916

PRIX : 7 FRANCS

IMPRIMERIE DU MONITEUR BELGE
Rue de Louvain, 40, Bruxelles.

INTRODUCTION

SOMMAIRE DU VOLUME

INTRODUCTION

Pages.

Statistique pénale :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale* IX

SECONDE PARTIE. *Statistique criminelle* XIII

Statistique de la justice civile et commerciale XXI

Statistique pénitentiaire :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative* XXVII

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus* XXXVI

Statistique de la mendicité et du vagabondage XXXVIII

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle XXXIX

Statistique de la police des étrangers XLII

Statistique des aliénés XLIII

TABLEAUX

Statistique pénale :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale* . . . 9

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle* 165

Statistique de la justice civile et commerciale 201

Statistique pénitentiaire :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative* 275

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus* 299

Statistique de la mendicité et du vagabondage 309

Statistique de la libération conditionnelle (Patronage des détenus) 319

Statistique de la police des étrangers 325

Statistique des aliénés 331

Statistique des sourds-muets et des aveugles 346

Statistique de la Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, chapitres I et II). 349

Table analytique 389

Table méthodique 401

INTRODUCTION

STATISTIQUE PÉNALE

1914

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice, » rend compte des affaires traitées durant l'année par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la « Statistique criminelle », traduit en chiffres certains aspects de la criminalité considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

Il était d'usage dans l' « Introduction » de la Statistique pénale de rapprocher des chiffres que l'on publiait des chiffres des années antérieures et notamment des quatre dernières années. Il n'y a pas lieu, cette fois, de faire pareils rapprochements. En effet, les événements qui se sont produits durant les derniers mois de l'année 1914 ont eu une répercussion sur le fonctionnement du pouvoir judiciaire : l'activité des tribunaux à cette époque a fortement diminué. De plus, les renseignements que l'on possède ne permettent même pas de donner une idée complète de la besogne effectuée par les diverses juridictions parce que la documentation pour l'année 1914 présente des lacunes.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique de l'administration de la Justice pénale.

On suivra dans l'introduction le même plan que dans le corps de la publication, c'est-à-dire qu'on examinera successivement chacun des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que lui assigne le Code d'instruction criminelle.

1. — Police judiciaire et juridictions d'instruction.

Parquets.

(Tableau I.)

Les renseignements qui concernent les parquets de Louvain, d'Anvers, de Termonde, de Furnes et d'Ypres font défaut. Le total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par les autres parquets est de 137,292.

Juges d'instruction et chambres du conseil.

(Tableau III.)

Les renseignements qui concernent les cabinets des juges d'instruction et les chambres du conseil font totalement défaut pour Louvain, Termonde, Furnes et Ypres; ils font partiellement défaut pour Gand.

Voici pour les autres arrondissements les détails des affaires réellement instruites :

Bruxelles. . . .	3,295	Courtrai	495
Louvain	—	Furnes	—
Nivelles.	344	Ypres	—
Anvers	2,562	Liège.	2,053
Malines.	350	Huy	255
Turnhout	151	Verviers	526
Mons	1,008	Tongres	185
Charleroi	1,549	Hasselt.	160
Tournai.	645	Arlon	240
Gand	—	Marche	34
Audenarde . . .	460	Neufchâteau . .	51
Termonde . . .	—	Namur	616
Bruges	693	Dinant	276

Chambres des mises en accusation.

(Tableaux IV, V et VI.)

Les chambres des mises en accusation ont rendu 110 arrêts portant renvoi devant une juridiction de jugement ou décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés.

Le nombre des ordonnances rendues par les chambres du conseil qui ont été soumises aux chambres des mises en accusation est de 760. Dans la grande majorité des cas, les chambres des mises en accusation n'ont pas modifié les décisions prises par les chambres du conseil.

Ont été confirmées entièrement, 629 ordonnances, soit 83 %.

Les chambres des mises en accusation ont, dans une plus large mesure, usé de leur pouvoir d'infirmation à l'égard des ordonnances qui étaient rendues sur le fond des affaires qu'à l'égard des ordonnances préparatoires et d'instruction.

Ordonnances rendues sur le fond des affaires.

Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
—	—	—
110	48	44 %

Ordonnances préparatoires et d'instruction.

Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
—	—	—
650	82	13 %

Réhabilitations. — (Loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale.) — Les demandes de réhabilitation ont été au nombre de 327; 258 furent accueillies, 69 furent rejetées. Des 327 demandes, 231 ont été adressées à la Cour d'appel de Bruxelles, 41 à celle de Gand, 55 à celle de Liége.

Le tableau IV montre que les demandes concernent les délits les plus divers et que les magistrats n'en repoussent systématiquement aucune. Appliquant la loi comme elle doit l'être, ils basent leur décision sur les garanties morales que le condamné présente et non sur la nature du fait dont il s'est rendu coupable.

2. — Tribunaux de police.

Nombre des affaires.

(Tableau XI.)

Les renseignements qui concernent les affaires pénales dans les justices de paix suivantes font défaut : Louvain 1er canton, Termonde, Ardoye, Ghistelles, les justices de paix des arrondissements de Furnes et d'Ypres, Louveigné, Herve, Namur 1er et 2me cantons, Dinant.

Le total des affaires portées devant les autres justices de paix est de 99,434, dont 96,058 affaires de police, 3,127 affaires concernant le vagabondage et la mendicité, 249 affaires électorales (absence au vote).

Nombre des inculpés.

(Tableau XII.)

L'observation qui vient d'être faite relativement aux lacunes que présente la statisque des affaires pénales dans les justices de paix doit être reproduite en ce qui concerne la statistique des inculpés.

Le total des inculpés jugés en matière ordinaire par les tribunaux de police pour lesquels on possède des renseignements est de 116,892.

Ces tribunaux de police ont jugé en matière électorale 382 individus, et en matière de mendicité et de vagabondage 3,365 individus.

3. — Tribunaux correctionnels.

Nombre des affaires.

(Tableau XVI.)

Les renseignements concernant les affaires soumises aux tribunaux correctionnels suivants font défaut : Louvain, Anvers, Termonde, Furnes, Ypres.

Les autres tribunaux correctionnels ont eu à juger 25,005 affaires nouvelles et 11,605 qui étaient pendantes au début de l'apnée, soit un total de 36,610 affaires. Ils en ont terminé 27,540, dont 27,428 par jugements au fond.

Le nombre des affaires restant à juger dans ces tribunaux à la fin de l'année 1914 est de 9,070.

Nombre des prévenus.

(Tableau XVII.)

La statistique des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels est dressée au moyen des bulletins de condamnation et d'acquittement que reçoit le département de la Justice (1). Tous les bulletins mentionnant des condamnations ou des acquittements prononcés par les tribunaux correctionnels, autres que Furnes et Ypres, pendant l'année 1914 et devenus définitifs sont parvenus au département de la Justice. Les greffes des tribunaux correctionnels de Furnes et d'Ypres ont effectué leurs derniers envois de bulletins au département dans le courant du mois d'août 1914.

Un certain nombre de bulletins de condamnation et d'acquittement de ces deux tribunaux font donc défaut; et pour cette raison les chiffres qui vont être cités sont incomplets.

Le chiffre des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels, soit en première instance, soit sur appel d'un jugement de police tel que l'établit dans ces conditions le département de la Justice est de 43,883 (2).

Ces 43,883 prévenus se décomposent en 42,101 prévenus jugés en première instance par les tribunaux correctionnels et 1,782 jugés en degré d'appel par ces mêmes tribunaux.

Les poursuites dirigées contre les 42,101 (2) prévenus jugés en première instance ont abouti aux résultats que voici :

Acquittés	6,904 ou	16.4 %
Condamnés à l'emprisonnement	17,012 ou	40.4 %
Id. à l'amende	18,185 ou	43.2 %
	42,101	100.00

Les peines infligées à ceux de ces prévenus qui ont été condamnés se décomposent en :

8,700 (24.7 %) condamnations à une amende conditionnelle;
9,485 (27.0 %) id. id. non conditionnelle;
4,232 (12.0 %) id. à un emprisonnement conditionnel;
11,189 (31.8 %) id. id. non conditionnel de 6 mois ou moins.
1,591 (4.5 %) condamnations id. de plus de 6 mois.

Des 1,782 (2) prévenus jugés en degré d'appel 1,191 sont des condamnés, 591 sont des acquittés.

4. — Cours d'appel.

(Tableaux XIX à XXI.)

Le chiffre des affaires portées devant les cours d'appel est de 3,242 — dont 1,604 portées devant la cours d'appel de Bruxelles, 749 devant la cour d'appel de Gand et 889 devant la cour d'appel de Liége.

(1) Il n'est fait exception que pour la statistique des infractions forestières. Celle-ci est dressée d'après des états spéciaux.
(2) Dans ce chiffre ne sont pas compris les prévenus pour infractions forestières.

5. — Cours d'assises.

(Tableaux XXII à XXIX.)

Les cours d'assises ont jugé 73 affaires; toutes étaient des affaires criminelles.

Le nombre des individus poursuivis est de 88 (1) : 85 étaient accusés de crimes contre les personnes, 3 de crimes contre les propriétés. Ces individus ont tous été jugés contradictoirement.

6. — Cour de cassation.

(Tableau XXX.)

La seconde chambre de la cour de cassation a rendu 556 arrêts.

(1) Dont un individu condamné naguère, par contumace, à 10 ans de réclusion.

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique criminelle.

Les tableaux de la statistique criminelle pour l'année 1914 ont été dressés de la même manière que ceux relatifs aux années 1899 à 1913. Comme ces derniers, ils donnent le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte. Cependant, afin de permettre de comparer les résultats de 1914 à ceux de 1898, (année dont la statistique ne fait mention que des condamnations individuelles) et de juger des résultats différents obtenus, suivant que l'on emploie l'une ou l'autre méthode, les totaux de chaque tableau donnent, à côté du nombre des condamnés, celui des condamnations individuelles.

Les chiffres de la statistique criminelle ont subi le contre-coup des événements qui enrayèrent durant les derniers mois de l'année 1914 le fonctionnement des tribunaux correctionnels et des tribunaux de police. Mais, de plus, ces chiffres sont incomplets, en ce sens qu'ils ne tiennent pas compte d'un certain nombre de bulletins de condamnation que, depuis août 1914, les tribunaux correctionnels de Furnes et d'Ypres et quelques tribunaux de police n'ont pu faire parvenir.

7. — Nombre des condamnés.

(Tableaux XXXI à XXXIII.)

Voici le chiffre des *condamnations individuelles*.

HOMMES.			FEMMES.			HOMMES ET FEMMES RÉUNIS.		
Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
15,207	16,724	31,931	6,291	4,405	10,696	21,498	21,129	42,627

Voici le chiffre des *individus condamnés*.

HOMMES.			FEMMES.			HOMMES ET FEMMES RÉUNIS.		
Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
14,663	14,941	29,604	6,117	3,818	9,935	20,780	18,759	39,539

Parmi les 39,539 condamnés, 1,554 ont encouru plusieurs condamnations pendant l'année.

Ces condamnations répétées se sont élevées au total à 3,088.

Elles se sont réparties entre les condamnés de la manière suivante :

Individus condamnés	2	fois pendant l'année. . . .	1,179
Id.	3	id.	299
Id.	4	id.	44
Id.	5	id.	19
Id.	6	id.	10
Id.	7	id.	3

Au point de vue de la procédure, il est à remarquer que, sur les 3,088 condamnations, 2,286 concernaient des infractions qui se trouvaient en concours (1) avec d'autres précédemment jugées, de telle sorte qu'elles n'ont produit aucune modification de l'état pénal de l'individu qui les encourait : le condamné primaire est resté primaire, le condamné récidiviste n'a pas passé à un groupe supérieur de récidive.

Les 802 autres condamnations répétées concernaient des faits commis en 1914, après une condamnation prononcée elle-même en 1914. Ces condamnations constituaient donc une rechute, une récidive pour celui qui les a subies et, de ce chef, 162 hommes et 61 femmes ont été inscrits, en 1914, d'abord parmi les condamnés primaires, puis dans la catégorie des récidivistes.

(1) Il y a concours d'infractions, *concursus delictorum*, dans le sens général du mot, quand un individu s'est rendu coupable de deux ou plusieurs infractions sans qu'il ait été condamné pour l'une d'elles au moment où il a commis l'autre. (Nypels, *Législation criminelle de la Belgique*. Comm. II, n° 232.)

8. — Ivrognerie.

TABLEAUX XXXII et XXXVI.

Il est utile de rappeler de quelle manière sont dressées les statistiques relatives à l'ivrognerie.

Ces statistiques font connaître :

1° Le nombre des condamnés qui ont encouru une condamnation pour infraction à la loi sur l'ivresse (art. 1, 2 et 3), soit avant la condamnation pour laquelle ils sont inscrits dans la statistique, soit en même temps que celle-ci ;

2° Le nombre des condamnés qui ont agi sous l'influence de la boisson, si même ils ne se trouvaient pas en ce moment dans l'état d'ivresse occasionnant du scandale, du désordre ou du danger, que la loi punit.

Comme le fait remarquer la statistique de 1898, « ces deux ordres de renseignements sont évidemment de valeur statistique inégale : les premiers sont des faits constatés par un jugement les seconds une simple appréciation émise par les personnes chargées de rédiger les bulletins transmis au casier judiciaire. Mais cette appréciation, venant de gens sérieux qui l'ont formulée en ayant le dossier du condamné sous les yeux, constitue pour le moins une indication dont on aurait tort de ne pas tenir compte. »

On verra plus loin, par la statistique des infractions individuelles, que les condamnations pour infractions à la loi sur l'ivresse publique (art. 1, 2, 3) ont été de 11,872.

On trouve sur 100 *condamnations individuelles:*

Parmi les primaires	Parmi les récidivistes
du sexe masculin.	
9.31 %	49.97 %

d'individus condamnés pour infractions à la loi sur l'ivresse.

Les femmes résistent beaucoup mieux que les hommes aux attractions de l'alcool. Le nombre de celles qui y cèdent reste minime.

Les délits imputables à des personnes atteintes à un degré quelconque du vice de l'ivrognerie restent nombreux.

Les trois tableaux suivants établissent quels sont les délits où l'on rencontre le plus grand nombre d'ivrognes. On trouve dans le dernier de ces tableaux, lequel réunit les individus qui ont agi en état d'ivresse à ceux qui ont été condamnés de ce chef, les chiffres très suggestifs que voici :

Parmi les condamnés primaires, 22 % des condamnés pour destructions et dommages; 28 % des condamnés pour crimes et délits contre l'ordre public étaient des ivrognes.

Parmi les récidivistes, les proportions atteignent 54 % et 62 % d'ivrognes.

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant agi en état d'ivresse, qu'ils aient ou non encouru une condamnation pour ivresse.							
					NOMBRE DE CONDAMNÉS.				PROPORTIONS POUR CENT.			
	HOMMES.		FEMMES.		Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	10	4	—	—	—	3	—	—	—	75.00	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	52	22	7	1	—	1	—	—	—	4.54	—	—
Faux en écritures	145	95	25	7	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	10	9	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	278	127	46	15	16	12	—	—	5.75	9.45	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public	1,961	2,708	344	333	456	894	25	52	23.25	33.01	7.27	9.61
Id. id. la sécurité publique.	418	708	73	83	46	76	—	—	11.00	10.73	—	—
Id. id. l'ordre des familles.	392	407	371	211	—	1	—	—	—	0.24	—	—
Id. id. la moralité publique.	529	450	126	83	22	39	3	3	4.16	13.72	2.38	3.66
Meurtre	15	18	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	5,936	5,845	2,230	1,249	379	461	20	14	6.36	7.89	0.94	1.12
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	49	58	1	1	5	10	—	—	10.20	17.24	—	—
Calomnies et injures	406	311	561	314	20	15	2	1	4.83	4.82	0.35	0.32
Violation de sépulture	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	2,781	2,516	1,701	1,218	11	24	—	—	0.39	0.94	—	—
Banqueroute	10	21	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance	738	696	344	188	2	1	—	—	0.27	0.15	—	—
Recel	317	337	191	110	—	2	—	—	—	0.59	—	—
Incendie	9	6	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	378	593	76	60	104	130	5	6	17.99	21.92	6.58	10.00
TOTAUX DU TABLEAU	14,663	14,941	6,117	3,818	1,061	1,689	55	56	7.24	11.30	0.89	1.46
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	15,207	16,724	6,291	4,405	1,087	1,873	56	68	7.15	11.19	0.89	1.54

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse (qu'ils aient ou non commis l'infraction sous l'influence de la boisson).							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DES CONDAMNÉS.				PROPORTION POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	10	1	—	—	—	2	—	—	—	50.00	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	52	23	7	1	5	9	—	—	9.37	40.91	—	—
Faux en écritures	143	93	25	7	4	20	—	—	2.79	21.05	—	—
Faux témoignage et faux serment	10	9	8	—	—	2	—	—	—	22.22	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	278	127	46	15	19	49	—	1	6.85	38.58	—	6.67
Crimes et délits contre l'ordre public	1,961	2,708	344	333	511	1,660	23	65	23.06	61.50	6.68	19.52
Id. id. la sécurité publique	418	708	75	55	52	292	—	2	12.44	41.24	—	3.77
Id. id. l'ordre des familles	392	107	371	211	17	131	3	12	4.34	52.19	0.81	5.69
Id. id. la moralité publique.	529	450	126	55	45	217	3	10	8.12	50.46	3.97	18.87
Meurtre	15	18	3	—	—	7	—	—	—	38.89	—	—
Lésions corporelles volontaires	5,936	5,845	2,250	1,249	489	2,281	11	65	8.21	39.02	0.49	5.04
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	49	58	1	1	7	27	—	—	14.29	46 55	—	—
Calomnies et injures	406	311	361	314	20	95	6	6	4.93	30.55	1.07	1.91
Violation de sépulture.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	2,781	2,516	1,701	1,218	140	985	1	64	5.03	38.61	0.25	5.25
Banqueroute	40	21	7	1	1	4	—	—	2.50	19.10	—	—
Escroqueries et abus de confiance	738	696	344	188	31	216	1	10	4.20	31.03	0.29	5.32
Recel	317	337	191	110	14	124	—	2	4.42	36.80	—	1.82
Incendie	9	6	3	—	—	1	—	—	—	16.67	—	—
Destructions et dommages	578	593	76	60	103	345	1	11	17.82	55.12	5.26	18.33
TOTAUX DU TABLEAU	14,663	14,941	6,117	3,818	1.454	6,435	57	246	9.92	43.06	0.93	6.44
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	15,207	16 724	6,291	4,405	1,516	7,327	64	286	9.97	43.81	1.02	6.49

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse ou ayant commis l'infraction en état d'ivresse.							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DES CONDAMNÉS.				PROPORTION POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	10	1	—	—	—	3	—	—	—	75.00	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	52	22	7	1	5	9	—	—	9.37	40.91	—	—
Faux en écritures	143	93	25	7	4	20	—	—	2.79	21.03	—	—
Faux témoignage et faux serment	10	9	8	—	—	2	—	—	—	22.22	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	278	127	46	15	21	49	—	1	7.55	38.58	—	6.67
Crimes et délits contre l'ordre public	1,961	2,708	344	333	546	1,673	26	66	27 84	61.78	7.55	19.82
Id. id. la sécurité publique.	418	708	75	55	62	296	—	2	14.83	41.81	—	3.77
Id. id. l'ordre des familles.	392	107	371	211	17	151	3	12	4.34	52.19	0.81	5.69
Id. id. la moralité publique.	529	450	126	55	47	217	3	10	8.88	50.46	3.97	18 87
Meurtre	15	18	3	—	—	7	—	—	—	38.89	—	—
Lésions corporelles volontaires	5,936	5,845	2,250	1,249	651	2,343	26	65	10.59	40.09	1.17	5.20
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	49	58	1	1	7	28	—	—	14.29	48.28	—	—
Calomnies et injures	406	311	361	314	33	96	8	6	8.13	30.86	1.12	1.91
Violation de sépulture.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	2,781	2,516	1,701	1 218	141	984	4	64	5.07	38.65	0.25	5.25
Banqueroute	40	21	7	1	1	4	—	—	2.50	19.10	—	—
Escroqueries et abus de confiance	738	696	344	188	31	217	1	10	4.20	31.18	0.29	5.32
Recel	317	337	191	110	14	124	—	2	4.42	36 80	—	1 82
Incendie	9	6	3	—	—	1	—	—	—	16.67	—	—
Destructions et dommages	578	593	76	60	130	322	3	11	22.49	54 30	6.58	18.33
TOTAUX DU TABLEAU	14,663	14,941	6,117	3,818	1,688	6,526	78	249	11.51	43.66	1.28	6.52
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	15,207	16,724	6,291	4,405	1.752	7,422	85	289	11.52	44.38	1.35	6.56

9. — Répartition géographique des condamnés.

(Tableau XXXIII.)

Comme le faisait remarquer le premier volume de la statistique judiciaire (1898), une étude sur la répartition géographique des condamnés doit, pour être complète, se faire d'après au moins deux bases différentes. La première est le lieu de naissance du condamné. Elle fait connaître l'influence que le lieu d'origine exerce sur la criminalité. La seconde est le lieu où le fait délictueux a été commis. Cette dernière base traduit l'action du milieu où le condamné se trouve au moment de l'accomplissement du délit.

Les recherches faites à ce double point de vue n'ont pas été simultanées. Les publications de 1898, 1899, 1900 ont donné la répartition des condamnés par lieu de naissance. Depuis 1901, les publications la donnent suivant l'arrondissement où les faits ont été commis.

10. — Nombre des infractions individuelles. — Leur répartition par localités et par mois.

(Tableau XXXIV.)

La statistique des infractions individuelles appelle les mêmes réserves que la statistique des condamnés. Toutes deux présentent, cette année, des résultats anormaux et incomplets, par suite de la diminution d'activité de certains organismes judiciaires et à raison de lacunes dans la documentation. Il y a lieu ici de renouveler l'observation faite à la page XIII. Cette observation est d'ailleurs générale et s'applique à toute la statistique criminelle de l'année 1914.

On a continué, en 1914, les recherches commencées en 1899 sur le nombre d'infractions commises par chacun des délinquants compris dans la statistique criminelle. S'il est intéressant de connaître combien d'individus différents ont été frappés par la justice dans le cours d'une année, il ne l'est pas moins de mesurer la puissance criminelle de ces délinquants par le nombre de faits pour lesquels ils ont été condamnés. Pour établir cette comparaison dans tous ses termes, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dite, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions indépendamment de celui de leurs auteurs, où l'on compte, par exemple, les vols commis sans avoir égard au nombre des voleurs. Mais, faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises ou, si l'on veut, le nombre des infractions subjectives, au lieu de celui des infractions objectives. Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement, ils n'ont commis qu'un seul vol qualifié; subjectivement, ils se sont rendus coupables chacun d'un tel crime. Une statistique des infractions ne compterait qu'un vol; la statistique des infractions individuelles dont il est question dans le présent chapitre en comptera trois.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer avec toute la rigueur désirable l'intensité de la criminalité chez les primaires et chez les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, les moyennes et les petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité, enfin de mettre en relief l'importance exacte de chaque espèce d'infraction. Il importe de remarquer, quant à ce dernier point, que, dans les autres tableaux de la statistique criminelle, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont réellement, parce que, si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de la première. Qu'un individu soit condamné, par exemple, à un mois de prison pour rébellion, à 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et à 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique, on ne l'inscrit qu'une fois à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation. chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité. Dans l'exemple cité plus haut on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs, un bris de clôture.

I. — Les infractions individuelles jugées en 1914 ont été au nombre de 50,251, commises par 39,539 délinquants. Le rapport numérique des condamnés aux infractions individuelles qui représente l'activité délictueuse moyenne d'un condamné en en une année déterminée est de 1.27.

24,978 infractions furent commises par des condamnés primaires, 25,273 par des condamnés récidivistes. Sur 100 infractions individuelles, 50.3 ont été commises par des récidivistes.

Si on calcule, comme on vient de le faire, pour l'ensemble des condamnations, l'action délictueuse moyenne d'un délinquant primaire et d'un récidiviste, on trouve les coefficients suivants :

Primaires : 21,003 (1) condamnés, 24,978 infractions = 1.19 infraction par condamné.

Récidivistes : 18,759 condamnés, 25,273 infractions, = 1.35 infraction par condamné.

(1) On obtient ce chiffre en ajoutant aux 20,780 condamnés primaires (tableau XXXI, col. 7) 223 individus condamnés comme primaires, puis comme récidivistes dans le cours de l'année 1914. Dans ce tableau ces individus sont comptés parmi les récidivistes (col. 8).

II. — Pour la répartition des infractions individuelles suivant l'importance des communes où elles ont été commises, on a rangé les communes du royaume en quatre catégories, ainsi disposées (1) :

	Population totale au 31 décembre 1912.	Proportion °/o de la population du royaume.
	—	—
1re catégorie : communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants au moins .	1,632,417	21.56
2e catégorie : communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants	600,751	7.93
3e catégorie : communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants	941,361	12.43
4e catégorie : communes de moins de 10,000 habitants	4,396,858	58.08

Comme pour les recueils précédents, il a fallu utiliser des chiffres de la population déjà vieillis d'une année lorsqu'ont commencé les dépouillements de l'année dont on publie, au point de vue pénal, la statistique, parce qu'à ce moment-là ces chiffres étaient les seuls connus. Mais, cette fois, on ne doit pas oublier que si les chiffres du 31 décembre s'écartent peu de la réalité en ce qui concerne la période de l'année 1914 antérieure à la guerre, ils ne correspondent pas à ce que fut l'état de la population pendant les derniers mois de l'année 1914. Les événements survenus depuis le début d'août 1914 ont provoqué, dans la population, soit un exode, soit des fluctuations, desquels il n'a pu être tenu compte.

11. — Nombre des infractions commises pendant l'année 1911.

(Tableau XXXV.)

Le tableau XXXV donne le nombre complet des infractions *commises* pendant l'année 1911. Ce tableau n'a pu être dressé pour les années postérieures à 1911 parce que l'époque où une infraction est jugée suit quelquefois d'assez loin celle où elle a été commise; les tribunaux statuent parfois à la limite extrême du délai de prescription.

Le tableau dénombre toutes les infractions individuelles *commises* pendant l'année 1911, qu'elles aient été *jugées* en 1911 ou qu'elles l'aient été en 1912, 1913, 1914.

Si l'on ne tient pas compte des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé et des infractions commises à l'étranger, on constate que le total des infractions commises en 1911 est supérieur de 3,282 unités au total des infractions jugées en 1911.

Le total des infractions commises était inférieur au total des infractions jugées de 2.359 unités en 1910, il était supérieur au total des infractions jugées de 103 unités en 1909, de 453 unités en 1908, de 1,463 unités en 1907.

Voici le tableau comparatif des années 1907 à 1911 (2) :

INFRACTIONS.		1re Catégorie			2e Catégorie.			3e Catégorie.			4e Catégorie			Total des 4 catégories.		
		Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires	Récidivistes.	Total.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
En 1907	commises.	8.717	10.110	18,827	3.802	4 118	7.920	6,924	7.000	13.924	19,703	16.481	36 187	39.146	37.712	76.858
	jugées . .	9 125	10,661	19,784	4,719	5.955	7,654	6,256	6.629	12,885	18,942	16,150	35,072	38 040	37.595	75,395
En 1908	commises.	7,874	8,902	16,776	3. 09	4,08	7,392	5,798	6.588	12,386	16,975	14,806	31,869	33,954	34,169	68,423
	jugées . .	7,692	8,878	16,570	3.178	3.880	7,058	6.080	6,6 6	12,686	16,771	14,885	31,656	33,721	34,249	67,970
En 1909	commises	7,665	8.881	16,544	3,092	3,780	6,372	5,060	6,269	11,329	16,275	14,971	31,244	32,088	33,901	65,989
	jugées .	7,559	8.380	15,939	3,202	3,964	7,166	5,256	6.550	11,566	16,586	14,829	31,215	32,583	33,593	65,886
En 1910	commises.	7,742	8,778	16,520	3.581	4,104	7.685	5,165	6,491	11,954	16,609	15,196	31,705	33,365	34,469	67,864
	jugées .	7,859	9.118	16.957	3.679	4,244	7.923	5.721	6,979	12,700	17,078	15,385	32,463	34,317	35,720	70,043
En 1911	commises	7,304	8,242	15,546	3,735	4,212	7.947	5.844	6,689	12,533	17,219	15,375	32.594	34.102	34.518	68,620
	jugées . .	7,684	8,421	16.105	3,581	3,788	7,169	5,189	5,971	11,160	16.409	14,495	30,904	32.663	32,675	65,338

(1) Des explications au sujet de la composition de ces catégories ont été données dans la « Statistique judiciaire » de l'année 1913, Introduction, page XII.

(2) Il n'a pas été tenu compte, dans ces chiffres, des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé et des infractions commises à l'étranger.

12. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique (loi du 16 août 1887).

I. — *Faits d'ivresse jugés en 1914.*

(Tableau XXXVI.)

On a relevé 11,872 condamnations prononcées contre des individus coupables de s'être enivrés d'une façon scandaleuse, dangereuse pour eux-mêmes ou pour autrui. (Voir l'observation générale faite en tête de la Statistique criminelle, page XIII.)

Mais afin de donner à l'action répressive, en matière d'ivresse, sa signification entière, il ne suffit pas d'enregistrer les nombres qui forment son expression concrète, il faudrait encore les rapprocher des chiffres qui traduisent le mouvement ascensionnel de la population.

Les chiffres se répartissent de la manière suivante entre les différentes catégories de communes :

Communes de la 1re catégorie	4,360
Id. 2e id.	1,909
Id. 3e id.	2,218
Id. 4e id.	3,385

Les faits d'ivresse poursuivis isolément ont été au nombre de :

Dans les communes de la 1re catégorie de	3,641
Id. id. 2e id.	1,557
Id. id. 3e id.	1,649
Id. id. 4e id.	2,306

Les faits d'ivresse poursuivis comme connexes à un délit ont été au nombre de :

Dans les communes de la 1re catégorie de	719
Id. id. 2e id.	352
Id. id. 3e id.	569
Id. id. 4e id.	1,079

II. — *Faits d'ivresse commis en 1913.*

(Tableau XXXVI (suite.))

La plupart des infractions à la loi sur l'ivresse publique sont des contraventions dont la poursuite est prescrite après un délai d'un an. On a donc connu à la fin de l'année 1914 tous les faits d'ivresse *commis* en 1913 qui ont été suivis d'une condamnation. En regard de ces chiffres on rappelle le nombre des condamnations *prononcées*.

	Faits d'ivresse jugés en 1913	Faits d'ivresse commis en 1913
Communes de la 1re catégorie.	7,174	6,716
Id. 2e id.	3,185	3,307
Id. 3e id.	3,981	3,785
Id. 4e id.	6,443	6,265

N. B. — Des tableaux concernant l'état civil des condamnés ont été publiés dans les volumes des années 1898-1906.

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

ANNÉE JUDICIAIRE 1913-1914 (1)

Le fait que certains organismes judiciaires ont été paralysés dans les derniers mois de l'année 1914 n'a pu influencer les résultats de la statistique civile et commerciale de ladite année puisque cette statistique se clôturait le 1er août 1914. Toutefois, les événements qui se sont produits depuis août 1914 ont amené des destructions d'archives, et il y a, par conséquent, des lacunes dans la documentation.

I. — Justices de paix.

Tableaux XXXVIII et XXXIX.

La statistique des justices de paix, en matière civile, présente de nombreuses lacunes. Elles sont indiquées, pages 204 et suivantes.

II. — Tribunaux de première instance.

La statistique civile des tribunaux de première instance pour l'année judiciaire est incomplète. Les renseignements relatifs aux tribunaux de Louvain et de Termonde font défaut. Il importe de ne pas l'oublier en lisant les chiffres ci-dessous.

Affaires à juger.

(Tableau XL.)

On connait la statistique civile des autres tribunaux de première instance. Ces tribunaux ont été saisis de 11,883 affaires nouvelles en 1913-1914.

Aux 11,883 affaires nouvelles déférées à ces tribunaux de première instance en 1913-1914 s'ajoutent 16,131 affaires anciennes; de ce nombre, 15,933 étaient pendantes au commencement de l'année judiciaire; 134 ont été réinscrites après avoir été rayées et 64 causes ont été reportées au rôle par suite d'opposition à des jugements par défaut. Le total des affaires à juger était donc de 28,014.

Ces affaires se répartissent de la manière suivante, par ressort de cour d'appel :

COURS D'APPEL.	CAUSES ANCIENNES				CAUSES NOUVELLES.	TOTAL GÉNÉRAL.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	réinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.	TOTAL.		
Bruxelles.	12,140	50	42	12,232	7,401	19,633
Gand.	875	25	6	964	1,534	2,458
Liége	2,918	61	16	2,995	2 948	5 945
TOTAUX.	15,933	134	64	16,131	11,883	28.014

(1) La statistique civile et commerciale est dressée par année judiciaire. L'année judiciaire, au point de vue statistique, commence le 1er août et finit le 31 juillet suivant.

Affaires terminées.

(Tableaux XL à XLII.)

De ces 28,014 causes à juger, 12,344 ont été terminées, savoir :

5,062 (41 %) par des jugements contradictoires;
3,860 (31 %) par des jugements par défaut;
3,422 (28 %) par transaction, abandon, radiation.

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 15,670 affaires ou 56 % du total des affaires à juger.

Nature des affaires.

(Tableau XLII.)

Les affaires terminées par des jugements sont renseignées dans le tableau XLII sous les divers titres des codes dont les dispositions ont été appliquées.

On y rencontre, en ce qui touche les actions les plus fréquemment introduites :

I. — Livre Ier du Code civil : 36 affaires rentrant sous le titre du mariage et relatives à des oppositions, nullités, autorisations maritales, etc., 173 demandes en pension alimentaire, 1,825 relatives au divorce, 128 relatives à la séparation de corps, 101 en interdiction, 62 nominations de conseil judiciaire.

II. — Livre II : 227 affaires relatives aux biens et aux différentes modifications de la propriété, dont 25 concernaient les propriétés immobilières, 177 les propriétés mobilières, 25 les servitudes.

III. — Livre III : 794 demandes relatives aux successions, 70 aux donations entre vifs et aux testaments, 82 relatives aux conventions, 407 pour non-payement de sommes, 467 demandes rentrant sous le titre du contrat de mariage, 313 rentrant sous le titre de la vente, 680 sous le titre du louage, 47 relatives à la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Les procès en dommages-intérêts intentés sont nombreux (727). Ils sont classés par catégorie à la suite du tableau XLII.

469 affaires se rapportaient à des saisies-arrêts ou oppositions et 267 à des saisies immobilières.

Les expropriations pour cause d'utilité publique ont fourni matière à 470 procès.

Communication au ministère public.

(Tableau XLII.)

Le ministère public, en vertu de l'article 83 du Code de procédure, a donné des conclusions dans 5 556 cas sur 8,922 affaires (62 %).

Dans 5,364 affaires, ces conclusions ont été conformes; dans 192, contraires au jugement.

Durée de la procédure.

(Tableau XLI.)

La durée de la procédure est indiquée, tant pour les affaires terminées que pour celles qui restaient à juger à la fin de l'année judiciaire, dans le tableau XLI.

Sur les 8,922 affaires terminées par des jugements, 4,892 (55 %) ont été terminées dans les six mois de leur inscription; 1,928 (22 %) du sixième au douzième mois et 2,102 (23 %) après ce délai.

Sur les 15,670 affaires restant à juger au 1er août 1914, 4,991 (32 %) avaient moins de six mois d'inscription; 3,198 (20 %) avaient de six mois à un an; 7,481 (48 %) étaient inscrites depuis plus d'un an.

Avant faire droit.

(Tableau XLV.)

Les tribunaux ont prononcé 6,517 jugements avant de statuer au fond.

Affaires sur requête. — Référés. — Ordonnances.

(Tableau XLVI.)

Le nombre des affaires sur requête s'est élevé, en 1913-1914, à 13.391; 12,593 demandes ont été accordées, 629 rejetées et 169 sont restées sans suite.

On comptait parmi les principales affaires : 2,255 concernant les ventes de biens; 448 la rectification d'actes de l'état civil; 67 l'homologation d'actes de notoriété; 525 l'homologation de délibérations de conseils de famille.

Sur 5,918 demandes de *pro Deo*, 5,312 ont été accordées 606 rejetées.

Parmi les ordonnances rendues on peut citer comme les plus importantes par le nombre : celles sur assignation à bref délai, 183; celles sur référé, 2,732, dont 2,178 rendues contradictoirement et 554 par défaut.

Il y a eu 2,118 procès-verbaux de présentation de testaments; 679 envois en possession de succession testamentaire ont été ordonnés.

Poursuites disciplinaires.

Les décisions rendues par les tribunaux en matière disciplinaire ont atteint 1 avocat-avoué, 1 greffier adjoint, 1 huissier, 3 notaires, 1 officier de l'état civil. Les peines ont été la réprimande, la défense de récidiver, l'amende, la suspension, la destitution.

Divorces et séparations de corps.

(Tableaux XLIII et XLIV)

Les demandes en divorce se sont élevées à 1,977; 44 de ces demandes, émanaient d'époux contre lesquels le divorce était déjà demandé. Le chiffre des unions dont on demandait la dissolution par le divorce était donc de 1,933.

1,694 demandes ont été accueillies, 131 rejetées, 152 ont été abandonnées.

Ces demandes étaient formées : 880 par le mari, 1.028 par la femme. Les tribunaux se sont prononcés sur 69 demandes en divorce par consentement mutuel.

On relève, au point de vue de la situation de famille des époux, 1,017 cas (52.7 %) dans lesquels ceux-ci avaient des enfants; 916 (47.3 %) dans lesquels ils n'avaient pas ou n'avaient plus d'enfants.

La durée du mariage des conjoints au moment de l'instance en divorce était : de moins d'un an pour 3 demandes; de 1 à 5 ans, pour 269 demandes; de 5 à 10, pour 666; de 10 à 20, pour 798; de 20 à 30, pour 175; dans 22 cas, la durée du mariage dépassait 30 ans.

Les demandes étaient fondées : 1,457 (73.7 %) sur des excès, sévices ou injures graves; 433 (21.9 %) sur l'adultère (155 du mari, 278 de la femme); 6 (0.3 %) étaient basées sur une condamnation du mari à une peine criminelle; 1 sur une condamnation à une peine criminelle de la femme; 69 (3.5 %) reposaient sur le consentement mutuel; 11 (0.6 %) étaient la conséquence de séparations de corps.

Le nombre des demandes en séparation s'est élevé à 128 : 91 demandes ont été accordées, 21 rejetées et 16 abandonnées.

Il y avait 47 demandes introduites par le mari, 81 par la femme.

4 demandes émanaient d'époux contre lequels la séparation avait été demandée.

Le chiffre des unions matrimoniales où l'on sollicitait la cessation de la vie commune par la séparation de corps a donc été de 124.

Dans 74 cas, les demandeurs avaient des enfants; dans 49, ils n'en avaient pas; dans un cas, il n'a pas été possible de se procurer des renseignements utiles, parce qu'il s'agissait d'une affaire abandonnée.

La durée du mariage, avant la séparation de corps, dans 2 cas, a été de moins d'un an; elle a été de 1 à 5 ans, dans 17 cas; de 5 à 10, dans 24; de 10 à 20, dans 43; de 20 à 30, dans 31; de 30 à 40, dans 7 cas.

Les motifs invoqués sont les excès, sévices et injures graves dans 121 cas, l'adultère du mari dans 6 cas; l'adultère de la femme dans 1 cas.

Un tableau nouveau (le tableau XLIV) met en rapport les, motifs des demandes de divorce et de séparation de corps, d'une part, avec la situation de famille, d'autre part avec la durée du mariage.

Saisies immobilières. — Ordres et distributions par contribution.

(Tableau XLVII.)

Les données du tableau XLVII sont incomplètes comme le sont celles de tous les tableaux de la statistique civile des tribunaux de première instance.

Seulement, pour le tableau XLVII, il y a lieu de remarquer que si la lacune en ce qui concerne les procédures d'ordre et de contribution est la même qu'aux tableaux précédents (absence de renseignements relatifs aux tribunaux de Louvain et Termonde), ce sont les chiffres des arrondissements judiciaires de Furnes et d'Ypres qui font défaut en ce qui concerne les transcriptions de saisies immobilières opérées au bureau des hypothèques.

III. — Tribunaux de commerce.

Tous les nombres qui vont être cités dans ce paragraphe III : « Tribunaux de commerce », sont incomplets. Ils ne comprennent pas les chiffres du tribunal de commerce de Louvain, ni ceux du tribunal civil de Termonde. Les statistiques de ces deux tribunaux font défaut.

Affaires à juger.

(Tableau XLVIII.)

Le nombre des affaires inscrites au rôle des tribunaux consulaires et des tribunaux civils jugeant commercialement, dont on connait la statistique, s'est élevé, en 1913-1914, à 41,512.

Aux 41,512 causes nouvelles s'ajoutent : 15.160 causes qui étaient pendantes au 1er août 1913, 540 réinscrites après radiation et 508 poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.

Le nombre total des affaires commerciales à juger par ces tribunaux a été de 57.720.

Affaires terminées.

(Tableau XLVIII.)

Des 57,720 affaires à juger, 42,678 ont été terminées de la manière suivante :

31.750 (74 %) par jugements — dont 16,014 (37 %) jugements contradictoires et 16,635 (37 %) jugements par défaut.

10,928 (26 %) par désistement, transaction, radiation — dont 6,721 (16 %) par radiation du rôle ordonnée d'office.

Parmi les jugements contradictoires, 12,365 étaient en dernier ressort, 3,649 étaient à charge d'appel.

Parmi les jugements par défaut, 14,324 étaient en dernier ressort, 1,412 à charge d'appel.

Des 31,750 jugements, les tribunaux de commerce en ont rendu 26,859, les tribunaux civils jugeant commercialement 4,891.

Des 10,928 affaires terminées par désistement, transaction, radiation, 9,518 le furent devant des tribunaux de commerce, 1,410 devant des tribunaux civils jugeant commercialement.

Jugements avant de statuer au fond.

(Tableau L.)

Il a été rendu en matière commerciale 4,535 jugements avant de statuer au fond (3,812 devant les tribunaux de commerce, 723 devant les tribunaux civils jugeant commercialement).

Durée de la procédure.

(Tableau XLIX.)

Des 31,750 affaires terminées par des jugements, 26,045 ont été terminées dans les six mois de leur inscription (82 %); 3,729 (12 %) du sixième au douzième mois et 1,976 (6 %) après ce délai.

Affaires restant à juger.

(Tableaux XLVIII et XLIX.)

Au 1er août 1914, il reste à terminer 15,042 affaires.

Dans les 15,042 affaires restant à juger, les tribunaux spéciaux de commerce figurent pour 13,178 affaires; les tribunaux civils jugeant commercialement pour 1,864 affaires.

7,856 affaires étaient inscrites depuis moins de six mois (7,042 aux tribunaux de commerce, 814 aux tribunaux civils);

3,291 depuis six mois à un an (2,911 aux tribunaux de commerce, 380 aux tribunaux civils);

3,895 depuis un an et plus (3,225 aux tribunaux de commerce, 670 aux tribunaux civils).

Ordonnances de référé.

Le chiffre des ordonnances de référé rendues par les président en vertu de la loi du 26 décembre 1891 a été de 607.

Concordats préventifs. (Tableaux LI et LII.

Il a été présenté aux tribunaux 325 requêtes tendant à obtenir le bénéfice du concordat préventif. De ce nombre 164 ont été accueillies et suivies d'homologation; 61 ont été rejetées (28 avant toute procédure, 33 pour défaut de majorité); 3 demandes ont été admises sans être suivies d'homologation; 46 ont été suivies de déclaration de faillite pendant la procédure; 51 ont été retirées ou étaient tenues en suspens à la fin de l'exercice. Un tableau nouveau (tableau LII) fait connaître quel est le dividende distribué dans les concordats préventifs clôturés par liquidation après abandon d'actif, et met ce dividende en rapport avec le passif.

Faillites. (Tableaux LIII à LXI.)

642 faillites nouvelles ont été déclarées. (De plus, 1 faillite a été réouverte). Au 1er août 1913, il restait à liquider 992 faillites, soit au total, 1,634 faillites dont les tribunaux de commerce ont eu à s'occuper (1,635 en y comprenant la faillite réouverte).

Sur les 642 faillites nouvelles, 221 ont été déclarées sur aveu du failli, 296 à la poursuite des créanciers (dont 224 sur assignation, 72 sur requête), 125 d'office.

Sur le nombre de faillis, 561 étaient d'origine belge, 78 d'origine étrangère : 15 Allemands, 1 Américain (États-Unis, 5 Anglais, 2 Autrichiens, 1 Brésilien, 1 Danois, 3 Espagnols, 23 Français, 13 Hollandais, 2 Italiens, 1 Roumain, 11 Russes, 2 Suisses.

Parmi ces faillites, 63 concernaient des sociétés; 8 faillites intéressaient des associés.

Le montant du passif se détermine comme suit :

52	avaient un passif de	moins de	1,000	francs;
117	id.	de	1,000 à	5,000	id.;
96	id.	de	5,000 à	10,000	id.;
92	id.	de	10,000 à	20,000	id.;
91	id.	de	20,000 à	50,000	id.;
49	id.	de	50,000 à	100,000	id.;
65	id.	de	100,000 francs et plus.		

Au 31 juillet 1914, le montant du passif de 80 faillites était encore inconnu ou le délai accordé pour la production des créances n'était pas expiré.

Depuis la publication de l'année 1911-1912, certains renseignements nouveaux sont donnés relativement aux faillites terminées.

Alors qu'antérieurement on se bornait à classer les faillites en catégories basées sur le montant du dividende distribué, on a dressé pour l'année judiciaire 1913-1914, comme on l'avait fait pour les années judiciaires 1911-1912 et 1912-1913, des tableaux où le dividende distribué est mis en rapport avec le passif.

Les renseignements sont donnés, d'une part relativement aux faillites terminées par concordat, d'autre part relativement aux faillites terminées par liquidation.

De plus, en ce qui concerne les faillites terminées par liquidation, un tableau indique l'emploi de l'actif réalisé.

(Voir les tableaux)

Sur un total de 642 faillites nouvelles, on compte : pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 415 faillites (65 %); pour le ressort de Gand, 131 (20 %), et pour le ressort de Liége, 96 (15 %).

Des 1,634 faillites à clôturer (1,635 en y comprenant la faillite réouverte), les tribunaux en ont terminé 562 : 44 par concordat, 230 par liquidation, 258 à défaut d'actif et 30 par révocation.

Il en restait à régler 1,073 à la fin de l'année du compte.

La liquidation des faillites terminées par concordat ou liquidation a été opérée dans les délais suivants : 75 en moins de 6 mois; 68 en un délai de 6 mois à 1 an; 57 de 1 à 2 ans; 21 de 2 à 3 ans; 22 de 3 à 4 ans; 8 de 4 à 5 ans; 23 dans un temps plus long.

Aucune demande de sursis de payement n'a été introduite, pendant l'année 1913-1914.

Protêts.

Les tableaux des protêts n'ont pas été faits pour le mois de juillet 1914.

Du 1er août 1913 au 30 juin 1914, il a été dressé, à charge des commerçants, 37,536 protêts de lettres de change et de billets à ordre. La valeur de tous ces effets protestés s'élevait à la somme de 19,813,784 fr. 06 c. Pour l'arrondissement de Bruxelles seul, le nombre de lettres de change et billets à ordre protestés a été de 12,751. Leur import total était de 7,550,296 fr. 08 c.

IV. — Cours d'appel (1).

Affaires à juger.

(Tableau LXII.)

Le nombre des affaires nouvelles introduites en 1913-1914 devant les cours d'appel s'est élevé à 1,902, soit une augmentation de 117 affaires sur le chiffre de l'année 1912-1913.

Les affaires se répartissent comme suit :

Cour d'appel de Bruxelles.	1,258	affaires;
Id. de Gand.	246	id.
Id. de Liége.	398	id.

En ajoutant aux 1,902 causes nouvelles les 1,833 causes pendantes au commencement de l'année judiciaire, on arrive au chiffre de 3,735 causes à juger.

Les affaires soumises aux cours d'appel se composaient : de 1,993 appels en matière civile; de 1,304 appels sur jugements rendus par les tribunaux spéciaux de commerce; de 168 appels sur jugements rendus par les tribunaux civils jugeant commercialement; 6 appels de tribunaux étrangers au ressort de la cour (renvoi après cassation); de 2 appels de décisions de conseils de discipline de l'ordre des avocats, de 13 appels de jugements arbitraux, de 33 appels de référés, affaires portées directement devant la cour.

Résultats des appels.

(Tableaux LXII à LXIV.)

Les cours d'appel ont terminé 1,874 affaires. Elles ont rendu 1,414 arrêts : 1,325 contradictoirement (843 confirmatifs, 482 infirmatifs) et 89 par défaut; en outre, 352 causes ont été terminées par transaction, abandon, etc., et 108 par suite de radiation d'office.

Le nombre des arrêts rendus par les cours d'appel : 1,114 est supérieur de 91 au nombre des arrêts rendus par les mêmes cours pendant l'année judiciaire 1912-1913.

En matière civile : 806 affaires ont été jugées contradictoirement, 51 par défaut, 258 ont été terminées d'une autre manière.

En matière commerciale : 519 affaires ont été jugées contradictoirement, 38 par défaut et 202 ont été terminées d'une autre manière.

Durée de la procédure.

(Tableau LXIV.)

Des 1,414 affaires terminées par des arrêts, 322 ont été terminées dans les six mois (210 en matière civile, 112 en matière commerciale); 377 du sixième au douzième mois (221 en matière civile et 156 en matière commerciale); 606 dans un délai d'un à trois ans (369 en matière civile, 237 en matière commerciale); 109 après ce délai (57 en matière civile, 52 en matière commerciale).

Affaires restant à juger.

(Tableaux LXII et LXIV.)

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 1,861 affaires.

De celles-ci, 731 étaient inscrites depuis moins de six mois (445 en matière civile, 286 en matière commerciale);

473 depuis six mois à un an (278 en matière civile et 195 en matière commerciale);

591 depuis un à trois ans (287 en matière civile, 304 en matière commerciale);

66 depuis plus de trois ans (37 en matière civile, 29 en matière commerciale).

Les cours d'appel ont rendu 181 arrêts préparatoires et interlocutoires.

L'état qui suit permet de comparer les chiffres de l'année 1913-1914 à ceux de la période quinquennale 1908-1909 à 1912-1913 :

NATURE DES AFFAIRES.	ANNÉE 1908-1909.	ANNÉE 1909-1910.	ANNÉE 1910-1911.	ANNÉE 1911-1912.	ANNÉE 1912-1913.	NOMBRES moyens annuels de 1908-1909 à 1911-1912.	ANNÉE 1913-1914.
Total des affaires inscrites.	3,209	3,099	3,238	3,315	3,521	3.278	3,735
Affaires jugées par arrêts contradictoires : confirmatifs	751	657	739	681	753	713	843
Affaires jugées par arrêts contradictoires : infirmatifs	520	487	473	428	484	480	482
Affaires jugées par arrêts par défaut	70	56	87	68	86	74	89
Affaires rayées du rôle par transaction, abandon, radiation.	306	312	347	399	365	361	460
Total des affaires terminées.	1,726	1,512	1,646	1,579	1,688	1,630	1,874
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période.	1,483	1,587	1,592	1,736	1,833	1,646	1,861

(1) La documentation en ce qui concerne les Cours d'appel et la Cour de cassation est complète.

Nature des affaires.

(Tableau LXIII.)

Sur les 857 arrêts en matière civile, 199 ont statué sur des questions régies par le livre Ier du Code civil.

Parmi les arrêts qui concernent le livre Ier : 103 décidaient en matière de divorce et 16 en matière de séparation de corps; 50 réglaient des contestations relatives aux obligations résultant du mariage, notamment des demandes de pensions alimentaires (43).

Les dispositions du livre II du Code civil ont été appliquées par 17 arrêts.

Parmi les 478 arrêts qui concernent le livre III, on trouve 36 arrêts pour le titre des Successions; 15 pour celui des Donations entre vifs et des testaments; 214 pour celui des Contrats et obligations; 178 pour celui des engagements qui se forment sans convention.

Le titre du Contrat de louage a fourni matière à 15 arrêts.

Le Code de procédure et les lois spéciales ont donné lieu à 163 arrêts. Parmi ces arrêts 7 appartiennent par leur objet au titre des Saisies-arrêts; 3 à celui des Saisies immobilières, et le nombre des arrêts prononcés en matière d'expropriation forcée pour cause d'utilité publique a été de 99

Sur les 557 arrêts qui ont appliqué les dispositions du Code de commerce, 509 concernaient le livre Ier : Commerce en général, 9 le livre II : Du commerce maritime et 39 le livre III : Faillites, banqueroutes et sursis.

Parmi les 1,414 arrêts rendus, 787 l'ont été après communication au ministère public; 694 étaient conformes et 93 contraires, en tout ou en partie, aux conclusions des magistrats du parquet.

Affaires diverses.

Les cours ont accueilli 3 demandes en réhabilitation formées par des faillis et n'en ont rejeté aucune.

Elles ont jugé 2,476 affaires de milice et 9,029 affaires électorales. Les premières ont, en outre, donné lieu à 294, les secondes à 799 arrêts interlocutoires.

Les cours ont jugé 74 affaires fiscales.

V. — Cour de cassation (1).

(Tableaux LXV et LXVI.)

Le nombre des causes à juger (matière civile et commerciale), qui avait été de 140 en 1912-1913, est de 151 en 1913-1914.

Ces pourvois étaient dirigés contre 75 arrêts de cours d'appel, 50 jugements de tribunaux civils, 18 jugements de tribunaux de commerce, 6 décisions de justice de paix, 4 de conseils de prud'hommes. Il y a eu, en outre, 1 affaire en règlement de juges.

La cour a eu à statuer sur 81 affaires anciennes et sur 70 affaires nouvelles.

Elle a terminé 60 affaires : 24 par arrêt de cassation, 34 par arrêt de rejet, 2 par arrêt décrétant le désistement.

Le total des arrêts basés sur les Codes civil et de commerce a été de 37 (14 arrêts de cassation, 21 arrêts de rejet, 2 de désistement), les lois et matières diverses ont fait l'objet de 23 arrêts. Aucun arrêt n'a été basé sur le Code de procédure.

Il restait, à la fin de l'exercice, 91 causes à juger, soit 10 de plus que l'année précédente.

(1) La documentation en ce qui concerne les Cours d'appel et la Cour de cassation est complète.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Les tableaux de la statistique pénitentiaire sont présentés en deux groupes. Ceux du premier groupe se rapportent au fonctionnement des principaux services des prisons : écrou, services scolaire, disciplinaire, médical, industriel, c'est la statistique administrative. Ceux du second groupe forment la statistique des détenus; ils donnent des renseignements sur la situation de ceux-ci avant la détention et au moment de leur libération. On trouvera ci-dessous, résumées brièvement et accompagnées de quelques explications, les principales données que fournissent les tableaux statistiques de chacun des deux groupes.

Par suite de l'état de guerre, la statistique pénitentiaire ne comprend pas les renseignements se rapportant aux prisons de Furnes et d'Ypres, situées en dehors du territoire occupé.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique administrative.

1. — Organisation des prisons.

Les prisons se divisent en prisons centrales, qui ne reçoivent que des condamnés, et en prisons secondaires, qui renferment, outre des condamnés, les diverses catégories de détenus mis à la disposition des autorités judiciaires ou administratives.

Il y a deux prisons centrales : l'une à Louvain, l'autre à Gand. La première est entièrement cellulaire; des huit quartiers de la seconde un seul est cellulaire; les autres sont des quartiers communs, avec cellules de nuit.

La prison centrale de Louvain et le quartier cellulaire de la prison centrale de Gand sont affectés à la détention des condamnés criminels (travaux forcés et reclusion) et de condamnés correctionnels à long terme (plus de cinq ans). La prison centrale à Louvain reçoit, en outre, les condamnés à la détention. Indépendamment de ceux réservés aux jeunes condamnés et aux indisciplinés des écoles de bienfaisance, dont il sera question plus loin, les quartiers communs de Gand reçoivent : 1° les condamnés criminels qui sont jugés inaptes à subir le régime cellulaire à raison de leur état de santé physique ou mental et les condamnés à perpétuité qui, après un encellulement de dix ans, optent pour le régime commun, usant de la faculté qui leur est laissée à cet égard par la loi du 1er mai 1913; 2° les condamnés correctionnels qui ne peuvent être soumis au régime cellulaire sans danger pour leur santé physique ou mentale; 3° les condamnés correctionnels à court terme (six mois et moins) de certains arrondissements qui, par suite d'encombrement, ne peuvent trouver place dans l'établissement qui leur est normalement affecté.

Les prisons secondaires sont au nombre de vingt-sept : il en est établi une au chef-lieu de chacun des vingt-six arrondissements judiciaires; l'arrondissement de Bruxelles en compte deux. Toutes ces prisons sont cellulaires, à l'exception de celle d'Audenarde. Celle-ci est également destinée à disparaître prochainement pour faire place à une prison cellulaire.

Les prisons centrales ne renferment que des hommes : il n'y a pas, vu le peu d'importance de la criminalité féminine, de prison centrale de femmes. Les femmes condamnées, même à une peine criminelle, la subissent dans une prison secondaire : en général, celle du lieu de la condamnation.

Un quartier spécial, entièrement distinct de ceux réservés aux adultes, est établi à la prison centrale de Gand; il est destiné aux condamnés à plus de six mois, âgés, lors de l'exécution de la condamnation, de 16 et de moins de 18 ans. La loi du 15 mai 1912 permet aux cours et tribunaux, lorsqu'ils condamnent à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, d'ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. C'est au quartier spécial de la prison centrale de Gand que sont internés, quel que soit le taux de la peine d'emprisonnement prononcée, les jeunes délinquants auxquels il a été fait application de cette disposition légale. Au quartier spécial de Gand, les jeunes

détenus sont isolés la nuit dans des cellules et travaillent en commun pendant le jour. Une section du quartier cellulaire leur est réservée et est destinée aux élèves qui sont en quarantaine d'entrée, en punition ou isolés temporairement par mesure d'ordre.

A la prison centrale de Gand est également établi le quartier de discipline pour les garçons des écoles de bienfaisance. Il reçoit ceux des élèves de ces écoles qui sont vicieux, incorrigibles ou qui exigent une surveillance spéciale.

Dans les tableaux de la statistique administrative, la rubrique des prisons centrales comprend la prison centrale de Louvain et les quartiers suivants de la prison centrale de Gand : 1° le quartier cellulaire; 2° le quartier commun des criminels. Les chiffres relatifs au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés sont renseignés distinctement. Quant aux quartiers communs de correctionnels établis à la prison centrale de Gand, ils figurent sous la rubrique des prisons secondaires.

2. — Capacité des prisons.

(Tableau LXVII.)

On compte dans les prisons belges, non compris celles de Furnes et d'Ypres, au 31 décembre 1914, 4,250 cellules de jour et de nuit pour hommes et 665 pour femmes.

Il s'agit de cellules ordinaires, à l'exclusion des cellules d'infirmerie, de pistole, de punition et des cellules destinées aux condamnés pour dettes.

Il y a, pour la détention en commun pendant le jour, avec cellules ou alcôves de nuit, 1,181 places pour hommes et 2 pour femmes.

Ces derniers chiffres sont fournis, en majeure partie, en ce qui concerne les hommes, par les quartiers communs de la prison centrale de Gand (1,037 places) et par ceux de la prison de Forest (96 places) et, pour le surplus, par la prison d'Audenarde.

Quelques prisons secondaires sont, en outre, pourvues de quartiers de « désencombrement ». On y dispose de 339 places en commun pour hommes et de 46 pour femmes.

Il est à remarquer que dans chaque prison secondaire l'autorité militaire allemande s'est réservé un certain nombre de places pour la détention des prisonniers écroués à sa disposition.

3. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — Journées de détention. Population moyenne.

(Tableaux LXVII à LXIX.)

Le total des journées de détention est, dans les prisons centrales et pour les adultes seuls, de 265,900. Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, il est de 57,460, dont 38,952 pour les indisciplinés et 18,508 pour les jeunes condamnés.

Dans les prisons secondaires, le nombre des journées de détention est, pour les hommes, de 1,240,262 et, pour les femmes, de 111,760, soit, au total, 1,352,022.

Dans ces chiffres sont compris 23,260 journées de détention (18,777 hommes et 4,483 femmes) de prisonniers écroués à la disposition des autorités militaires allemandes.

Le tableau qui suit donne, par catégories d'établissements, le nombre des journées de détention pour chacune des années 1910 à 1914.

ÉTABLISSEMENTS.	1910	1911	1912	1913	1914
Prisons centrales	270,100	263,160	251,951	265,651	265,900
Prisons secondaires. Hommes	1,206,904	1,561,505	1,295,541	1,345,080	1,240,262
Prisons secondaires. Femmes	126,688	137,685	119,496	115,450	111,760
Totaux	1,603,752	1,762,348	1,669,968	1,725,081	1,617,922
Jeunes condamnés	16,025	16,624	15,258	14,351	18,508
Indisciplinés	35,457	52,888	55,892	59,795	38,952

La population moyenne par jour, pendant les mêmes années, s'établit de la façon suivante :

ÉTABLISSEMENTS.	1910	1911	1912	1913	1914
Prisons centrales	740	721	697	722	728
Prisons secondaires. Hommes	3,505	3,728	3,558	3,688	3,396
Prisons secondaires. Femmes	528	376	327	317	307
Totaux	4,373	4,825	4,562	4,727	4,431
Quartier de discipline et des jeunes condamnés	156	156	134	148	157

4. — Ecole.

(Tableaux LXX et LXXI.)

Dans les prisons centrales, la fréquentation de l'école est obligatoire pour les détenus, à moins d'une dispense motivée, accordée par le directeur. On dispense les détenus qui ont une instruction supérieure, ceux qui n'ont aucune disposition pour l'étude, les infirmes et les vieillards. La dispense peut aussi être motivée par mesure d'ordre et de sûreté.

Dans les prisons secondaires, la fréquentation de l'école est obligatoire : 1° pour les condamnés à six mois et plus qui n'ont pas atteint leur quarantième année; 2° pour les jeunes délinquants à quelque titre que ce soit. La fréquentation de l'école est facultative pour les autres détenus.

Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, l'école est obligatoire pour tous les internés.

Des 710 individus détenus dans les prisons centrales au 31 décembre 1914, 524, soit 74 p. c., fréquentaient l'école à cette date.

Les résultats obtenus à leur égard se résument dans la constatation suivante :

413, soit 79 p. c., ont profité des leçons;

111, soit 21 p. c., n'ont fait aucun progrès.

La population des écoles des prisons secondaires était, au 31 décembre 1914, de 634 hommes et de 44 femmes. Parmi les hommes, 549 ou 87 p. c. ont profité de l'enseignement qui leur était donné; 85, soit 13 p. c., n'ont fait aucun progrès. Pour les femmes, la proportion est respectivement de 41 ou 93 p. c. et de 3 ou 7 p. c.

Les 126 garçons présents au quartier de discipline et des jeunes condamnés, au 31 décembre, fréquentaient tous l'école; 108, soit 86 p. c., ont tiré profit des leçons qu'ils ont reçues, 18, soit 14 p. c., n'ont fait aucun progrès.

En ce qui concerne les détenus ayant fréquenté l'école qui ont été libérés au cours de l'année 1914, la proportion de ceux ayant tiré profit de cette fréquentation est de : pour les prisons centrales de 83 p. c. et pour les prisons secondaires de 88 p. c. pour les hommmes et de 96 p. c. pour les femmes.

Pour le quartier de discipline et des jeunes condamnés cette proportion est de 88 p. c.

5. — Punitions infligées aux détenus.

(Tableau LXXII.)

Le nombre total des journées de punition a été :

Dans les prisons centrales, de 1,131, soit 0.42 pour cent journées de détention;

Dans les prisons secondaires :

Pour les hommes, de 19,941, soit 1.61, pour cent journées de détention;

Pour les femmes, de 430, soit 0.38, pour cent journées de détention;

Au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés, il a été de 199, ou 0.35 pour cent journées de détention.

6. — Service médical.

(Tableau LXXIII.)

En règle générale, les détenus malades reçoivent à l'établissement les soins nécessaires. Comme on le voit au tableau renseignant la capacité des prisons, presque toutes les prisons sont pourvues à cet effet d'installations convenables. Le médecin décide si les détenus malades peuvent être soignés dans leur cellule ou s'ils doivent être transférés à l'infirmerie.

Les règlements prévoient la possibilité d'envoyer à l'hôpital du lieu — qui alors est considéré comme une succursale de la prison et où le condamné continue à subir sa peine — le détenu qui ne pourrait être soigné convenablement à la prison. Mais l'existence d'infirmeries dans la plupart des prisons et l'organisation dans toutes d'un service médical restreignent l'application de cette disposition réglementaire aux seuls cas exceptionnellement graves de maladies contagieuses ou nécessitant, pour leur guérison, l'intervention de chirurgiens spécialistes, ou encore lorsqu'il s'agit de femmes sur le point d'accoucher. En 1914, le nombre des transferts de ce genre a été de 43 (26 hommes et 17 femmes).

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1910 à 1914, la proportion de journées de maladie pour cent journées de détention.

Il convient de remarquer qu'il s'agit dans ce tableau des journées de maladie et non des journées d'infirmerie, c'est-à-dire qu'il comprend les maladies même les plus anodines, qui ont été traitées dans les quartiers et qui, parfois, n'ont pas empêché le détenu de se livrer au travail.

ÉTABLISSEMENTS.	1910			1911			1912			1913			1914		
	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.
Prisons centrales. . . .	270,100	13,188	4.14	265,100	12,578	4.78	251,201	11,256	4.12	263,651	11,270	4.27	265,900	11,530	4.24
Prisons secondaires. Hommes. .	1,206,964	27,371	2.27	1,201,703	29,167	2.43	1,216,541	33,630	2.55	1,215,980	31,122	2.31	1,210,362	28,150	2.20
Prisons secondaires. Femmes. .	126,688	12,912	10.22	127,685	12,822	9.31	119,196	12,922	10.81	115,150	11,980	12.02	111,760	13,933	12.17
Quartier de discipline. . .	33,457	511	1.54	32,888	791	2.43	25,892	197	0.82	20,703	182	0.58	38,052	125	0.32
Quartier des jeunes condamnés.	16,023	15	0.28	16,021	180	1.08	13,238	227	1.71	11,351	77	0.70	18,708	148	0.80

7. — Décès.

(Tableau LXXIV.)

Il y a eu, en 1914, dans les prisons centrales, 8 décès.

Dans les prisons secondaires :

Parmi les hommes. . . . . 19 décès;

Parmi les femmes . . . . . 1 —

Il ne s'est pas produit de décès au quartier de discipline.

Le tableau qui suit met en regard du chiffre de la population moyenne le nombre de décès et indique la proportion de ceux-ci pour cent détenus.

ÉTABLISSEMENTS.	1910			1911			1912			1913			1914		
	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.
Prisons centrales . .	740	9	1.22	721	15	2.08	697	11	1.58	722	6	0.83	728	8	1.10
Prisons secondaires. Hommes	3,305	13	0.45	3,728	21	0.56	3,338	16	0.45	3,688	20	0.54	3,596	19	0.56
Prisons secondaires. Femmes	328	2	0.62	376	1	0.27	327	2	0.61	317	—	—	307	1	0.33
Quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés . . .	136	1	0.74	136	—	—	134	—	—	118	1	0.68	157	—	—

8. — Suicides et tentatives de suicide.

(Tableau LXXV.)

Dans les prisons centrales, il s'est produit une tentative de suicide.

Dans les prisons secondaires, 9 prévenus et 2 condamnés se sont suicidés. Il y a eu, en outre, 24 tentatives de suicide, dont 12 par des prévenus et 12 par des condamnés.

En outre, 1 élève du quartier de discipline a tenté de se suicider.

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1910 à 1914, le nombre des suicides accomplis et tentés dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

Pendant la même période on n'a constaté au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés qu'une tentative de suicide en 1913 et une en 1914.

ANNÉES.	PRISONS CENTRALES.		PRISONS SECONDAIRES.							
			SUICIDES ACCOMPLIS.				SUICIDES TENTÉS.			
	SUICIDES ACCOMPLIS.	SUICIDES TENTÉS.	Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)		Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)	
			Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1910.	1	6	1	—	11	1	9	—	6	1
1911.	—	2	2	—	4	—	9	—	9	1
1912.	1	1	3	1	7	1	7	—	15	1
1913.	—	2	3	—	4	—	7	—	12	—
1914.	—	2	2	—	9	—	10	2	12	—
Totaux. . . .	2	13	11	1	35		42	2	52	3

9. — Aliénation mentale.

(Tableau LXXVI.)

Les vérifications médicales relatives à l'état mental des détenus dans les prisons sont, en vertu du Règlement général du 30 septembre 1905, confiées à des médecins spécialistes. Deux médecins aliénistes se partagent actuellement ce service pour l'ensemble des établissements pénitentiaires du royaume, qui sont, à ce point de vue, divisés en deux groupes. Ils examinent, sur la réquisition du directeur de l'établissement ou de l'administration centrale, tout condamné dont la conduite présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental.

Pendant le 2e semestre 1914, ce service, n'a pu fonctionner régulièrement et a dû être assuré partiellement, par les médecins ordinaires des prisons.

Quant aux prévenus et accusés, c'est au magistrat instructeur qu'il appartient, s'il le juge opportun, de faire procéder à leur examen mental par des praticiens qu'il désigne lui-même. Avis lui est donné par la direction de la prison des désordres mentaux apparents que présente tout prévenu ou accusé. La collocation d'un condamné dans un asile d'aliénés a lieu sur la production d'un certificat délivré dans les formes légales par les médecins aliénistes des prisons. Elle n'est ordonnée que si le détenu est atteint d'une maladie mentale de telle nature qu'il ne puisse être maintenu en prison sans préjudice pour son état mental ou pour l'ordre intérieur de l'établissement.

Les condamnés aliénés sont internés à l'asile de l'Etat à Tournai, les femmes sont internées à l'asile de l'Etat à Mons.

Pendant le 2e semestre 1914, à raison de l'interruption des communications, des aliénés n'ont pu être dirigés sur ces établissements et ont dû être colloqués dans des asiles privés à proximité des prisons où ils étaient détenus.

En 1914, il y a eu, dans les prisons centrales, 15 aliénés colloqués. Dans les prisons secondaires, le nombre des collocations a été de 111 (100 hommes, 11 femmes); il se subdivise ainsi qu'il suit au point de vue des catégories auxquelles appartenaient les colloqués :

Prévenus, accusés et passagers. 89 (73 hommes, 16 femmes).
Condamnés . . . . . 22 (21 id. 1 id.).

Les chiffres qui précèdent accusent, par rapport à la population moyenne des établissements, les proportions suivantes :

Dans les prisons centrales, 2.06 aliénés colloqués pour cent détenus.

Dans les prisons secondaires : hommes, 2.94 aliénés colloqués pour cent détenus; femmes, 3.58 aliénées colloquées pour cent détenues.

Il s'est produit un cas d'aliénation mentale, en 1914, au quartier des jeunes condamnés et aucun au quartier de discipline.

On trouvera ci-après un tableau donnant le nombre de collocations de 1910 à 1914 dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

ÉTABLISSEMENTS.		1910	1911	1912	1913	1914
Prisons centrales.	Louvain	5	2	4	5	6
	Gand — Quartier cellulaire	2	3	2	2	3
	Gand — Quartier commun des criminels	11	4	6	4	6
	Totaux	19	9	12	9	15
	Proportion pour cent détenus (population moyenne)	2.56	1.25	1.72	1.25	2.06
Prisons secondaires.	Prévenus et accusés. — Hommes	66	60	80	76	74
	Prévenus et accusés. — Femmes	5	2	7	4	6
	Passagers et mendiants et vagabonds. — Hommes	1	2	6	4	5
	Passagers et mendiants et vagabonds. — Femmes	1	1	—	—	1
	Condamnés. — Hommes	25	30	27	21	21
	Condamnés. — Femmes	5	8	5	7	1
	Totaux. — Hommes	90	92	113	104	100
	Totaux. — Femmes	9	11	12	11	11
	Proportion pour cent détenus (population moyenne). — Hommes	2.72	2.47	3.19	2.82	2.94
	Proportion pour cent détenus (population moyenne). — Femmes	2.74	2.93	3.67	3.47	3.58

Il a été dit plus haut que, dès qu'un condamné détenu présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental, le directeur de l'établissement est tenu d'en aviser le médecin aliéniste de la circonscription.

Le tableau qui va suivre, indiquant le nombre des détenus signalés aux médecins aliénistes, comprend donc la totalité des individus dont l'état mental a paru suspect. Il s'applique à tous les condamnés, à l'exclusion des prévenus et accusés dont l'examen mental n'est pas de la compétence des médecins aliénistes des prisons.

ANNÉES.	Population moyenne des CONDAMNÉS DÉTENUS.	Nombre des condamnés signalés aux MÉDECINS ALIÉNISTES.
1910	3,787	147
1911	4,390	155
1912	3,971	170
1913	4,148	141
1914	3,780	142

Ces chiffres font ressortir à 3.76 pour cent détenus et par an la moyenne des condamnés qui ont paru présenter, à un degré quelconque, les indices d'un trouble mental.

10. — Travail des détenus.

(Tableau LXXVII.)

Le travail est obligatoire pour les condamnés à des peines criminelles (travaux forcés, reclusion); les condamnés à l'emprisonnement correctionnel sont également astreints au travail, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le gouvernement dans les cas exceptionnels (art. 26 du Code pénal); le travail est facultatif pour les condamnés à l'emprisonnement de police et pour toutes les autres catégories de détenus.

Le travail est organisé dans les prisons sur les bases suivantes, fixées par le règlement général du 30 septembre 1905 : *les détenus sont employés principalement à des travaux pour le compte de l'Etat. Dans le cas où les travaux en régie ne suffisent pas pour occuper tous les détenus, les directeurs cherchent à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre. Ils font appel, dans ce but, à la concurrence des entrepreneurs. La main-d'œuvre des détenus ne peut être accordée qu'à des entrepreneurs ou fabricants; il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écritures, de dessin et autres semblables.*

Les conditions des entreprises sont réglées par un contrat soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre. Les prix de façon sont déterminés par pièce ou par journée. Ils sont calculés sur les prix moyens du commerce, diminués de la moins-value du travail pénitentiaire.

Sur le prix de façon payé par l'entrepreneur il est opéré, au profit de l'Etat, une retenue de trois dixièmes, à titre de frais de gestion. Des sept dixièmes restants une part est attribuée aux détenus dans les proportions suivantes, qui constituent le *maximum prévu par la loi : cinq dixièmes pour les condamnés correctionnels, quatre dixièmes pour les reclusionnaires, trois dixièmes pour les forçats.* Le surplus appartient à l'Etat. Les détenus pour lesquels le travail n'est pas obligatoire reçoivent l'intégralité du prix de la main-d'œuvre, déduction faite des trois dixièmes retenus pour frais de gestion.

Voici quel était, au dernier jour ouvrable de l'année 1914, l'emploi de la population détenue dans les établissements pénitentiaires (prisons centrales, prisons secondaires, quartiers de discipline et des jeunes condamnés) :

NATURE DES TRAVAUX EFFECTUÉS.		HOMMES.	FEMMES.
Travaux domestiques		488	98
Travaux industriels	*A.* Pour compte de particuliers	128	10
	B. Pour compte des administrations publiques	197	37
	C. Simples occupations	1,249	25
	D. Apprentis du quartier de discipline et des jeunes condamnés	131	—
Total des occupés		2,193	170
Détenus dispensés du travail pour diverses causes (maladie, punition, etc.)		528	37
Détenus inoccupés faute de travail		747	27
Total des inoccupés		1,275	64
Total général		3,468	234

En 1914, le produit brut du travail, c'est-à-dire l'ensemble des prix payés par les entrepreneurs particuliers ou pour les travaux en régie directe, par l'Etat, s'est élevé à . . . . . fr. 403,511.56

Il a été payé aux détenus occupés aux travaux industriels . . . . . fr. 148,069.46

A ceux employés aux travaux domestiques . . . . . fr. 25,608.22

Le traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels et certaines menues dépenses occasionnées par ces travaux représentent une somme de . . . . . fr. 69,254.89

Soit un total de dépenses de . . . . . fr. 242,932.57

Il s'ensuit que les opérations se rapportant exclusivement au travail laissent un bénéfice de 160,578.99

11. — Prix de la journée d'entretien.

(Tableau LXXVIII.)

Le *prix moyen de la journée d'entretien* dans les prisons est, pour 1914, de 1 fr. 73 c.

Il était pour 1910 de 1 fr. 60 c.
Id. 1911 de 1 fr. 51 c.
Id. 1912 de 1 fr. 64 c.
Id. 1913 de 1 fr. 66 c.

Ce prix est établi en répartissant sur le nombre total de journées de détention l'ensemble de la dépense nette.

Il est à remarquer qu'il est tenu compte dans ce calcul des journées d'entretien, dans les hôpitaux et les asiles d'aliénés, des détenus transférés en ces établissements et dont la charge d'entretien incombe à l'administration des prisons, ce qui explique la différence entre le nombre de journées de détention mentionné au tableau relatif au prix de la journée d'entretien et celui renseigné aux tableaux du mouvement de la population lesquels ne comprennent naturellement que les journées de détention dans les prisons.

La dépense nette est fixée en évaluant toutes les consommations et dépenses faites dans l'établissement pendant l'année pour la nourriture des détenus, leur habillement, leur coucher, le chauffage, le fonctionnement des divers services : culte, école, etc., le traitement des fonctionnaires et employés, les frais de bureau, le salaire des détenus, etc. On y ajoute la valeur du matériel mis au rebut et on déduit les recettes effectuées, telles que : produit du travail, part contributive des provinces dans les frais d'entretien des bâtiments et du mobilier, recouvrement des frais d'entretien de détenus dont l'entretien est à charge d'autres caisses (militaires, mendiants et vagabonds, etc.).

12. — Renseignements divers.

On trouvera ci-dessous des renseignements sur les options de régime et les transferts au régime commun.

Options de régime. — Les condamnés à perpétuité ne pouvant, aux termes de la loi du 1er mai 1913, être contraints à subir le régime de la séparation que pendant les dix premières années de leur captivité, sont appelés, à l'expiration de la dixième année, à faire connaître s'ils désirent continuer à subir leur peine en cellule ou s'ils réclament, au contraire, leur transfert en commun.

Pendant l'année 1914, 15 condamnés (14 hommes et 1 femme) ont été appelés à l'option; 12 (11 hommes et 1 femme) ont opté pour la cellule et 3 hommes pour le régime en commun; 1 homme qui avait opté pour le régime cellulaire a obtenu son transfert au régime commun.

Transferts en commun. — Les condamnés dont les médecins constatent l'inaptitude, soit au point de vue physique, soit au point de vue mental, à subir le régime cellulaire, sont transférés dans les quartiers communs, distincts pour les condamnés criminels et les condamnés correctionnels, aménagés à la prison centrale de Gand. Les quartiers communs pour femmes sont installés à Mons (pour les condamnées criminelles), à Tournai (pour les condamnées correctionnelles).

Le tableau qui suit donne le nombre de transferts en commun effectués pendant l'année 1914 :

TRANSFERTS EFFECTUÉS.	*Condamnés criminels.*		*Condamnés correctionnels.*		Total.
	HOMMES.	FEMMES.	HOMMES.	FEMMES.	
Pour cause d'inaptitude physique	3	—	21	—	24
Pour cause d'inaptitude mentale	9	—	42	2	51
Totaux	12	—	63	2	75

3 des 24 condamnés transférés en commun à raison de leur santé physique et 6 des 51 condamnés transférés à raison de leur santé mentale ont été ultérieurement réintégrés en cellule, sur le rapport du médecin compétent, qui les jugeait en état d'être soumis de nouveau au régime cellulaire.

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique des détenus.

Sous cette rubrique sont groupés divers renseignements concernant la personnalité de tous les condamnés qui, à la date du 31 décembre 1914, étaient inscrits à la comptabilité morale, quel que soit le lieu de leur détention : prison centrale, prison secondaire, quartier des jeunes condamnés. Les indisciplinés des écoles de bienfaisance n'y sont point compris.

Le compte moral, dont les annotations servent de base à cette statistique, est ouvert à tout détenu qui a à subir une peine d'emprisonnement de plus de trois mois. Il l'est à tout détenu du quartier des jeunes condamnés, quel que soit le taux de sa peine. On y inscrit d'abord des renseignements divers sur la condition du détenu à son entrée dans l'établissement : ils sont relatifs notamment à son état civil, sa profession, le degré de son instruction, ses antécédents. On y consigne toutes les indications concernant la condamnation en cours et spécialement un exposé des faits qui ont provoqué cette condamnation. Tous ces renseignements sont puisés par la direction de la prison dans un bulletin dressé, avec le concours des autorités locales, par le parquet qui a exercé les poursuites. Pendant le cours de la détention le compte moral reçoit la mention des actes méritoires posés, des récompenses obtenues, des infractions commises, des punitions encourues et, en outre, des appréciations du personnel sur la conduite, le caractère et les dispositions morales de l'intéressé. Lors de la sortie de prison du condamné, on mentionne, enfin, à son compte moral, divers renseignements sur sa condition à cette époque, au point de vue notamment de son instruction, de sa conduite, de sa santé, de son amendement.

Au 31 décembre 1914, 2,450 détenus (2,314 hommes et 136 femmes) étaient inscrits à la comptabilité morale.

Voici leur répartition aux divers points de vue qui sont envisagés dans les tableaux statistiques :

Juridiction.

(Tableau LXXXI.)

Avaient été jugés :

Par les cours d'assises	311	hommes,	35	femmes.
Par les cours d'appel	728	id.	35	id.
Par les tribunaux correctionnels.	952	id.	66	id.
Par les tribunaux de police. . .	2	id.	0	id.
Par les tribunaux militaires. . .	83	id.		

Genre des infractions.

(Tableau LXXXI.)

Condamnés pour infractions :

Contre les personnes	1,116	hommes,	69	femmes.
Contre les propriétés	1,198	id.	67	id.

Nature des peines.

(Tableau LXXXI.)

A la peine de mort	123	hommes,	14	femmes.
Aux travaux forcés à perpétuité .	146	id.	7	id.
Aux travaux forcés à temps . . .	231	id.	10	id.
A la détention perpétuelle. . . .	2	id.	0	id.
A la détention à temps	6	id.	0	id.
A la reclusion	73	id.	4	id.
A l'emprisonnement correctionnel	1,731	id.	101	id.
A l'emprisonnement de police . .	2	id.	0	id.

Lieu où l'infraction a été commise.

(Tableau LXXIX.)

Province d'Anvers	328	hommes,	11	femmes.
Id. de Brabant	675	id.	53	id.
Id. de Flandre occidentale.	242	id.	12	id.
Id. de Flandre orientale. .	320	id.	10	id.
Id. de Hainaut	105	id.	23	id.
Id. de Liége.	196	id.	21	id.
Id. de Limbourg	52	id.	0	id.
Id. de Luxembourg	34	id.	1	id.
Id. de Namur	46	id.	5	id.
Faits commis à l'étranger	16	id.	0	id.

Pour les 2,431 détenus condamnés pour délits commis en Belgique (2,298 hommes, 136 femmes), les infractions ont été commises dans des communes de 5,000 habitants et moins par 629 hommes et 32 femmes, dans des communes de plus de 5,000 habitants par 1,669 hommes et 104 femmes.

Age (au jour de la condamnation).

(Tableau LXXX.)

Agés de 16 à moins de 18 ans.	51	hommes,	1	femme.
Id. de 18 à moins de 21 ans.	290	id.	10	femmes.
Id. de 21 à moins de 30 ans.	932	id.	28	id.
Id. de 30 à moins de 40 ans.	621	id.	42	id.
Id. de 40 à moins de 50 ans.	269	id.	30	id.
Id. de 50 à moins de 60 ans.	110	id.	17	id.
Id. de 60 à moins de 70 ans.	39	id.	7	id.
Id. de 70 ans et plus. . . .	2	id.	1	id.

Etat civil.

(Tableau LXXX.)

Célibataires	1,473	hommes,	46	femmes.
Mariés { ayant des enfants .	524	id.	51	id.
Mariés { sans enfants . . .	193	id.	9	id.
Veufs et divorcés { ayant des enfants .	67	id.	22	id.
Veufs et divorcés { sans enfants . . .	57	id.	8	id.

Filiation.

(Tableau LXXX.)

Enfants légitimes, légitimés ou reconnus par le père . . .	2,263	hommes,	135	femmes.
Enfants naturels	50	id.	1	id.
Enfants trouvés.	1	id.	0	id.

Suivant le degré de leur instruction.

(Tableau LXXX.)

1er degré. Ne sachant ni lire, ni écrire	428	hommes,	21	femmes.
2e degré. Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement. . . .	1,307	id.	62	id.
3e degré. Sachant bien lire et écrire.	439	id.	44	id.
4e degré. Ayant une instruction supérieure à ces degrés. .	140	id.	9	id.

Suivant l'idiome.

(Tableau LXXX.)

Parlant le français.	724	hommes,	62	femmes.
Id. le flamand.	922	id.	42	id.
Id. ces deux langues . .	627	id.	29	id.
Ne parlant ni le français ni le flamand	41	id.	3	id.

Antécédents.

(Tableau LXXXII.)

Non récidivistes.	924	hommes,	73	femmes.

		Hommes.	Femmes.
Récidivistes ayant subi. .	1 condamnation antérieure. .	240	16
	2 id. id.	191	5
	3 id. id.	130	9
	4 id. id.	135	7
	5 id. id.	91	6
	de 6 à 10 condamnations antérieures.	281	8
	de 11 à 15 condamnations antérieures.	133	4
	de 16 à 20 condamnations antérieures.	69	6
	plus de 20 condamnations antérieures.	120	2

La récidive dont il est ici question est la récidive pénitentiaire et non la récidive légale. Il n'est pas tenu compte des condamnations antérieures à une peine de police.

Libérés pendant l'année.
Condition au moment de la libération.

On trouvera dans le tableau LXXXIII des renseignements sur la condition au moment de la libération de 3,760 détenus (3,524 hommes et 236 femmes) libérés pendant l'année. Il s'agit là aussi des seuls libérés inscrits à la comptabilité morale.

STATISTIQUE

DE LA

MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE

Mouvement de la population des dépôts de mendicité et des maisons de refuge.

(Tableaux LXXXIV à LXXXVIII.)

La statistique de la mendicité et du vagabondage relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes (1).

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

Les entrées réelles ont été, dans les dépôts de mendicité de 1,811 hommes et 102 femmes.

Dans les maisons de refuge de 1,152 hommes et de 100 femmes;

Le meilleur élément dont on puisse actuellement se servir pour apprécier l'influence qu'a exercée sur le vagabondage la loi du 27 novembre 1891, c'est la population moyenne des établissements. Le chiffre de cette population n'est pas, il est vrai, exactement proportionnel au nombre des entrées, ni par conséquent au nombre des cas de vagabondage, car il dépend pour beaucoup de la durée de l'internement que l'administration juge à propos de faire subir au vagabond. Si l'administration, usant du pouvoir d'appréciation que la loi lui confère, libère très tôt les individus mis à sa disposition par les tribunaux, le nombre des journées d'entretien sera relativement petit et la population moyenne, qui est le quotient de la division du total des journées d'entretien par 365, sera relativement faible. Les variations dans la durée de la détention peuvent être assez caractérisées pour que la population moyenne baisse quand le chiffre des entrées augmente.

En outre, les mouvements de hausse ou de baisse des entrées et de la population moyenne ne sont pas nécessairement simultanés; si de nombreuses entrées ont lieu à la fin de l'année, elles élèveront un peu la population moyenne de l'année où elles ont eu lieu, mais davantage celle de l'année suivante.

Il est nécessaire de tenir compte de ces remarques en lisant les chiffres suivants, qui donnent la population moyenne des dépôts de mendicité et des maisons de refuge.

Sur 2,435 hommes reclus au 31 décembre 1914 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge, 194 seulement s'y trouvaient pour la première fois, tandis que 1,701 y étaient pour la cinquième fois au moins. Parmi les 347 femmes recluses à la même date, 158 s'y trouvaient pour la première fois et seulement 88 pour la cinquième fois au moins.

De la comparaison de ces chiffres il résulte que les hommes internés une première fois dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge sont beaucoup moins susceptibles d'amendement que les femmes : ils deviennent en grand nombre des vagabonds incorrigibles; tandis que la plupart des femmes sorties des dépôts de mendicité et des maisons de refuge après un premier internement n'y rentrent plus.

Il faut établir, parmi les mendiants et vagabonds des deux sexes, la distinction entre ceux que recueillent les dépôts de mendicité et ceux qu'hospitalisent les maisons de refuge. Ce qui a été dit des reclusions successives s'applique, avant tout et dans une mesure prépondérante, à la première de ces deux classes de reclus.

(1) Dans les publications antérieures, à celle de l'année 1913, on faisait également connaître, ici, le mouvement de la population des établissements dénommés « Ecoles de bienfaisance », où étaient internés les jeunes délinquants et les enfants moralement abandonnés. La loi du 13 mai 1912 sur la protection de l'enfance a établi, pour les mineurs traduits en justice, un régime spécial. On trouvera plus loin la statistique relative à l'application de la dite loi (chapitre Ier et II).

STATISTIQUE

DES

GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Les requêtes en grâce soumises au Roi, après examen par le département de la Justice, ont été du 1er janvier au 20 août 1914 de 7,433, dont 5,251 furent rejetées, 2,182 accueillies totalement ou partiellement.

Le nombre des détenus auxquels peut s'appliquer la libération conditionnelle est nécessairement restreint : la loi exige une durée minimum de détention et exclut, par le fait, une nombreuse catégorie de prisonniers. D'autre part, l'amendement du détenu et les nécessités de la répression ne permettent évidemment pas de faire bénéficier de la mesure les récidivistes endurcis ou les condamnés ayant fait preuve d'une perversion spéciale.

Aussi la *statistique* de la libération conditionnelle ne peut-elle être que le résultat chiffré d'une enquête.

L'enquête a été faite dès le début de la loi et continue depuis. Elle porte d'abord sur l'application de la loi, au point de vue de l'initiative que prennent les directeurs de prison et du contrôle qu'exerce l'administration centrale par les instructions d'office qu'elle ordonne; ensuite, sur la personnalité des détenus qui bénéficient de la libération conditionnelle : âge, état civil, antécédents, peines encourues, etc.; enfin sur les résultats : proportion des révocations et des libérations devenant définitives par expiration du temps d'épreuve. On trouvera les chiffres pour 1914 aux tableaux LXXXIX et XC.

Pour permettre d'apprécier l'importance réelle et la conséquence de la libération conditionnelle, les tableaux ci-dessous fournissent un résumé des chiffres constatés depuis le 1er juin 1888, date de la mise en vigueur de la loi.

Le premier indique la proportion des libérations conditionnelles accordées tant pour les propositions des autorités que pour les instructions d'office sur requête.

Le second expose les résultats en mettant en regard du chiffre total des libérations celui des libérations qui sont devenues définitives et celui des révocations.

Le troisième groupe, par période quinquennale, depuis juin 1888 jusqu'au 31 décembre 1913, la moyenne annuelle des libérations accordées et des révocations prononcées.

Le quatrième indique la date à laquelle expireront les délais d'épreuve pour les libérés encore soumis à la surveillance et qui pourraient être éventuellement réintégrés.

Le cinquième et dernier tableau donne le résultat général de la loi, depuis sa mise en vigueur jusqu'au 31 décembre 1914, ainsi que la proportion des rechutes.

Les quatre derniers tableaux ne tiennent pas compte des décès.

ANNÉES.	LIBÉRATIONS			REJETS		
	sur propositions des directeurs.	après requêtes instruites d'office.	TOTAL.	de propositions des directeurs.	après instructions d'office.	TOTAL.
1888-1889	118	54	172	156	69	225
1890	78	28	106	47	53	100
1891	123	47	170	45	45	90
1892	145	54	199	57	38	95
1893	133	43	176	66	18	84
1894	142	39	181	95	29	124
1895	140	61	201	135	48	183
1896	160	56	216	136	64	200
1897	165	72	235	172	90	262
1898	170	87	266	181	87	268
1899	162	70	232	179	88	267
1900	175	61	236	149	50	199
1901	148	74	222	188	80	266
1902	136	46	182	182	80	262
1903	180	45	225	176	61	237
1904	158	59	217	173	94	267
1905	143	72	215	145	76	221
1906	142	74	216	194	85	279
1907	215	104	319	221	99	320
1908	178	72	250	226	77	3 3
1909	149	75	224	271	85	356
1910	145	59	202	271	88	359
1911	125	63	188	230	107	337
1912	157	85	242	237	126	363
1913	146	87	233	147	101	248
1914	130	51	181	153	56	209

ANNÉES.	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		LIBÉRATIONS DEVENUES DÉFINITIVES		RÉVOCATIONS			
	accordées pendant l'année.	TOTAL depuis 1er juin 1888 (1).	pendant l'année.	depuis le 1er juin 1888 (1).	de libérations accordées dans l'année.	TOTAL des révocations prononcées dans l'année.	TOTAL des révocations prononcées depuis le 1er juin 1888 (1).	TOTAL des révocations par rapport à l'année dans laquelle la libération a été accordée (2).
1888-1889	172	172			3	3	3	7
1890	106	278		245	1	5	8	5
1891	170	448			1	4	12	4
1892	199	647	170	415	5	5	17	6
1893	176	825	145	558	3	7	24	11
1894	181	1,004	126	684	5	6	30	13
1895	201	1,205	170	854	2	13	43	9
1896	216	1,421	178	1,032	1	6	49	9
1897	235	1,656	206	1,238	2	10	59	6
1898	266	1,922	234	1,472	1	9	68	11
1899	232	2,154	188	1,660	1	8	76	16
1900	236	2,390	123	1,783	»	8	84	13
1901	222	2,612	107	1,890	3	17	101	17
1902	182	2,794	197	2,087	3	21	122	10
1903	225	3,019	212	2,299	2	10	132	12
1904	217	3,236	176	2,475	4	7	139	18
1905	215	3,451	233	2,708	6	21	160	19
1906	216	3,667	220	2,928	2	10	170	12
1907	319	3,986	195	3,125	3	15	185	24
1908	250	4,236	203	3,328	2	23	208	20
1909	224	4,460	274	3,600	3	23	229	19
1910	202	4,662	223	3,823	2	16	245	15
1911	188	4,850	202	4,025	—	15	260	14
1912	242	5,092	192	4,217	—	12	272	16
1913	233	5,325	178	4,395	5	23	295	7
1914	181	5,506	212	4,607	1	16	311	1

PÉRIODE QUINQUENNALE.	LIBÉRATIONS ACCORDÉES.	MOYENNE ANNUELLE.	RÉVOCATIONS PRONONCÉES.	MOYENNE ANNUELLE.	PROPORTION DES RÉVOCATIONS PAR RAPPORT AUX LIBÉRATIONS.
Juin 1888 à 1893	825	164.4	24	4.8	2.9
1894 à 1898	1,099	219.8	44	8.8	4
1899 à 1903	1,097	219.4	64 (3)	12.8 (3)	5.8 (3)
1904 à 1908	1,217	243.4	74	14.8	6.1
1909 à 1913	1,089	217.8	80	17.8	7.2
1914 à 1918	—	—	—	—	—

(1) Date de la mise en vigueur de la loi.

(2) Les chiffres des dernières années augmenteront au fur et à mesure que les résultats des années suivantes seront connus.

(3) Cette augmentation provient de ce que la loi du 3 août 1899 a prolongé la durée du temps d'épreuve qui, depuis cette loi, ne peut être inférieur à 2 ans d'autre part, le nombre des révocations doit s'accroître nécessairement au fur et à mesure que le nombre des individus soumis à l'épreuve de la libération conditionnelle augmente. Pour connaître la proportion des rechutes, il faut consulter le dernier tableau relatif aux résultats de l'application de la loi.

Suite des 5,506 libérations conditionnelles accordées depuis la mise en vigueur de la loi.

Libérations devenues définitives			4,607
Id.	révoquées		311
Terme d'épreuve expirant en		1915	226
Id.	id.	1916	200
Id.	id.	1917	23
Id.	id.	1918	20
Id.	id.	1919	14
Id.	id.	1820	7
Id.	id.	1921	10
A reporter			5,418

Report			5,418
Terme d'épreuve expirant en		1922	8
Id.	id.	1923	4
Id.	id.	1924	5
Id.	id.	1925	3
Id.	id.	1826	2
Id.	id.	1927	5
Id.	id.	1928	2
Id.	id.	1929	3
Id.	id.	1930	2
Id.	id.	1833	1
Id.	id.	1835	1
Indéfini			52
			5,506

Résultat général de l'application de la loi depuis sa mise en vigueur jusqu'au 31 décembre 1914. Proportions.

Individus libérés définitivement par suite d'expiration de temps d'épreuve	4,607	83.7 %
Individus libérés vis-à-vis desquels un arrêté de révocation a été pris	311	5.7 %
Individus libérés dont le temps d'épreuve n'est pas expiré et qui sont encore en liberté conditionnelle	588	10.6 %
TOTAL	5,506	100 %

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

(Tableau XCIII.)

Le nombre des étrangers dont l'arrivée dans le pays a été pour la première fois portée à la connaissance de l'administration de la sûreté publique s'est élevé en 1914 à 17,395 résidants et 2,396 vagabonds, soit un total de 19,791.

Les pays qui ont fourni les plus forts appoints à cette immigration sont les suivants :

Allemagne	5,906
Angleterre	496
Autriche	915
France	6,161
Hollande	2,191
Italie	730
Luxembourg	515
Russie	1,218
Suisse	340

(Tableau XCIV.)

En 1914, 4,033 étrangers ont été éloignés du pays pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité.

(Tableau XCV.)

Le nombre total des étrangers expulsés par arrêté royal ou renvoyés en vertu de mesures administratives a été en 1914 de 5,188.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

La statistique des établissements d'aliénés est incomplète. Les renseignements concernant l'hospice (pour hommes) à Ypres et ceux concernant l'asile du Sacré-Cœur (pour femmes) également à Ypres font défaut. Le total de la population des autres établissements au 31 décembre 1914 était pour les hommes de 10,073, pour les femmes de 9,024.

TABLEAUX

Principales abréviations.

A.R. = Arrêté royal.
Art. = Article.
C.I.C. = Code d'instruction criminelle.
C.P. = Code pénal.
D. = Décret.
L. = Loi.

STATISTIQUE PÉNALE

1914

1914

ANNEXE

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1er janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire que, sauf une légère exception en ce qui concerne les délits forestiers (pp. 102 à 115 et 130 à 143) et le tableau XXIV des cours d'assises, on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1° toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2° tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — Etats statistiques.

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte détaillé des travaux que leur office ou le tribunal auquel ils sont attachés a effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Transmis au Département de la Justice, ces états sont vérifiés, puis dépouillés dans les différents cadres de la statistique.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est déjà ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des fardes individuelles, cataloguées comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les fardes, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux renseignant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité, une maison de refuge ou une école de bienfaisance (1); on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1er janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1er janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, sauf le Code forestier, prononcées depuis le 1er janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie, extrêmement peu nombreuse, a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Quand on entama la compilation des tableaux de la nouvelle statistique au 1er janvier 1898, le casier judiciaire embrassait donc, abstraction faite des étrangers :

Pour les faits punis d'une peine criminelle, une période de vingt-neuf ans;

Pour les faits punis d'une peine correctionnelle, une période de dix-neuf ans;

Pour les infractions au Code pénal punies d'une peine de police, une période de trois ans.

Depuis le 1er janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, prononcées par un tribunal correctionnel qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée du chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte, à laquelle la statistique peut puiser en toute confiance.

L'utilisation des dossiers du casier judiciaire par le service de la statistique se fait d'une façon très simple. Chaque jour, les bulletins qui arrivent au casier judiciaire sont communiqués au bureau de statistique. Lorsqu'ils sont relatifs à des condamnés récidivistes, le bureau de statistique reçoit ces bulletins classés dans leurs dossiers. Ils sont dépouillés successivement sous leurs différents aspects, après quoi ils sont restitués au casier judiciaire.

Tous les travaux importants sont faits au moyen de fiches de dépouillement perforées par des emporte-pièce comme celles qui servent aux dépouillements par la machine électrique Hollerith. Ces fiches sont comptées au moyen du *classi-compteur March*.

(1) Sauf les mises à la disposition du gouvernement prononcées par application des articles 24 et 25 de la loi du 27 novembre 1891. Ces articles ont cessé d'être en vigueur le 1er octobre 1912. La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance qui les a abrogés (art. 64, alin. 2) a créé des tribunaux pour enfants. Les décisions des juges des enfants sont notifiées au casier judiciaire.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Casier judiciaire

N°

Rappeler le numéro de l'extrait du casier judiciaire, quand il s'agit d'un récidiviste.)

BULLETIN DE CONDAMNATION.

Tribunal correctionnel de

N. B. — Prière de répondre par écrit à chaque question.
L'emploi des guillemets comme réponse est interdit.

N° de l'affaire :

NOM	
Prénoms	
Sobriquet ou surnom	
Faux nom	
Lieu et date de naissance	
Prénoms du père	
Nom et prénoms de la mère	
Nom et prénoms du conjoint. (Indiquer si ce conjoint est décédé ou s'il y a eu divorce.)	
Le condamné a-t-il des enfants légitimes ou légitimés?	
Instruction. (Souligner ci-contre la mention qui convient.)	Illettré. — Sachant imparfaitement lire et écrire. — Sachant bien lire et écrire. — Ayant une instruction plus développée.
Profession	
	Si le condamné est entretenu par une autre personne, indiquer quelle est cette personne (père, mari, tuteur, etc.) et quelle est sa profession. Tout condamné sans moyens d'existence qui ne travaille pas doit être renseigné comme *sans aveu*, même s'il dit connaître un métier. Si le condamné, sans exercer de profession, a des moyens d'existence, le renseigner sous sa qualification sociale (rentier, pensionné, etc.).
Domicile	

Condamné conditionnellement, avec sursis de (*) , *le*

à :	*du chef de* (indiquer le nombre des infractions de chaque espèce) :	*par application de :*
1°	1°	1° .....
.....	.....	.....
2°	2°	2° .....
.....	.....	.....
3°	3°	3° .....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

(**) *Ces faits ont été commis à* , *canton de* , *le*

Le condamné a-t-il agi étant sous l'influence de la boisson? .....

Le *19* .

Le Greffier,

(*) Biffer les mots *conditionnellement avec sursis de*, si la loi du 31 mai 1888 n'a pas été appliquée.

(**) Indiquer la date à laquelle chaque infraction a été commise. S'il s'agit d'infractions collectives ou d'infractions connexes, *au sens de l'article 227 du Code d'instruction criminelle*, prendre pour date le dernier acte punissable commis, en y joignant l'abréviation **I. C.**

Quand on ignore la date exacte à laquelle une infraction a été commise, faire connaître la période (mois, saison, année) dans laquelle cette date doit se trouver comprise, en indiquant brièvement que la date exacte est inconnue.

PREMIERE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (Code d'instruction criminelle, art. 8).

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre (ou à un échevin délégué). (Code d'instruction criminelle, art. 11 ; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi et dans les autres le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Les procureurs du roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal ; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « chambre du conseil » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction, des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d' « ordonnance ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 23 avril 1896.)

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de

nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du roi.

Art. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

Art. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

Art. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

Art. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

Art. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés comme ils l'ont été les années précédentes, à l'aide de comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

I. — État des travaux des parquets.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux									Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet.	Direction donnée aux plaintes, dénonciations et procès-verbaux. — NOMBRE DES AFFAIRES					
	reçus directement par		TRANSMIS AU MINISTÈRE PUBLIC PAR								communiquées au juge d'instruction.	renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite.	portées à l'audience par citation directe		
	le ministère public.	les juges d'instruction.	la gendarmerie.	les juges de paix.	les bourgmestres	les commissaires de police.	les gardes champêtres.	les gardes forestiers.	de toute autre manière.					du ministère public.	de la partie civile.	d'une administration publique.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	3,675	130	2,776	4	198	25,847	155	517	5,671	36,771	4,360	116	30,506	2,442	22	26
Louvain (1)																
Nivelles	28	—	1,886	1	62	533	151	=	345	3,006	763	518	1,148	566	—	23
Anvers (1)																
Malines	198	—	773	—	15	842	186	6	157	2,177	608	137	1,180	251	—	—
Turnhout	68	—	1,118	1	12	310	282	106	98	1,995	324	206	933	495	2	20
Mons	1,662	—	3,282	—	111	2,650	445	988	685	9,823	3,343	1,389	4,265	1,363	—	14
Charleroi	6,049	—	5,449	—	372	6,912	1,424	25	222	18,453	5,914	2,561	9,718	2,216	1	14
Tournai	1,253	6	1,508	14	202	658	45	10	158	3,854	1,180	588	1,658	409	7	—
Gand	937	2	2,712	25	1,440	4,251	55	12	59	9,472	1,505	1,626	4,871	1,051	6	28
Audenarde	131	—	2,700	16	97	516	187	138	195	4,013	684	802	1,646	757	2	3
Termonde (1)																
Bruges	21	—	1,925	—	166	2,938	140	59	582	5,831	905	756	2,561	1,273	1	3
Courtrai	14	—	2,148	6	575	1,901	4	—	707	5,358	1,522	615	2,461	896	1	5
Furnes (1)																
Ypres (1)																
Liége	3,486	1	2,602	9	108	5,107	1,359	231	452	13,335	3,028	1,751	5,919	2,011	2	55
Huy	709	1	845	1	105	165	550	34	86	2,496	648	450	1,020	416	—	17
Verviers	1,101	—	595	2	190	956	—	87	132	3,072	960	508	1,201	225	—	5
Tongres	28	—	1,805	3	56	552	270	64	345	2,908	618	522	1,205	510	9	36
Hasselt	611	1	1,016	17	151	446	126	37	227	2,612	457	592	1,146	607	3	70
Arlon	45	—	1,128	—	2	106	1	9	133	1,424	505	255	502	135	—	47
Marche	3	1	760	1	4	47	49	26	184	1,075	219	155	566	122	1	12
Neufchâteau	287	1	860	7	9	87	18	61	58	1,388	255	522	548	274	1	18
Namur	67	—	2,388	—	390	1,948	—	287	314	5,394	1,234	721	2,691	427	1	—
Dinant	1,562	—	525	31	119	252	84	257	47	2,835	964	402	1,002	295	1	39
TOTAUX	21,938	143	36,797	136	4,373	56,820	5,514	2,734	8,837	137,292	27,882	15,203	77,146	17,641	60	422

(1) Les renseignements font défaut.

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets.

Arrondissements.	LES FAITS ne constituant ni crime ni délit ou ne pouvant donner lieu qu'à des réparations civiles.	LES AUTEURS étant inconnus.	LA PREUVE ne pouvant être administrée.	LES DÉLITS étant sans gravité ou n'intéressant pas essentiellement l'ordre public.	LES PROCÈS-VERBAUX étant irréguliers.	LES PARTIES intéressées n'ayant pas porté plainte ou s'étant désistées.	LES INCULPÉS étant décédés.	LA PRESCRIPTION étant acquise.	POUR tout autre motif.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	4,551	7,575	11,151	5,255	—	756	1	65	1,216	30,506
Louvain (1)										
Nivelles	362	400	502	50	—	25	1	9	1	1,148
Anvers (1)										
Malines	127	505	506	105	2	47	—	8	86	1,186
Turnhout	268	286	110	151	—	5	1	26	85	935
Mons	255	1,475	1,695	86	—	468	1	—	307	4,263
Charleroi	5,889	1,998	2,201	915	—	709	8	—	—	9,718
Tournai	501	410	651	245	—	58	1	—	4	1,658
Gand	1,580	1,202	1,589	415	—	222	9	18	238	4,871
Audenarde	374	665	416	96	—	—	—	1	94	1,646
Termonde (1)										
Bruges	41	912	1,515	56	10	4	1	—	41	2,561
Courtrai	58	1,022	1,265	95	—	11	4	8	—	2,461
Furnes (1)										
Ypres (1)										
Liége	295	988	3,355	1,085	—	58	4	—	158	5,919
Huy	246	271	388	69	—	25	2	16	3	1,020
Verviers	267	317	585	40	—	11	2	—	42	1,294
Tongres	410	356	506	55	—	87	2	9	—	1,205
Hasselt	127	205	508	86	4	2	2	21	105	1,146
Arlon	220	105	145	2	—	24	—	8	—	502
Marche	172	100	160	15	—	29	2	12	76	566
Neufchâteau	194	127	215	—	—	7	—	2	5	548
Namur	1,856	700	565	—	—	—	—	—	—	2,991
Dinant	174	250	428	50	—	59	1	56	44	1,002
TOTAUX. . .	15,505	19,853	27,608	8,784	16	2,555	42	257	2,526	77,146

(1) Les renseignements font défaut.

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. Résultat de l'instruction.

Arrondissements.	NOMBRE DES AFFAIRES										AFFAIRES SANS SUITE.				
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES							renvoyées au parquet ou à d'autres juges concurremment saisis.	évoquées par la cour d'appel.	TOTAL.	Faits qui ne constituent ni crime ni délit.	CRIMES ET DÉLITS			
	DE RENVOI DEVANT											présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve.		reconnus tels d'après le résultat de l'instruction.	
	la chambre des mises en accusation.	le tribunal correctionnel. Crimes.	le tribunal correctionnel. Délits.	de police. sur réquisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 4 oct. 1867. 5	de police. après instruction. 6	une autre juridiction. 7	de non-lieu à poursuivre. 8					Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés	Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	7	455	1,179	956	5	27	1,544	99	1	4,231	59	253	522	550	200
Louvain (1)															
Nivelles	—	57	85	471	2	2	210	8	—	815	—	45	46	80	35
Anvers	4	576	997	682	4	14	1,096	71	—	3,244	65	141	475	256	181
Malines	5	42	119	261	—	6	178	—	—	611	1	23	48	67	34
Turnhout	—	30	59	169	—	—	62	—	—	320	—	10	25	22	5
Mons	7	156	388	2,318	4	4	458	11	—	3,326	29	56	146	119	88
Charleroi	12	289	552	2,405	6	5	675	30	—	3,954	17	79	418	120	41
Tournai	—	40	201	558	31	4	349	17	—	1,203	65	—	56	198	50
Gand (2)	15	112	215	455	2	3	403	10	—	1,213	28	19	107	198	51
Audenarde	2	45	184	180	4	22	205	—	—	640	—	58	56	81	30
Termonde (1)															
Bruges	5	99	210	155	—	4	361	9	2	828	1	87	146	92	38
Courtrai	3	77	145	856	6	6	259	1	—	1,331	—	49	65	96	49
Furnes (1)															
Ypres (1)															
Liége	4	316	761	1,098	16	15	935	5	—	3,151	171	80	310	205	159
Huy	3	52	61	327	15	3	140	1	—	582	11	14	38	36	11
Verviers	—	56	149	481	25	7	296	15	—	1,007	24	15	147	68	42
Tongres	—	22	56	420	1	3	102	1	—	605	10	19	3	35	35
Hasselt	1	20	61	325	—	2	75	—	—	483	3	8	15	20	27
Arlon	—	24	54	375	6	1	55	—	—	513	10	—	28	15	2
Marche	—	4	6	180	5	1	18	—	—	214	6	—	4	8	—
Neufchâteau	—	3	19	168	3	1	25	—	—	219	3	3	8	7	4
Namur	3	58	267	618	28	1	259	—	—	1,234	—	122	—	—	157
Dinant	2	10	106	657	3	1	139	6	—	913	2	36	88	5	8
TOTAUX. . .	73	2,268	5,859	14,031	164	130	7,825	284	3	30,637	490	1,119	2,737	2,244	1,235

(1) Les renseignements font défaut.
(2) Les renseignements relatifs aux affaires soumises aux juges d'instruction ou à la chambre du conseil à Gand sont incomplets. Ceux d'un des quatre cabinets d'instruction font défaut.

IV. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896.

I. — NATURE DE L'INFRACTION COMMISE PAR LE REQUÉRANT.	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES.	DEMANDES ACCUEILLIES. — LE REQUÉRANT AVAIT ENCOURU UNE PEINE			DEMANDES REJETÉES. — LE REQUÉRANT AVAIT ENCOURU UNE PEINE		
		criminelle.	correctionnelle.	de police.	criminelle.	correctionnelle.	de police.
1	2	3	4	5	6	7	8
Abus de confiance, escroquerie	11	—	10	—	—	1	—
Adultère, entretien de concubine	10	—	6	—	—	4	—
Armes prohibées	2	—	1	—	—	1	—
Attentat à la pudeur	13	—	7	—	—	6	—
Attentat aux mœurs (écrits ou images)	1	—	1	—	—	—	—
Avortement	3	—	2	—	—	1	—
Banqueroute	1	—	1	—	—	—	—
Bris de clôtures	1	—	1	—	—	—	—
Calomnie et diffamation	10	—	6	3	—	1	—
Chasse (Délit de)	7	—	6	—	—	1	—
Chemins de fer (Police des	1	—	—	1	—	—	—
Code forestier	1	—	1	—	—	—	—
Collectes non autorisées	1	—	—	1	—	—	—
Contrefaçon, timbres coupons	1	—	1	—	—	—	—
Corruption, tentative	1	—	1	—	—	—	—
Coups et blessures volontaires	68	—	45	14	—	7	2
Id. id. involontaires	9	—	9	—	—	—	—
Cultes (entraves au libre exercice d'un)	1	—	1	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse	4	—	4	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification de)	4	—	3	—	—	—	1
Désertion	1	—	1	—	—	—	—
Destruction de récoltes	1	—	1	—	—	—	—
Détournement par un dispositaire public	1	—	1	—	—	—	—
Divulgation méchante	1	—	1	—	—	—	—
Duel	1	—	1	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs	1	—	1	—	—	—	—
Excitation de mineurs à la débauche	3	—	1	—	—	2	—
Fausse monnaie	1	—	—	—	—	1	—
Faux en écritures	20	1	11	—	1	7	—
Faux témoignage en justice	3	—	3	—	—	—	—
Homicide involontaire	5	—	3	—	—	2	—
Incendie	3	1	—	—	—	2	—
Injures verbales	4	—	1	3	—	—	—
Ivresse publique	5	—	1	4	—	—	—
Jeux de hasard	3	—	3	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage	2	—	1	1	—	—	—
Objets saisis, détournement	1	—	1	—	—	—	—
Id. trouvés détournement	1	—	1	—	—	—	—
Outrages aux mœurs	7	—	5	—	—	2	—
Id. rebellion, coups à la police	31	—	23	1	—	3	2
Pêche (Délit de)	3	—	2	—	—	1	—
Police des cabarets	1	—	—	1	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques (Rage canine)	2	—	—	2	—	—	—
Recel	6	—	4	—	—	2	—
Subornation de témoins	1	—	1	—	—	—	—
Tapages nocturnes	3	—	—	2	—	—	1
Travail des femmes et enfants	4	—	4	—	—	—	—
Tromperie sur les choses vendues	1	—	1	—	—	—	—
Usurpation de fonctions	2	—	2	—	—	—	—
Viol et tentative	3	—	1	—	—	2	—
Violences légères	2	—	—	2	—	—	—
Voirie et roulage	2	—	1	1	—	—	—
Vol	33	—	30	—	—	3	—
Vol à l'aide d'effraction	19	—	6	—	1	12	—
TOTAL . . .	327	2	220	36	2	61	6

II. — Nombre des condamnés qui, entre l'époque où ils ont subi leur peine ou en ont été déchargés soit par la grâce, soit par l'expiration du sursis et celle où ils ont adressé leur demande en réhabilitation, ont laissé s'écouler un délai de :

Moins de 6 ans	59
6 ans à moins de 10 ans	128
10 ans à moins de 15 ans	73
15 ans et plus	67
TOTAL . . .	327

V. — Chambre des mises en accusation. — Nombre et résultats des arrêts.

NOMBRE DES ARRÊTS :		COURS D'APPEL. — BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	TOTAL.
1		2	3	4	5
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés		4	1	2	7
Portant renvoi	aux assises	28	20	11	59
	au tribunal correctionnel	12	22	6	40
	au tribunal de police	1	—	—	1
	devant une autre juridiction	1	—	2	3
TOTAUX . . .		46	43	21	110
Statuant sur des demandes en réhabilitations.	Octrois	172	32	54	258
	Rejets	59	9	1	69
TOTAUX . . .		231	41	55	327

VI. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation.

NATURE DES ORDONNANCES.			Ordonnances confirmées entièrement.	ORDONNANCES INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE — pour avoir déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre.	pour avoir déclaré qu'il y avait lieu à suivre.	pour fausse qualification des faits.	pour vice de forme.	pour autres motifs.	TOTAL.
1			2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)			567	2	21	—	1	59	650
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires	auxquelles il a été formé opposition	par le ministère public	14	—	2	6	—	2	24
		par les parties civiles	2	—	—	—	—	—	2
		par les prévenus	—	—	—	—	—	—	—
	dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle		46	3	—	3	—	32	84
	Cours d'appel	Bruxelles	453	1	19	3	1	48	525
		Gand	78	4	4	—	—	21	107
		Liége	98	—	—	6	—	24	128
TOTAUX . . .			629	5	23	9	1	93	760
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition			—	—	—	—	—	—	8

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

VII. — Prévenus acquittés en appel.

COURS D'APPEL.	TOTAL.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	8	1	2	4	1
Gand	1	—	—	1	—
Liége	1	—	—	—	1
TOTAUX. . .	10	1	2	5	2

VIII. — Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation.

COURS D'APPEL.	TOTAL.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	—	—	—	—	—

IX. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises.

PROVINCES.	Nombre total des accusés.	Nombre des accusés arrêtés préventivement.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.									
			Moins de 1 mois.	De 1 à moins de 2 mois.	De 2 à moins de 3 mois.	De 3 à moins de 4 mois.	De 4 à moins de 5 mois.	De 5 à moins de 6 mois.	De 6 à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 1 an.	1 an et plus.	Durée inconnue.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	10	10	—	—	—	1	—	3	4	1	1	—
Anvers	11	11	—	—	—	1	2	1	6	—	1	—
Hainaut.	26	26	1	—	2	7	5	2	6	—	—	—
Flandre orientale.	13	13	—	—	3	3	2	—	2	—	1	—
Flandre occidentale . . .	11	11	—	—	3	3	1	—	1	—	—	—
Liége.	5	5		—	—	2	1	—	2	—	—	—
Limbourg.	3	3	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—
Luxembourg.	3	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Namur	6	6	—	2	1	1	—	—	2	—	—	—
Résultat des arrêts. { Condamnés . . .	58	58	—	3	8	8	11	4	10	—	2	—
Résultat des arrêts. { Acquittés . . .	30	30	3	—	1	11	1	2	3	1	1	—
TOTAUX. . .	88	88	5	3	12	19	15	6	24	1	8	—

X. — Durée de la détention préventive.

Arrondissements.	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à l'emprisonnement.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à des peines pécuniaires.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés.					
	Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.				
		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles. .	26	14	11	—	1	—	733	550	117	37	25	4	—	—	—	—	—	—	12	7	5	—	—	—
Louvain (1).																								
Nivelles . .	1	—	1	—	—	—	29	4	18	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers. .	28	16	7	2	3	—	(1)																	
Malines . .	—	—	—	—	—	—	47	28	14	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	2	1	—	—
Turnhout. .	1	1	—	—	—	—	33	22	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons . . .	12	9	3	—	—	—	111	65	25	9	12	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	—	—
Charleroi .	10	9	1	—	—	—	248	205	26	15	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai . .	—	—	—	—	—	—	48	20	19	4	3	—	1	1	—	—	—	—	4	3	1	—	—	—
Gand (2) . .	7	6	1	—	—	—	106	3	46	31	22	2	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—
Audenarde .	1	—	1	—	—	—	25	3	14	8	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Termonde.(1)																								
Bruges. . .	5	3	—	—	—	—	75	21	40	8	3	3	4	2	—	—	—	2	4	2	2	—	—	—
Courtrai . .	4	4	—	—	—	—	86	11	62	7	3	1		—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—
Furnes (1) .																								
Ypres (1). .																								
Liége . . .	2	2	—	—	—	—	303	228	33	15	7	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy	10	1	6	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers . .	11	8	3	—	—	—	56	28	16	9	2	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—
Tongres . .	—	—	—	—	—	—	17	12	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . .	—	—	—	—	—	—	12	2	4	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon . . .	—	—	—	—	—	—	28	13	8	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche. . .	1	—	—	1	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau.	—	—	—	—	—	—	19	8	3	3	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur. . .	6	4	1	1	—	—	47	18	26	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—
Dinant . .	2	2	—	—	—	—	21	12	6	—	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
TOTAUX. . .	127	81	35	7	4	—	2,047	1,253	512	175	92	15	5	3	—	—	—	—	38	20	15	2	1	—

(1) Les renseignements font défaut

(2) Les renseignements relatifs aux affaires soumises aux juges d'instruction ou à la chambre du conseil à Gand sont incomplets. Ceux d'un des quatre cabinets d'instruction font défaut.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine de police, c'est-à-dire n'excédant pas 7 jours de prison et 25 francs d'amende, sauf s'il s'agit de contraventions forestières commises dans des bois soumis au régime forestier ;

2° Des délits que la chambre du conseil leur renvoie quand, à raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes (loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5) ;

3° Des infractions aux lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, ainsi que les infractions aux règlements provinciaux. Les juges de paix appliquent les peines comminées par les lois et règlements jusqu'à *concurrence de 8 jours d'emprisonnement et 200 francs* d'amende; les peines plus élevées sont réduites de plein droit à ce maximum (loi du 1er mai 1849, art. 1er et 2);

4° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge.

Les fonctions de juge de police sont remplies par les juges de paix.

Il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

En vertu de l'article 6 de la loi du 12 août 1911 et de l'article 1 de la loi du 2 octobre 1913, il a été créé à Bruxelles et à Anvers une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est exclusivement chargé d'assurer le service du tribunal de police.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice. Si l'on veut comparer les chiffres fournis, à partir de l'année 1898 avec ceux qui ont été publiés pour les années antérieures, il importe de remarquer que le chiffre des affaires porté au tableau XII des publications nouvelles (XI pour 1914) comprend toutes les affaires jugées par le tribunal, même celles qui concernent l'application de la loi sur la mendicité et le vagabondage, tandis que depuis 1886 jusqu'en 1897 ces affaires n'ont pas été comptées. Si l'on veut comparer le chiffre des inculpés à partir de l'année 1898 à celui donné pour les années précédentes, il faut ajouter au chiffre des inculpés en matière de police, celui des inculpés en matière électorale.

XI. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles.	9,898	9,692	3,263	5,309	1,120	206	203	3	—	—	—	—	—	—
Anderlecht	641	632	415	201	18	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Assche	189	177	150	38	9	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Hal.	276	252	197	37	18	24	24	—	—	—	—	—	—	—
Ixelles (2 cantons)	1,002	964	556	353	55	38	38	—	—	—	—	—	—	—
Laeken	824	819	569	232	18	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Lennick-St-Quentin	149	148	115	31	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Molenbeek-St-Jean.	1,766	1,755	856	832	67	11	11	—	—	—	—	—	—	2
St-Gilles.	1,393	1,388	685	697	98	5	4	1	—	—	—	—	—	—
St-Josse-ten-Noode	1,347	1,265	636	607	20	84	84	—	—	—	—	—	—	2
Schaerbeek	1,384	1,368	803	551	14	16	15	1	—	—	—	—	—	—
Uccle.	738	686	426	252	28	52	51	1	—	—	—	—	—	—
Vilvorde	710	676	502	157	17	34	34	—	—	—	—	—	—	—
Wolverthem	188	183	135	24	4	5	5	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	20,505	20,003	9,304	9,211	1,488	502	496	6	—	—	—	—	—	4
Louvain (1) (2e canton.)	547	534	455	67	11	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Aerschot	120	116	115	1	—	4	4	—	—	—	—	—	—	1
Diest	225	219	173	40	6	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Glabbeek	108	106	97	7	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Haecht	202	201	149	28	24	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Léau	88	84	78	6	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont	316	284	224	53	7	32	32	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	1,606	1,544	1,289	202	53	62	62	—	—	—	—	—	—	1
Nivelles.	718	664	399	221	44	54	54	—	—	—	—	—	—	—
Genappe.	279	257	184	62	11	22	22	—	—	—	—	—	—	—
Jodoigne	197	194	148	37	9	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Perwez	173	170	120	26	24	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Wavre	562	538	435	94	9	24	21	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,929	1,823	1,286	440	97	106	106	—	—	—	—	—	—	—

(1) Les renseignements relatifs à la justice de paix du 1er canton de Louvain font défaut.

XI (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES				Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Anvers	11,203	11,128	5,028	5,325	775	75	71	4	—	—	—	—	—	—	
Berchem	554	550	371	216	3	4	4	—	—	—	—	—	—	—	
Boom	455	436	342	68	26	19	19	—	—	—	—	—	—	—	
Borgerhout	1,353	1,316	858	416	42	37	37	—	—	—	—	—	—	—	
Brecht	186	164	121	36	7	22	22	—	—	—	—	—	—	—	
Contich	242	206	164	41	1	36	36	—	—	—	—	—	—	—	
Eeckeren	454	446	272	158	16	8	8	—	—	—	—	—	—	—	
Santhoven	314	245	175	64	6	69	69	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAUX.	4,801	14,531	7,331	6,324	876	270	266	4	—	—	—	—	—	—	
Malines (2 cantons.)	533	515	417	95	3	18	18	—	—	—	—	—	—	—	
Duffel	184	175	139	28	3	11	11	—	—	—	—	—	—	—	
Heyst-op-den-Berg.	180	178	158	30	10	2	2	—	—	—	—	—	—	—	
Lierre	247	243	197	38	8	4	4	—	—	—	—	—	—	—	
Puers	231	191	174	16	1	40	40	—		—		—	—	—	
TOTAUX.	1,375	1,300	1,065	207	28	75	75	—	—	—	—	—	—	—	
Turnhout	507	464	296	152	16	43	43	—	—	—	—	—	—	—	
Arendonck	288	280	220	55	5	8	8	—	—	—	—	—	—	—	
Herenthals	199	195	175	19	1	6	6	—	—	—	—	—	—	—	
Hoogstraeten	406	152	105	47	2	254	254	—	—	—	—	—	—	1	
Moll	467	458	355	88	17	9	9	—	—	—	—	—	—	—	
Westerloo	130	151	97	25	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAUX.	1,997	1,677	1,242	384	51	320	320	—	—	—	—	—	—	1	
Mons	1,483	1,420	868	439	122	47	47	—		7	4	3	—	—	
Boussu	1,353	1,347	932	325	90	6	6	—	—	—	—	—	—	—	
Chièvres	160	158	143	14	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	
Dour	672	665	455	185	17	7	7	—	—	—	—	—	—	—	
Enghien	164	142	126	13	3	7	7	—	—	5	—	5	—	—	
La Louvière	830	824	559	244	51	6	6	—	—	—	—	—	—	—	
Lens	357	353	262	65	26	3	3	—	—	1	—	—	1	—	
Pâturages	750	745	512	186	47	5	5	—	—	—	—	—	—	—	
Rœulx	502	501	291	192	18	1	1	—	—	—	—	—	—	—	
Soignies	426	405	262	126	15	25	25	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAUX.	6,687	6,567	4,390	1,754	423	107	107	—	—	13	4	8	1	—	

XI (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Charleroi (2 cantons.)	3,897	3,858	1,912	1,798	148	39	39	—	—	—	—	—	—	—
Beaumont	207	196	148	44	4	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Binche	1,256	1,255	821	352	82	21	21	—	—	—	—	—	—	—
Châtelet	1,764	1,755	1,049	576	128	4	4	—	—	7	—	7	—	—
Chimay	241	227	162	60	5	8	8	—	—	6	—	5	1	—
Fontaine-l'Evêque	779	756	520	203	33	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Gosselies	735	727	495	202	32	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Jumet	859	853	597	220	36	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Marchienne-au-Pont	1,763	1,758	804	886	68	7	7	—	—	18	1	17	—	—
Merbes-le-Château	221	199	151	40	8	22	22	—	—	—	—	—	—	—
Seneffe	452	420	355	72	21	5	5	—	—	21	21	—	—	—
Thuin	100	98	62	35	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	12,274	12,066	7,052	4,448	566	156	156	—	—	52	22	29	1	—
Tournai	379	357	267	68	22	22	22	—	—	—	—	—	—	—
Antoing	162	153	130	22	1	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Ath	225	215	153	42	20	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Celles	183	177	130	32	15	5	5	—	—	1	1	—	—	—
Flobecq	70	67	44	14	9	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Frasnes	114	112	85	20	9	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	201	189	148	39	2	—	—	—	—	12	—	10	2	—
Leuze	224	208	150	45	7	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Péruwelz	125	120	105	11	4	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Quevaucamps	249	241	191	42	8	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Templeuve	265	258	148	94	16	7	7	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,197	2,097	1,555	429	113	87	87	—	—	13	1	10	2	—

XI (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Gand (3 cantons)	1,904	1,850	956	768	106	74	72	2	—	—	—	—	—	—
Assenede	120	119	93	24	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Capryeke	81	77	50	24	3	3	3	—	—	1	—	—	1	—
Creyshautem	139	137	101	31	5	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Deynze	272	166	96	50	20	106	106	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo	195	181	100	65	16	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Evergem	218	204	151	64	9	8	8	—	—	6	4	2	—	—
Ledeberg	275	273	202	60	11	2	2	—	—	—	—	—	—	1
Loochristy	181	177	119	41	17	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Nazareth	156	141	80	59	2	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Nevele	176	149	108	26	15	27	27	—	—	—	—	—	—	—
Oosterzeele	195	185	131	50	4	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Somergem	180	173	128	41	4	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Waersehot	37	30	22	7	1	7	7	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	4,129	3,842	2,339	1,290	213	280	278	2	—	7	4	2	1	1
Audenarde	280	276	180	83	13	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Grammont	211	202	153	37	10	6	6	—	—	3	1	—	2	—
Herzele	139	137	102	25	10	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Hoorebeke-Ste-Marie	48	48	41	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	64	60	46	13	1	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Ninove	369	344	264	58	22	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Renaix	153	149	115	27	7	3	3	—	—	1	—	1	—	—
Sottegem	126	124	84	33	7	2	2	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,390	1,340	987	283	70	46	46	—	—	4	1	1	2	—
Termonde (1)														
Alost	286	276	207	58	11	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Beveren	337	329	176	111	42	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Hamme	236	233	158	53	22	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Lokeren	192	186	130	44	12	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Gilles-Waes	331	327	201	90	35	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes	293	292	189	85	18	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Tamise	242	239	189	32	18	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Wetteren	183	180	134	38	8	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Zele	101	100	70	25	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	2,201	2,164	1,457	538	169	36	36	—	—	1	—	1	—	—

(1) Les renseignements font défaut.

XI (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges (2 cantons)	2,182	2,046	865	1,097	86	156	156	—	—	—	—	—	—	—
Ardoye (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	735	708	456	247	25	27	27	—	—	—	—	—	—	—
Ruysselede	65	65	32	16	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Thielt	175	175	106	55	14	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Thouront (1)														
TOTAUX	3,157	2,992	1,457	1,413	142	185	185	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai (2 cantons)	1,121	1,105	593	415	95	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Avelghem	148	145	104	37	4	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Harlebeke	363	344	257	87	20	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Iseghem	189	186	130	41	15	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Menin	980	942	508	413	21	38	38	—	—	—	—	—	—	—
Meulebeke	128	128	61	50	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meorscele	219	219	165	48	8	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Mouscron	894	751	371	320	58	165	160	3	—	—	—	—	—	—
Oostrooseheke	193	180	118	53	9	15	13	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	428	422	260	151	8	6	6	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	4,663	4,400	2,550	1,616	234	263	260	3	—	—	—	—	—	—
Furnes (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (1) (2 cantons)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hooglede (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wervieq (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Les renseignements font défaut.

XI (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Liége (2 cantons.)	2,789	2,665	1,552	992	121	144	125	21	—	—	—	—	—	—
Dalhem	118	111	89	15	7	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	628	627	516	103	8	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	562	558	378	120	60	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Grivegnée	271	248	193	52	3	—	—	—	—	23	8	15	—	—
Herstal	375	365	264	72	29	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres	908	891	669	149	73	11	11	—	—	6	1	3	2	—
Louveigné(1)														
Saint-Nicolas	435	430	303	112	15	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Seraing	773	770	527	191	52	2	2	—	—	1	1	—	—	—
Waremme	473	313	241	63	9	160	159	1	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	7,332	6,958	4,714	1,869	375	344	322	22	—	30	10	18	2	—
Huy	487	482	324	152	26	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Avennes	231	225	164	55	8	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Ferrières	39	39	30	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Héron	146	143	106	26	13	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	146	145	125	16	4	2	2	—	—	1	—	—	1	—
Landen	174	172	146	24	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Nandrin	196	195	123	42	30	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,419	1,401	1,016	301	84	17	17	—	—	1	—	—	1	—
Verviers	1,045	911	657	270	28	7	6	1	—	94	36	58	—	—
Aubel	131	128	110	14	4	2	2	—	—	1	1	—	—	—
Dison	259	251	187	58	6	1	1	—	—	7	6	1	—	—
Herve (1)														
Limbourg	199	198	119	65	16	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Spa	299	296	176	95	25	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Stavelot	153	151	139	12	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	2,086	1,968	1,368	521	79	16	15	1	—	102	43	59	—	1

(1) Les renseignements font défaut.

XI (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	479	468	335	129	6	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Bilsen	316	309	195	92	22	5	5	—	—	2	1	1	—	—
Brée	187	185	126	54	5	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Looz	390	350	239	95	16	30	30	—	—	10	3	7	—	—
Maeseyck	183	182	134	46	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Mechelen	328	267	177	111	9	22	22	—	—	9	—	9	—	—
Sichen-St-Rolré	123	122	69	41	12	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	2,006	1,913	1,273	568	72	72	72	—	—	21	4	17	—	—
Hasselt	153	140	107	35	9	3	3	—	—	1	—	—	1	—
Beeringen	582	578	338	225	15	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Herck-la-Ville	140	139	98	30	11	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Neerpelt	402	389	249	124	16	9	9	—	—	1	2	1	1	—
Peer	94	93	65	21	7	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Trond	345	333	224	74	35	12	12	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,716	1,681	1,081	507	93	30	30	—	—	5	2	1	2	—
Arlon	397	384	369	15	—	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Etalle	127	125	119	3	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Fauvillers	123	122	117	5	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Florenville	159	158	151	5	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Messancy	342	333	265	58	10	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Virton	388	383	367	16	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,536	1,505	1,388	102	15	31	31	—	—	—	—	—	—	—
Marche	129	124	124	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Durbuy	87	87	80	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erezée	28	28	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize	111	106	96	10	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Laroche	172	169	155	14	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Nassogne	28	28	25	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vielsalm	76	75	68	7	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	631	617	576	41	—	14	14	—	—	—	—	—	—	—

XI (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau . .	184	168	157	11		16	16	—	—	—	—	—	—	—
Bastogne.	134	134	120	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bouillon.	63	51	45	6	—	12	11	1	—	—	—	—	—	—
Paliseul	83	78	75	5	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert . . .	150	148	122	26	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Sibret.	79	76	65	8	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Wellin	46	44	40	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	739	699	633	62	4	40	39	1	—	—	—	—	—	—
Namur (1) . . . . (2 cantons.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Andenne.	196	187	111	61	12	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Eghezée	220	219	174	41	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Fosses.	808	795	598	569	26	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Gembloux	500	492	325	142	27	8	8	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	1,724	1,691	1,006	616	69	33	33	—	—	—	—	—	—	—
Dinant. (1) . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beauraing	203	202	178	21	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Ciney	176	167	121	44	2	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Couvin	172	170	127	43	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Florennes	233	221	191	25	10	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne.	119	117	115	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Philippeville	92	85	72	12	1	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Rochefort	172	165	152	11	—	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Walcourt	167	151	93	41	17	16	16	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	1,334	1,279	1,047	202	30	55	55	—		—	—	—	—	—

(1) Les renseignements font défaut.

RÉCAPITULATION.

XI (suite). — Etat des affaires par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles.	20,505	20,005	9,504	9,211	1,188	502	496	6	—	—	—	—	—	4
Louvain (1)	1,606	1,544	1,280	202	55	62	62	—	—	—	—	—	—	1
Nivelles.	1,929	1,823	1,286	440	97	106	106	—	—	—	—	—	—	—
Anvers.	14,801	14,531	7,531	6,524	876	270	266	4	—	—	—	—	—	—
Malines.	1,375	1,300	1,065	207	28	75	75	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	1,997	1,677	1 242	584	51	320	320	—	—	—	—	—	—	1
Mons.	6,687	6,567	4,590	1,754	423	107	107	—	—	15	4	8	1	—
Charleroi	12,274	12,066	7,052	4,448	566	156	156	—	—	52	22	29	1	—
Tournai.	2,197	2,097	1,555	429	113	87	87	—	—	13	1	10	2	—
Gand.	4,129	3,842	2,530	1,200	213	280	278	2	—	7	4	2	1	1
Audenarde . . .	1,390	1,340	987	285	70	46	46	—	—	4	1	1	2	—
Termonde (1) . . .	2,201	2,164	1,457	558	109	36	36	—	—	1	—	1	—	—
Bruges (1) . . .	3,157	2,992	1,457	1,413	142	165	165	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	4,663	4,400	2,550	1,616	234	263	260	3	—	—	—	—	—	1
Furnes (2) . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége (1)	7,332	6,958	4,714	1,869	375	344	322	22	—	30	10	18	2	—
Huy	1,419	1,401	1,046	301	84	17	17	—	—	1	—	—	1	—
Verviers (1)	2,086	1,968	1,368	521	79	16	15	1	—	102	45	39	—	1
Tongres	2,006	1,915	1,275	568	72	72	72	—	—	21	17	4	—	—
Hasselt. . . .	1,716	1,681	10,81	507	95	30	30	—	—	5	2	1	2	—
Arlon	1,536	1,503	1,388	102	13	31	31	—	—	—	—	—	—	—
Marche.	631	617	576	41	—	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau . .	739	699	633	62	4	40	39	1	—	—	—	—	—	—
Namur (1).	1,724	1,691	1,006	616	69	33	33	—	—	—	—	—	—	—
Dinant (1) . . .	1,334	1,279	1,047	202	30	55	55	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX. .	99,434	96,058	57,386	33,328	5,344	3,127	3,088	39	—	249	104	133	12	9

(1) Les renseignements sont incomplets. Voir les notes pages 21, 24, 25, 26, 28.
(2) Les renseignements font défaut. Voir la note page 25.

XII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Affaires de police									LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	10,248	512	—	—	—	1	600	1,456	7,669	—	—	—	—	29	177
Anderlecht	698	59	—	—	—	—	1	181	477	—	—	—	—	—	9
Assche	208	15	—	1	—	1	4	84	105	—	—	-	—	1	11
Hal	354	48	—	—	—	—	—	144	162	—	—	—	—	1	25
Ixelles	1,089	160	5	2	—	-	—	292	632	—	—	—	—	2	56
Laeken	902	202	—	—	—	—	9	194	497	—	—	—	—	—	5
Lennick-Saint-Quentin	180	25	—	1	—	—	—	70	84	—	—	—	—	—	1
Molenbeek-Saint-Jean	1,836	217	—	—	—	2	1	557	1,259	—	—	—	—	1	10
Saint-Gilles	1,638	112	—	—	—	—	64	520	1,142	—	—	—	—	1	4
Saint-Josse-ten-Noode	1,422	181	—	—	—	—	90	259	889	—	—	—	—	10	71
Schaerbeek	1,432	146	—	—	—	2	7	280	988	—	—	—	—	1	15
Uccle	802	81	1	—	—	—	4	206	507	—	—	—	—	15	59
Vilvorde	747	48	—	—	—	—	—	185	516	—	—	—	—	—	51
Wolverthem	235	22	—	—	—	—	—	155	80	—	—	—	—	—	7
TOTAUX	21,791	1,844	4	4	—	6	780	4,148	15,005	-	—	—	—	59	445
Louvain (1) (1er canton.)	608	58	—	—	—	—	1	248	521	—	—	—	—	—	15
Aerschot	166	8	—	—	—	—	5	45	112	—	—	—	—	—	4
Diest	279	27	6	1	—	1	5	90	151	—	—	—	—	1	5
Glabbeek	157	19	1	1	—	—	—	56	77	—	—	—	—	2	—
Haecht	420	51	—	—	—	—	6	195	168	—	—	—	—	—	1
Léau	141	40	—	—	—	—	2	50	49	—	—	—	—	—	1
Tirlemont	296	49	—	—	—	15	—	146	86	—	—	—	—	—	36
TOTAUX	2,067	232	10	2	—	16	15	828	964	—	—	—	—	3	63
Nivelles	903	128	—	—	1	1	1	295	477	—	—	—	—	15	48
Genappe	300	74	—	—	—	—	1	80	145	—	—	—	—	6	16
Jodoigne	279	45	1	—	—	—	—	71	164	—	—	—	—	1	2
Perwez	266	54	1	—	—	—	1	159	71	—	—	—	—	—	3
Wavre	640	105	2	1	—	5	5	284	258	—	—	—	—	2	24
TOTAUX	2,388	384	4	1	1	6	8	889	1,095	—	—	—	—	22	93

(1) Les renseignements relatifs à la justice de paix du 1er canton de Louvain font défaut.

XII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Affaires de police									LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Anvers	12,245	1,725	1	—	—	2	198	1,590	8,031	—	—	—	—	15	64
Berchem	628	190	—	—	—	—	2	76	360	—	—	—	—	—	4
Boom	563	79	1	—	—	—	—	178	305	—	—	—	—	3	16
Borgerhout	1,539	169	—	—	5	—	—	427	910	—	—	—	—	—	57
Brecht	321	149	—	—	—	—	—	56	116	—	—	—	—	4	30
Contich	237	28	1	—	—	—	—	99	109	—	—	—	—	1	38
Eeckeren	502	78	2	—	—	—	—	61	361	—	—	—	—	—	8
Santhoven	291	30	—	3	—	—	—	89	169	—	—	—	—	1	68
TOTAUX	16,326	2,446	5	3	3	2	200	2,376	11,291	—	—	—	—	22	265
Malines (2 cantons.)	598	102	1	—	—	—	1	276	218	—	—	—	—	3	15
Duffel	218	15	—	—	—	—	—	121	84	—	—	—	—	—	12
Heyst-op-den-Berg	214	30	3	—	—	6	1	90	81	—	—	—	—	—	2
Lierre	317	16	—	—	—	—	—	151	147	—	—	—	—	1	3
Puers	228	97	—	—	—	—	—	68	63	—	—	—	—	—	65
TOTAUX	1,575	258	4	—	—	6	5	709	593	—	—	—	—	4	97
Turnhout	589	52	—	—	—	—	—	217	340	—	—	—	—	—	45
Arendonck	388	42	1	—	—	—	—	100	245	—	—	—	—	2	6
Hérenthals	254	20	—	—	—	—	—	112	115	—	—	—	—	—	8
Hoogstraeten	170	6	—	—	—	—	—	72	92	—	—	—	—	1	362
Moll	722	95	—	1	—	1	1	284	372	—	—	—	—	—	9
Westerloo	209	7	—	—	—	—	—	82	120	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	2,332	209	1	1	—	1	1	837	1,282	—	—	—	—	3	428
Mons	2,086	457	1	—	—	2	11	506	1,129	7	—	4	3	1	46
Boussu	1,971	382	1	—	—	—	1	659	928	—	—	—	—	1	5
Chièvres	210	91	1	3	—	—	1	86	28	—	—	—	—	—	2
Dour	1,026	200	—	—	—	—	—	251	572	—	—	—	—	—	8
Enghien	227	97	—	—	—	—	—	100	30	3	—	3	—	3	4
La Louvière	1,082	241	1	—	—	3	—	250	607	—	—	—	—	—	6
Lens	459	122	9	—	—	—	—	158	190	8	4	3	1	1	2
Pâturages	1,008	212	—	—	—	—	—	331	442	—	—	—	—	—	3
Rœulx	664	108	—	—	—	1	—	6	189	—	—	—	—	—	1
Soignies	503	158	—	1	—	1	—	112	251	—	—	—	—	3	21
TOTAUX	9,236	2,108	13	4	—	7	13	2,445	4,646	20	4	12	4	9	100

XII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Affaires de police									LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
				condition nel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	condition nelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Charleroi. (2 cantons)	4,658	418	4	—	—	15	28	1,012	5,155	—	—	—	—	1	18
Beaumont	258	25	—	—	—	—	—	145	88	—	—	—	—	2	9
Binche	1,753	415	4	—	—	—	—	466	870	—	—	—	—	—	21
Châtelet	2,554	524	8	—	—	5	1	645	1,575	21	24	—	—	—	4
Chimay	246	51	—	—	—	—	8	108	96	15	5	12	—	—	8
Fontaine-l'Evêque	974	157	—	—	—	1	4	269	565	—	—	—	—	4	20
Gosselies	952	551	1	—	—	1	—	252	581	—	—	—	—	2	6
Jumet	1,119	246	1	—	—	—	2	226	644	—	—	—	—	—	6
Marchienne-au-Pont	2,104	96	—	1	—	—	1	595	1,411	18	—	1	17	—	7
Merbes-le-Château	243	56	—	—	—	—	—	105	82	—	—	—	—	1	28
Seneffe	572	162	4	7	—	5	4	178	214	21	20	1	—	1	4
Thuin	107	25	1	—	—	—	—	18	65	—	—	—	—	—	2
TOTAUX	15,540	2,498	23	8	—	21	48	3,997	8,945	78	47	14	17	11	163
Tournai	434	61	—	—	—	—	2	78	295	—	—	—	—	1	21
Antoing	213	22	—	—	—	—	3	79	109	—	—	—	—	—	9
Ath	274	56	—	—	—	—	1	128	89	—	—	—	—	5	5
Celles	257	22	—	3	—	1	—	100	151	1	1	—	—	1	4
Flobecq	77	21	1	—	—	—	—	52	20	—	—	—	—	1	2
Frasnes	140	8	—	—	—	—	—	78	54	—	—	—	—	—	2
Lessines	231	43	—	2	—	—	1	155	52	63	17	21	27	—	—
Lenze	209	25	4	—	—	—	—	87	93	—	—	—	—	3	15
Péruwelz	143	11	—	—	—	1	1	76	51	—	—	—	—	—	3
Quevaucamps	290	59	—	—	—	—	1	107	152	—	—	—	—	3	5
Templeuve	278	16	—	—	—	—	—	57	225	—	—	—	—	—	7
TOTAUX	2,516	319	5	5	—	2	9	935	1,271	66	18	21	27	14	73

XII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Affaires de police									LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
				condition nel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	condition nelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Gand. (3 cantons)	2,072	250	1	1	—	4	9	327	1,480	—	—	—	—	7	67
Assenede	137	22	3	—	—	—	—	70	42	—	—	—	—	—	1
Cappelle	90	14	—	—	—	—	—	37	39	4	—	1	3	—	3
Cruyshautem	195	49	—	—	—	—	—	94	52	—	—	—	—	—	4
Deynze	233	19	—	—	—	—	—	89	125	—	—	—	—	1	128
Eecloo	283	15	1	—	—	—	—	186	81	—	—	—	—	14	—
Evergem	230	30	—	—	—	—	—	113	87	6	6	—	—	—	9
Ledeberg	332	114	—	—	—	1	3	52	162	—	—	—	—	—	2
Loochristy	239	51	3	—	—	—	4	85	96	—	—	—	—	—	5
Nazareth	160	30	2	—	—	—	—	87	41	—	—	—	—	4	12
Nevele	236	49	—	—	—	—	—	73	114	—	—	—	—	4	25
Oosterzele	230	38	—	—	—	—	—	82	110	—	—	—	—	—	10
Somergem	218	28	—	—	—	—	—	74	116	—	—	—	—	1	6
Waerschoot	38	6	—	15	—	—	17	—	—	—	—	—	—	—	8
TOTAUX	4,693	715	10	16	—	5	33	1,369	2,545	10	6	1	3	31	278
Audenarde.	335	46	3	—	—	—	—	157	129	—	—	—	—	1	3
Grammont	252	46	—	—	—	—	—	112	94	7	—	7	—	1	3
Herzele	180	44	1	—	—	—	—	70	65	—	—	—	—	1	2
Hoorebeke-SainteMarie	66	9	—	—	—	—	—	31	25	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	65	12	1	—	—	—	—	30	22	—	—	—	—	—	4
Ninove	439	80	—	—	—	—	2	188	169	—	—	—	—	6	19
Renaix	204	46	—	—	—	—	—	80	78	2	—	—	2	5	—
Sottegem	150	5	2	—	—	—	—	84	59	—	—	—	—	—	2
TOTAUX	1,691	288	7	—	—	—	2	755	639	9	—	7	2	12	35
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	345	93	1	—	—	—	—	127	124	—	—	—	—	2	10
Beveren	561	51	—	—	—	—	—	135	375	—	—	—	—	1	7
Hamme	371	8	—	—	—	—	15	100	230	1	—	—	1	—	—
Lokeren	208	17	2	—	—	1	1	84	103	—	—	—	—		6
Saint-Gilles-Waes	479	44	—	—	—	—	1	135	299	—	—	—	—	—	5
St-Nicolas-Waes	388	28	1	1	—	—	2	158	198	—	—	—	—	1	—
Tamise	361	28	—	—	—	—	1	165	169	—	—	—	—	—	5
Wetteren	238	29	—	—	—	—	—	101	108	—	—	—	—	1	2
Zele	132	12	—	—	—	—	—	14	106	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	3,083	290	4	1	—	1	20	1,046	1,721	1	—	—	1	5	34

(1) Les renseignements font défaut.

XII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Affaires de police									LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		acquittés.	mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruges (3 cantons)	2,425	215	25	—	—	1	14	577	1,593	—	—	—	—	9	127
Ardoye (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	891	156	3	—	—	—	2	207	543	—	—	—	—	6	21
Ruysselede	65	2	—	—	—	—	—	32	31	—	—	—	—	—	—
Thielt	234	14	—	—	—	—	1	79	140	—	—	—	—	—	2
Thourout (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	3,615	387	28	—	—	1	17	895	2,309	—	—	—	—	15	150
Courtrai (2 cantons)	1,504	215	—	—	—	—	—	678	616	—	—	—	—	1	17
Avelghem	163	27	—	—	—	—	1	50	85	—	—	—	—	—	3
Harlebeke	464	61	1	—	—	2	—	217	180	—	—	—	—	10	13
Iseghem	245	40	—	—	—	—	—	61	144	—	—	—	—	—	5
Menin	1,085	72	4	—	—	1	—	315	693	—	—	—	—	1	57
Meulebeke	162	18	1	—	—	—	—	26	117	—	—	—	—	—	—
Moorseele	259	44	—	—	—	—	—	98	117	—	—	—	—	—	—
Mouscron	879	136	1	2	—	—	10	222	508	—	—	—	—	37	120
Oostroosebeke	211	36	1	—	—	—	—	104	70	—	—	—	—	4	10
Roulers	525	51	2	—	—	5	12	68	389	—	—	—	—	1	5
TOTAUX	5,497	701	10	2	—	6	23	1,834	2,921	—	—	—	—	54	214
Furnes (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (1) (2 cantons)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hooglede (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wervicq (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Les renseignements font défaut.

XII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Affaires de police									LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Liége (2 cantons)	2,909	140	3	—	—	55	10	750	1,931	—	—	—	—	30	108
Dalhem	128	19	1	—	—	—	—	29	79	—	—	—	—	—	7
Fexhe-Slins	734	27	—	—	—	—	—	466	241	—	—	—	—	—	1
Fléron	801	85	—	—	—	—	—	331	363	—	—	—	—	—	4
Grivegnée	599	31	2	—	—	—	—	128	138	23	8	2	13	—	—
Herstal	498	103	—	—	—	—	—	150	239	—	—	—	—	1	9
Hollogne-aux-Pierres	1,308	99	1	—	—	—	—	360	642	15	1	3	11	1	10
Louveigné (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	555	80	3	—	—	3	11	124	334	—	—	—	—	1	4
Seraing	1,231	72	—	—	—	—	—	402	757	5	2	2	1	1	1
Waremme	430	20	—	2	—	—	—	206	202	—	—	—	—	10	130
TOTAUX	8,893	676	10	2	—	58	21	3,178	4,948	43	11	7	25	50	294
Huy	620	72	1	—	—	—	—	414	133	—	—	—	—	1	7
Avennes	293	39	—	—	—	—	—	125	131	—	—	—	—	—	6
Ferrières	41	1	—	—	—	—	—	14	26	—	—	—	—	—	—
Héron	185	33	—	—	—	—	—	80	70	—	—	—	—	—	1
Jehay-Bodegnée	180	19	—	—	—	—	—	96	65	10	7	1	2	2	—
Landen	238	48	2	—	—	—	—	69	119	—	—	—	—	—	2
Nandrin	254	62	—	—	—	—	—	108	84	—	—	—	—	1	—
TOTAUX	1,811	276	3	—	—	—	—	904	628	10	7	1	2	4	16
Verviers	1,212	91	1	—	—	17	—	431	672	94	46	20	28	—	7
Aubel	158	25	—	—	—	—	—	65	72	2	1	1	—	2	2
Dison	305	16	—	—	—	—	—	127	162	7	—	6	1	—	1
Herve (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	248	44	—	—	—	—	—	152	52	—	—	—	—	—	1
Spa	376	60	1	1	1	1	—	233	77	—	—	—	—	—	3
Stavelot	193	22	—	—	—	—	—	150	33	—	—	—	—	—	2
TOTAUX	2,492	256	2	1	1	18	—	1,144	1,070	103	47	27	29	2	16

(1) Les renseignements font défaut.

XII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Affaires de police									LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Tongres	532	70	—	—	—	4	—	255	225	—	—	—	—	5	8
Bilsen	395	56	—	—	—	—	—	150	209	5	1	—	2	5	—
Brée	209	59	—	—	—	—	—	85	85	—	—	—	—	—	2
Looz	440	107	5	—	—	—	—	175	157	11	6	—	5	1	20
Maeseyck	204	19	—	—	—	—	1	87	97	—	—	—	—	—	2
Mechelen	328	58	1	—	—	—	—	141	118	9	1	-	8	2	20
Sichen-Sussen-et-Bolré	122	21	—	—	—	—	—	40	61	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	2,230	330	4	—	—	4	1	909	982	23	8	—	15	11	62
Hasselt	200	27	1	—	—	—	—	91	81	6	6	—	—	1	2
Beeringen	679	87	1	—	—	—	—	82	509	—	—	—	—	—	4
Herck-la-Ville	140	9	—	—	—	—	4	62	65	—	—	—	—	—	1
Neerpelt	486	58	—	—	—	—	—	93	333	13	11	—	2	2	8
Peer	138	10	—	—	—	—	—	89	39	—	—	—	—	—	1
Saint-Trond	466	39	—	—	—	—	—	158	269	—	—	—	—	2	14
TOTAUX	2,109	230	2	—	—	—	4	575	1,298	19	17	—	2	5	30
Arlon	442	68	—	—	—	2	—	117	235	—	—	—	—	—	15
Etalle	181	19	—	—	—	—	—	75	89	—	—	—	—	—	2
Fauvillers	122	27	—	—	—	—	1	65	29	—	—	—	—	—	1
Florenville	199	18	—	—	—	—	—	132	29	—	—	—	—	—	1
Messancy	430	59	—	—	—	—	—	28	363	—	—	—	—	2	7
Virton	441	29	1	—	—	—	—	208	205	—	—	—	—	—	5
TOTAUX	1,815	200	1	—	—	2	1	643	968	—	—	—	—	2	29
Marche	152	19	—	—	—	—	—	91	42	—	—	—	—	—	5
Durbuy	95	16	—	—	—	—	—	49	30	—	—	—	—	—	—
Erezée	31	7	—	—	—	—	—	17	7	—	—	—	—	—	—
Houffalize	153	37	1	—	—	—	—	80	33	—	—	—	—	—	5
Laroche	208	9	—	—	—	—	—	161	38	—	—	—	—	—	3
Nassogne	55	6	—	—	—	—	—	27	22	—	—	—	—	—	—
Vielsalm	82	11	—	—	—	—	—	11	60	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	776	105	1	—	—	—	—	436	234	—	—	—	—	—	14

XII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Affaires de police									LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Neufchâteau	193	26	—	—	—	—	—	59	108	—	—	—	—	1	15
Bastogne	145	15	—	—	—	—	—	72	60	—	—	—	—	—	—
Bouillon	51	10	—	—	—	—	—	14	27	—	—	—	—	2	10
Paliseul	121	19	—	—	—	—	2	59	41	—	—	—	—	—	3
Saint-Hubert	148	28	—	—	—	—	—	67	53	—	—	—	—	—	2
Sibret	93	17	—	—	—	—	—	36	40	—	—	—	—	1	2
Wellin	48	6	—	—	—	—	1	17	24	—	—	—	—	—	2
TOTAUX	799	119	—	—	—	—	3	324	353	—	—	—	—	4	36
Namur (1) (2 cantons)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Andenne	255	28	1	—	—	—	—	94	132	—	—	—	—	—	9
Eghezée	251	15	—	—	—	—	—	98	138	—	—	—	—	—	1
Fosses	1,005	106	—	—	—	—	—	128	771	—	—	—	—	2	15
Gembloux	613	62	1	—	—	—	1	116	433	—	—	—	—	1	7
TOTAUX	2,124	211	2	—	—	—	1	436	1,474	—	—	—	—	3	30
Dinant (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beauraing	248	41	—	—	—	—	—	115	92	—	—	—	—	—	1
Ciney	196	17	1	—	—	—	—	80	98	—	—	—	—	3	6
Couvin	190	35	—	—	—	—	—	84	73	—	—	—	—	—	2
Florennes	265	30	—	—	—	1	—	68	166	—	—	—	—	2	7
Gedinne	123	10	—	—	—	—	—	74	39	—	—	—	—	—	2
Philippeville	88	5	—	—	—	—	—	40	43	—	—	—	—	3	4
Rochefort	163	31	—	—	—	—	—	72	60	—	—	—	—	—	9
Walcourt	190	8	—	—	—	—	—	88	94	—	—	—	—	2	14
TOTAUX	1,463	175	1	—	—	1	—	621	665	—	—	—	—	10	45

(1) Les renseignements font défaut.

RÉCAPITULATION

XII (suite). — Etat des inculpés par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS.	Affaires de police									LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	21,791	1,844	4	4	—	6	780	4,148	13,003	—	—	—	—	59	445
Louvain (1)	2,067	232	10	2	—	16	15	828	904	—	—	—	—	5	65
Nivelles	2,388	581	4	1	1	6	8	880	1,095	—	—	—	—	22	95
Anvers	16,326	2,140	5	3	3	2	200	2,576	11,291	—	—	—	—	22	265
Malines	1,575	258	1	—	—	6	5	709	595	—	—	—	—	4	97
Turnhout	2,332	209	1	1	—	1	1	857	1,282	—	—	—	—	3	428
Mons	9,236	2,108	13	4	—	7	13	2,445	4,646	20	4	12	4	9	100
Charleroi	15,540	2,498	25	8	—	21	48	3,997	8,945	78	47	14	17	11	165
Tournai	2,546	319	5	5	—	2	9	935	1,271	66	18	21	27	14	75
Gand	4,693	715	10	16	—	5	33	1,369	2,545	10	7	3	—	31	278
Audenarde	1,691	288	7	—	—	—	2	755	639	9	—	7	2	12	35
Termonde (1)	3,083	290	4	1	—	1	20	1,046	1,721	1	—	—	1	5	34
Bruges	3,615	367	26	—	—	1	17	893	2,309	—	—	—	—	15	150
Courtrai	5,497	701	10	2	—	6	23	1,854	2 921	—	—	—	—	54	214
Furnes (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége (1)	8,893	676	10	2	—	58	21	3,178	4,048	45	11	7	25	50	204
Huy	1,811	276	3	—	—	—	—	904	628	10	7	1	2	4	16
Verviers	2,492	250	2	1	1	18	—	1,144	1,070	105	47	27	29	2	16
Tongres	2,230	330	4	—	—	1	1	909	982	25	8	—	15	11	62
Hasselt	2,109	230	2	—	—	—	4	575	1,208	19	17	—	2	5	30
Arlon	1,815	200	1	—	—	2	1	645	968	—	—	—	—	2	20
Marche	776	105	1	—	—	—	—	450	234	—	—	—	—	—	14
Neufchâteau	799	110	—	—	—	—	3	324	333	—	—	—	—	1	36
Namur (1)	2,124	211	2	—	—	—	1	450	1,474	—	—	—	—	5	30
Dinant (1)	1,463	178	1	—	—	1	—	621	665	—	—	—	—	10	45
TOTAUX GÉNÉRAUX	116,892	15,237	152	50	5	163	1,205	32,233	67,847	382	166	92	124	355	3,010

(1) Les renseignements sont incomplets. Voir la note pages 30, 33, 34, 35, 37.
(2) Les renseignements font défaut. Voir la note page 34.

XIII. — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions. (1)

	NATURE DES INFRACTIONS.	NOMBRE des inculpés.	Acquittés.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	Délits renvoyés aux tribunaux de police par la chambre du conseil. (Loi du 4 octobre 1867.)									
Code pénal.	Bris de clôture. Art. 545	515	227	1	—	—	7	191	391	—
	Coups et blessures. Art. 398	10,319	2,889	18	14	—	77	3,132	4,189	—
	Idem. à la police. Art. 280	38	7	—	—	—	1	15	17	—
	Calomnie et diffamation. Art. 444	1,874	612	4	1	—	16	520	721	—
	Injures graves. Art. 448	267	93	—	—	—	—	81	93	—
	Incendie. Art. 519	2	—	—	—	—	—	1	1	—
	Maraudage. Art. 557, 6°, 2e alinéa	165	25	1	—	—	—	70	69	—
	Menaces. Art. 329	386	155	—	2	—	8	82	141	—
	Outrages à la police. Art. 276	1,295	148	1	1	—	11	410	724	—
	Paroles obscènes. Art. 385, §2. L. 29 janv. 1903	26	4	—	—	—	—	4	18	—
	Outrage aux mœurs. Art. 385	11	3	—	—	—	2	—	6	—
	Port d'armes prohibées. Art. 317 et L. 15 juin 1894	77	10	—	—	—	1	31	35	—
	Rébellion. Art. 271	25	4	—	—	—	—	8	13	—
	Vol. Art. 463	2,990	310	3	—	—	12	787	1,348	—
	Autres délits	625	134	1	13	—	3	208	266	—
Lois spéciales.	Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1835	1	—	—	—	—	—	—	1	—
	Engrais (falsification des) L. 21 décembre 1890	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	Etablissements dangereux et insalubres. L. 5 mai 1888	43	5	2	—	—	—	10	20	—
	Hypnotisme. L. 30 mai 1892	1	—	—	—	—	—	1	—	—
	Impôts (lois et règlements concernant les)	3	—	3	—	—	—	—	—	—
	Jeux. L. 24 octobre 1902	54	3	—	—	—	1	21	29	—
	Margarine. L. 12 mars 1903	3	—	—	—	—	—	1	2	—
	Mines et extractions de toute nature	1	1	—	—	—	—	—	—	—
	Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912. Art. 65	1	—	—	—	—	—	—	1	—
	Organisation militaire	3	1	—	—	—	—	1	1	—
	Payement des salaires aux ouvriers. L. 17 juin 1896	2	—	—	—	—	—	2	—	—
	Pêche fluviale. L. 10 janv. 1883, 5 juill. 1899	2	1	1	—	—	—	—	—	—
	Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	679	31	—	—	—	—	358	287	—
	Police sanitaire des animaux domestiques (mesures de précaution contre la rage canine). A. R. 20 octobre 1908	3,001	153	4	—	—	—	1,230	1,385	—
	Protection de l'enfance. L. 28 mai 1888. Art. 5	4	1	—	—	—	—	2	1	—
	Id. Id. L. 15 mai 1912. Art. 60	3	—	—	—	—	—	2	1	—
	Repos dominical. L. 17 juillet 1905	43	2	—	—	—	—	26	15	—
	Santé et sécurité des ouvriers employés dans des entreprises industrielles et commerciales. L. 2 juillet 1899	2	1	—	—	—	—	1	—	—
	Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	10	1	—	—	—	—	4	5	—

(1) Les renseignements sont incomplets. Voir les notes des pages 30, 33, 34, 35, 37.

XIII (suite). - Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions. (1)

NATURE DES INFRACTIONS.	NOMBRE des inculpés.	Acquittés.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement : conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement : de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement : de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende : conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende : sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.									
CODE PÉNAL. Loteries et jeux de hasard. Art. 557, 5°	201	57	—	—	—	4	56	84	—
Corps durs jetés contre les maisons, etc. Art. 557, 4°	159	38	1	1	—	—	59	63	
Animaux domestiques tués ou blessés. Art. 557, 5°	79	40	—	—	—	1	23	15	—
Maraudage. Art. 557, 6°, 1er alinéa	306	17	7	—	—	1	110	141	—
Dommages aux propriétés mobilières. Art. 559, 1°	418	142	—	—	—	2	93	181	—
Bruits et tapages nocturnes. Art. 561, 1°	3,114	235	1	—	—	51	905	1,924	—
Denrées alimentaires falsifiées (vente de). Art. 561, 2° et 5°	416	42	1	—	—	3	178	192	—
Détention de faux poids ou de fausses mesures. Art. 561, 4°	21	—	—	—	—	—	7	14	—
Mauvais traitements envers les animaux. Art. 561, 5°	1,148	156	—	2	—	56	241	713	—
Animaux soumis à des tortures dans des combats, etc. Art. 561, 6°	220	49	—	3	—	14	49	105	—
Injures verbales. Art. 561, 7°	11,261	3,326	17	4	—	27	5,024	4,865	—
Divination, explication des songes. Art. 563, 1°	10	4	—	—	—	—	2	4	—
Dégradation de clôtures urbaines ou rurales. Art. 563, 2°	137	38	3	—	—	—	57	39	—
Voies de fait. Art. 563, 3°	746	219	6	1	—	4	212	304	—
Autres contraventions. Art. 551 à 556, 557, 1° et 2°, 559, 2°, 3° et 4°, 563, 4° et 5°	3,863	485	4	—	—	3	1,102	2,269	—
RÈGLEMENTS COMMUNAUX SUR : La police des cabarets et autres lieux publics	6,360	556	3	2	—	21	1,985	3,793	—
Les filles publiques	3,189	32	—	1	—	245	17	2,896	—
D'autres objets	14,320	1,041	4	—	—	749	2,951	9,572	—
Règlements provinciaux	2,586	303	3	—	—	2	551	1,724	—
Lois spéciales et règlements généraux.									
Audience (Police de l'). Code d'instruction criminelle. Art. 504 et 505	14	—	—	1	—	3	—	10	—
Chasse (divagation de chiens). L. 28 février 1882. Art. 5.	278	52	—	—	—	—	118	108	—
Chemins de fer de l'Etat ou concédés. L. 12 avril 1855 et 25 juillet 1892, etc.	1,766	240	3	—	—	—	846	675	—
Code forestier. L. 19 décembre 1854	1,015	210	12	—	—	25	267	501	—
Code rural. L. 7 octobre 1886.	2,662	360	1	3	—	—	1,156	1,142	—
Conservation des grenouilles. A. R. 3 janvier 1893	82	10	—	—	—	—	10	62	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28.	74	37	—	—	—	—	5	32	—
Denrées alimentaires. L. 4 août 1890. Art. 5, et règlements portés en vertu des articles 1er et 4 de cette loi	769	88	5	1	—	—	310	367	—

(1) Les renseignements sont incomplets. Voir les notes des pages 30, 33, 34, 35, 37.

XIII (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions. (1)

NATURE DES INFRACTIONS.	NOMBRE des inculpés.	Acquittés.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement : conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement : de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement : de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende : conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende : sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Enfance (Protection de l'). Participation à un fait (fait qualifié contravention fait puni par le Code forestier) commis par un enfant de moins de 16 ans. L. 15 mai 1912. Art. 44	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction, dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. Responsabilité de la personne qui en a la garde. L. 15 mai 1912. Art. 45	34	7	—	—	—	—	9	18	—
Enfance (Protection de l'). Recel de choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'un fait qualifié contravention. L. 15 mai 1912. Art. 46.	8	—	—	—	—	—	2	6	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	8,857	458	6	—	1	1	1,146	7,265	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889 et 22 décembre 1877.	247	25	—	—	—	—	88	134	—
Oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889, 5 sept. 1889 et 16 sept. 1896	509	48	2	—	—	3	214	242	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	244	12	—	—	—	—	64	168	—
Population (Registres de la). L. 2 juin 1856.	3,032	202	—	—	—	—	608	2,222	—
Postes. L. 30 mai 1879.	36	1	1	—	—	—	14	20	—
Rappel des permissionnaires et des réservistes. A. R. 1er avril 1898, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Repos dominical. L. 17 juillet 1905. Art. 17	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851 et 11 juin 1885	9	4	—	—	—	—	1	4	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle. Art. 157	300	38	—	—	—	—	—	242	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889. Art. 17	39	6	—	—	—	—	18	15	—
Travail (Accidents du). L. 24 décembre 1903.	8	1	—	—	—	—	5	2	—
Voirie (Grande). Roulage	25,005	1,682	12	—	4	56	8,277	14,994	—
Autres contraventions	576	128	20	—	—	—	146	582	—

RÉCAPITULATION

Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. L. 4 octobre 1867	Code pénal	18,916	4,645	29	51	—	158	5,541	8,552	—
	Lois spéciales	3,857	205	11	—	—	1	1,694	1,948	—
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.	Infractions au Code pénal	22,099	4,848	40	11	—	146	6,185	10,871	—
	Id. aux règlements communaux et provinciaux	26,455	19,32	10	3	—	1,015	5,510	17,985	—
	Lois spéciales et règlements généraux	45,565	3,609	62	5	5	68	13,305	28,511	—
	TOTAUX	116,892	15,237	152	50	5	1,368	32,233	67,847	—
					1,423			100,080		
Lois électorales. Absence au vote.	Acquittés	166	382							
	Réprimandés	92								
	Condamnés à l'amende	124								
	TOTAUX	117,274								

(1) Les renseignements sont incomplets. Voir les notes des pages 30, 33, 34, 35, 37.

XIV. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels.

ARRONDISSEMENTS.	JUGEMENTS				TOTAL des jugements frappés d'appel.	ARRONDISSEMENTS.	JUGEMENTS				TOTAL des jugements frappés d'appel.
	confirmés.	INFIRMÉS par acquittement.	INFIRMÉS par diminution de peine.	INFIRMÉS par condamnation ou aggravation de peine.			confirmés.	INFIRMÉS par acquittement.	INFIRMÉS par diminution de peine.	INFIRMÉS par condamnation ou aggravation de peine.	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles	126	59	23	3	211	Report	592	158	103	98	751
Louvain (1)	—	—	—	—	—	Courtrai	34	22	18	34	108
Nivelles	23	2	8	11	44	Furnes (1)	—	—	—	—	—
Anvers	58	22	6	16	102	Ypres (1)	—	—	—	—	—
Malines	10	4	1	3	29	Liége	214	10	27	86	337
Turnhout	3	3	1	2	9	Huy	25	12	13	7	55
Mons	36	9	—	12	57	Verviers	19	3	4	5	31
Charleroi	33	21	22	20	96	Tongres	25	6	2	28	59
Tournai	16	3	1	3	27	Hasselt	12	9	2	2	25
Gand	29	14	13	2	58	Arlon	3	1	2	2	8
Audenarde	21	3	2	21	47	Marche	4	2	—	2	8
Termonde (1)	—	—	—	—	—	Neufchâteau	11	7	4	3	25
Bruges	28	16	26	1	71	Namur	32	10	4	1	47
						Dinant	3	2	1	1	7
TOTAUX	392	158	103	98	751	TOTAUX	770	244	180	267	1,461

(1) Les renseignements font défaut.

XV. — Lois électorales. — Résultat des poursuites devant les juges de paix pour absence au vote. État des inculpés d'après la nature des élections.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre total des inculpés.	Nombre des inculpés.																	
		ÉLECTIONS LÉGISLATIVES.				ÉLECTIONS PROVINCIALES.				ÉLECTIONS COMMUNALES.				ÉLECTIONS DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.					
		Total	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende.	Total.	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende.	Total.	Acquittés	Réprimandés.	Condamnés à l'amende.	Total.	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende.		
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Mons	20	20	4	12	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Charleroi	78	78	47	14	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Tournai	66	66	18	21	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Gand	10	10	7	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Audenarde	9	9	—	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Termonde (1)	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Bruges (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Furnes (3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Ypres (3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Liége (4)	43	43	11	7	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Huy	10	10	7	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Verviers (5)	103	103	47	27	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Tongres	23	23	8	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Hasselt	19	19	17	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Namur (6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Dinant (7)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAL	382	382	166	92	124	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		

(1) Les renseignements font défaut en ce qui concerne le canton de Termonde.
(2) Id. id. id. les cantons d'Ardoye, Ghistelles et Thourout.
(3) Id. id. id. l'arrondissement.
(4) Id. id. id. le canton de Louveigné.
(5) Id. id. id. le canton de Herve.
(6) Id. id. id. le 1er et le 2me canton de Namur.
(7) Id. id. id. le canton de Dinant.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs) ;

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui peuvent être frappées d'une peine correctionnelle, sauf s'il s'agit d'infractions à des règlements provinciaux ou à des lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, matières qui sont de la compétence des tribunaux de police (loi du 1er mai 1849) ;

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans le cas où il y a lieu d'y appliquer l'article 76 du Code pénal, concernant les délinquants sourds-muets (loi du 4 octobre 1867, modifiée par celles du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, art. 2, 3 et 6) (1) ;

4° Les contraventions commises dans les bois soumis au régime forestier (art. 132 du Code forestier).

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de 26. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Pour établir le groupe dans lequel un récidiviste doit être rangé, on additionne toutes les condamnations qu'il a encourues. Un prévenu dont le dossier renferme une condamnation à 6 mois d'emprisonnement et un prévenu qui s'est vu infliger six fois 1 mois d'emprisonnement figurent donc dans la même catégorie.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font, depuis l'année 1901, l'objet de comptes spéciaux.

(1) Les articles 72 à 75 du Code pénal ont cessé d'être en vigueur le 1er octobre 1912. L'article 61 alinéa 2 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance les a abrogés. En vertu de cette loi les délinquants âgés de moins de 16 ans sont déférés au juge des enfants.

XVI. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper.

Arrondissements.	AFFAIRES pendantes au commencement de l'année.	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE							Total des affaires à juger.	AFFAIRES TERMINÉES						Total des affaires terminées.	AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année.
		portées devant le tribunal par			renvoyées devant le tribunal par					par jugement					par radiation du rôle.		
										AU FOND				d'incompétence			
		citation directe du ministère public.	citation directe de la partie civile.	une administration publique.	la chambre du conseil.	la chambre des mises en accusation.	la cour de cassation.	TOTAL		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles .	1,579	2,442	22	26	1,611	7	—	4,109	5,688	3,704	821	191	4,716	—	89	4,805	883
Louvain (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles . .	106	506	—	25	122	—	—	651	757	552	77	24	633	—	—	633	124
Anvers (1) .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Malines . .	71	251	—	—	161	—	3	415	486	305	37	11	351	—	—	351	135
Turnhout .	129	495	2	29	89	—	—	615	744	397	88	20	505	—	—	505	239
Mons . . .	1,087	1,565	—	14	344	2	1	1,926	3,013	1,612	365	112	2,089	5	—	2,094	919
Charleroi .	916	2,216	1	14	821	—	—	3,082	3,998	2,427	536	179	3,142	—	—	3,142	856
Tournai . .	257	409	7	—	244	1	—	661	918	497	111	30	638	—	—	638	280
Gand . . .	2,577	1,051	6	28	426	—	—	1,511	4,088	1,805	737	293	2,835	—	—	2,835	1,253
Audenarde .	286	757	2	3	227	2	—	991	1,277	702	130	53	975	2	1	978	299
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges . .	495	1,273	1	3	309	2	1	1,589	2,084	1,105	333	115	1,553	2	—	1,555	529
Courtrai. .	208	896	1	5	220	—	—	1,122	1,330	838	207	80	1,122	3	—	1,125	205
Furnes (1) .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (1). .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége . . .	1,559	2,911	2	33	1 080	2	1	4,029	5,568	3,085	905	191	4,181	—	—	4,181	1,387
Huy. . . .	903	416	—	17	93	—	—	556	1,459	425	131	42	596	—	6	602	857
Verviers . .	274	225	—	5	185	—	—	413	687	457	122	34	613	1	—	614	73
Tongres . .	173	510	9	36	78	—	—	633	806	474	117	42	633	—	—	633	173
Hasselt . .	210	607	3	70	84	—	—	764	974	457	152	37	646	—	—	646	328
Arlon . . .	62	155	—	47	78	—	1	281	323	194	67	12	273	—	1	274	49
Marche . .	36	122	1	12	10	—	—	145	181	138	17	3	158	—	—	158	23
Neufchâteau	86	274	1	18	22	—	—	315	401	256	121	2	379	1	—	380	21
Namur . .	(2) 490	427	1	—	325	—	2	755	1,245	668	209	47	924	1	—	925	320
Dinant . .	121	205	1	39	125	1	1	462	583	340	107	15	466	—	—	466	117
TOTAUX.	11,605	17,641	60	422	6,855	17	10	25,005	36,610	20,507	5,392	1,529	27,428	15	97	27,540	9,070

(1) Les renseignements font défaut.
(2) Chiffre rectifié d'après des renseignements postérieurs à la publication de la statistique de 1915.

XVII. — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation (les arrondissements réunis)								Bruxelles								Louvain								Nivelles							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	6	1	5	—	5	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	27	3	24	3	20	1	—	—	4	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer. Obstacle à la circulation des convois, 406-408	3	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	310	43	267	77	87	103	—	—	73	15	60	19	17	24	—	—	24	1	23	7	10	6	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2.)	5	1	4	—	4	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2.)	12	2	10	—	8	2	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	36	2	34	18	7	9	—	—	3	—	3	3	—	—	—	—	3	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de moins de 16 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	29	6	23	2	20	1	—	—	4	1	3	—	3	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	36	5	31	5	13	13	—	—	3	1	2	—	1	1	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	2	—	2	1	1	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 3.)	3	2	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	7	1	6	1	4	1	—	—	5	1	4	—	4	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2.)	4	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement d'enfant, 361	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'une fille au-dessous de 16 ans. 369	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. ayant causé la mort, 352.	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511.	3	—	3	—	3	—	—	—	3	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 513, 511	8	—	8	—	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512.	5	1	4	1	3	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 515, 512	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	7	3	4	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529.	3	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168	11	—	11	1	10	—	—	—	7	—	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	327	45	282	83	73	126	—	—	113	12	101	20	51	58	—	—	4	—	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176.	2	—	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489.	50	8	42	7	16	19	—	—	5	—	5	1	2	2	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	7	—	7	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	1437	222	1215	261	264	586	3	1	337	29	308	82	109	117	—	—	31	1	30	7	7	15	—	1	24	3	21	1	10	10	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474.	12	2	10	—	10	—	—	—	5	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491	1129	247	882	141	80	519	71	71	302	67	235	50	51	145	5	6	13	—	13	6	—	6	—	1	7	1	6	1	1	4	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	1415	193	1222	246	—	315	326	335	349	44	305	5	—	13	182	105	9	—	9	6	—	3	—	—	16	4	12	5	—	4	3	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	1144	85	1059	242	5	363	255	194	102	7	95	50	—	27	27	27	38	—	38	21	—	13	2	2	22	2	20	—	—	1	7	12

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers								Malines								Turnhout								Mons							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
51	55	56	57	58	59	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, avec préméditation, ayant causé une maladie incurrable, 400 § 2	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer. Obstacle à la circulation des convois 400-408.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er)	23	4	19	1	11	7	—	—	7	2	5	1	3	1	—	—	4	—	4	2	—	2	—	—	26	7	19	6	3	10	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2.)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violence ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	1	—	1	1	—	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	2	—	1	—	—
Attentat à la pudeur — avec violence ou menaces — id. de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er).	2	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	4	1	3	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2).	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement d'en enfant, 361	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'une fille au dessous de 16 ans, 369.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. ayant causé la mort, 352	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 515, 511.	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 515, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission), 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	42	10	32	9	14	9	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	16	2	14	3	2	9	—	—
Effets publics, billets de banque : contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489.	3	2	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	4	—	4	2	2	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470.	221	32	189	54	79	76	—	—	42	3	39	16	9	14	—	—	19	2	17	2	5	10	—	—	130	37	93	23	5	62	3	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491.	238	64	174	25	25	99	18	9	7	—	7	1	1	5	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	78	24	54	17	1	28	7	1
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	226	40	186	35	—	37	86	58	6	—	6	3	—	1	—	—	4	—	4	—	—	2	—	2	155	27	128	74	—	45	7	2
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	68	4	64	2	1	10	15	36	16	3	15	4	—	8	—	1	9	—	9	—	—	6	2	1	120	8	112	45	—	42	25	2

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi								Tournai								Gand								Audenarde							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	7	2	5	1	3	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	4	—	4	—	4	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Chemins de fer. Obstacle à la circulation des convois, 406-408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	24	4	20	8	7	5	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	23	2	21	9	3	9	—	—	6	—	6	2	1	3	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — Id. id. id. de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2.)	2	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	3	—	3	1	2	—	—	—	5	—	5	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	2	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de moins de 16 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	6	1	5	2	3	—	—	—	3	1	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	1	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	4	—	4	—	3	1	—	—	3	—	3	—	1	2	—	—
Viol — Id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art 50, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement d'enfant, 364	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'une fille au-dessous de 16 ans, 369	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 513, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 513, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	—	2	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	21	4	17	2	5	10	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	18	2	16	2	5	9	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	1	3	—	—	5	—	5	1	2	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	205	61	141	18	42	81	—	—	21	6	15	—	4	11	—	—	56	3	51	3	31	17	—	—	12	2	10	4	3	3	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491	62	10	45	7	9	25	2	2	17	8	9	—	1	7	1	—	80	10	61	6	5	31	6	10	11	1	10	2	—	5	3	2
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	277	34	243	24	—	81	73	65	29	8	21	3	—	15	1	2	125	12	113	—	—	12	2	99	8	1	7	2	—	3	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	293	33	260	69	1	104	65	21	10	—	10	1	—	3	4	2	43	7	36	2	—	10	13	11	30	—	30	21	—	4	2	3

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde								Bruges								Courtrai								Furnes (1)							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois	non conditionnel de 9 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle	non conditionnelle.
100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer. Obstacle à la circulation des convois, 406-408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	15	2	15	2	4	7	—	—	12	2	10	3	7	—	—	—	6	1	5	—	5	2	—	—	6	—	6	—	6	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. id. de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2.).	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (Loi 15 mai 1912, art. 48, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	2	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	2	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912. art. 50, § 1er.)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912. art. 50, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 3.).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (Loi 15 mai 1912, art. 50, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement d'enfant, 364	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'une fille au-dessous de 16 ans, 369.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. ayant causé la mort, 352.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 513, 511.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512.	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. pendant la nuit, 515, 512.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521.	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission), 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	1	1	—	—	—	—	—	—	12	4	8	4	2	2	—	—	9	3	6	1	—	3	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque ; contrefaçon, falsification, émission, 175 à 176.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489.	2	1	1	—	—	1	—	—	4	1	3	—	—	3	—	—	4	3	1	—	—	1	—	—	3	—	3	—	1	2	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	58	13	45	6	9	30	—		25	1	24	11	6	7	—	—	28	4	24	7	3	14	—	—	9	1	8	1	3	2	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491.	29	6	23	1	—	17	2	3	28	7	16	2	—	11	1	2	25	2	23	1	—	15	—	7	6	1	5	—	—	1	—	1
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	6	—	6	1	—	3	—	2	13	1	12	2	—	10	—	—	5	—	5	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	14	2	12	1	—	3	2	6	23	1	22	5	—	5	7	7	34	—	34	3	—	7	15	11	3	—	3	1	—	2	—	—

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres (1)								Liége								Huy								Verviers							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, ayant causé la mort sans intention de la donner, 401.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer. Obstacle à la circulation des convois, 406-408.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	12	—	12	3	3	6	—	—	12	1	11	3	3	5	—	—	4	2	2	—	1	1	—	—	8	—	8	2	3	3	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	8	1	7	1	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5, (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 3.)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Enlèvement d'enfant, 364	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'une fille au-dessous de 16 ans, 369.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. ayant causé la mort, 352.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 513, 511.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. pendant la nuit, 513, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission), 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 191 à 197	—	—	—	—	—	—	—	—	53	1	52	20	5	27	—	—	8	1	7	3	—	4	—	—	8	3	5	2	1	2	—	—
Effets publics, billets de banque ; contrefaçon, falsification, émission, 175 à 176.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489.	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	5	3	2	1	—	1	—	—	97	1	96	24	17	55	—	—	18	6	12	3	—	9	—	—	33	4	29	7	5	17	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491.	5	2	3	—	—	2	—	1	144	17	127	14	5	84	16	8	8	2	6	2	—	4	—	—	24	3	21	3	1	8	4	5
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	2	2	—	—	—	—	—	—	127	10	117	61	—	55	—	—	9	3	6	6	—	—	—	—	27	2	25	13	—	12	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	7	2	5	—	—	—	2	3	163	5	160	22	5	92	18	23	3	1	9	2	—	2	4	1	9	1	8	—	—	1	5	2

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres								Hasselt								Arlon								Marche							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																																
Crimes correctionnalisés.																																
Infanticide, 396.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer. Obstacle à la circulation des convois, 406, 408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	1	1	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	2	—	2	—	—	2	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — id. de moins de 16 ans, 375, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 378, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement d'enfant, 364	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'une fille au dessous de 16 ans, 369	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. ayant causé la mort, 352.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 515, 511.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 515, 512.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	—	2	—	—	3	—	3	—	1	2	—	—
Effets publics, billets de banque : contrefaçon, falsification, émission, 175 à 176.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	5	—	5	—	5	2	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	9	—	9	—	5	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																
Abus de confiance, 491.	2	—	2	—	—	2	—	—	10	3	7	1	—	4	1	1	6	—	6	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389.	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées. Port, 317 (L. 15 juin 1894.)	15	2	13	1	—	5	6	5	7	2	5	1	—	4	—	—	18	—	18	—	—	1	15	4	2	—	2	—	—	—	2	—

XVII (suite.) — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchateau								Namur								Dinant							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	nou conditionnelle.
199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																								
Crimes correctionnalisés.																								
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer. Obstacle à la circulation des convois, 406, 408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	1	—	1	—	—	1	—	—	13	2	11	4	—	7	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — id. id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912. art. 48, § 1er, 52, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage. 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — Id. de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans 375, § 1er, (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 3, (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 2.)	—	—	—	—	—	—	-	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement d'enfant, 354.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'une fille au dessous de 16 ans, 369	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux inhabités, de bois ou de récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 513, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. id. id. pendant la nuit, 513, 512.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission), 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	4	—	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Effets publics, billets de banque : contrefaçon, falsification, émission, 175 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	1	1	—	—	—	—	—	—	38	3	35	8	6	21	—	—	11	—	11	3	3	3	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																								
Abus de confiance, 491.	7	—	7	1	—	2	1	3	15	—	15	1	—	7	5	4	8	1	7	—	2	3	—	2
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	2	—	2	—	—	—	2	-	14	3	11	—	—	11	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	8	1	7	—	—	—	3	3	71	3	68	29	—	11	18	10	6	—	6	—	—	3	2	1

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation								Bruxelles								Louvain								Nivelles							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Association de malfaiteurs, 323, 324	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur : avec violences ou menaces sur personne majeure, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	53	21	32	6	12	11	2	1	1	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	5	5	2	2	—	—	—	—
Attentat à la pudeur : id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3.)	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur : avec violences ou menaces sur personne majeure, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3.)	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par excitation à la débauche de mineurs, 379	51	7	44	11	16	14	3	—	12	2	10	7	1	1	1	—	6	—	6	—	3	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Attentat aux mœurs : id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379, 381	8	—	8	1	5	2	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	20	2	18	7	—	4	3	4	6	1	5	3	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par paroles obscènes 383, § 2 (Loi du 29 janvier 1905, art. 1er).	101	6	95	7	—	17	46	25	3	—	3	—	—	2	1	—	5	—	5	1	—	1	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par outrage public aux mœurs, 383, § 1er, 386.	376	54	322	87	5	134	38	58	56	8	48	10	2	26	5	5	14	—	14	8	—	6	—	—	10	2	8	5	—	2	—	1
Attentat aux mœurs : id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 383, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 55.).	252	35	217	49	24	109	17	18	38	2	36	8	3	18	3	2	10	1	9	2	1	6	—	—	3	1	2	1	—	1	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	44	10	34	6	17	11	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	4	—	4	—	1	3	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489.	34	10	24	11	2	7	2	2	6	2	4	1	1	2	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	339	75	264	12	1	68	66	117	29	15	16	2	1	3	3	7	23	—	23	2	—	8	3	10	2	—	2	1	—	—	—	1
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	33	8	25	3	—	—	19	3	2	—	2	—	—	—	2	—	4	—	4	—	—	—	4	—	3	3	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	207	53	154	7	1	29	43	74	7	—	7	—	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 151 à 156	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4).	577	94	483	—	—	6	123	354	24	2	22	—	—	—	11	11	3	—	3	—	—	—	2	1	7	1	6	—	—	—	—	6
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	3	1	2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	7	2	5	3	—	—	—	2	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	44	7	37	7	1	8	12	9	3	—	3	1	—	2	—	—	3	—	3	—	—	1	1	1	2	—	2	1	—	1	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 185, 184	3	1	2	2	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Timbres poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (usage), 100	8	—	8	—	—	3	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	10,406	2088	8,318	965	203	2,243	2,296	2,611	687	108	579	125	40	225	89	100	259	—	259	71	12	87	56	33	168	53	135	7	—	45	26	59
Coups et blessures : avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	7	1	5	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : à un enfant de moins de 16 ans ou à une incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	25	2	23	2	—	13	3	5	5	1	4	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : à un député, ministre, magistrat, 278, 279	7	1	6	1	—	2	3	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Coups et blessures : à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	683	20	663	79	10	341	107	126	170	5	165	28	5	16	25	15	5	—	5	2	—	3	—	—	8	—	8	2	—	3	—	3
Coups et blessures : à des jurés ou témoins, 282, 274, 279	21	—	21	3	4	14	—	—	5	—	5	1	2	2	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Coups et blessures : involontaires, 420.	587	160	427	16	—	30	232	149	67	12	55	6	—	9	25	17	11	—	11	1	—	2	4	4	11	1	10	—	—	—	9	1
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	7	2	5	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un, 141.	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	54	11	43	6	—	12	14	11	6	—	6	1	—	3	1	1	2	—	2	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Destruction : de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 524.	3	—	3	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction : de tombeaux, monuments, objets d'art, 526.	51	14	37	8	—	12	11	6	3	—	3	—	—	1	2	—	6	—	6	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction : de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528.	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction : de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	40	17	23	5	—	10	5	3	7	4	3	—	—	—	2	1	3	—	3	2	—	1	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—
Destruction : d'animaux domestiques, 538, 540, 541	18	3	15	5	—	3	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Destruction : de clôtures, 545, 546	775	150	625	35	2	227	143	218	46	8	40	1	—	18	10	8	28	—	28	3	2	15	3	3	7	—	7	—	—	3	—	2

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers								Malines								Turnhout								Mons							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
Association de malfaiteurs, 323, 324	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur : avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er).	6	1	5	1	2	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, et 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
avec violences ou menaces sur personne majeure, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—
Attentat aux mœurs : par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	3	—	3	—	—	—
id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	4	—	4	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par paroles obscènes, 383, § 2. (Loi 29 janvier 1903, art. 1er.)	7	—	7	1	—	2	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	10	—	10	1	—	2	3	4
par outrage public aux mœurs, 383, § 1er, 386.	44	6	38	4	1	16	7	10	4	—	4	—	—	2	2	—	4	—	4	—	—	3	1	—	25	5	20	10	2	5	2	1
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 55.).	19	1	18	4	2	9	1	2	5	1	4	—	1	3	—	—	4	—	4	2	—	1	1	—	23	4	19	10	—	6	2	1
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. du consentement de la femme, 350, 351	1	—	1	—	1	—	—	—	4	1	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	3	6	4	2	—	—	—
Banqueroute simple, 489.	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	49	22	27	1	—	5	6	15	5	—	5	—	—	4	1	—	3	—	3	—	—	1	—	2	28	8	20	—	—	7	9	4
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	1	—	1	—	—	—	1	—	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.).	90	29	61	3	1	20	10	27	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	3	6	—	—	3	1	2
id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312.	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 451 à 460	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.).	51	5	46	—	—	4	42	—	14	2	12	—	—	—	11	1	—	—	—	—	—	—	—	—	74	9	65	—	—	—	42	23
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	2	1	1	—	—	—	—	1	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	5	1	4	—	—	1	1	2	6	2	4	3	1	—	—	—	4	2	2	1	—	—	1	—	4	—	4	—	—	3	1	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. Timbres poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (usage). 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Coups et blessures : Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410.	1,267	310	957	61	22	282	175	410	143	28	115	38	6	47	15	11	156	17	139	35	4	40	30	32	717	168	549	87	16	161	177	105
avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un enfant de moins de 16 ans ou à une incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	7	—	7	1	—	4	1	1
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	156	—	156	7	2	71	23	53	13	4	9	1	—	6	2	—	2	—	2	1	—	1	—	—	9	1	8	1	—	4	3	—
à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
involontaires, 420	117	45	71	—	—	5	37	34	3	—	3	1	—	—	—	2	4	1	3	—	—	—	1	2	37	16	21	1	—	1	15	6
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. Outrages aux objets d'un, 144.	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	6	3	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	4	2	1	—	1	—	—
Destruction : de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 524.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	4	—	4	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	2	—	4	1	3	3	—	—	—	—
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	5	1	4	—	—	4	—	—
d'animaux domestiques, 538, 540, 541	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	5	4	—	—	—	1
de clôtures, 545, 546	46	11	35	—	—	12	6	17	6	—	6	1	—	4	—	1	16	1	15	3	—	6	3	1	52	10	42	1	—	16	11	14

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914,

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi								Tournai								Gand								Audenarde							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				condi-tionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condi-tionnelle.	non condi-tionnelle.				condi-tionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condi-tionnelle.	non condi-tionnelle.				condi-tionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condi-tionnelle.	non condi-tionnelle.				condi-tionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condi-tionnelle.	non condi-tionnelle.
67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Association de malfaiteurs, 323, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces sur personne majeure. 373, § 1er. (L. 15 mai 1912. art. 49. § 1er.)	6	2	4	—	3	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	5	—	5	1	—	4	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Attentat à la pudeur — id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49. § 1er. 50, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces sur personne majeure, par plusieurs en s'entr'aidant, 373, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, 379	2	1	1	—	1	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	4	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379, 381	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes, 383, § 2. (Loi 20 janvier 1905, art. 1er)	4	2	2	—	—	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	13	—	13	—	—	—	11	2	6	1	5	—	—	2	2	1
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 383, § 1er, 386	21	1	20	5	—	12	2	1	16	5	13	4	—	4	2	3	44	11	33	5	—	12	—	16	18	5	13	8	—	4	1	2
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 383, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 55.).	21	5	18	1	2	6	7	2	9	—	9	3	—	5	—	1	14	—	14	2	3	9	—	—	5	2	3	2	—	—	1	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	7	1	6	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	3	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	8	2	6	—	—	2	1	5	2	—	2	2	—	—	—	—	25	1	24	—	—	4	8	12	29	2	27	1	—	8	8	10
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	7	1	6	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	20	1	19	2	—	1	5	11	4	—	4	—	—	—	1	3	9	1	8	—	—	—	—	8	5	—	5	—	—	—	5	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)	150	25	127	—	—	1	—	126	10	—	10	—	—	—	7	3	61	7	54	—	—	—	6	48	2	—	2	—	—	—	1	1
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (usage), 190	2	—	2	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	770	120	650	74	56	256	157	147	220	42	178	50	2	48	49	29	954	240	715	58	2	205	204	248	540	130	401	40	10	54	161	155
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à une incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	3	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Coups et blessures. — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	4	—	4	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281.	97	1	96	7	5	35	18	13	14	—	14	4	—	8	1	1	91	3	88	9	—	42	15	22	8	—	8	2	—	1	4	1
Coups et blessures. — à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	2	—	2	—	—	2	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. — involontaires, 420	47	6	41	1	—	7	25	8	5	1	4	1	—	1	2	—	33	6	27	2	—	2	10	15	11	3	8	—	—	6	2	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un, 144.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	5	1	4	1	—	2	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	3	2	1	—	1	—	—	1	—	—
Destruction — de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 524.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	8	2	6	1	—	—	4	1
Destruction — de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537.	1	1	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	9	4	5	5	—	—	2	—
Destruction — d'animaux domestiques, 538, 540, 541	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de clôtures, 545, 546	98	14	84	4	—	42	9	29	9	—	9	—	—	3	2	4	57	12	45	—	—	10	16	19	43	14	29	—	—	8	8	13

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde								Bruges								Courtrai								Furnes (1)							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132
Association de malfaiteurs, 323, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur : avec violences ou menaces sur personne majeure. 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er)	6	—	6	1	1	1	2	1	2	2	—	—	—	—	—	—	4	2	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373 § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
avec violences ou menaces sur personne majeure, par plusieurs en s'entraidant, 373, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	1	—	3	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379, 381	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par paroles obscènes, 383, § 2. (Loi 29 janvier 1903, art. 1er.)	15	—	15	—	—	1	11	3	13	—	13	—	—	1	10	2	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	19	1	18	1	—	9	5	3	7	—	7	—	—	3	1	3	19	1	18	6	—	9	—	3	2	—	2	—	—	—	2	—
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53.).	9	—	9	2	1	4	—	2	13	3	10	—	2	7	—	1	8	1	7	1	—	3	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. du consentement de la femme, 350, 351	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	4	1	3	—	1	2	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	2	—	2	—	—	—	2	2	2	—	2	1	—	1	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	5	1	4	—	—	1	1	2	43	8	35	1	—	8	12	14	4	—	4	—	—	—	2	2	7	2	5	—	—	1	—	4
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	16	—	16	—	—	—	5	11	—	—	—	—	—	—	—	—
id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.)	15	3	12	—	—	—	2	10	30	11	19	—	—	1	8	10	12	5	7	—	—	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. Timbres poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (usage), 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	628	115	513	47	5	129	176	136	766	260	506	41	13	101	165	186	591	72	519	52	5	100	160	202	149	26	125	9	1	42	23	40
avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un enfant de moins de 16 ans ou à une incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	4	—	4	—	—	1	2	1	7	2	5	2	—	3	—	—	20	—	20	2	—	11	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—
à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—
involontaires, 420	14	5	9	—	—	1	3	5	33	9	24	—	—	1	13	9	8	2	6	—	—	1	4	1	7	—	7	1	—	—	4	2
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. Outrages aux objets d'un, 144	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	2	—	2	—	—	—	1	1	4	—	4	—	—	1	2	1	2	—	2	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	1	—	—
Destruction : de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	2	—	2	—	—	2	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de clôtures, 545, 546	58	7	51	2	—	15	18	18	51	11	40	4	—	11	8	17	29	—	20	5	—	11	4	9	17	1	16	—	—	6	2	8

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres (1)								Liége								Huy								Verviers							
	TOTAL	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
Association de malfaiteurs, 325, 324.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces sur personne majeure, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
avec violences ou menaces sur personne majeure, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	1	2	—	2	—
id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
par paroles obscènes, 383, § 2. (L. 29 janvier 1903, art. 1er.)	2	1	1	—	—	—	—	1	16	1	15	3	—	3	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
par outrage public aux mœurs, 383, § 1er, 386.	5	2	3	1	—	1	—	1	28	6	22	5	—	9	4	4	6	1	5	5	—	—	—	—	14	3	11	4	—	3	2	2
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 383, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 55.).	2	—	2	—	—	1	—	1	23	4	19	3	4	10	—	2	3	—	3	2	—	1	—	—	6	—	6	—	1	3	2	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	1	—	1	1	—	—	—	—	4	—	4	3	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	9	1	8	—	—	1	3	4	24	2	22	2	—	8	2	10	10	6	4	—	1	—	3	—	8	1	7	—	—	3	2	2
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	1	1	4	—	4	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	—	—	—	—	—	—	—	—	10	4	6	—	—	—	1	5	11	8	3	1	—	—	1	1	16	1	15	—	—	—	15	2
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 458	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.).	4	—	4	—	—	—	—	4	78	15	63	—	—	5	15	47	4	—	4	—	—	—	2	2	12	5	7	—	—	1	3	3
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	2	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1	2	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 181.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (usage), 190	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	322	77	245	20	1	51	81	89	859	96	763	80	14	205	215	251	153	36	117	6	—	25	49	37	107	21	86	8	5	15	31	24
avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—
à un enfant de moins de 16 ans ou à une incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	1	—	1	—	—	—	1	—	4	—	4	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un député, ministre, magistrat, 278, 270	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	5	—	5	2	—	2	—	1	45	3	42	6	—	25	8	3	8	1	7	3	—	1	2	1	4	—	4	—	—	3	1	—
à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
involontaires, 420.	3	3	—	—	—	—	—	—	82	14	68	1	—	1	10	26	10	5	5	—	—	—	3	2	30	15	17	—	—	—	13	4
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 145	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1
Id. Outrages aux objets d'un, 144	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	2	—	1	1	1	2	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1
Destruction — de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 524.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de tombeaux, monuments, objets d'art, 520.	1	—	1	1	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de clôtures, 545, 546	42	15	27	1	1	10	8	8	55	8	47	—	—	19	10	18	9	1	8	—	—	3	1	1	9	1	8	—	—	3	1	1

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletinsde condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature dee infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres								Hasselt								Arlon								Marche							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198
Association de malfaiteurs, 323, 324.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces sur personne majeure, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 40, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de la situation, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 40, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces sur personne majeure, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 40, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379, 381.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes, 383, § 2. (Loi 20 janvier 1905, art. 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 383, § 1er, 386.	5	—	5	1	—	1	3	—	4	—	4	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 55.).	1	—	1	—	—	1	—	—	5	—	5	1	1	2	—	1	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	3	1	2	—	—	—	—	2	6	—	6	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. falsification, 500, 501. (L. 4 août 1896, art. 4.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	3	—	3	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	1	—
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (usage), 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	258	47	211	5	2	46	80	78	183	32	151	30	4	40	40	28	77	9	68	2	—	11	23	32	22	1	21	—	—	3	12	6
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à une incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 270	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	1	—	1	—	—	1	—	—	3	—	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	2	—	1
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — involontaires, 420.	4	—	4	—	—	1	3	—	14	6	8	1	—	—	3	4	2	—	2	—	—	—	1	1	2	—	2	—	—	—	2	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un, 144.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	3	1	—	1	—	1	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 533 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — d'animaux domestiques, 538, 540, 541.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de clôtures, 545, 546	38	11	21	—	—	2	12	10	33	15	18	7	—	5	2	4	5	1	4	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchateau								Namur								Dinant							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
Association de malfaiteurs, 323, 324.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur : avec violences ou menaces sur personne majeure, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	2	2	—	—	—	—	—	—	6	4	2	—	1	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur : id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 3, (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3.).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur : avec violences ou menaces sur personne majeure. par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er, 52, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	1	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—
Attentat aux mœurs : id. id. id. par des personnes ayant autorité, 379, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Attentat aux mœurs : par paroles obscènes, 383, § 2. (Loi 29 janvier 1905, art. 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : par outrage public aux mœurs, 383, § 1er, 386.	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	2	—	3	—	1	4	1	3	1	—	2	—	—
Attentat aux mœurs : id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 383, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53.).	—	—	—	—	—	—	—	—	22	12	10	2	—	6	—	2	5	—	5	3	1	1	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489.	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	2	—	—	—	—	4	—	4	1	2	1	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	12	2	10	—	—	—	4	6	3	1	2	—	—	1	—	1
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	—	1	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	20	6	14	—	—	—	2	12	1	—	1	—	—	—	1	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (usage), 190.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	22	3	19	1	—	5	6	7	292	62	230	10	2	28	64	126	86	17	69	1	1	12	28	27
Coups et blessures : avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : à un enfant de moins de 16 ans ou à une incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	1	—	1	—	—	—	—	1	6	—	6	—	—	5	1	2	3	—	3	—	—	—	2	1
Coups et blessures : à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : involontaires, 420.	1	1	—	—	—	—	—	—	24	8	16	—	—	—	11	5	7	5	2	—	—	—	1	1
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 145.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Outrages aux objets d'un, 144.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction : de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction : de tombeaux, *monuments*, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction : de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction : de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction : d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction : de bâtures, 545, 546	3	—	3	—	—	3	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
									8	3	3	—	—	—	1	2	8	1	7	—	—	1	4	2

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation								Bruxelles								Louvain								Nivelles							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				condit.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condit.	non condit.				condit.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condit.	non condit.				condit.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condit.	non condit.				condit.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condit.	non condit.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés 240, § 2	3	—	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	6	—	6	—	—	3	—	3	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	106	14	92	12	4	45	17	14	5	—	5	—	—	3	—	—	12	—	12	3	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442	18	3	15	4	—	3	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177	9	2	7	—	7	—	—	—	5	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	7	3	4	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs — Enlèvement de mineurs, 368	4	—	4	3	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs — D'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	14	3	11	2	5	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs — Id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	54	8	46	12	10	17	4	3	12	2	10	4	2	4	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	3	—	3	1	—	1	—	1
Enlèvement de mineurs — Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	22	4	18	1	—	10	3	4	7	3	4	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 519 à 521	14	3	11	—	—	1	5	5	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	497	125	372	34	57	246	19	16	79	20	59	6	19	33	—	1	11	—	11	1	1	9	—	—	9	—	9	1	3	2	1	2
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	10	4	6	—	—	—	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 351, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	11	5	6	—	—	5	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Id. id. id. id. par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	23	2	21	5	2	9	4	1	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	141	32	109	4	2	63	16	24	3	1	2	2	—	—	—	—	4	—	4	—	—	2	2	—	2	1	1	—	—	1	—	—
Faillites (fraude dans les), 490	6	—	6	3	—	3	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie — Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 165 à 169	24	—	24	—	9	4	5	6	6	—	6	—	1	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie — Reçue pour bonne (émission de), 170	21	6	15	—	—	—	7	8	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie — Emission de monnaies dorées ou argentées, 497	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	27	—	27	3	4	14	6	—	2	—	2	—	—	1	1	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	55	31	24	7	2	15	—	—	7	7	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	12	9	3	1	1	1	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	132	60	72	15	2	8	38	9	3	—	3	2	—	1	—	—	2	—	2	1	—	—	1	—	4	2	2	—	—	—	2	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	13	4	9	—	—	—	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511, 514	2	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	13	4	9	—	—	1	2	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	162	21	141	19	—	11	76	35	1	—	1	1	—	—	—	—	28	—	28	12	—	5	6	5	11	—	11	—	—	—	10	1
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 519, 550	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	49	7	42	3	—	14	15	10	31	2	29	1	—	11	10	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	3	—	3	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	37	8	29	1	—	3	15	10	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 306, 308	10	—	10	—	—	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	818	148	670	116	1	341	90	122	56	8	48	11	—	29	3	3	24	—	24	9	—	11	4	—	13	1	12	1	—	6	3	2
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	77	3	74	1	2	66	1	4	13	—	13	—	—	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	4	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	64	9	55	8	1	19	11	16	12	1	11	4	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	319	27	292	34	5	98	105	50	38	4	29	5	—	20	4	—	18	—	18	4	—	10	2	2	2	1	1	—	—	—	1	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	92	3	89	8	—	25	30	26	9	—	9	2	—	4	2	1	4	—	4	—	—	3	1	—	2	—	2	1	—	—	—	1
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	2688	167	2521	106	—	711	659	1045	389	31	358	26	—	123	92	117	67	—	67	1	—	22	20	13	24	1	23	1	—	5	8	9

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers								Malines								Turnhout								Mons							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) — par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	11	2	9	—	1	4	2	2	1	—	1	—	—	—	1	—	6	1	5	1	2	2	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—
Domicile (violation de) — introduction furtive la nuit, 442.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—
Effets publics, billets de banques contrefaits et falsifiés (émission d'), 177	4	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Enlèvement de mineurs. — Enlèvement de mineurs, 368	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs. — D'une fille de moins de 16 ans avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 58)	4	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—
Enlèvement de mineurs. — Id. de plus de 16 ans et moins des 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	3	—	3	—	—
Enlèvement de mineurs. — Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Escroquerie, 496	88	36	52	1	11	38	—	2	6	—	6	2	—	4	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—	24	6	18	4	3	11	—	—
Etat civil, 205 à 205, 207, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Exposition délaissement et abandon d'enfant. — Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 334, 336 à 338. (L. 15 mai 1912, art. 56.).	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition délaissement et abandon d'enfant. — Id. id. id. id. par des ascendants ou gardiens, 335 à 337, 339. (L. 15 mai 1912, art. 56.).	3	—	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Exposition délaissement et abandon d'enfant. — Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.).	4	—	4	—	—	3	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. — Altération ; contrefaçon, émission, 162, 165, 165 à 169	6	—	6	—	5	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. — Reçue pour bonne (émission de), 170	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Fausse monnaie. — Emission de monnaies dorées ou argentées, 197.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	4	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	15	9	6	2	—	—	3	1	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	12	6	—	—	—	5	1
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 515	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	7	1	6	—	—	1	5	—
Inondation d'héritage, chemins ou propriétés, 549, 550	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	1	—	—	1	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	4	8	—	—	—	4	4
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331.	54	11	43	10	—	21	2	10	3	—	3	—	—	3	—	—	8	1	7	1	—	4	—	2	99	17	82	18	—	45	11	10
Mendicité et vagabondage, 342 à 347.	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507.	16	4	12	1	—	4	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	59	6	53	4	3	27	15	6	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	2	—	2	1	3	29	7	22	3	—	2	15	2
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275.	11	—	11	1	—	4	3	3	2	—	2	—	—	1	—	1	6	2	4	—	—	2	1	1	3	—	3	1	—	1	1	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	354	22	332	3	—	88	77	162	24	1	25	7	—	9	3	4	58	3	55	2	—	20	11	22	122	9	151	9	—	49	21	31

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi								Tournai								Gand								Audenarde							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 443	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	10	—	10	1	—	1	1	7	5	—	5	1	—	1	3	—	5	2	3	—	1	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs. D'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 38.)	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	3	—	3	1	2	—	—	—
Enlèvement de mineurs. Id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 38.)	4	2	2	—	—	2	—	—	4	1	3	1	1	—	1	—	7	—	7	—	1	2	2	2	3	—	3	—	2	1	—	
Enlèvement de mineurs. Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57)	3	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Escroquerie, 496	44	20	24	3	6	12	2	1	8	—	8	—	—	7	1	—	57	10	47	2	5	35	4	3	7	1	6	1	1	4	—	—
Etat civil, 265 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant. Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 351, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant. Id. id id. id. par des ascendants ou gardiens, 353 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	4	—	4	—	1	2	1	—	4	1	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant. Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis* (L. 15 mai 1912, art. 60)	6	—	6	1	2	3	—	—	4	1	3	—	—	2	—	1	28	8	20	—	—	8	1	11	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 165 à 169	3	—	3	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Reçue pour bonne (émission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Emission de monnaies dorées ou argentées, 197	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	4	—	4	1	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	21	11	10	3	—	7	—	—	4	—	4	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	24	8	16	6	—	5	7	—	6	3	3	—	—	—	3	—	7	4	3	—	—	1	1	1	1	—	1	—	—	1	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	2	2	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	2	1	9	1	8	—	—	—	1	7	26	8	18	—	—	—	16	2
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—
Maisons de prêt sur gage, 506 à 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	61	5	56	5	—	41	3	7	23	2	21	5	1	10	3	2	56	15	43	10	—	18	8	7	53	17	36	5	—	19	8	4
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	6	—	6	—	—	6	—	—	3	—	3	—	—	2	1	—	5	—	5	1	—	4	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	7	1	6	—	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	39	—	39	5	2	7	22	3	3	—	3	—	—	2	—	1	15	1	14	1	—	1	5	7	5	—	5	—	—	—	2	3
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	11	—	11	1	—	1	3	6	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	215	10	205	4	—	45	62	96	75	1	74	12	—	28	18	16	203	19	184	2	—	51	26	105	60	3	57	2	—	17	17	21

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde								Bruges								Courtrai								Furnes (1)							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	1 6	127	128	129	130	131	132
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	2	—	2	—	—	2	—	—	2	—	2	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	6	3	3	—	—	2	1	—	4	1	3	—	—	1	2	—	9	1	8	1	—	6	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442.	4	—	4	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	5	1	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 559	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs : Enlèvement de mineurs, 368	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs : D'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs : Id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs : Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 519 à 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	9	—	9	—	1	4	3	1	13	3	10	2	—	7	—	1	21	5	16	—	1	15	—	2	2	1	1	—	—	—	1	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant. Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant. Id. id. id. id. par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	1	—	1	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant. Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	3	3	—	—	—	—	—	—	13	7	6	—	—	5	—	1	20	4	16	—	—	10	2	4	3	1	2	—	—	2	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse Monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 168 à 169	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2
Fausse Monnaie. Reçue pour bonne (émission de), 170	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	4	1	—	1	—	—	—	—	1
Fausse Monnaie. Emission de monnaies dorées ou argentées, 497	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	5	4	1	—	—	1	—	—	3	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	1	—	1	—	1	—	—	—	3	1	2	1	—	—	1	—	5	2	3	—	1	1	1	—	3	—	3	—	—	—	—	3
Imprimés sans nom d'auteur et d'imprimeur : publication, distribution, 299.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 515.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	2	—	2	—	—	—	1	1	3	—	3	—	—	1	1	1	20	2	18	—	—	—	15	3	2	—	2	—	—	—	1	1
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305.	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	2	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331.	32	11	21	5	—	9	1	8	34	5	20	4	—	10	2	15	50	11	36	5	—	12	6	15	15	5	12	4	—	7	—	1
Mendicité et vagabondage, 342 à 347.	3	—	3	—	—	1	—	2	2	—	2	—	—	1	—	1	3	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507.	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	1	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	14	1	13	1	—	—	8	4	12	—	12	2	—	6	3	1	9	—	9	—	—	—	7	2	1	—	1	—	—	—	—	1
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	1	2	1	8	—	8	—	—	1	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 270.	153	15	138	1	—	51	44	61	103	10	93	3	—	14	32	44	83	6	77	—	—	24	14	39	17	1	16	—	—	6	4	6

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres (1)								Liége								Huy								Verviers							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende					Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
135	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	1 1	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) — par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	1	—	1	—	—	—	—	1	13	2	11	—	—	7	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) — introduction furtive la nuit, 442.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs. — Enlèvement de mineurs, 368	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs. — D'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs. — Id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	1	—	1	—	—	1	—	—	4	1	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	—	1	—
Enlèvement de mineurs. — Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57)	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321.	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	6	1	5	1	—	4	—	—	50	5	45	7	4	30	3	1	10	1	9	1	—	8	—	—	8	1	7	—	—	6	—	1
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367 et 192, Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant. — Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 334, 336 à 338. (L. 15 mai 1912, art. 56.).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant. — Id. id. id. id. par des ascendants ou gardiens, 335 à 339, 339. (L. 15 mai 1912, art. 56.).	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant. — Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.).	—	—	—	—	—	—	—	—	34	3	31	1	—	19	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie — Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie — Reçue pour bonne (émission de), 170.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Fausse monnaie — Emission de monnaies dorées ou argentées, 197	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	10	1	2	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	1	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419.	—	—	—	—	—	—	—	—	13	6	7	—	—	1	3	1	2	—	2	2	—	—	—	—	6	2	4	—	—	—	4	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 290	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	5	1	4	—	—	—	3	1	16	1	15	1	—	5	2	0	4	1	3	—	—	1	2	—	2	1	1	1	—	—	—	—
Inondation d'héritages, chemins, ou propriétés, 549, 550.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305.	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	16	2	14	1	—	2	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 300 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	21	2	19	5	—	6	7	7	105	9	96	17	—	60	12	7	30	11	19	1	—	8	7	3	9	3	6	2	—	3	—	1
Mendicité et vagabondage, 342 à 347.	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	10	—	2	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	4	—	—	4	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507.	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	13	1	—	5	2	7	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	53	7	46	8	—	15	18	7	4	—	4	—	—	2	1	1	3	—	3	—	—	2	1	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	19	1	18	2	—	5	9	2	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 270.	34	1	33	2	—	1	8	22	396	7	389	24	—	120	114	131	40	5	35	1	—	12	11	11	24	1	23	1	—	5	4	13

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres								Hasselt								Arlon								Marche							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198
Détournement par un dépositaire public des deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) : par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) : introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs : Enlèvement de mineurs, 368	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs : D'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs : Id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs : Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	3	1
Escroquerie, 496	5	1	4	—	—	3	1	—	8	3	5	2	—	2	1	—	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant : Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 351, 350, à 358. (L. 15 mai 1912, art 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant : Id. id. id. id. par des ascendants ou gardiens, 353 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant : Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis* (L. 15 mai 1912, art. 60.)	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie : Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie : Reçue pour bonne (émission de), 170	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie : Emission de monnaies dorées or argentées, 497	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	5	4	1	—	—	—	1	—	6	5	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	2	1	1	—	—	—	1	—	4	—	4	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	5	—	—	—	3	—
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	25	11	14	—	—	5	1	8	9	3	6	1	—	5	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	2	—	2	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis ; destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 503	5	—	5	—	—	1	1	3	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	76	11	65	—	—	14	10	32	33	4	20	1	—	7	14	7	16	2	14	—	—	4	4	6	16	—	16	—	—	5	4	7

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchateau								Namur								Dinant							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) — par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	—	1	7	—	7	3	—	2	2	—
Domicile (violation de) — introduction furtive la nuit, 442.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs — Enlèvement de mineurs, 368	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs — D'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs — Id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs — Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—
Epizootie, 319 à 321.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	—	23	8	15	—	2	11	1	1	3	1	3	—	—	1	1	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367 et 192 Code civil.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 351, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.).	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Id. id. id. id. par des ascendants ou gardiens, 353 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.).	2	—	2	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie — Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie — Reçue pour bonne (émission de), 170.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie — Emission de monnaies dorées ou argentées, 497	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Faux serment en matière civile, 226	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	1	1
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur · publication, distribution, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 319	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	1	—	—	1	2	1	—	1	—	—	—	1	—
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 519, 530.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 305	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331.	2	—	2	—	—	1	—	1	27	1	26	3	—	7	9	7	7	—	7	—	—	1	2	4
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	3	—	3	—	—	3	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	1	—	2	—	1	2	—	2	—	—	—	1	1
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	—	1
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	2	1	1	—	—	—	1	—	62	3	59	—	—	3	10	46	42	—	42	2	—	9	9	22

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation								Bruxelles								Louvain								Nivelles							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Outrages envers des jurés ou témoins, 282,	150	12	138	13	1	50	32	42	9	—	9	4	—	3	—	—	13	1	12	—	—	3	4	5	5	1	4	—	—	2	1	1
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	948	48	900	120	25	448	126	177	205	16	189	33	1	108	25	29	22	—	22	8	—	11	3	1	3	1	2	1	—	—	—	1
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	1,363	300	1,063	230	73	478	145	137	163	37	126	55	15	51	4	5	114	20	94	8	6	69	5	8	10	1	9	2	1	1	1	4
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsifications, 210	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels, 458, 459	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, , 538	136	2	134	—	—	127	—	—	31	1	30	—	1	29	—	—	4	—	4	—	—	4	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223.	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	32	8	24	1	2	3	1	17	3	—	3	1	—	1	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	338	11	327	6	—	138	83	100	68	5	63	2	—	31	12	17	7	—	7	1	—	2	—	4	2	—	2	—	—	—	1	1
Vol, 463, 464, 466	6,006	1034	4,972	927	295	2,111	893	746	1,009	124	885	264	95	396	104	26	231	67	164	32	10	67	20	35	69	15	56	11	2	21	11	11
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 465.	243	14	229	29	—	51	77	72	40	2	38	12	—	19	6	1	19	—	19	—	—	3	6	10	27	2	25	—	—	2	14	9
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 501, 2° et 5°	65	1	64	—	—	—	22	42	10	—	10	—	—	—	1	9	1	—	1	—	—	—	—	1	2	—	2	—		—	1	1
Autres contraventions	709	119	590	—	—	11	224	355	17	4	13	—	—	—	5	8	26	—	26	—	—	1	16	9	7	—	7	—	—	—	1	6
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Armes à feu (Banc d'épreuve des) L. 24 mai 1888.	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	58	13	45	—	1	—	21	23	12	1	11	—	1	—	7	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	8	—	8	—	—	3	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance de la mortalité infantile (Répression de l'). L. 26 décembre 1906	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	24	13	11	—	—	—	7	4	11	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 51.	1,873	479	1,394	19	—	175	639	561	87	10	77	1	—	11	32	33	72	8	64	1	—	14	17	32	82	33	49	—	—	7	15	27
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc	24	2	22	1	—	—	12	9	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1825	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879	20	12	8	1	1	1	—	6	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décoration civique (Port public de la). A. R. 21 juillet 1867	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	31	3	28	—	—	—	11	17	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914.	60	8	52	—	—	—	12	40	22	5	17	—	—	—	8	9	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	5	—	—	—	—	5
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 198 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1er et 2, L. 12 septembre 1893, art. 64, L. 22 avril 1898, art. 39.	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emigrants (Loi sur les), 14 décembre 1876	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	23	1	22	—	—	2	9	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 35	9	—	9	—	—	—	1	8	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Id. id. id. ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 65	39	4	35	4	—	17	9	5	3	—	3	—	—	2	—	1	2	—	2	—	—	2	—	—	3	1	2	—	—	—	—	2
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	162	22	140	—	—	—	72	68	4	—	4	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	202	3	199	1	1	196	—	1	59	2	57	—	—	57	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	2	—	2	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hypnotisme. L. 30 mai 1892	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers								Malines								Turnhout								Mons							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	3	—	3	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	19	5	14	1	—	7	2	4
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	129	10	110	4	—	50	25	47	20	1	19	4	—	6	7	2	12	1	11	2	1	6	1	1	52	2	33	11	—	27	12	4
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	257	80	177	40	25	81	13	10	16	1	15	7	2	5	1	—	74	9	65	24	—	38	3	—	71	15	58	18	—	26	7	7
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsifications, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels, 458, 459	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 558	14	1	13	—	2	11	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	4	—	4	—	—	4	—	—	11	—	11	—	—	11	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 225	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	5	3	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	1	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	39	1	38	—	—	34	1	3	3	2	1	—	—	1	—	—	4	—	4	—	—	2	2	—	22	2	20	—	—	9	7	4
Vol, 463, 464, 466	1047	217	830	144	94	408	110	74	50	10	40	12	2	22	4	—	64	8	56	15	—	21	8	12	374	67	307	52	9	110	65	73
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 465	3	—	3	2	—	—	1	—	2	—	2	—	—	—	2	—	6	2	4	—	—	2	—	2	18	1	17	2	—	2	7	6
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Autres contraventions	40	9	31	—	—	2	8	21	3	—	3	—	—	—	2	1	11	—	11	—	—	—	3	8	61	15	46	—	—	—	25	25
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Armes à feu (Banc d'épreuve des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838, A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	2	—	4	2	2	—	—	—	1	1
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance de la mortalité infantile (Répression de l'). L. 26 décembre 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882 modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 51	79	20	59	7	—	17	12	23	21	5	16	1	—	2	6	7	51	15	36	—	—	6	16	14	140	48	92	1	—	13	46	32
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1825	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Décoration civique (Port public de la). A. R. 21 juillet 1867	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	—	6	2
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1er et 2, L. 12 septembre 1895, art. 64, L. 22 avril 1898, art. 59	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emigrants (Loi sur les), 14 décembre 1876	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Id. id. id. ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 65	2	1	1	—	—	—	1	—	4	—	1	1	—	3	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	24	6	18	—	—	—	8	10	1	—	1	—	—	—	1	—	2	—	2	—	—	—	2	—	6	1	5	—	—	—	3	—
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	32	1	31	—	—	31	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	15	—	15	—	—	15	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Hypnotisme. L. 30 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi								Tournai								Gand								Audenarde							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	25	1	24	4	1	6	5	8	10	—	10	—	—	5	4	1	4	—	4	—	—	1	2	1	7	1	6	—	—	3	3	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes. 271, 272	93	—	93	2	3	47	16	25	18	1	17	10	—	6	1	—	69	2	67	4	5	33	6	16	15	—	14	2	1	4	5	2
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Id. de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	98	19	79	16	7	26	14	16	14	4	10	—	—	8	2	—	131	30	101	21	10	51	15	4	37	14	23	6	—	6	5	6
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsifications, 210	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels, 458, 459	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 538	24	—	24	—	2	22	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	9	—	9	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	4	—	4	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 252	29	1	28	1	—	10	8	9	7	—	7	—	—	2	4	1	15	—	15	—	—	3	2	10	8	—	8	—	—	1	4	3
Vol, 465, 461, 466	439	75	364	29	22	338	87	88	78	20	58	6	—	22	10	11	598	155	465	102	31	194	81	57	77	22	55	4	—	21	17	13
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 465	8	—	8	—	—	2	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	1	6	11	2	9	—	—	—	9	—
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	8	—	8	—	—	—	—	8	8	—	8	—	—	—	3	3	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	46	7	39	—	—	1	14	24	8	2	6	—	—	—	3	3	69	12	57	—	—	—	22	35	65	8	57	—	—	5	27	27
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838, A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	10	—	10	—	—	—	3	7	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance de la mortalité infantile (Répression de l'). L. 26 décembre 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882 modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 51	100	21	79	—	—	15	28	36	102	43	57	—	—	5	33	17	95	18	77	3	—	12	34	28	40	21	19	—	—	1	10	5
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	9	—	9	—	—	—	5	4
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1825	2	—	2	—	—	—	2	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2	4	4	—	—	—	—	—	—
Décoration civique (Port public de la). A. R. 21 juillet 1867	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc	6	—	6	—	—	—	1	5	1	—	1	—	—	—	—	1	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1er et 2, L. 12 septembre 1895, art. 64, L. 22 avril 1898, art. 39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emigrants (Loi sur les). 14 décembre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	1	—
Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc	23	2	21	—	—	—	10	11	2	—	2	—	—	—	2	—	9	—	9	—	—	—	9	7	—	7	—	—	—	4	3
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	14	—	14	1	—	13	—	—	13	—	13	—	—	13	—	—	8	—	8	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hypnotisme. L. 30 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde								Bruges								Courtrai								Furnes (1)							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende					Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende					Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende					Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende		
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132
Outrages envers des jurés ou témoins, 282.	2	—	2	—	—	1	1	—	7	—	7	1	—	2	1	3	6	—	6	—	—	—	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272.	15	—	15	—	—	10	5	5	33	1	32	5	—	20	2	5	26	4	22	1	—	16	2	3	5	—	5	—	—	1	1	—
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505.	125	14	111	7	1	25	46	32	23	7	16	2	—	9	3	2	33	11	22	2	1	12	2	5	6	—	6	2	—	3	—	1
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsifications, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels, 458, 459.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	1	—	1	—	—	1	—	—	4	—	4	—	—	4	—	—	8	—	8	—	—	8	—	—	2	—	2	—	—	2	—	-
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	3	—	3	—	—	—	—	3
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	13	—	15	1	—	2	6	4	18	-	18	—	—	5	5	10	25	—	25	—	—	2	9	14	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	187	32	155	12	4	88	18	13	122	30	92	15	2	37	18	22	91	15	76	8	6	41	9	12	44	2	42	9	2	20	8	3
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	5	—	5	—	—	3	1	1	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 5°	2	—	2	—	—	—	1	1	4	1	3	—	—	—	—	3	5	—	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	67	11	56	—	—	2	25	31	88	17	71	—	—	—	24	47	48	5	45	—	—	2	9	32	7	1	6	—	—	—	—	6
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Armes à feu (Banc d'épreuve des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	2	—	2	—	—	—	—	2
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance de la mortalité infantile (Répression de l'). L. 26 décembre 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par la loi du 4 avril 1900, sauf l'article 51.	49	17	32	—	—	—	15	19	66	15	55	—	—	2	19	32	51	22	29	—	—	—	18	11	34	6	28	1	—	7	16	4
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1825.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décoration civique (Port public de la). A. R. 21 juillet 1867	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1er et 2, L. 12 septembre 1895, art. 64, L. 22 avril 1898, art. 39.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emigrants (Loi sur les), 14 décembre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Id. id. id. ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 65.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	1	—	1	—	—	—	1	—	2	—	2	—	—	—	2	—	6	1	5	—	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897.	1	—	1	—	—	1	—	—	6	—	6	—	—	5	—	1	7	—	7	—	—	7	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hypnotisme. L. 30 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(5) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres (1)								Liége								Huy								Verviers							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
155	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	11	1	10	1	—	5	3	3	6	1	5	—	—	4	1	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272.	5	—	5	2	—	3	—	—	126	3	123	20	5	70	19	9	10	—	10	5	—	5	—	—	29	—	29	2	2	11	4	10
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505.	10	1	9	1	1	4	1	2	80	10	70	11	2	55	12	12	25	10	15	—	—	4	3	8	22	6	16	2	1	6	1	3
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsifications, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels, 458, 459.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 558	1	—	1	—	—	1	—	—	13	—	13	—	2	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	8	—	8	—	—	1	5	2	34	1	33	1	—	11	15	8	3	—	3	—	—	2	1	—	9	—	9	—	—	8	1	—
Vol, 463, 464, 466	56	10	46	6	—	20	11	9	857	52	805	144	12	302	171	176	106	25	81	9	1	13	36	20	106	15	95	17	2	49	21	4
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	1	—	1	—	—	—	1	—	65	4	61	6	—	6	25	26	10	—	10	5	—	4	—	1	3	—	3	—	—	—	2	1
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 5°	—	—	—	—	—	—	—	—	15	—	15	—	—	—	3	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions.	22	1	21	—	—	—	5	16	25	—	25	—	—	—	11	14	22	12	10	—	—	—	8	2	10	1	9	—	—	—	6	3
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Armes à feu (Banc d'épreuve des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1915, etc.	1	1	—	—	—	—	—	—	7	2	5	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	3	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	3	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance de la mortalité infantile (Répression de l'). L. 26 décembre 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882 modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 51.	84	22	62	1	—	5	30	26	86	8	78	—	—	8	41	29	132	21	111	—	—	7	79	25	43	6	37	—	—	5	20	12
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	—	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1825.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879	1	1	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décoration civique (Port public de la). A. R. 21 juillet 1867	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	1	1	2	—	2	—	—	—	—	2
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	23	—	23	—	—	—	1	22	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1er et 2, L. 12 septembre 1895, art. 64, L. 22 avril 1898, art. 59.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emigrants (Loi sur les). 14 décembre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—	—	6	3	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	2	2
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 43	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62.	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Id. id. id. ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	1	—	2	5	1	3	1	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	38	5	33	—	—	—	24	9	11	5	6	—	—	—	2	4	5	—	5	—	—	—	1	1
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	3	—	3	—	—	3	—	—	9	—	9	—	1	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hypnotisme. L. 30 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnations et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres								Hasselt								Arlon								Marche							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	1	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272.	6	2	4	—	1	1	1	1	14	—	14	2	2	7	1	2	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	3	3	—	—	—	—	—	—	5	4	1	1	—	—	—	—	7	—	7	—	—	4	2	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsifications, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels, 458, 459.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 558.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 225.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 252.	3	—	3	—	—	—	1	2	2	—	2	—	—	1	1	—	3	—	3	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	39	8	31	3	—	14	7	7	90	15	75	8	—	26	26	15	20	3	17	—	—	6	5	6	10	1	9	1	—	3	5	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463.	—	—	—	—	—	—	—	—	15	—	15	2	—	7	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—
Autres contraventions	26	5	21	—	—	—	4	17	8	1	7	—	—	—	2	5	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Armes à feu (Banc d'épreuve des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance de la mortalité infantile (Répression de l'). L. 26 décembre 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	8	1	7	—	—	—	5	2	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882 modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 51.	55	25	32	—	—	1	15	16	59	17	42	—	—	1	20	21	26	7	19	—	—	6	7	6	47	8	39	—	—	4	20	15
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1825.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décoration civique (Port public de la). A. R. 21 juillet 1867.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1er et 7, L. 12 septembre 1893, art. 61, L. 22 avril 1898, art. 39	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emigrants (Loi sur les). 14 décembre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V, Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	5	—	—	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Id. id. id. ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63.	2	—	2	—	—	1	1	—	2	—	2	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	3	—	3	—	—	2	1	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	9	—	9	—	—	—	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897.	7	—	7	—	—	7	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	7	—	7	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hypnotisme. L. 29 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchateau								Namur								Dinant							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
199	200	201	202	203	2 4	205	2 6	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	1	3	10	—	10	2	—	5	3	2
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	1	—	1	—	—	—	—	1	23	1	22	—	—	8	—	14	5	—	5	—	—	4	—	1
Recélement du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 5 5	4	—	4	—	—	2	—	2	28	3	25	4	—	12	3	1	6	1	5	1	—	2	2	—
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsifications, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels, 458, 459	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 558	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 252	4	—	4	—	—	1	—	3	9	—	9	—	—	4	1	4	3	1	2	—	—	2	—	—
Vol, 463, 464, 466	11	4	7	—	—	3	2	2	185	40	145	22	1	45	25	52	46	8	38	4	—	22	7	3
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 465	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																								
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 5°	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	3	3	—	—	—	—	—	—	14	3	11	—	—	—	1	10	13	2	11	—	—	—	6	3
Infractions prévues par des lois spéciales.																								
Armes à feu (Banc d'épreuve des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1888. A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance de la mortalité infantile (Répression de l'). L. 26 décembre 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882 modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 51	47	15	32	—	—	4	15	13	99	24	75	5	—	15	28	31	126	26	100	—	—	6	47	47
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 8 mars 1818. A. R. 22 septembre 1825	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décoration civique (Port public de la). A. R. 21 juillet 1867	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1er et 2, L. 12 septembre 1895, art. 64, L. 22 avril 1898, art. 39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emigrants (Loi sur les). 14 décembre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l') : Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire, an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l') : Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l') : Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédent ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l') : Id. id. id. ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 65	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—	3	2	—	2	—	—	—	1	1
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	2	—	2	—	—	2	—	—	4	—	4	—	—	4	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1907	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hypnotisme. L. 30 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVII. (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Récapitulation								Bruxelles								Louvain								Nivelles							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Impôts (Lois et règlements concernant les)	80	24	56	3	11	18	—	24	26	10	16	1	5	2	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886. Echardonnage. Echenillage. Conserv. des grenouilles (Mesures prises)	12	1	11	—	—	—	7	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	490	20	470	—	—	118	79	273	69	6	63	—	—	40	2	21	3	—	3	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	640	83	557	3	—	43	276	235	66	1	65	—	—	13	21	31	—	—	—	—	—	—	—	—	47	15	32	—	—	—	18	14
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903	38	4	34	—	—	2	8	24	8	2	6	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1884 et 22 mai 1886	19	4	15	1	—	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1895, 25 juin 1908, 28 août 1911	17	1	16	1	—	1	4	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906	7	—	7	—	—	—	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	104	17	87	—	—	6	38	43	12	4	8	—	—	—	3	5	24	—	24	—	—	—	15	9	3	—	3	—	—	—	2	1
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	518	80	438	—	—	3	253	182	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police maritime	117	13	104	19	—	32	23	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	335	13	322	—	—	—	249	73	1	—	1	—	—	—	—	1	9	—	9	—	—	—	6	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. 20 octobre 1908	293	15	278	—	—	—	184	94	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831	6	3	3	—	—	—	1	2	1	—	1	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : géomètre, huissier, greffier, etc	3	—	3	2	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	90	23	67	—	—	—	15	52	4	2	2	—	—	—	—	2	3	—	3	—	—	—	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	7	5	2	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Repos du dimanche des clercs et commis des notaires, avoués et huissiers (Loi sur le), 26 mai 1914	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	4
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 95 à 97	44	4	40	—	—	2	16	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	16	4	12	—	—	—	—	12	5	3	2	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways, A. R. 2 décembre 1902	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (Loi concernant le). 30 avril 1909. A. R. 15 juin 1910	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	4	2	2	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	67	3	64	—	—	—	32	32	6	—	6	—	—	—	1	5	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Travail (Organisation du) : Salaires (Payement des). L. 10 août 1887	8	—	8	—	—	1	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Travail (Organisation du) : Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1905, etc	21	—	21	1	1	—	10	10	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 10 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	90	7	83	—	—	—	52	31	10	1	9	—	—	—	6	3	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	5	4	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	22	3	19	—	—	—	3	16	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																																
Crimes correctionnalisés	2,359	348	2,011	465	668	872	4	2	571	57	514	134	198	182	—	—	71	3	68	19	21	27	—	1	33	3	30	4	15	11	—	—
Délits prévus par le Code pénal	33,345	5534	27,811	3,711	909	9,683	6,383	7,125	4,162	547	3,615	709	226	1,496	663	521	1,043	90	953	212	43	393	160	145	487	92	395	45	9	113	100	128
Contraventions de police	774	120	654	—	—	11	246	397	27	4	23	—	—	—	6	17	27	—	27	—	—	1	16	10	9	—	9	—	—	—	2	7
Infractions prévues par des lois spéciales	5,623	902	4,721	56	14	623	2,067	1,961	421	63	358	2	6	128	84	138	132	9	123	1	—	21	42	59	153	52	101	—	—	10	35	56
TOTAUX	42,101	6904	35,197	4,232	1,591	11,189	8,700	9,485	5,181	671	4,510	845	430	1,606	753	676	1,273	102	1,171	232	64	442	218	215	682	147	535	49	24	134	137	191
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	1,782	591	1,191	14	—	58	435	701	228	94	134	—	—	6	28	100	51	—	51	4	—	5	23	19	63	35	28	—	—	2	5	21
TOTAUX	43,883	7495	36,388	4,246	1,591	11,227	9,135	10189	5,409	765	4,644	845	430	1,812	781	776	1,324	102	1,222	236	64	447	241	234	745	182	563	49	24	136	142	212
Infractions forestières	2,152	113	2,039						548	14	534						(1) 305	8	297						93	1	92					
Id. id. jugées en degré d'appel	1	1	—						—	—	—						—	—	—						—	—	—					

(1) Chiffre des prévenus jugés depuis le 26 août jusqu'au 31 décembre 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers								Malines								Turnhout								Mons							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				condit.	non conditionnel		condit.	non condit.				condit.	non conditionnel		condit.	non condit.				condit.	non conditionnel		condit.	non condit.				condit.	non conditionnel		condit.	non condit.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
31	33	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
Impôts (Lois et règlements concernant les)	9	7	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886. Echardonnage. Echenillage. Conserv. des grenouilles (Mesures pr la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	23	—	23	—	—	—	3	20	2	—	2	—	—	—	—	2	6	—	6	—	—	1	1	4	17	—	17	—	—	11	1	12
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	36	—	36	—	—	1	1	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39	5	34	2	—	10	5	19
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	3	1	—	1	—	—	—	1	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1895, 25 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	2	1
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Organisation militaire	10	1	9	—	—	—	3	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	27	4	23	—	—	—	12	11	13	1	12	—	—	—	7	5	30	7	23	—	—	—	14	9	7	2	5	—	—	—	3	2
Police maritime	57	7	50	16	—	20	5	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	114	7	107	—	—	—	84	23
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	22	1	21	—	—	—	9	12
Presse. Décret 20 juillet 1831	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : géomètre, huissier, greffier, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	2	—	—	—	—	2
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Repos du dimanche des clercs et commis des notaires, avoués et huissiers (Loi sur le), 26 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 24 août 1903, art. 93 à 97	24	4	20	—	—	—	15	7	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways, A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (Loi concernant le). 30 avril 1909. A. R. 15 juin 1910	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	35	1	34	—	—	—	18	16	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Salaires (Payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1893, etc., 20 novembre 1906, art. 42	17	1	16	—	—	—	11	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	1	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	2	—	2	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	1	—
RÉCAPITULATION.																																
Crimes correctionnalisés	299	49	250	46	112	92	—	—	57	6	51	19	16	16	—	—	29	2	27	5	9	13	—	—	187	49	138	38	15	82	3	—
Délits prévus par le Code pénal	4,569	972	3,596	361	202	1,343	619	1,071	380	58	322	91	18	140	50	23	480	54	426	87	8	176	71	84	2,305	451	1,854	387	36	644	472	315
Contraventions de police	40	9	31	—	—	2	8	21	3	—	3	—	—	—	2	1	11	—	11	—	—	—	3	8	62	15	47	—	—	—	24	23
Infractions prévues par des lois spéciales	388	59	329	24	—	69	90	146	48	6	40	2	—	6	15	17	102	24	78	—	—	9	13	34	397	72	325	5	—	44	168	108
TOTAUX	5,295	1089	4,206	431	314	1,506	717	1,238	486	70	416	112	34	162	67	41	622	80	542	92	17	198	109	126	2,951	587	2,364	430	51	770	667	446
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	92	36	56	—	—	2	17	37	42	8	34	—	—	—	21	13	8	4	4	—	—	—	1	3	62	22	40	—	—	—	20	20
TOTAUX	5,387	1125	4,262	431	314	1,508	734	1,275	528	78	450	112	34	162	88	54	630	84	546	92	17	198	110	129	3,013	609	2,404	430	51	770	668	466
Infractions forestières	5	—	5						—	—	—						215	7	206						75	3	70					
Id. id. jugées en degré d'appel	—	—	—						—	—	—						—	—	—						—	—	—					

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Charleroi								Tournai								Gand								Audenarde							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel		conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel	non conditionnel		conditionnelle	non conditionnelle
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
07	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Impôts (Lois et règlements concernant les)	4	—	4	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	11	—	4	6	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886. Echardonnage. Echenillage. Conserv. des grenouilles (Mesures pr la)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1	2	—	2	—	—	—	1	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	69	6	63	—	—	22	9	32	5	—	5	—	—	2	—	3	33	—	33	—	—	6	5	22	57	—	57	—	—	1	26	30
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	25	1	24	—	—	4	14	6	7	1	6	—	—	2	1	3	13	—	13	—	—	2	2	9	27	13	14	—	—	2	3	9
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	7	2	5	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810. 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 18 décembre 1895, 25 juin 1908, 28 août 1911	8	—	8	—	—	1	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	41	1	40	—	—	—	22	18	15	1	14	—	—	—	8	6	—	4	31	—	—	—	24	7	15	3	12	—	—	—	9	3
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35	—	4	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	95	5	90	—	—	—	69	21	39	—	39	—	—	—	33	6	—	—	1	—	—	—	—	1	3	—	3	—	—	—	3	—
Id. id. id Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	1	—	1	—	—	—	—	1	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	1	2	—	2	—	—	—	—	2
Presse. Décret 20 juillet 1831	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : géomètre, huissier, greffier, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	7	4	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	14	—	—	—	1	15	9	3	6	—	—	—	—	6
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Repos du dimanche des clercs et commis des notaires, avoués et huissiers (Loi sur le), 26 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	2	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways, A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Travail. (Organisation du) — Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (Loi concernant le). 30 avril 1909. A. R. 15 juin 1910	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail. (Organisation du) — Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail. (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	5	2	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail. (Organisation du) — Salaires (Payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail. (Organisation du) — Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1890. A. R. 30 et 31 mars 1905, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail. (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	17	2	15	—	—	—	8	7	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	13	—	—	—	8	5	8	—	8	—	—	—	5	3
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	4	4	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	1
RÉCAPITULATION.																																
Crimes correctionnalisés	276	76	200	34	68	98	—	—	47	10	37	2	14	21	—	—	118	9	109	16	50	41	1	1	38	6	32	10	10	12	—	—
Délits prévus par le Code pénal	3,123	425	2,698	278	117	971	618	714	630	100	530	107	5	202	133	83	2,857	563	2,294	229	61	767	471	766	1,069	246	823	103	16	177	303	224
Contraventions de police	54	7	47	—	—	1	14	32	16	2	14	—	—	—	8	6	70	12	58	—	—	—	22	36	65	8	57	—	—	3	27	27
Infractions prévues par des lois spéciales	454	53	401	1	—	56	176	168	192	49	143	—	—	22	80	41	287	28	259	4	4	40	86	125	191	47	144	—	—	8	68	68
TOTAUX.	3,907	561	3,346	313	185	1,126	808	914	885	161	724	109	19	245	221	130	3,332	612	2,720	249	115	848	580	928	1,363	307	1,056	113	26	200	398	319
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	136	60	76	1	—	3	41	31	19	9	10	1	—	—	3	4	87	27	60	—	—	1	25	36	61	15	46	—	—	—	15	31
TOTAUX.	4,043	621	3,422	314	185	1,129	849	945	904	170	734	110	19	245	226	134	3,419	639	2,780	249	115	849	603	964	1,424	322	1,102	113	26	200	413	350
Infractions forestières	28	1	27						2	1	1						28	—	28						56	8	48					
Id. id. jugées en degré d'appel	1	1	—						—	—	—																					

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Termonde								Bruges								Courtrai								Furnes (1)							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132
Impôts (Lois et règlements concernant les)	5	1	4	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	5	—	1	3	—	3	—	—	2	—	1
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886. Echardonnage. Echenillage. Conserv. des grenouilles (Mesures pr la)	7	—	7	—	—	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Intérêt public. L. 16 août 1887	23	—	23	—	—	—	3	20	30	—	30	—	—	15	1	16	26	—	26	—	—	5	8	13	35	—	33	—	—	1	4	30
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	154	4	150	—	—	5	110	37	20	12	8	1	—	3	—	4	23	16	7	—	—	1	1	5	5	3	2	—	—	—	—	2
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1905	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1895, 25 juin 19-8, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	12	—	12	—	—	4	8	
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1885 et 5 juillet 1890	22	3	19	—	—	—	12	7	13	—	13	—	—	—	6	7	16	5	11	—	—	—	9	—	10	2	8	—	—	2	5	5
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	46	4	42	5	—	6	15	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques L. 50 décembre 1882	1	—	1	—	—	—	—	1	14	1	13	—	—	—	3	10	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : géomètre, huissier, greffier, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1873, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	1	—	—	1	—	—
Règlements communaux	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Repos du dimanche des clercs et commis des notaires, avoués et huissiers (Loi sur le), 26 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 24 août 1903, art. 93 à 97	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways, A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (Loi concernant le). 30 avril 1909. A. R. 15 juin 1910	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifié par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	4	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Salaires (Payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	3	1	7	—	7	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	2	—	2	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																																
Crimes correctionnalisés	87	18	69	8	22	39	—	—	57	8	49	19	18	12	—	—	59	17	42	9	10	23	—	—	21	3	18	2	12	4	—	—
Délits prévus par le Code pénal	1,427	247	1,180	82	18	372	360	348	1,475	393	1,082	93	19	300	305	365	1,227	152	1,075	89	18	316	272	380	313	40	273	28	5	105	49	86
Contraventions de police	69	11	58	—	—	2	24	32	92	18	74	—	—	—	24	50	53	5	48	—	—	2	14	32	7	1	6		—	—	—	6
Infractions prévues par des lois spéciales	276	27	249	—	2	4	145	98	222	35	187	8	—	30	54	95	158	45	113	—	—	17	42	54	106	12	94	1	—	14	27	52
TOTAUX	1,859	303	1,556	90	42	417	529	478	1,846	454	1,392	120	37	342	383	510	1,497	219	1,278	98	28	358	328	466	447	56	391	31	17	123	76	144
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	65	36	29	1	—	1	11	16	83	39	44	—	—	3	14	23	113	45	68	3	—	—	10	46	3	1	2	—	—	—	—	2
TOTAUX	1,924	339	1,585	91	42	418	540	494	1,929	493	1,436	120	37	347	397	535	1,610	264	1,346	101	28	358	347	512	450	57	393	31	17	123	76	146
Infractions forestières	(2) —	—	—						13	—	13						50	8	22						(2) —	—	—					
Id. id. jugées en degré d'appel	—	—	—						—	—	—						—	—	—						—	—	—					

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

(2) Les renseignements concernant les prévenus du chef d'infractions forestières font défaut.

XVII. (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Ypres (1)								Liége								Huy								Verviers							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	6	4	2	—	—	2	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886 Ecbardonnage. Echenillage. Conserv. des grenouilles (Mesures p[r] la)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	16	—	16	—	—	—	4	12	28	3	25	—	—	7	4	14	1	—	1	—	—	—	1	—	13	1	12	—	—	4	4	4
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	2	—	2	—	—	1	—	1	138	3	135	—	—	1	92	40	9	4	5	—	—	—	2	3	14	3	11	—	—	—	5	6
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1905	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—	3	3	5	1	4	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	—	2	3	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1895, 25 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	1	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882, A. R. 15 août 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	4	—	4	—	—	—	3	1	49	4	45	—	—	—	21	24	9	2	7	—	—	—	5	4	9	1	8	—	—	3	3	2
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	11	—	11	—	—	—	10	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. 20 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	1	6	13	—	13	—	—	—	4	9	3	—	3	—	—	—	3	—
Presse Décret 20 juillet 1831	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : géomètre, huissier, greffier, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	1	1	—	—	—	—	—	—	23	4	19	—	—	—	10	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Repos du dimanche des clercs et commis des notaires, avoués et huissiers (Loi sur le), 26 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 95 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways, A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail. (Organisation du) Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (Loi concernant le). 30 avril 1909. A. R. 15 juin 1910	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail. (Organisation du) Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Travail. (Organisation du) Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail. (Organisation du) Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail. (Organisation du) Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1905, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	1	2
Travail. (Organisation du) Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	3	—	3	—	—	—	—	3	1	—	1	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																																
Crimes correctionnalisés	26	4	22	6	3	13	—	—	181	4	177	50	36	91	—	—	31	9	22	6	2	14	—	—	53	7	46	12	11	23	—	—
Délits prévus par le Code pénal	565	123	442	41	2	113	127	159	3,668	305	3,363	466	63	1,243	771	820	513	126	387	53	2	105	129	98	531	92	439	58	18	149	128	86
Contraventions de police	22	1	21	—	—	—	5	16	40	—	40	—	—	—	14	26	22	12	10	—	—	—	8	2	10	1	9	—	—	—	6	3
Infractions prévues par des lois spéciales	115	25	90	1	—	9	37	43	501	40	461	2	2	30	232	195	203	38	165	—	—	9	107	49	115	17	98	—	—	17	46	35
TOTAUX	728	153	575	48	5	135	169	218	4,390	349	4,041	518	101	1,364	1,017	1,041	769	185	584	59	4	128	244	149	709	117	592	70	29	189	180	124
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	15	5	10	—	—	—	4	6	371	47	324	3	—	7	96	218	48	16	32	—	—	—	25	9	36	16	20	1	—	2	14	3
TOTAUX	743	158	585	48	5	135	173	224	4,761	396	4,365	521	101	1,371	1,113	1,259	817	201	616	59	4	128	267	158	745	133	612	71	29	191	194	127
Infractions forestières	(2) —	—	—	—	—	—	—	—	122	2	120	—	—	—	—	—	93	17	78	—	—	—	—	—	59	8	51	—	—	—	—	—
Id. id. jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.
(2) Les renseignements concernant les prévenus jugés du chef d'infractions forestières font défaut.

XVII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Tongres								Hasselt								Arlon								Marche							
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement			à l'amende	
				condi-tionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condi-tionnelle.	non condi-tionnelle.				condi-tionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condi-tionnelle.	non condi-tionnelle.				condi-tionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condi-tionnelle.	non condi-tionnelle.				condi-tionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	condi-tionnelle.	non condi-tionnelle.
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886. Echardonnage. Echenillage. Conserv. des grenouilles (Mesures p^r la)	4	1	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	4	1	3	—	—	—	—	3	2	—	2	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	82	15	67	—	—	4	30	33	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	26	—	26	—	—	—	9	17	26	9	17	—	—	—	15	2	16	8	8	—	—	—	2	6	9	2	7	—	—	—	3	4
Police maritime.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	6	1
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	7	—	7	—	—	—	—	7	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : *géomètre, huissier, greffier, etc.*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1873, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	4	—	4	—	—	—	—	4	5	—	5	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Repos du dimanche des clercs et commis des notaires, avoués et huissiers Loi sur le), 26 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (Loi concernant le). 30 avril 1909. A. R. 15 juin 1910	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—
(Organisation du) Travail. Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1905, etc	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Travail. Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1893, etc., 20 novembre 1906, art. 42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																																
Crimes correctionnalisés	9	—	9	—	4	5	—	—	6	1	5	—	3	2	—	—	15	—	15	2	5	6	—	—	7	—	7	1	3	3	—	—
Délits prévus par le Code pénal	506	109	397	11	3	97	138	148	476	97	379	74	7	123	99	76	189	20	169	4	—	43	66	56	72	6	66	1	—	13	34	18
Contraventions de police	26	5	21	—	—	—	4	17	8	1	7	—	—	—	2	5	3	—	3	—	—	—	1	2	2	—	2	—	—	—	2	—
Infractions prévues par des lois spéciales	131	26	105	—	—	9	40	56	199	44	155	1	—	9	69	76	62	15	47	1	—	14	12	20	71	11	60	—	—	4	34	22
TOTAUX	672	140	532	11	7	111	182	221	689	143	546	75	10	134	170	157	289	35	234	7	5	65	79	78	152	17	135	2	3	20	70	40
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	64	21	43	—	—	2	22	19	30	17	13	—	—	—	—	13	15	3	12	—	—	—	1	8	6	6	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	736	161	575	11	7	113	204	240	719	160	559	75	10	134	170	170	304	38	246	7	5	65	83	86	158	23	135	2	3	20	70	40
Infractions forestières	65	—	63						109	13	96						74	8	66						29	4	25					
Id. id. jugées en degré d'appel	—	—	—						—	—	—						—	—	—						—	—	—					

XVII (suite.) — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Neufchateau								Namur								Dinant							
			CONDAMNÉS								CONDAMNÉS								CONDAMNÉS					
				à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende					à l'emprisonnement			à l'amende	
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.
199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886. Echardonnage. Echenillage. Conserv. des grenouilles (Mesures pr la)	4	1	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	—	2	—	—	—	—	2	23	3	20	—	—	11	1	8	1	—	1	—	—	—	1	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—	11	—	—	—	1	10	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1905 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1905.	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1893, 25 juin 1908, 28 août 1911.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oiseaux insectivores (Protection des). L. 28 février 1882. A. R. 15 août 1906	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	12	2	10	—	—	—	6	4	49	13	36	—	—	—	24	12	24	4	20	—	—	—	14	6
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	35	—	33	—	—	—	32	3
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	223	8	215	—	—	—	165	50	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	1	—	—	—	1	—
Presse. Décret 20 juillet 1831	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : géomètre, huissier, greffier, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Repos du dimanche des clercs et commis des notaires, avoués et huissiers (Loi sur le), 26 mai 1914.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 21 août 1903, art. 95 à 97.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (Loi concernant le). 30 avril 1909. A. R. 15 juin 1910	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1
Travail (Organisation du) — Salaires (paiement des). L. 10 août 1887	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1905, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																								
Crimes correctionnalisés	5	2	3	—	2	1	—	—	62	5	57	19	6	32	—	—	14	—	14	4	3	7	—	—
Délits prévus par le Code pénal	81	14	67	2	—	23	16	26	901	171	730	80	7	171	160	312	297	41	256	20	6	86	69	73
Contraventions de police	3	3	—	—	—	—	—	—	20	3	17	—	—	—	4	13	13	2	11	—	—	—	6	5
Infractions prévues par des lois spéciales	287	25	262	—	—	7	186	69	214	46	168	3	—	28	60	77	200	34	166	—	—	9	97	60
TOTAUX	376	44	332	2	2	31	202	95	1,197	225	972	102	13	231	224	402	524	77	447	24	9	104	172	138
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	20	12	17	—	—	—	10	7	45	11	34	—	—	2	15	17	10	6	4	—	—	—	4	—
TOTAUX	405	56	349	2	2	31	212	102	1,242	236	1,006	102	13	233	239	419	534	83	451	24	9	104	176	138
Infractions forestières	20	1	19						111	3	108						76	6	70					
Id. id. jugées en degré d'appel	—	—	—						—	—	—						—	—	—					

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation							Bruxelles							Louvain							Nivelles						
			CONDAMNÉS							CONDAMNÉS									CONDAMNÉS							CONDAMNÉS			
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		TOTAL des prévenus.	Acquittés.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Délits.																												
Abus de confiance, 491	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385, § 1er	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	79	27	52	3	1	19	29	7	2	5	—	—	2	3	4	—	4	—	—	2	2	1	—	1	—	—	—	1
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	260	84	176	3	3	81	89	27	10	17	—	—	5	12	3	—	3	—	—	2	1	6	1	5	—	—	—	5
Id. id. à un député ministre, magistrat, 278-279	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	1	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	37	15	22	—	—	11	11	19	9	10	—	—	2	8	1	—	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture etc., 535 à 537	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1
Id. de clôtures, 545-546	22	7	15	—	—	10	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur, publication, distribution, 299	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	10	5	5	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	11	9	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	27	9	18	—	1	8	9	2	1	1	—	—	1	2	—	—	2	—	—	1	1	2	1	1	—	—	—	1
Id. des jurés ou des témoins, 282	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	18	8	10	1	—	2	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	15	—	15	—	—	10	5	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	11	8	3	—	—	—	3	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	459	146	313	1	17	109	186	38	9	20	—	1	9	19	21	—	21	—	5	5	11	22	10	12	—	2	2	8
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 31	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (divagation de chiens). L. 28 février 1882, art. 5	2	—	2	—	—	1	1	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891 etc.	42	19	23	—	—	5	18	8	4	4	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	(1) 2
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	5	1	4	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Dont 1 condamné à 26 francs.

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers							Malines							Turnhout							Mons						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
50	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58
Délits.																												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	2	—	2	—	—	—	2	2	2	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	2	2
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501, L. 4 août 1890, art. 4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	9	3	6	—	—	3	3	15	2	13	—	—	11	2	—	—	—	—	—	—	—	7	3	4	—	—	2	2
Id. id. à un député, ministre, magistrat, 278-279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur, publication, distribution, 299	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des jurés ou des témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 461, 466	1	—	1	—	—	—	1	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 5°	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	37	13	24	—	—	9	15	4	2	2	—	—	1	1	5	2	3	—	—	1	2	21	6	13	—	—	7	8
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chasse, L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 51	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (divagation de chiens). L. 28 février 1882, art. 5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891 etc.	2	—	2	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	3	2	—	—	1	1
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi							Tournai							Gand							Audenarde						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87
Délits.																												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	7	4	3	—	—	2	1	2	1	1	—	—	1	—	6	1	5	—	—	3	2	3	1	2	—	—	1	1
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	44	17	27	1	1	16	9	5	1	4	—	—	2	2	17	7	10	—	—	2	8	1	—	1	—	—	1	—
Id. id. à un député, ministre, magistrat, 278-279.	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	5	2	3	—	—	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546.	3	1	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'*imprimeur, publication, distribution*, 299	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331.	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	—	—	1	1	2	—	2	—	—	—	2
Id. des jurés ou des témoins, 282.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 465.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	27	10	17	—	1	9	7	6	5	1	—	—	—	1	21	10	11	—	—	5	8	30	5	23	—	—	7	18
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chasse, L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (divagation de chiens). L. 28 février 1882, art. 5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art 27 et 28.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde							Bruges							Courtrai							Furnes (1)						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116
Délits.																												
Abus de confiance, 491.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385, § 1er.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444.	5	3	2	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	2	4	1	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er.	5	1	4	—	—	3	1	2	1	1	—	—	—	1	21	10	11	1	—	1	6	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. à un député, ministre, magistrat, 278-279.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. à un officicier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 349 à 521.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur, publication, distribution, 299.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331.	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des jurés ou des témoins, 282.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de). art. 561, 2° et 5°	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	17	6	11	1	1	2	7	37	15	22	—	4	8	10	29	12	17	—	—	6	11	3	1	2	—	—	—	2
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 31.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (divagation de chiens). L. 28 février 1882, art. 5.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 18 5, L. 25 juillet 1891, etc.	2	—	2	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	1	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—
Cours l'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres (1)							Liége							Huy							Verviers						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145
Délits.																												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 383, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	14	1	13	2	1	2	8	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	1	—	1	—	—	—	1	54	9	45	—	—	16	29	4	2	2	—	—	2	—	7	4	3	1	—	2	—
Id. id. à un député, ministre, magistrat, 278-279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur, publication, distribution, 299	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	2	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	1	—	1	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—
Id. des jurés ou des témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	10	4	6	—	—	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 5°	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	8	3	5	—	—	2	3	80	14	66	—	1	25	40	6	3	3	—	—	2	1	13	6	7	—	—	5	2
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chasse, L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (divagation de chiens). L. 28 février 1882, art. 5	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1851, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	—	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres							Hasselt							Arlon							Marche						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle	non conditionnelle.
146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174
Délits.																												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	2	1	1	—	—	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	8	5	3	—	—	2	1	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. à un député, ministre, magistrat, 278-279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280-281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546.	2	—	2	—	—	2	—	6	5	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 519 à 521.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur, publication, distribution, 299	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	2	—	2	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des jurés ou des témoins, 282.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	20	6	14	—	2	6	6	8	2	6	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Chasse, L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 51	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (divagation de chiens). L. 28 février 1882, art. 5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau L. 7 mai 1877, art. 27 et 28.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchâteau							Namur							Dinant						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196
Délits.																					
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	3	—	3	—	—	3	—	14	3	11	—	2	4	5	5	1	1	—	—	1	—
Id. id. à un député, ministre, magistrat, 278-279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur, publication, distribution, 299	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des jurés ou des témoins, 282	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 465	3	—	3	—	—	2	1	7	—	7	—	—	3	4	1	—	1	—	—	1	—
Contraventions de police.																					
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																					
Chasse, L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (divagation de chiens). L. 28 février 1882, art. 5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	1	1	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877, art. 27 et 28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation							Bruxelles							Louvain							Nivelles						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5) etc.	4	—	4	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890.	7	3	4	—	—	2	2	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 43.	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (Falsification des). L. 21 décembre 1890.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts. (Lois et règlements concernant les)	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la).	41	19	22	—	—	9	13	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	69	5	64	—	1	21	42	3	1	2	—	—	2	—	5	—	5	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903.	5	—	5	—	—	1	4	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 65	3	3	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1895, 25 juin 1908, 28 août 1911	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	13	6	7	—	—	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	17	16	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	16	1	—	—	—	1
Id. id. id. id. : rage canine. A. R. 29 octobre 1908	32	1	31	—	—	19	12	1	—	1	—	—	1	—	4	—	4	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1850. A. R. 30 décembre 1909	7	3	4	—	—	1	3	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux : police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la).	80	27	53	—	—	16	37	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux : police des filles publiques (sur la)	35	20	15	5	6	—	4	6	4	2	—	1	—	1	4	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux : autres objets	127	40	87	—	3	17	67	25	9	16	—	—	—	16	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—
Règlements provinciaux	70	39	31	—	—	7	24	18	10	8	—	—	—	(1) 8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	12	3	9	—	—	3	6	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1905, etc.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) : Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889, art. 17. L. 10 août 1911.	18	—	18	—	2	8	8	6	—	6	—	2	1	3	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	216	56	160	—	3	60	97	46	21	25	—	1	3	(2) 21	—	—	—	—	—	—	—	6	3	3	—	—	2	1
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	496	172	324	8	6	147	163	56	22	34	—	1	9	24	14	—	14	—	—	10	4	12	4	8	—	—	—	8
Contraventions de police	470	154	316	1	17	109	189	43	14	29	—	1	9	19	21	—	21	—	5	5	11	22	10	12	—	2	2	8
Infractions prévues par des lois spéciales	816	265	551	5	15	179	352	129	58	71	—	4	10	57	16	—	16	4	—	8	4	29	21	8	—	—	3	5
TOTAUX	1,782	591	1,191	14	38	435	704	228	94	134	—	6	28	100	51	—	51	4	5	23	19	63	35	28	—	2	5	21
Infractions forestières (3)	1	1	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				

(1) Dont 4 condamnés à 26 francs.
(2) Dont 6 condamnés à 26 francs.
(3) En ce qui concerne les infractions forestières, voir les notes au bas des pages 102 et suiv.

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers							Malines							Turnhout							Mons						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5) etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (Falsification des). L. 21 décembre 1896.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles. (Mesures pour la	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	3	1	—	—	1	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1905, modifiant L. 1 mai 1900, A. R. 20 octobre 1905.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 65	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extraction de toute nature. L. 21 avril 1810. 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1895, 25 juin 1908, 28 août 1911.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	8	4	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1885, 5 juillet 1899	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 50 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. : rage canine. A. R. 20 octobre 1908.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets	14	6	8	—	2	1	5	4	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1) 1
Règlements provinciaux	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	3	—	—	2	1
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30-31 mars 1900, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889, art. 17. L. 10 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières.	5	2	3	—	—	3	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	8	2	6	—	—	3	3
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	14	4	10	—	—	3	7	19	5	14	—	—	11	3	2	2	—	—	—	—	—	14	4	10	—	—	5	5
Contraventions de police	40	16	24	—	—	9	15	4	2	2	—	—	1	1	5	2	3	—	—	1	2	21	6	15	—	—	7	8
Infractions prévues par des lois spéciales	38	16	22	—	2	5	15	19	1	18	—	—	9	9	1	—	1	—	—	—	1	27	12	15	—	—	8	7
TOTAUX	92	36	56	—	2	17	37	42	8	34	—	—	21	13	8	4	4	—	—	1	3	62	22	40	—	—	20	20
Infractions forestières (2)	—	—	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				

(1) 1 condamné à 26 francs.

(2) En ce qui concerne les infractions forestières, voir les notes au bas des pages 102 et suiv.

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi							Tournai							Gand							Audenarde						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (Falsification des). L. 21 décembre 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts. (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles. (Mesures pour la)	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	8	3	5	—	—	4	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	14	—	14	—	1	5	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	1	3
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 65	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884 15 décembre 1895, 25 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 9 janvier 1883, 5 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. : rage canine, A. R. 29 octobre 1908	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population .L. 2 juin 1836. A. R. 30 décembre 1909	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	1	14	—	—	10	4	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	2	3	2	—	2	—	—	—	(1) 2
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	13	11	2	—	—	—	(2) 2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1905, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889, art. 17 L. 10 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	(1) 1	9	1	8	—	1	—	(3) 7	6	1	5	—	—	1	4
Voirie, roulage, messageries, barrières.	4	2	2	—	—	(1) 1	1																					
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	63	26	37	1	1	24	11	9	3	6	1	—	3	2	30	11	19	—	—	7	12	8	3	5	—	—	2	3
Contraventions de police	27	10	17	—	1	9	7	6	5	1	—	—	—	1	21	10	11	—	—	3	8	30	5	25	—	—	7	18
Infractions prévues par des lois spéciales	46	20	22	—	1	8	13	4	1	3	—	—	2	1	36	6	30	—	1	13	16	23	7	16	—	—	6	10
TOTAUX	136	60	76	1	3	41	31	19	9	10	1	—	5	4	87	27	60	—	1	23	36	61	15	46	—	—	15	31
Infractions forestières (4)	1	1	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				

(1) 1 condamné à 26 francs.
(2) 2 condamnés à 26 francs.
(3) Dont 5 condamnés à 26 francs.
(4) En ce qui concerne les infractions forestières, voir les notes au bas des pages 102 et suivantes.

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde							Bruges							Courtrai							Furnes (1)						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5) etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (Falsification des). L. 21 décembre 1896.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts. (Lois et règlements concernant les)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles. (Mesures pour la).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891. L. 15 mai 1912, art. 65	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1895, 25 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. : rage canine. A. R. 20 octobre 1908.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	1	15	—	—	7	8	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1850. A. R. 30 décembre 1909.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	3	2	1	—	—	—	1	9	8	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	14	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets	—	—	—	—	—	—	—	15	9	6	—	—	2	4	13	12	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1890. A. R. 30 et 31 mars 1905, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, art 17. L. 10 août 1911	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	5	3	2	—	—	1	1	12	2	10	—	1	4	(2) 5	6	3	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	18	10	8	—	—	7	1	5	2	3	—	—	—	3	36	14	22	3	—	6	13	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police	17	6	11	1	1	2	7	38	15	23	—	4	8	11	29	12	17	—	—	6	11	3	1	2	—	—	—	2
Infractions prévues par des lois spéciales	30	20	10	—	—	2	8	40	22	18	—	1	6	11	48	19	29	—	—	7	22	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	65	36	29	1	1	11	16	89	39	44	—	5	14	25	113	45	68	3	—	19	46	3	1	2	—	—	—	2
Infractions forestières (3)	—	—	—					—	—	—					—	—	-					—	—	—				

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département des bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.
(2) Dont 4 condamnés à 26 francs.
(3) En ce qui concerne les infractions forestières, voir les notes au bas des pages 102 et suiv.

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres (1)							Liége							Huy							Verviers						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5) etc	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (Falsification des). L. 21 décembre 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts. (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles. (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	10	4	6	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	3	—	3	—	—	2	1	26	—	26	—	—	6	20	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1905	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 65	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1895, 25 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1853	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. : rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	28	—	28	—	—	5	23	4	4	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	8	1	7	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—
Règlements communaux { autres objets	—	—	—	—	—	—	—	38	1	37	—	1	9	27	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	2	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	3	(2) 3	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	7	1	6	—	—	2	4	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 mars et 31 mars 1905, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889, art. 17 L. 10 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	1	—	1	—	—	—	1	54	5	49	—	—	16	(3) 33	25	3	22	—	—	15	(4) 7	2	1	1	—	—	1	—
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	3	2	1	—	—	—	1	93	17	76	2	2	25	47	7	3	4	—	—	3	1	10	4	6	1	—	4	1
Contraventions de police	8	3	5	—	—	2	3	82	14	68	—	1	25	42	6	3	3	—	—	2	1	13	6	7	—	—	5	2
Infractions prévues par des lois spéciales	4	—	4	—	—	2	2	196	16	180	1	4	46	129	35	10	25	—	—	18	7	13	6	7	—	2	5	—
TOTAUX	15	5	10	—	—	4	6	371	47	324	3	7	96	218	48	16	32	—	—	23	9	36	18	20	1	2	14	3
Infractions forestières (5)	—	—	—					—	—	—					—	—	—					—	—	—				

(1) Les renseignements sont incomplets. Les derniers envois au département de bulletins de condamnation et d'acquittement ont été effectués en août 1914.
(2) Dont 1 condamné à 26 francs.
(3) Dont 3 condamnés à 26 francs.
(4) Dont 5 condamnés à 26 francs.
(5) En ce qui concerne les infractions forestières, voir les notes au bas des pages 102 et suiv.

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres							Hasselt							Arlon							Marche						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5) etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Règlements portés en vertu des article 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l') Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (Falsification des). L. 21 décembre 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts. (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles. (Mesures pour la)	4	2	2	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1905, modifiant L. 4 mai 1900 et A. R. 20 octobre 1905.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 65.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature L. 21 avril 1810. 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. : rage canine. A. R. 29 octobre 1908.	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	8	4	4	—	—	—	4	3	1	2	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1905, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, art. 17. L. 10 août 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	11	3	8	—	—	5	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	15	6	9	—	—	7	2	14	12	2	—	—	—	2	4	2	2	—	—	2	—	5	5	—	—	—	—	—
Contraventions de police	20	6	14	—	2	6	6	8	2	6	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	29	9	20	—	—	9	11	8	3	5	—	—	—	5	11	1	10	—	—	2	8	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	64	21	43	—	2	22	19	30	17	13	—	—	—	13	15	3	12	—	—	4	8	6	6	—	—	—	—	—
Infractions forestières (1)	—	—	—					—	—	—					—	—						—	—	—				

(1) En ce qui concerne les infractions forestières, voir les notes au bas des pages 102 et suiv.

XVII (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1914, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchâteau							Namur							Dinant						
	TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS					TOTAL des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende				Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5) etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (Falsification des). L. 21 décembre 1890.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts. (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	(1) 1	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles. (Mesures pour la).	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1890, A. R. 20 octobre 1905.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911. A. R. 28 avril 1884, 15 décembre 1893, 25 juin 1908, 28 août 1911.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. : rage canine. A. R. 20 octobre 1908.	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1858. A. R. 30 décembre 1909.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets.	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	(1) 2	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1905, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889, art. 17. L. 10 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	8	2	6	—	—	(1) 1	(2) 5	3	1	2	—	—	2	—	1	—	1	—	—	1	—
RÉCAPITULATION.																					
Délits prévus par le Code pénal	9	1	8	—	—	6	2	29	5	24	—	2	11	11	7	5	2	—	—	2	—
Contraventions de police	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	20	11	9	—	—	4	5	12	2	10	—	—	4	6	2	—	2	—	—	2	—
TOTAUX . . .	29	12	17	—	—	10	7	45	11	34	—	2	15	17	10	6	4	—	—	4	—
Infractions forestières (3)	—	—	—					—	—	—					—	—	—				

(1) 1 condamné à 26 francs.
(2) Dont 5 condamnés à 26 francs.
(3) En ce qui concerne les infractions forestières, voir les notes au bas des pages 102 et suiv.

XVIII. — Rechutes après une condamnation conditionnelle.

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

PEINE NOUVELLE ENCOURUE.	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL.
	6 mois.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Peine correctionnelle.							
Amende	—	3	19	242	—	233	497
Emprisonnement de : 8 jours à moins de 1 mois	—	1	9	125	3	141	277
Id. 1 mois à moins de 3 mois.	—	3	15	86	—	101	205
Id. 3 mois à moins de 6 mois.	—	1	4	52	—	77	134
Id. 6 mois et plus	—	—	—	26	—	42	68
TOTAL	—	8	47	529	3	594	1,181

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

N. B. Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE.	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL.
	3 mois et moins.	plus de 3 mois à 6 mois.	plus de 6 mois à 1 an.	plus de 1 an à 2 ans.	plus de 2 ans à 3 ans.	plus de 3 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Peine correctionnelle.							
Amende simple	—	6	103	28	9	6	152
Id. conditionnelle	—	4	55	10	8	8	65
Emprisonnement simple	—	2	50	9	9	6	76
Id. conditionnel	—	—	34	16	7	5	82
TOTAL	—	12	242	63	33	25	375

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ce cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président (Code d'instruction criminelle, art. 479, 481, 483; loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liége, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liége, Limbourg, Luxembourg et Namur.

XIX. — Affaires portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus.

COURS.	NOMBRE DES AFFAIRES							NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOMBRE DES AFFAIRES dans lesquelles une nouvelle comparution de témoins a eu lieu.
	restant à juger au 1er janvier 1914.	portées devant la cour durant l'année 1914.	TOTAL.	terminées par arrêt.	rayées du rôle, disparues par jonction, etc.	TOTAL.	restant à juger à la fin de l'année 1914.	contradictoires.	par défaut.	contradictoires à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	TOTAL.	confirmatifs.	infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles .	539	1,604	2,143	1,504	22	1,526	617	1,306	151	47	1,504	892	612	270
Gand . . .	303	749	1,052	771	—	771	281	620	64	87	771	502	269	174
Liége . . .	114	889	1,003	956	—	956	47	840	99	17	956	587	369	32
Totaux. .	956	3,242	4,198	3,231	22	3,253	945	2,766	314	151	3,231	1,981	1,250	476

XX. — Prévenus jugés par les cours d'appel. — Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance.

COURS.	NOMBRE des prévenus.	PRÉVENUS A L'ÉGARD DESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS DES ARRÊTS								
		CONFIRMATIFS DE JUGEMENTS			INFIRMATIFS QUI ÉMENDENT OU MODIFIENT					
		d'acquittement.	de condamnation.	d'incompétence.	condamnant des acquittés.	acquittant des condamnés.	aggravant la peine.	diminuant la peine.	déclarant l'incompétence de la juridiction correctionnelle.	réformant des jugements d'incompétence ou de sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles. . .	1,078	25	1,155	—	58	202	202	296	—	2
Gand.	1,505	110	816	—	75	70	107	94	5	2
Liége.	1,266	158	665	—	63	94	96	210	2	—
Totaux. . .	4,549	303	2,632	—	174	426	405	600	5	4

XXI. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Crimes correctionnalisés.							
Coups et blessures, ayant causé la mort, 401	1	—	1	—	2	3	7
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces sur enfant de moins de 16 ans, 372, § 1. (L. du 15 mai 1912, art. 48, § 1.).	9	10	7	8	6	8	48
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces commis par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. du 15 mai 1912, art. 48, § 2.)	4	1	—	—	1	—	6
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur mineur de plus de 16 ans. 375, § 2. (L. du 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	1	2	2	1	—	—	9
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. du 15 mai 1912, art. 49, § 3.).	2	2	2	2	2	—	10
Viol, 375, § 1. L. du 15 mai 1912, art. 50, § 1	3	7	3	7	—	—	22
Avortement sans le consentement de la femme, par des médecins-chirurgiens, etc., 348, 353	1	—	—	—	—	—	1
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	1	1	2
Incendie de lieux habités, 510	2	—	—	1	—	—	3
Id. id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511.	—	—	1	—	—	—	1
Destruction de constructions, 521	1	—	—	—	—	—	1
Faux en écritures, 194 à 197	32	16	3	3	8	5	69
Fausse monnaie. Monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal, contrefaçon, altération, émission, 160, 161, 168	2	1	—	—	1	—	4
Effets publics, billets de banque : contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176.	1	1	—	—	—	—	2
Banqueroute frauduleuse, 489.	3	1	—	2	1	2	9
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	1	—	—	1	2	—	4
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, de violences ou menaces, 467 à 470.	75	57	25	16	25	10	206
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471-474.	2	1	—	—	—	—	3
Délits.							
Abus de confiance, 491.	30	30	10	6	25	9	128
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	20	12	2	3	13	3	59
Armes prohibées. Port, 317. L. 15 juin 1891.	19	11	3	2	17	9	61
Association de malfaiteurs, 323, 324	—	—	2	—	—	—	2
Attentat à la pudeur avec violence sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1)	2	—	3	1	3	1	15
Attentat aux mœurs. Excitation à la débauche de mineurs, 379	3	1	3	1	1	—	12
Attentat aux mœurs. Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	1	—	—	—	—	—	1
Attentat aux mœurs. Paroles obscènes. L. 29 janvier 1905	2	—	—	1	1	1	5
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385, § 1	10	15	1	3	10	8	52
Attentat aux mœurs. Id. id. en présence de mineurs 385, § 2. (Loi du 15 mai 1912, art. 53).	2	1	3	2	1	—	12
Avortement, 349 à 351.	1	3	2	2	—	—	8
Banqueroute simple, 489	1	6	1	1	—	1	10

XXI (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÈGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bris de scellés par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	1	1
Calomnie envers des particuliers, 445, 444	7	2	15	7	5	5	37
Chemin de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	1	1	1	3
Coalition atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	5	5	1	1	1	—	11
Comestibles : Falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4.	9	2	5	1	11	8	36
Concussion, 243	1	—	—	—	—	—	1
Corruption de fonctionnaires, 246, 252	1	1	—	—	—	—	2
Contrefaçon. Sceaux, timbres, poinçons étrangers (usage préjudiciable des), 187	2	—	—	—	—	—	2
Coups et blessures — 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	165	159	167	78	109	65	721
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	1	1	2
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58)	1	1	—	—	—	—	2
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	1	—	1	1	—	—	3
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	5	5	—	—	6	7	23
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	2	6	—	—	—	—	8
Coups et blessures — involontaires, 420	26	16	16	10	27	12	107
Dénonciation calomnieuse, 445	2	1	4	1	3	4	15
Destruction — de machines à vapeur, ou d'appareils télégraphiques, 525, 521	—	—	—	1	—	—	1
Destruction — de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	2	—	—	—	—	—	2
Destruction — de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	2	1	2	—	—	—	5
Destruction — d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	1	—	—	—	1
Destruction — de clôtures, 545, 546	5	1	11	1	5	4	31
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	1	1	5	—	1	2	8
Effets publics, billets de banque, contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	1	1	—	—	—	—	2
Enlèvement d'une fille de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	7	1	2	1	1	—	15
Epizootie, 319 à 321	4	—	—	—	—	—	4
Escroquerie, 496	28	17	11	5	18	5	82
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367 et 192 C. civil	—	—	—	—	—	1	1
Evasion de détenus, négligence ou connivence des gardiens, 335	1	—	—	—	—	—	1
Exposition, délaissement, et abandon d'enfant — Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	—	—	—	—	1	1	5
Exposition, délaissement, et abandon d'enfant — Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 333 à 337, 339. (L. 15 mai 1912, art. 56	—	1	2	2	—	—	5
Fausse monnaie — altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 165 à 169	4	1	—	—	—	1	6
Fausse monnaie — Emission de monnaies dorées ou argentées, 9 7	1	—	—	—	—	—	1
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	1	—	—	—	1	—	2

XXI (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÈGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Faux témoignage en justice, 218 à 220	2	6	3	—	4	1	16
Faux serment en matière civile, 226	2	2	—	—	2	—	6
Homicide involontaire, 419	3	3	4	2	6	4	24
Incendie involontaire, 319	2	—	—	—	—	1	3
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	3	—	—	4	—	1	8
Jeux de hasard, 303	6	4	—	—	2	1	13
Loterie non autorisée, 302, 303	2	—	—	—	—	2	4
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	1	—	—	—	—	1
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	3	6	3	9	15	13	51
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	3	—	1	—	1	2	7
Objets saisis : destruction, détournement, 307	1	1	—	—	1	—	3
Objets trouvés, trésor : détournement, 308	4	4	—	—	7	3	18
Outrages — envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	—	4	—	—	4	9
Outrages — envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	50	28	27	7	31	14	157
Outrages — envers des jurés ou témoins, 282	2	6	3	1	3	4	21
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	19	10	1	2	13	10	55
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 303	20	18	14	10	13	4	79
Rupture de ban de surveillance, 338	6	2	8	—	4	3	23
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	1	1
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	1	1	—	1	—	—	3
Usurpation de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	7	5	2	2	4	4	24
Vol, 463 à 466	103	82	62	29	78	49	405
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557 6°, 463	1	—	—	—	—	—	1
Contraventions de police	3	—	—	—	—	6	9
Infractions prévues par des lois spéciales.							
Armes à feu (banc d'épreuve des), L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	2	2
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838, A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	4	1	3	—	1	3	12
Art vétérinaire, L. 4 avril 1890, modifiée par L. 28 mai 1906	—	—	—	—	—	1	1
Assistance judiciaire et procédure gratuite, L. 30 juillet 1889	1	—	—	—	—	—	1
Chasse. L. 28 février 1882	59	29	15	8	38	28	177
Contrefaçon industrielle, L. 1er avril 1879	1	1	1	—	—	1	4
Denrées alimentaires (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de la guerre. L. 4 août 1914, A. R. 14 août 1914	—	—	—	—	—	1	1
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	1	—	1

XXI (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Emigrants, L. 14 décembre 1876, art. 1er	3	2	—	—	—	—	5
Enfance (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire, an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1999	—	—	—	—	1	2	3
Enfance (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63.	—	—	1	—	1	—	2
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	2	1	—	1	3	4	11
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897.	6	—	—	—	1	1	8
Forêts (Code forestier). L. 19 décembre 1854.	2	1	—	1	2	—	6
Impôts (lois et règlements concernant les)	9	5	8	1	14	1	36
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	1	—	3	—	—	3	7
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	8	3	8	3	3	4	29
Margarine (répression des fraudes commises au moyen de la) L. 12 août 1905, modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903.	—	—	1	—	1	—	2
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	2	1	3
Organisation militaire	—	—	—	—	—	1	1
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	2	1	5	5	8	4	25
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 50 décembre 1882.	—	—	1	—	2	—	3
Police sanitaire des animaux domestiques. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	1	—	1
Provocation à commettre des crimes ou des délits, L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	1	—	1
Règlements communaux.	4	—	—	—	5	2	9
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97.	1	1	2	—	—	—	7
Témoins défaillants, Code d'instruction criminelle, art. 80	1	—	—	—	1	—	2
Travail (Organisation du) — Règlements d'ateliers, L. 15 juin 1896	1	—	—	—	—	—	1
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914.	—	—	—	—	—	1	1
Travail (Organisation du) — Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899, A. R. 30 et 31 mars 1905, etc.	—	—	—	1	—	—	1
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, 10 août 1911. A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1908, art. 42.	2	1	1	2	—	—	6
RÉCAPITULATION.							
Code pénal. — Crimes correctionnalisés	143	99	44	43	49	29	407
Id. Délits	639	466	409	204	454	274	2,446
Id. Contraventions de police	3	—	—	—	—	6	9
Infractions prévues par des lois spéciales	107	47	49	22	84	60	369
TOTAUX	892	612	502	269	587	369	3,231

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, reclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi. Le jury n'est appelé que pour décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il n'intervient pas dans la fixation de la peine, non plus que dans l'admission des circonstances atténuantes. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquittement.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où les accusés sont classés d'après la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites, les individus poursuivis pour plusieurs infractions sont inscrits en regard de l'infraction que le Code punit de la peine la plus grave. Au contraire, dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, ces individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

COURS D'ASSISES

XXII. — Aperçu général des travaux des cours d'assises.

1° Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis.

PROVINCES.	Nombre total des affaires.	AFFAIRES CRIMINELLES		DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis.
		jugées contradictoirement.	jugées par contumace.	jugés contradictoirement.	jugés par contumace.	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	8	8	—	—	—	10
Anvers	9	9	—	—	—	11
Hainaut	16	16	—	—	—	26
Flandre orientale	13	13	—	—	—	13
Flandre occidentale	11	11	—	—	—	(1) 11
Liége	5	5	—	—	—	5
Limbourg	3	3	—	—	—	3
Luxembourg	3	3	—	—	—	3
Namur	5	5	—	—	—	6
Le royaume	73	73	—	—	—	88

N. B. Les affaires qui ont fait, après cassation, l'objet d'un renvoi, ne sont comptées qu'une fois et attribuées à la cour d'assises devant laquelle elles ont été tout d'abord portées.

(1) Dont un contumax repris. Il avait été condamné le 22 février 1913 à 10 ans de réclusion.

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés.

PROVINCES.	AFFAIRES CRIMINELLES.													Délits politiques et de presse.			
	ACCUSÉS JUGÉS CONTRADICTOIREMENT.									ACCUSÉS jugés par contumace.			Nombre total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS	
			CONDAMNÉS A LA PEINE												à l'emprisonnement	à l'amende
	Nombre total.	Acquittés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés de 15 ans et plus.	des travaux forcés de 10 ans à moins de 15 ans.	de la réclusion.	de l'emprisonnement de 6 mois et plus.	de l'emprisonnement de moins de 6 mois.	de l'amende.	Nombre total.	Acquittés.	Condamnés.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Brabant	10	3	—	—	2	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	11	3	—	—	2	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut	26	10	1	2	6	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre or.	13	3	1	1	5	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occ.	11	1	—	3	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	5	—	1	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	3	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	3	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	6	—	—	—	2	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Le royaume	88	30	3	7	22	8	12	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XXIII. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	BRABANT			ANVERS			HAINAUT			FLANDRE ORIENTALE			FLANDRE OCCIDENTALE			LIÉGE			LIMBOURG			LUXEMBOURG			NAMUR		
	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	dam-nés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES.																											
Crimes.																											
Assassinat, 394	1	1	—	—	—	—	2	1	1	2	—	2	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime, sans préméditation, 396	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Parricide, 395	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	4	—	4	1	—	1	3	—	3	4	—	4	4	—	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. (Tentative de), 393, 52	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité (tentative de), 475, 52	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er (48, § 1er. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1
Attentat à la pudeur — sans violences — sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 372, § 1er et 377 (48, § 1er et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences et menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 373, § 3 (49, § 3. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Attentat à la pudeur — avec violences et menaces — sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 373, § 3 et 377 (49, § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences et menaces — sur un enfant de moins de 16 ans par plusieurs en s'entraidant, 373, § 3 et 377 (49, § 3, et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Viol — sur un enfant de moins de 14 ans, 375, § 2 (ancien)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2 (50, § 2. L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 375, § 2 et 377 (50, § 2 et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 2 et 377 (50, § 2 et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3 (50, § 3. L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	—	2	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375, § 3 et 377 (50, § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	3	—	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1
Viol — sur un enfant de moins de 10 ans, 375, § 4 (50, § 4. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Viol — id. id. id. par personne ayant autorité, 375, § 4 et 377 (50, § 4 et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																											
Coups et blessures, 398 à 400 § 1er, 410 § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.																											
Crimes.																											
Incendie de lieux habités pendant la nuit, 510, 515	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, pendant la nuit, 512, 515	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de violences ou de menaces, 468, 469	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre les personnes	8	5	3	10	—	5	26	16	10	12	2	10	10	1	9	5	—	5	3	1	2	3	1	2	6	—	6
Id. Id. contre les propriétés	2	—	2	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	10	3	7	11	5	6	26	16	10	13	3	10	11	1	10	5	—	5	3	1	2	3	1	2	6	—	6

XXIV. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE des INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	TOTAL des condamnés.	CONDAMNÉS A LA PEINE										CONDAMNÉS à la peine accessoire	
				de MORT.	des TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	des TRAVAUX FORCÉS de 15ans et plus.	des TRAVAUX FORCÉS de 10ans à moins de 15ans	de la RECLUSION de 10ans et plus.	de la RECLUSION de 5ans à moins de 10ans	de L'EMPRISONNEMENT de 5ans et plus.	de L'EMPRISONNEMENT de 6mois à moins de 5 ans.	de L'EMPRISONNEMENT de moins de 6mois	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES.															
Crimes.															
Assassinat, 394	18	2	16	5	5	8	—	—	—	2	—	—	—	14	1
Id. (Tentative d'), 394, 52	8	1	7	—	—	2	2	1	2	—	—	—	—	6	—
Infanticide d'enfant illégitime sans préméditation, 396	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Parricide, 393.	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	10	—	10	—	2	6	—	—	—	1	1	—	—	8	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	3	—	3	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces — Sur un enfant de moins de 16 ans, 375 § 3, (49 § 3. L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces — Sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 375 § 3 et 377, (49 § 3 et 52. L. 15 mai 1912.)	3	1	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces — Sur un enfant de moins de 16 ans, par plusieurs en s'entraidant, 375 § 3 et 377, (49 § 3 et 52. L. 15 mai 1912	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol. Sur un enfant de moins de 14 ans, 375 § 2 (ancien)	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Viol. Sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375 § 2, (50 § 2. L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol. Sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 375 § 2 et 377, (50 § 2 et 52. L. 15 mai 1912).	3	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—
Viol. Sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans à plusieurs en s'entraidant, 375 § 2 et 377, (50 § 2 et 52. L. 15 mai 1912).	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol. Sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375 § 3, (50 § 3. Loi 15 mai 1912).	10	4	6	—	—	2	—	—	3	1	—	—	—	6	—
Viol. Sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375 § 3 et 377, (50 § 3 et 52. L. 15 mai 1912.)	8	1	7	—	1	2	3	—	—	1	—	—	—	7	—
Viol. Sur un enfant de moins de 10 ans, 375 § 4, (50 § 4. L. 15 mai 1912)	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—
TOTAUX.	85	29	56	3	7	22	7	3	8	5	1	—	—	49	1
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.															
Crimes.															
Incendie de lieux habités pendant la nuit, 510, 515.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, pendant la nuit, 512, 515.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, 467.	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
TOTAUX.	3	1	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—
Crimes et délits contre les personnes	85	29	56	3	7	22	7	3	8	5	1	—	—	49	1
Id. id. contre les propriétés	3	1	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	88	30	58	3	7	22	8	3	9	5	1	—	—	51	1

XXV. — Affaires jugées contradictoirement.

Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	NOMBRE DES ACCUSÉS POUR LESQUELS LA COUR a rejeté complètement l'accusation.	A ADMIS L'ACCUSATION sans modification.	A ADMIS L'ACCUSATION avec des modifications qui laissent au fait le caractère de crime.	A ADMIS L'ACCUSATION avec des modifications qui donnent au fait le caractère de délit.	ACCUSÉS déclarés coupables à la simple majorité des voix, acquittés par la cour.
1	2	3	4	5	6
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES.					
Crimes.					
Assassinat, 394	2	7	9	—	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	1	3	4	—	—
Infanticide d'enfant illégitime sans préméditation, 396	1	—	—	—	—
Parricide, 393.	3	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	8	1	1	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	—	1	2	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 375, § 3 (49, § 3. Loi 15 mai 1912)	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces — sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 375, § 3 et 377 (49, § 3, et 52. L. 15 mai 1912).	1	1	1	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces — sur un enfant de moins de 16 ans par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 3 et 377 (49, § 3, et 52. L. 15 mai 1912)	6	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de moins de 14 ans, 375, § 2 (ancien)	—	1	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375, § 2 (50, § 2. Loi 15 mai 1912).	1	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 14 et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 375, § 2 et 377 (50, § 2, et 52. L. 15 mai 1912).	1	1	1	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, à plusieurs, en s'entr'aidant, 375, § 2 et 377 (50, § 2, et 52. L. 15 mai 1912).	7	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et moins de 14 ans, 375 § 3 (50, § 3. L. 15 mai 1912)	4	3	3	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375 § 3 et 377 (50, § 3, et 52. L. 15 mai 1912)	1	4	3	—	—
Viol — sur un enfant de moins de 10 ans, 375 § 4 (50, § 4. L. 15 mai 1912)	—	2	—	—	—
TOTAUX.	29	31	24	1	—
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.					
Crimes.					
Incendie de lieux habités, pendant la nuit, 510, 515.	—	1	—	—	—
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, pendant la nuit, 512, 515.	1	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467	—	1	—	—	—
TOTAUX.	1	2	—	—	—
Crimes et délits contre les personnes	29	31	24	1	—
Id. id. contre les propriétés	1	2	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	30	33	24	1	—

XXVI. — Affaires jugées contradictoirement. — *Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées.*

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	TOTAL GÉNÉRAL DES condamnés.	Accusés sans antécédents judiciaires								ACCUSÉS CONDAMNÉS PRÉCÉDEMMENT																	
			Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire		soit à l'amende correctionnelle, soit à un emprisonnement correctionnel de moins de 6 mois.								à un emprisonnement de 6 mois et plus.						à une peine criminelle.					
		Total des condamnés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.	Total des condamnés.	Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine				Condamnée à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine				Condamnés à la peine accessoire	
											de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES.																															
Crimes.																															
Assassinat, 304	7	3	2	1	—	—	—	3	1	2	—	1	1	—	—	2	—	2	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative d'), 304, 52	3	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—
Meurtre, 303	18	8	—	—	7	—	1	7	—	8	—	1	5	—	2	6	—	2	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative de) 303, 52	4	4	—	—	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité (Tentative de), 475, 52	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 10 ans, 372, § 1er (48, § 1er, L. 15 mai 1912)	3	3	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 372, § 1er et 377 (48, § 1, et 52, L. 15 mai 1912	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 375, § 3 (49, § 5, L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 375, § 3 et 377 (49, § 5, et 52, L. 15 mai 1912)	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de moins de 14 ans, 375, § 2 (ancien)	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 375, § 2 et 377 (50, § 2 et 52, L. 15 mai 1912)	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et moins de 14 ans, 375, § 3 (50, § 3, L. 15 mai 1912)	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	2	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375, § 3 et 377 (50 § 3, et 52, L. 15 mai 1912)	5	1	—	—	1	—	—	1	—	3	—	1	2	—	—	3	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de moins de 10 ans, 375, § 4 (50, § 4, L. 15 mai 1912)	2	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de moins de 10 ans, par personne ayant autorité, 375, § 4 et 377 (50, § 4, et 52, L. 15 mai 1912)	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																	
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 310, § 1er	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	54	26	2	1	12	7	4	23	1	21	—	4	13	2	2	19	—	6	1	2	3	—	—	6	—	1	—	—	1	—	—	1	—
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.																																	
Crimes.																																	
Incendie de lieux habités, pendant la nuit, 510, 515	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 407	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de violences ou de menaces, 468, 469	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	4	3	—	—	—	3	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre les personnes	54	26	2	1	12	7	4	23	1	21	—	4	13	2	2	19	—	6	1	2	3	—	—	6	—	1	—	—	1	—	1	—	—
Id. Id. **contre les propriétés**	4	3	—	—	—	3	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	58	29	2	1	12	10	4	24	1	22	—	4	14	2	2	20	—	6	1	2	3	—	—	6	—	1	—	—	1	—	1	—	—

XXVII. — Causes apparentes

des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le Jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs.

CAUSES APPARENTES DES CRIMES.	NOMBRE DES CONDAMNÉS.				
	ASSASSINAT.	PARRICIDE.	MEURTRE.	INCENDIE.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
Colère	1	—	3	—	4
Cupidité	—	—	5	—	5
Haine et vengeance	5	—	7	1	13
Jalousie	4	—	7	—	11
Immoralité	—	—	1	—	1
TOTAUX	10	—	23	1	34

XXVIII. — Affaires jugées par contumace.

NATURE DES CRIMES avec indication des provinces où ils ont été jugés.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A LA PEINE							CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de mort.	DES TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	DES TRAVAUX FORCÉS de 15 ans et plus.	DES TRAVAUX FORCÉS de 10 à moins de 15 ans.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

NÉANT.

XXIX. — Délits politiques et de presse.

NATURE DES INFRACTIONS avec indication des provinces où elles ont été jugées.	TOTAL des prévenus.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A UN EMPRISONNEMENT de 5 ans ou plus.	de 6 mois à moins de 5 ans.	de moins de 6 mois.	conditionnel.	Condamnés à l'amende.	CONDAMNÉS à la peine accessoire de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

NÉANT.

COUR DE CASSATION

COMPÉTENCE

Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf dans le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connait des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation (art. 132, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers (art. 120).

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et deux avocats généraux (art. 121).

Il y a près la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints (art. 122).

La cour de cassation connait :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie (loi du 25 mars 1876, art. 19).

La cour ne connait pas du fond des affaires, sauf le jugement des Ministres (Constitution, art. 95).

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

XXX. — Cour de cassation (2e chambre).

NATURE DES ARRÊTS.			NOMBRE des ARRÊTS.		Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR le ministère public, le gouverneur, ou le chef de la garde civique.	Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR les parties.	POURVOIS ou DEMANDES restant A JUGER.
1			2		3	4	5
Arrêts statuant au fond rendus en matière :	criminelle	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	20	—	20	
	correctionnelle	cassation	9	—	1	8	20
		rejet	—	217	4	213	
	de police	cassation	17	—	2	15	11
		rejet	—	56	5	55	
	pénale militaire	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	16	—	16	
	de garde civique	cassation	15	—	8	7	—
		rejet	—	38	12	26	
	de milice	cassation	9	—	9	—	—
		rejet	—	6	5	1	
	électorale	cassation	32	—	—	31	—
		rejet	—	83	—	83	
	fiscale	cassation	—	—	—	—	1
		rejet	—	13	5	10	
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière :	criminelle	cassation	2	—	2	—	—
		rejet	—	—	—	—	
	correctionnelle	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	
	de police	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	
	TOTAUX		84	429	49	464	32
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	20	—	20	—	1
		rejet	—	2	1	1	
	en matière disciplinaire	admission	1	—	—	1	
		rejet	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	—	—	—	—	1
		rejet	—	—	—	—	
	de prise à partie (L. 25 mars 1876)	admission	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	faites en vertu de l'article 441, C. I. C. et L. 27 ventôse an VIII	admission	8	—	8	—	
		rejet	—	—	—	—	
	faites en vertu de l'article 443, C. I. C. (L. 18 juin 1894)	admission	3	—	2	1	
		rejet	—	—	—	—	
	TOTAUX		41	2	40	3	4
	TOTAL GÉNÉRAL		556		89	467	36

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits.

En sont exceptés : *a*) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ; *b*) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557_6), les voies de fait (art. 563_3), les dégradations de clôtures (art. 563_2). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après. Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

Rédaction des tableaux. — L'unité employée dans la statistique criminelle est *l'individu définitivement condamné*. Un délinquant condamné plusieurs fois pendant l'année n'est inscrit qu'une fois dans la statistique, à la rubrique de la dernière infraction qu'il a commise ou, s'il a été jugé à des dates différentes pour des infractions concurrentes, à la rubrique de l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

On a cependant donné au bas des tableaux, sous forme de second total, les résultats d'un relevé opéré suivant la méthode de 1898, méthode d'après laquelle un délinquant est inscrit dans la statistique criminelle *autant de fois qu'il a été condamné durant l'année du compte*, avec cette réserve toutefois que, s'il a été condamné *dans une même audience* pour plusieurs infractions, il n'est inscrit qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit de la façon très simple que voici : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la récidive criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

Tableau de la récidive générale et de la récidive spéciale. — Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous.

Statistique des infractions. — Cette statistique donne le nombre des infractions individuelles commises par les délinquants condamnés en 1914. On entend par infraction tout fait frappé d'une peine. Par exemple, un bulletin portant dix peines de huit jours de prison pour escroqueries est dépouillé dix fois ; par contre, s'il mentionne une *seule* peine de trois mois d'emprisonnement pour plusieurs faux en écritures, il ne sera dépouillé qu'une fois.

Les infractions sont réparties d'après le mois de l'année et l'importance de la localité où elles ont été commises. En vue de ce classement, les communes du pays ont été divisées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants inscrits dans les registres de la population au 31 décembre 1912.

Première catégorie. — Communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus : Anvers et ses faubourgs (Berchem, Borgerhout et Hoboken), Bruxelles et ses faubourgs (Anderlecht, Etterbeek, Forest, Ixelles, Jette-Saint-Pierre, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle et Woluwe-Saint-Lambert), Gand et ses faubourgs (Gentbrugge, Ledeberg et Mont-Saint-Amand), Liége et ses faubourgs (Angleur, Bressoux, Grivegnée, Herstal et Ougrée). — Population totale : 1,632,4 7 habitants.

Deuxième catégorie. — Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants : Alost, Bruges, Charleroi, Courtrai, Jumet, Lierre, Louvain, Malines, Mons, Namur, Ostende, Roulers, Saint-Nicolas (Waes), Seraing, Tournai, Verviers. — Population totale : 600,751 habitants.

Troisième catégorie. — Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants : Anderlues, Ans, Arlon, Ath, Beveren, Binche, Boom, Boussu, Châtelet, Châtelineau, Couillet, Courcelles, Dampremy, Deurne, Dison, Dour, Eccloo, Frameries, Gheel, Gilly, Grammont, Hal, Hamme, Hasselt, Hornu, Huy, Iseghem, Jemappes, Jemeppe, Kessel-Loo, La Louvière, Lessines, Lodelinsart, Lokeren, Maldegem, Marchienne-au-Pont, Marcinelle, Menin, Merxem, Moll, Montigny-sur-Sambre, Mouscron, Nivelles, Pâturages, Poperinghe, Quaregnon, Renaix, Roux, Saint-Trond, Soignies, Tamise, Termonde, Thielt, Thourout, Tirlemont, Tongres, Turnhout, Vilvorde, Wasmes, Wervicq, Wetteren, Willebroeck, Ypres, Zele. — Population totale : 941,3 1 habitants.

Quatrième catégorie. — Communes de moins de 10,000 habitants (2,524 communes). - Population totale : 4,396,858 habitants.

Groupes pour l'étude de la récidive générale et de la récidive spéciale.

DÉNOMINATION DES GROUPES.	N°s d'ordre.	N°s D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe.
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 20.
Id. id. la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18, 19.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

Nomenclature en usage pour la rédaction de la Statistique criminelle.

DENOMINATION DES INFRACTIONS.	Nos d'ordre.	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Crimes ou délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	Art. C. P. 101 à 133, 142 à 150. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858, art. 1 à 3. Loi concernant l'établissement et l'exploitation de réseaux téléphoniques, 11 juin 1885, art. 2. Lois électorales des 12 avril et 28 juin 1894, art. 196 à 216 modifiés par L. 11 juin 1896, art. 4 et 30 avril 1910, art. 1er, du 12 septembre 1895, art. 64 et du 22 avril 1898, art. 30.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. .	2	Art. C. P. 160 à 191, 188. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1870, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	Art. C. P. 194 à 214. Loi sur les warrants du 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1875, art. 5. Loi sur le faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes des sociétés, 20 décembre 1881, art. 1 et 2 (182 et 185 livre I, Titre IX, Code de Commerce). Loi sur la collation des grades académiques, 10 avril 1890, art. 42. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 5. Lois électorales du 12 avril et 28 juin 1894, art. 18, § 2.
Faux témoignage et faux serment	4	Art. C. P. 218 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Art. C. P. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1915.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	Art. C. P. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, 38, § 1.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers . . . . . A. *Frappés d'une peine criminelle ou correctionnelle*	7	Art. C. P. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295, § 1, 297 et 298, 309 à 314.
B. *Frappés d'une peine de police*	8	Loi sur l'hypnotisme, art. 3.
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	Art. C. P. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 55. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	Art. C. P. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Id. 354 à 360. (Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 56, art. 60.)
Destruction ou supposition d'état	12	Id. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	Id. 368 à 371. (Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 55, 57.)
Attentats à la pudeur et viols. . A. *Frappés d'une peine criminelle.* . . .	14	
B. *Id. id. correctionnelle.* .	15	Id. 372 à 378. (Loi sur la protection de l'enfance. 15 mai 1912, art. 48 à 52.)
C. *Id. id. de police*	16	

DENOMINATION DES INFRACTIONS.	Nos d'ordre.	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	Art. C. P. 379 à 382 modifiés par la Loi du 26 mai 1914.
Outrages publics aux bonnes mœurs . . . . . A. *Frappés d'une peine correctionnelle* .	18	Id. 383 à 386.
B. *Id. id. de police*	19	Loi complétant les articles 383 et 386 (paroles obcènes), 29 janvier 1905. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 55.
Adultère et bigamie	20	Art. C. P. 387 à 391.
Meurtre . . . . . A. *Frappés d'une peine criminelle* . . .	21	Id. 393 à 397, 473.
B. *Id. id. correctionnelle* .	22	
Lésions corporelles volontaires. A. *Frappées d'une peine criminelle* . . .	23	
B. *Id. id. correctionnelle* .	24	Id. 398 à 414, 503, § 3. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 58.
C. *Id. id. de police* . . .	25	
Duel.	26	Id. 423 à 435.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	Id. 434 à 442.
Calomnies et injures . . . . . A. *Frappées d'une peine correctionnelle* .	28	Id. 443 à 452.
B. *Id. id. de police* . . .	29	
Violation de sépulture.	30	Id. 453.
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	Id. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	Id. 458 et 460.
Id. id. des lettres	33	Id. 460. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 51.
Vols et maraudages. . . . . A. *Frappés d'une peine criminelle* . . .	34	
B. *Id. id. correctionnelle* .	35	Art. C. P. 463 à 474, 537, § 6.
C. *Id. id. de police.* . . .	36	
Banqueroute.	37	Id. 489 et 490. Loi sur le concordat préventif de la faillite, 20 juin 1887, art. 31 et 32.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies . . . . . A. *Frappés d'une peine correctionnelle* .	38	Art. C. P. 491 à 504, 507 à 509. Loi sur la vente d'effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Loi sur les sociétés commerciales, Code de commerce Livre I, Titre IX, art. 175 à 181.
B. *Id. id. de police.* . . .	39	Loi sur la falsification des denrées alimentaires, 5 août 1890, art. 4. Loi sur le payement des salaires, modif. art. 499 du C. P., 17 juin 1896. Loi sur la garde civique, 9 septembre 1897, art. 124.
Recel	40	Art. C. P. 505 et 506.
Incendie . . . . . A. *Frappé d'une peine criminelle.* . . .	41	
B. *Id. id. correctionnelle.* .	42	Id. 510 à 518.
Destructions et dommages. . . A. *Frappés d'une peine criminelle* . . .	43	
B. *Id. id. correctionnelle* .	44	Id. 520 à 550, 563, § 2.
C. *Id. d. de police.* . . .	45	

XXXI. — HOMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.			NOMBRE DES CONDAMNÉS.			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES.		
		Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	14	10	4	14	10	4	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	58	33	25	54	32	22	4	3	1
Faux en écritures.	3	254	146	108	238	145	93	16	3	13
Faux témoignage et faux serment	4	26	10	16	19	10	9	1	—	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	441	292	149	405	278	127	36	14	22
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	18	16	2	18	16	2	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine correctionnelle.	7	3,736	1,202	2,534	3,438	1,165	2,273	298	39	259
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine de police	8	1,287	812	475	1,213	782	431	74	30	44
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1,246	430	816	1,126	418	708	120	12	108
Avortement	10	7	5	2	7	5	2	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants.	11	87	31	56	80	31	49	7	—	7
Destruction ou supposition d'état	12	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs.	13	68	44	24	64	45	21	4	1	3
Attentats à la pudeur et viols frappés. — d'une peine criminelle.	14	18	6	12	18	6	12	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. — id. correctionnelle.	15	385	222	164	378	220	158	8	2	6
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	13	9	4	13	9	4	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	525	273	252	505	266	239	20	7	13
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	48	29	19	45	28	17	3	1	2
Adultère et bigamie	20	688	320	368	647	312	335	41	8	33
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.	21	30	14	16	30	14	16	—	—	—
Meurtre frappé. — id. correctionnelle.	22	3	1	2	3	1	2	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. correctionnelle.	24	7,173	2,991	4,182	6,669	2,897	3,772	504	94	410
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police	25	5,502	3,169	2,333	5,131	3,058	2,073	371	111	260
Duel	26	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	118	52	66	107	49	58	11	3	8
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	223	96	127	208	93	115	15	3	12
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	550	325	225	509	315	196	41	12	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel.	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres.	33	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés. — d'une peine criminelle.	34	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés. — id. correctionnelle.	35	4,507	2,137	2,370	4,163	2,059	2,104	344	78	266
Vols et maraudages frappés. — id. de police	36	1,256	755	501	1,162	720	442	93	55	39
Banqueroute	37	62	40	22	61	40	21	1	—	1
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.	38	1,511	742	769	1,381	701	680	130	41	89
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés. — id. de police	39	58	39	19	53	37	16	5	2	3
Recel	40	695	527	368	654	517	337	41	10	31
Incendie frappé — d'une peine criminelle.	41	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle.	42	14	9	5	14	9	5	—	—	—
Destructions et dommages frappés. — d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés. — id. correctionnelle.	44	650	244	406	578	230	348	72	14	58
Destructions et dommages frappés. — id. de police	45	659	369	290	593	348	245	66	21	45
TOTAUX.		31,931	15,207	16,724	29,604	14,663	14,941	2,327	544	1,783

XXXI. — FEMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnées réparties par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.			NOMBRE DES CONDAMNÉES.			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES.		
		Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	11	7	4	11	7	4	—	—	—
Faux en écritures.	3	33	26	7	32	25	7	1	1	—
Faux témoignage et faux serment	4	8	8	—	8	8	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	61	46	15	61	46	15	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine correctionnelle.	7	432	179	253	397	175	222	35	4	31
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — id. de police	8	286	172	114	280	169	111	6	3	3
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	133	75	58	126	73	53	7	2	5
Avortement	10	37	26	11	37	26	11	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants.	11	49	28	21	46	28	18	3	—	3
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs.	13	10	7	3	10	7	3	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. — d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. — id. correctionnelle.	15	24	9	15	24	9	15	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	24	24	—	24	24	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	111	77	34	108	76	32	3	1	2
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	24	17	7	23	17	6	1	—	1
Adultère et bigamie	20	507	320	187	489	310	179	18	10	8
Meurtre frappé — d'une peine criminelle.	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.	24	711	360	351	676	381	323	35	9	26
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	2,917	1,906	1,011	2,803	1,879	924	114	27	87
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	2	1	1	2	1	1	—	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	151	72	79	145	72	73	6	—	6
Calomnies et injures frappées — id. de police.	29	768	504	264	730	489	241	38	13	25
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel.	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres.	33	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.	34	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	1,204	698	506	1,111	681	430	93	17	76
Vols et maraudages frappés — id. de police.	36	2,164	1,087	1,077	1,807	1,019	788	357	68	289
Banqueroute	37	8	7	1	8	7	1	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	531	339	192	510	332	178	21	7	14
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.	39	25	13	12	22	12	10	3	1	2
Recel	40	310	197	113	301	191	110	9	6	3
Incendie frappé — d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle.	42	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.	44	26	9	17	25	9	16	1	—	1
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	121	70	51	111	67	44	10	3	7
TOTAUX.		10,696	6,291	4,405	9,935	6,117	3,818	761	174	785

XXXII. — Ivrognerie. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson.		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	3	—	1	—	—	—	2
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	3	9	—	—	3	8	—	1
Faux en écritures	3	4	20	—	—	4	20	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	2	—	—	—	2	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	21	49	2	—	5	37	14	12
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres du culte	6	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	359	1,461	17	7	60	685	282	769
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	187	212	18	6	50	94	139	112
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	62	296	10	1	16	220	36	72
Avortement	10	—	2	—	—	—	2	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	20	—	—	1	19	—	1
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	5	—	—	1	5	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	2	4	—	—	—	4	2	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	4	62	1	—	3	61	—	1
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	17	1	—	—	1	1	16	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	16	141	3	—	13	90	—	51
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	8	9	—	—	8	2	—	7
Adultère et bigamie	20	15	104	—	—	13	104	—	—
Meurtres frappés — d'une peine criminelle	21	—	6	—	—	—	6	—	—
Meurtres frappés — id. correctionnelle	22	—	1	—	—	—	1	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	336	1,675	91	52	128	1,339	117	264
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	295	668	51	10	124	523	120	135
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	7	28	—	1	2	18	5	9
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	12	40	3	1	4	33	3	4
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	21	56	8	—	9	40	4	10
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	1	—	—	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	107	854	1	1	98	833	8	20
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	33	130	—	—	31	127	2	3
Banqueroute	37	1	4	—	—	1	4	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	31	211	—	1	29	210	2	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	6	—	—	—	6	—	—
Recel	40	14	124	—	—	14	122	—	2
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	1	—	—	—	1	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	52	203	11	6	13	128	28	69
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	78	119	16	1	13	61	19	34
TOTAUX DU TABLEAU		1,688	6,526	234	91	627	4,837	827	1,598
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,752	7,422	236	95	665	5,549	851	1,778

XXXII (suite). — Ivrognerie. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnées qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson.		CONDAMNÉES qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	1	—	—	—	1	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	17	85	2	1	—	27	15	27
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	9	11	1	—	1	7	7	4
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	—	2	—	—	—	2	—	—
Avortement	10	—	1	—	—	—	1	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	—	—	1	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	1	—	—	—	1	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	1	—	—	—	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	2	9	—	—	—	6	2	3
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	2	—	—	—	1	—	1	—
Adultère et bigamie	20	2	11	—	—	2	11	—	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	8	37	6	1	1	29	1	7
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	18	28	9	1	5	22	4	5
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	8	6	2	—	6	3	—	1
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	4	36	—	—	4	36	—	—
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	—	8	—	—	—	8	—	—
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	1	8	—	—	1	8	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	2	—	—	—	2	—	—
Recel	40	—	2	—	—	—	2	—	—
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	—	3	—	—	—	2	—	3
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	3	6	1	—	—	3	1	3
TOTAUX DU TABLEAU		78	249	21	3	23	193	34	53
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		85	289	21	3	29	221	35	65

XXXIII. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	BRUXELLES. Hommes. Primaires.	BRUXELLES. Hommes. Récidivistes.	BRUXELLES. Femmes. Primaires.	BRUXELLES. Femmes. Récidivistes.	BRUXELLES. Total.	LOUVAIN. Hommes. Primaires.	LOUVAIN. Hommes. Récidivistes.	LOUVAIN. Femmes. Primaires.	LOUVAIN. Femmes. Récidivistes.	LOUVAIN. Total.	NIVELLES. Hommes. Primaires.	NIVELLES. Hommes. Récidivistes.	NIVELLES. Femmes. Primaires.	NIVELLES. Femmes. Récidivistes.	NIVELLES. Total.	ANVERS. Hommes. Primaires.	ANVERS. Hommes. Récidivistes.	ANVERS. Femmes. Primaires.	ANVERS. Femmes. Récidivistes.	ANVERS. Total.	MALINES. Hommes. Primaires.	MALINES. Hommes. Récidivistes.	MALINES. Femmes. Primaires.	MALINES. Femmes. Récidivistes.	MALINES. Total.	TURNHOUT. Hommes. Primaires.	TURNHOUT. Hommes. Récidivistes.	TURNHOUT. Femmes. Primaires.	TURNHOUT. Femmes. Récidivistes.	TURNHOUT. Total.	MONS. Hommes. Primaires.	MONS. Hommes. Récidivistes.	MONS. Femmes. Primaires.	MONS. Femmes. Récidivistes.	MONS. Total.	Numéros de la nomenclature.
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	
Crimes et délits contre la sécurité de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	9	7	1	2	19	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	5	3	1	—	9	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	2	2
Faux en écritures	3	50	50	8	3	91	2	3	—	—	5	—	1	—	—	1	20	10	1	—	31	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	7	4	1	1	13	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	42	19	16	5	82	11	6	—	—	17	3	2	1	—	6	58	6	—	—	44	12	4	—	—	16	9	2	—	—	11	13	11	—	3	29	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	200	395	45	39	677	45	49	6	5	105	15	18	2	2	37	152	319	18	36	525	22	28	2	—	50	19	30	—	1	50	57	109	7	25	196	7
id. de police	8	101	57	20	1	162	22	4	7	2	35	18	16	3	3	42	91	27	15	16	149	10	13	4	1	37	13	9	2	—	24	73	38	10	11	152	8
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	55	92	11	8	146	14	15	3	1	33	11	15	—	1	27	24	41	8	4	77	3	8	2	2	15	2	11	1	—	14	30	88	7	6	140	9
Avortement	10	—	—	—	1	1	1	1	4	1	7	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	1	—	2	—	3	—	1	—	—	1	—	—	3	2	6	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	1	1	—	3	1	—	2	—	3	—	1	—	—	1	—	2	5	1	6	—	2	—	1	3	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	11	3	1	—	15	1	—	—	—	1	2	—	—	—	2	2	—	1	—	3	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	3	3	—	—	6	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	2	—	—	4	14
id. correctionnelle	15	44	30	1	3	78	14	11	—	1	26	3	1	1	1	8	15	15	—	—	26	6	1	—	1	8	5	5	—	—	10	10	7	2	1	20	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	1	6	—	9	1	1	3	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	56	55	14	3	88	6	10	10	2	28	4	3	1	—	8	26	37	3	1	67	2	4	1	—	7	3	2	—	—	5	23	12	6	2	43	18
id. de police	19	6	6	2	—	14	—	—	—	—	—	1	1	—	1	3	2	—	4	—	6	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	91	87	89	31	298	3	1	2	1	7	3	3	2	3	11	57	60	41	21	159	2	1	2	1	6	—	1	1	—	2	32	34	20	24	119	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	21
id. correctionnelle	22	1	1	—	—	2	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
id. correctionnelle	24	169	217	59	31	516	118	97	12	7	234	27	35	3	2	87	243	402	49	45	739	42	67	3	1	113	42	59	2	4	107	202	232	55	31	523	24
id. de police	25	162	75	61	21	322	40	12	21	6	79	105	88	45	55	269	160	110	111	47	428	58	50	26	12	126	56	27	25	12	118	262	216	165	91	737	25
Duel	26	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	1	—	—	1	8	1	—	—	12	—	—	—	—	—	2	6	—	—	8	1	—	—	—	1	1	1	—	—	3	5	2	1	—	3	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	1	6	2	1	10	1	7	6	10	27	5	1	—	2	8	5	8	5	8	24	—	—	1	—	1	1	2	—	—	3	3	5	8	10	25	28
id. de police	29	17	11	22	12	62	25	3	24	6	58	10	1	9	6	26	26	20	34	22	102	6	6	15	3	30	2	1	3	1	9	34	29	40	45	188	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
id. correctionnelle	35	421	418	169	85	1,093	49	50	20	17	136	12	35	8	6	61	333	387	87	47	854	55	25	5	1	64	25	31	2	1	59	110	80	58	58	295	35
id. de police	36	50	12	11	2	75	25	26	55	23	129	24	10	32	25	109	20	18	21	6	77	6	1	3	—	10	19	12	24	10	65	114	103	208	209	724	36
Banqueroute	37	3	3	1	—	7	3	2	—	—	5	—	2	—	—	2	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	1	4	2	—	—	6	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	118	164	19	16	317	17	8	9	2	36	11	4	3	1	21	137	93	33	24	289	9	7	6	2	24	3	6	—	1	10	32	32	40	27	131	38
id. de police	39	3	2	2	—	9	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	3	1	1	1	6	—	—	—	—	—	2	—	2	—	4	—	—	1	1	1	39
Recel	40	52	47	22	4	125	8	11	38	13	70	2	3	2	1	8	49	47	15	9	120	3	1	3	1	8	20	24	1	—	54	11	20	11	9	51	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle	42	2	1	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle	44	15	21	—	1	35	17	15	—	2	34	—	5	—	—	5	11	18	—	2	31	2	6	1	—	8	10	3	—	—	15	16	27	1	2	46	44
id. de police	45	12	4	1	—	17	6	1	1	—	8	8	8	6	1	26	23	12	7	4	46	6	1	1	—	8	5	2	—	1	8	31	35	2	5	73	45
TOTAL DES CONDAMNÉS		1,664	1,810	570	285	4,329	439	338	226	101	1,104	266	272	144	89	771	1,439	1,645	462	295	3,841	237	205	76	26	544	248	237	63	31	579	1,107	1,142	657	657	3,563	
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,721	1,913	580	301	4,515	447	360	233	105	1,145	271	301	146	97	815	1,503	1,918	476	349	4,248	246	230	78	27	581	253	263	64	32	612	1,169	1,330	711	877	4,087	

XXXIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	CHARLEROI. Hommes. Primaires.	CHARLEROI. Hommes. Récidivistes.	CHARLEROI. Femmes. Primaires.	CHARLEROI. Femmes. Récidivistes.	CHARLEROI. Total.	TOURNAI. Hommes. Primaires.	TOURNAI. Hommes. Récidivistes.	TOURNAI. Femmes. Primaires.	TOURNAI. Femmes. Récidivistes.	TOURNAI. Total.	GAND. Hommes. Primaires.	GAND. Hommes. Récidivistes.
		36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47
Crimes et délits contre la sécurité de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	4	3	—	—	7	—	—	—	1	1	2	—
Faux en écritures	3	12	8	2	—	22	2	—	—	1	3	4	6
Faux témoignage et faux serment	4	3	1	1	—	5	—	3	—	—	3	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de noms	5	22	18	2	1	43	7	3	—	—	12	10	9
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	87	223	14	34	360	42	57	5	5	109	50	202
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	60	59	33	27	181	14	8	1	1	24	78	40
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	45	70	4	4	132	17	10	1	1	38	18	38
Avortement	10	1	1	5	1	8	—	—	1	—	1	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	3	2	3	9	2	2	—	3	7	6	3
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	4	2	—	1	7	2	—	—	—	2	4	2
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	22	9	—	1	32	7	2	1	1	11	17	13
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	16	17	5	2	40	9	8	1	2	20	51	25
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	1	2	—	—	3	1	—	—	—	1	7	2
Adultère et bigamie	20	58	67	38	44	227	9	2	9	1	21	27	33
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	1	3
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	170	340	12	23	550	75	68	9	3	155	215	378
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	650	517	418	298	1,863	91	70	27	10	207	158	104
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	4	8	1	—	13	4	6	—	—	10	—	2
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	—	2	4	2	8	—	1	—	1	2	10	17
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	17	14	48	46	125	15	5	16	7	43	28	14
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	120	104	57	39	399	29	25	3	5	60	181	212
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	113	108	103	234	648	11	9	28	19	70	21	7
Banqueroute	37	3	—	—	—	3	1	1	—	—	2	3	1
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	48	51	73	51	228	10	8	7	2	27	56	63
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	1	1	—	3	5	—	—	2	—	2	1	1
Recel	40	19	51	17	16	83	1	2	3	3	9	28	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	3	1	1	—	5	—	1
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	15	48	3	—	64	3	3	—	—	8	16	22
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	10	63	15	6	133	3	11	3	1	20	24	12
TOTAL DES CONDAMNÉS		1,543	1,884	951	836	5,214	365	325	118	67	875	1,007	1,255
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,612	2,116	988	1,008	5,724	374	348	124	73	919	1,059	1,450

GAND. Femmes. Primaires.	GAND. Femmes. Récidivistes.	GAND. Total.	AUDENARDE. Hommes. Primaires.	AUDENARDE. Hommes. Récidivistes.	AUDENARDE. Femmes. Primaires.	AUDENARDE. Femmes. Récidivistes.	AUDENARDE. Total.	TERMONDE. Hommes. Primaires.	TERMONDE. Hommes. Récidivistes.	TERMONDE. Femmes. Primaires.	TERMONDE. Femmes. Récidivistes.	TERMONDE. Total.	BRUGES. Hommes. Primaires.	BRUGES. Hommes. Récidivistes.	BRUGES. Femmes. Primaires.	BRUGES. Femmes. Récidivistes.	BRUGES. Total.	COURTRAI. Hommes. Primaires.	COURTRAI. Hommes. Récidivistes.	COURTRAI. Femmes. Primaires.	COURTRAI. Femmes. Récidivistes.	COURTRAI. Total.	Numéros de la nomenclature.
48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	1	—	—	—	1	1
—	—	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	1	—	—	—	1	—	1	2	—	3	2
2	—	12	—	1	—	—	1	1	—	—	—	1	2	4	1	—	7	1	2	—	—	3	3
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	3	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	4
6	—	25	7	1	1	—	9	7	5	1	—	13	14	3	3	1	21	18	8	—	—	26	5
—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	6
7	12	277	21	42	3	6	75	56	89	2	2	149	38	75	4	4	121	22	79	3	3	107	7
13	15	146	21	6	3	1	31	15	5	2	3	21	20	8	2	2	32	15	55	6	3	89	8
3	2	61	14	22	1	—	37	8	16	2	—	26	9	24	1	1	35	17	47	3	2	69	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	1	—	1	1	3	10
8	2	19	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	3	2	2	9	4	9	2	2	17	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	1	—	—	—	1	13
3	1	10	3	3	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
—	—	3	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
—	2	32	8	4	1	—	13	11	12	—	1	24	9	8	—	2	19	6	6	—	—	12	16
2	—	2	—	—	—	—	—	1	—	3	—	4	—	—	3	—	3	—	—	1	—	1	17
6	—	62	10	7	7	2	26	20	14	3	2	39	12	10	—	3	25	11	8	4	1	24	18
1	—	10	—	1	2	—	3	2	—	—	1	3	2	—	2	—	4	3	2	2	—	7	19
31	11	105	1	3	—	3	7	3	1	3	2	9	3	2	1	3	11	—	2	—	1	3	20
—	—	4	—	1	—	—	1	1	—	—	—	1	1	2	—	—	3	2	1	—	—	3	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
17	21	631	165	129	15	5	312	240	215	17	8	480	177	201	16	12	409	226	253	14	14	515	24
102	57	401	93	48	43	10	194	87	41	75	15	214	87	45	90	22	248	181	151	80	32	447	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
—	—	2	—	4	—	—	4	1	1	—	—	5	1	2	—	—	3	9	6	—	—	15	27
6	3	36	12	9	8	7	36	3	2	1	—	6	6	14	7	8	35	13	3	7	—	23	28
34	11	87	9	3	11	1	24	9	6	20	2	37	7	8	19	8	42	22	22	27	11	82	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
11	24	461	22	27	6	4	59	69	68	21	5	163	36	44	14	8	102	34	48	8	6	96	35
7	5	40	16	6	21	2	45	10	8	3	1	24	11	6	2	1	20	15	16	4	2	35	36
—	—	6	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	2	1	4	2	2	2	—	6	37
38	9	168	9	11	2	—	22	21	13	13	3	49	18	16	10	5	49	25	24	6	1	54	38
1	1	4	2	—	—	—	2	5	1	2	—	6	1	—	—	—	1	6	4	—	1	11	39
20	6	94	12	8	2	3	25	39	36	17	10	102	4	8	3	3	20	6	8	9	1	24	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	42
—	—	1	1	—	—	—	1	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44
1	2	41	17	13	1	1	34	31	21	—	1	56	14	25	—	1	38	11	17	2	1	31	45
3	1	42	13	5	2	1	21	10	3	3	1	17	27	6	1	4	38	31	32	9	2	74	46
362	163	2,787	459	360	128	46	993	650	564	191	56	1,461	507	517	191	91	1,306	714	793	196	84	1,787	
372	168	3,049	471	393	128	49	1,041	674	622	191	58	1,545	522	558	195	98	1,373	739	870	201	90	1,900	

XXXIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FURNES. Hommes. Primaires.	FURNES. Hommes. Récidivistes.	FURNES. Femmes. Primaires.	FURNES. Femmes. Récidivistes.	FURNES. Total.	YPRES. Hommes. Primaires.	YPRES. Hommes. Récidivistes.	YPRES. Femmes. Primaires.	YPRES. Femmes. Récidivistes.	YPRES. Total.	LIÉGE. Hommes. Primaires.	LIÉGE. Hommes. Récidivistes.
		71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82
Crimes et délits contre la sécurité de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis pour la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	4	4
Faux en écritures	3	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	20	16
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	—	—	—	—	9	1	1	—	11	23	8
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	7	11	1	1	20	19	24	2	3	48	174	254
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	2	—	—	—	2	8	4	—	—	12	43	19
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	6	10	—	—	16	6	14	—	1	21	63	73
Avortement	10	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	1	1	3	—	1	—	—	1	12	15
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	7	2
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	2	2	—	—	4	11	2	—	—	13	7	11
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	—	2	—	—	2	1	3	—	—	4	24	21
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id de police	19	—	—	—	—	—	1	—	1	1	3	—	1
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	23
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	2	1
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	10	69	7	3	119	109	96	15	3	223	293	333
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	14	5	19	7	45	15	8	25	9	57	282	102
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	1	1	1	—	—	—	1	3	2
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	3	4	—	—	9	4	3	3	1	13	6	15
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	2	1	3	2	8	—	1	1	—	2	22	18
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	20	16	8	1	45	21	11	4	2	38	344	214
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	2	—	—	—	2	2	—	1	1	4	140	41
Banqueroute	37	3	2	—	—	5	1	—	—	—	1	3	2
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	3	3	—	—	8	1	3	3	—	11	102	45
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	6	1
Recel	40	3	1	2	—	6	2	3	1	—	8	27	17
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	7	7	—	1	15	9	19	—	—	28	15	33
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	6	2	1	—	9	15	2	—	1	18	25	10
TOTAL DES CONDAMNÉS		125	141	46	17	329	235	203	57	24	519	1,697	1,387
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		128	148	47	17	340	240	216	57	24	537	1,766	1,586

NATURE DES INFRACTIONS.	LIÉGE. Femmes. Primaires.	LIÉGE. Femmes. Récidivistes.	LIÉGE. Total.	HUY. Hommes. Primaires.	HUY. Hommes. Récidivistes.	HUY. Femmes. Primaires.	HUY. Femmes. Récidivistes.	HUY. Total.	VERVIERS. Hommes. Primaires.	VERVIERS. Hommes. Récidivistes.	VERVIERS. Femmes. Primaires.	VERVIERS. Femmes. Récidivistes.	VERVIERS. Total.	TONGRES. Hommes. Primaires.	TONGRES. Hommes. Récidivistes.	TONGRES. Femmes. Primaires.	TONGRES. Femmes. Récidivistes.	TONGRES. Total.	HASSELT. Hommes. Primaires.	HASSELT. Hommes. Récidivistes.	HASSELT. Femmes. Primaires.	HASSELT. Femmes. Récidivistes.	HASSELT. Total.	Numéros de la nomenclature.
	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	
Crimes et délits contre la sécurité de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis pour la Constitution	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	10	—	1	—	1	2	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2
Faux en écritures	8	1	54	3	2	—	—	5	1	3	1	—	5	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	3
Faux témoignage et faux serment	2	—	5	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	9	4	46	3	1	—	—	4	6	1	5	—	12	2	1	—	—	3	3	2	—	—	5	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	40	28	496	23	40	1	4	68	22	38	2	3	65	18	13	3	2	66	17	29	3	1	52	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	18	4	84	27	7	4	1	39	20	11	3	1	37	17	12	3	2	34	9	6	2	2	19	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	11	8	155	20	13	2	3	38	8	8	—	3	19	15	21	3	2	44	4	6	3	2	15	9
Avortement	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Exposition ou délaissement d'enfants	3	2	30	—	—	—	—	—	1	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Destruction ou supposition d'état	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	1	1	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	6	1	2	1	—	4	2	2	—	—	4	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	—	1	19	1	3	1	—	5	3	—	2	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	1	—	1	—	—	—	—	—	9	6	3	1	19	2	1	1	2	6	5	2	—	3	10	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id de police	1	—	2	1	—	—	—	1	—	1	1	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	23	22	105	1	2	2	1	6	3	8	9	5	25	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	—	—	3	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	47	53	726	41	48	11	5	105	20	32	4	6	71	70	108	4	5	187	62	58	5	8	133	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	245	125	812	78	30	53	25	186	91	71	57	22	244	74	51	25	8	141	53	31	51	14	129	25
Duel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	—	—	5	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	4	10	35	—	2	1	1	4	1	2	1	1	5	—	2	—	—	2	3	3	1	2	9	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	15	28	113	11	3	11	4	29	11	6	12	1	33	11	3	21	6	41	7	6	12	3	30	29
Violation de sépulture	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. du secret des lettres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	130	62	756	25	18	20	25	92	40	45	10	5	104	18	15	1	1	35	16	16	3	9	44	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	190	85	456	18	5	45	15	81	10	1	10	1	22	11	3	16	5	35	30	16	51	24	124	36
Banqueroute	2	—	9	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	45	20	260	9	9	5	2	23	18	9	4	1	32	5	6	—	—	9	5	7	1	2	15	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	1	2	10	1	—	—	—	1	1	—	1	1	3	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	39
Recel	7	15	66	1	4	5	7	17	4	9	2	3	18	—	2	—	—	2	1	—	—	—	1	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie frappé — id. correctionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	—	1	47	1	3	—	—	4	1	3	—	—	4	7	15	1	1	22	11	8	—	—	19	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	1	6	40	3	—	3	1	9	6	2	1	—	9	14	9	—	1	24	3	2	—	2	9	45
TOTAL DES CONDAMNÉS	854	482	4,420	276	191	169	93	729	303	261	133	56	753	266	278	79	35	658	235	196	117	74	622	
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES	867	530	4,749	285	208	169	97	759	310	302	134	61	807	270	308	79	38	695	238	207	117	78	640	

XXXIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nos de la nomenclature.	ARLON. Hommes. Primaires.	ARLON. Hommes. Récidivistes.	ARLON. Femmes. Primaires.	ARLON. Femmes. Récidivistes.	ARLON. TOTAL	MARCHE. Hommes. Primaires.	MARCHE. Hommes. Récidivistes.	MARCHE. Femmes. Primaires.	MARCHE. Femmes. Récidivistes.	MARCHE. TOTAL	NEUFCHATEAU. Hommes. Primaires.	NEUFCHATEAU. Hommes. Récidivistes.	NEUFCHATEAU. Femmes. Primaires.	NEUFCHATEAU. Femmes. Récidivistes.	NEUFCHATEAU. TOTAL	NAMUR. Hommes. Primaires.	NAMUR. Hommes. Récidivistes.	NAMUR. Femmes. Primaires.	NAMUR. Femmes. Récidivistes.	NAMUR. TOTAL	DINANT. Hommes. Primaires.	DINANT. Hommes. Récidivistes.	DINANT. Femmes. Primaires.	DINANT. Femmes. Récidivistes.	DINANT. TOTAL	A L'ÉTRANGER. Hommes. Primaires.	A L'ÉTRANGER. Hommes. Récidivistes.	A L'ÉTRANGER. Femmes. Primaires.	A L'ÉTRANGER. Femmes. Récidivistes.	A L'ÉTRANGER. TOTAL	TOTAL GÉNÉRAL. Hommes. Primaires.	TOTAL GÉNÉRAL. Hommes. Récidivistes.	TOTAL GÉNÉRAL. Femmes. Primaires.	TOTAL GÉNÉRAL. Femmes. Récidivistes.	TOTAL GÉNÉRAL. TOTAL	Nos de la nomenclature.
		106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	1051	1052	1053	1054	1055	
Crimes et délits contre la sécurité de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	10	4	—	—	14	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	52	22	7	4	65	2
Faux en écritures	3	3	—	—	—	3	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	2	1	—	—	4	2	—	—	—	2	1	—	—	—	1	145	93	25	7	270	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	3	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	16	6	3	—	27	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	2	1	—	4	—	—	—	—	—	2	3	—	1	6	10	8	—	1	18	2	1	—	—	3	—	—	—	—	—	278	127	46	15	466	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	2	—	—	18	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	6	9	—	1	16	4	15	—	—	19	2	3	—	—	5	12	61	5	4	80	19	52	2	3	56	3	1	—	—	6	1,165	2,275	175	222	3,835	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	10	4	—	1	15	9	2	2	—	13	3	4	—	—	7	20	51	6	10	76	17	8	2	3	30	—	—	—	—	—	782	451	169	111	1,493	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	12	12	2	—	26	1	—	—	—	1	6	2	—	—	8	17	23	5	2	47	5	8	—	—	11	1	—	—	—	1	418	708	75	53	1,252	9
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	—	—	—	—	—	3	2	26	11	44	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	3	—	3	—	1	4	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	31	19	28	18	126	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	12
Enlèvement de mineurs	13	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	45	21	7	5	74	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	6	12	—	—	18	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	2	—	—	—	2	—	1	—	—	1	4	2	—	—	6	5	8	1	—	14	2	1	—	—	3	2	—	—	—	2	220	158	9	15	402	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	9	4	24	—	37	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	1	4	—	—	5	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	4	7	—	3	14	6	1	2	—	9	—	—	—	—	—	266	259	76	52	613	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	17	17	6	63	19
Adultère et bigamie	20	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	2	1	3	10	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	312	335	310	179	1,136	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	14	16	—	—	30	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	6	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	15	40	—	—	55	2	6	—	1	9	7	10	—	—	17	68	115	12	18	213	20	24	1	1	55	10	11	—	—	21	2,897	3,772	351	325	7,345	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	56	35	16	10	115	17	12	6	1	36	23	12	7	1	46	159	100	71	18	358	48	28	30	6	112	—	—	—	—	—	3,038	2,075	1,879	924	7,934	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	1	—	—	3	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	1	—	—	1	7	2	—	—	9	—	—	—	—	—	40	58	1	1	109	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	1	—	—	—	1	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	6	3	3	15	—	1	2	—	3	—	—	1	—	1	93	113	72	75	353	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	2	2	7	1	12	2	2	2	1	7	1	4	—	2	7	6	4	7	7	24	8	1	1	5	16	—	—	—	—	—	313	106	89	241	1,239	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Id. du secret des lettres	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	10	11	1	1	23	1	3	1	—	5	2	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	3	34
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	7	7	4	1	19	3	—	—	—	5	3	6	2	—	8	55	76	18	15	164	15	20	9	1	45	3	8	—	—	13	2,059	2,104	681	430	5,274	35
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	10	23	19	33	27	122	6	2	8	2	18	—	—	—	—	—	720	442	1,019	788	2,969	36
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	4	1	2	—	10	—	—	—	—	—	1	6	—	—	2	2	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40	21	7	1	69	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	1	—	—	1	1	1	—	—	2	1	1	—	—	7	17	25	8	7	55	5	2	2	2	11	1	1	—	—	5	701	680	352	178	1,891	38
Recel	40	5	2	—	—	7	—	1	—	—	1	2	—	—	—	2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	16	12	10	75	39
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	4	5	6	7	6	24	4	1	—	—	5	—	3	—	3	317	337	191	110	955	40
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	41
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	3	3	—	17	42
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	1	4	—	—	5	1	2	—	—	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	8	9	2	1	20	1	—	—	—	1	3	—	—	—	2	3	2	—	—	5	1	2	—	—	3	—	—	—	—	—	250	318	9	16	603	44
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6	15	3	—	22	4	1	—	2	7	—	—	—	—	—	318	245	67	41	704	45
TOTAL DES CONDAMNÉS		147	148	35	16	316	49	46	12	3	110	64	61	13	9	147	411	515	199	158	1,283	184	139	67	24	414	26	28	1	—	55	14,663	14,941	6,117	3,818	39,530	
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		150	158	35	16	359	50	50	12	3	115	64	68	14	9	155	432	593	202	174	1,401	187	149	68	26	430	26	29	1	—	56	15,207	16,724	6,291	4,403	42,625	

XXXIV. — Nombre des infractions individuelles jugées en 1914 et réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises.

Communes ou agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus.

(Population au 31 décembre 1912 : 1,632,417 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires.	JANVIER. Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires.	FÉVRIER. Récidivistes.	MARS. Primaires.	MARS. Récidivistes.	AVRIL. Primaires.	AVRIL. Récidivistes.	MAI. Primaires.	MAI. Récidivistes.	JUIN. Primaires.	JUIN. Récidivistes.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc	2	1	—	6	—	5	1	1	—	1	1	1	—
Faux en écritures	3	11	5	15	5	8	5	1	5	15	15	5	10
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	32	18	16	12	25	12	16	11	27	15	25	22
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	59	107	60	151	56	140	58	99	55	110	56	122
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés id. de police	8	20	9	15	18	21	10	25	8	14	4	8	12
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	10	56	19	28	10	51	8	29	12	52	9	20
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	—	1	2	—	—	1	1	2	—	2
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	4	—	1	1	1	—	—	—	2	2	1	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	15	6	3	1	1	1	3	3	6	11	6	2	1
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	—	1	1	1	1	—	—	—	1	1	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle	18	14	8	6	9	6	6	6	7	21	5	6	9
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	—	1	1	—	5	2	—	—	—	—	—	1
Adultère et bigamie	20	47	21	58	24	35	18	20	18	15	19	19	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle.	21	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	44	95	61	85	68	109	45	91	46	112	55	110
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	39	48	65	46	56	57	69	51	58	55	49	37
Duel	26	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	1	2	—	3	—	1	—	1	1	—
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	3	3	3	6	1	3	—	4	2	3	1	4
Calomnies et injures frappées id. de police	29	7	3	7	11	17	7	8	1	6	7	10	4
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	160	154	125	126	107	116	77	87	101	114	86	124
Vols et maraudages frappés id. de police	36	8	2	5	1	11	3	6	—	5	3	11	—
Banqueroute	37	1	—	2	—	—	3	—	—	1	—	2	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	35	61	35	57	17	33	32	28	16	85	30	47
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	2	1	1	1	—	—	1	1	1	1	1	—
Recel	40	6	15	16	15	6	12	10	8	5	10	11	8
Incendie frappé d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	—	—	2	—	—	1	—	—	2	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle.	44	3	11	2	9	7	10	3	3	2	9	—	11
Destructions et dommages frappés id. de police	45	8	3	3	4	9	3	6	2	3	1	3	3
TOTAUX		386	587	556	580	485	578	376	415	432	597	598	569
		1,153		1,116		1,061		821		1,049		967	

DURANT LE MOIS DE JUILLET. Primaires.	JUILLET. Récidivistes.	AOÛT. Primaires.	AOÛT. Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires.	SEPTEMBRE. Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires.	OCTOBRE. Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires.	NOVEMBRE. Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires.	DÉCEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE A MARS. Primaires.	OCTOBRE A MARS. Récidivistes.	AVRIL A SEPTEMBRE. Primaires.	AVRIL A SEPTEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires.	Récidivistes.	TOTAL. Primaires.	Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1
—	1	—	—	—	—	2	7	—	1	4	3	—	—	—	—	1	1	25	15	2
3	1	—	—	—	—	10	5	3	4	6	6	—	4	—	—	37	13	139	86	3
15	4	8	7	4	3	10	5	3	4	6	6	—	4	—	—	—	2	4	4	4
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	13	1	230	164	5
15	14	11	4	7	12	19	8	21	19	25	15	—	—	—	—	6	—	9	—	6
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	682	1,325	7
49	121	60	158	51	155	80	152	96	141	51	130	—	1	—	—	1	—	285	156	8
16	7	15	11	32	9	37	15	39	15	17	18	—	—	—	—	—	—	—	—	9
10	30	7	11	3	22	5	16	12	24	15	19	—	—	—	—	2	6	122	304	9
2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	3	2	10
1	—	1	1	3	—	3	3	3	2	—	1	—	—	—	—	4	8	20	21	11
1	—	1	1	3	—	3	3	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	27	10	13
3	2	2	—	1	—	1	1	2	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	14
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	1	62	49	15
8	2	3	2	2	3	3	3	2	1	7	4	—	2	—	1	1	2	10	8	17
1	1	2	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	11	146	121	18
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	4	19
17	12	8	7	11	13	22	15	17	10	8	9	—	—	—	—	—	—	—	—	20
1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	10	4	19
25	20	25	16	20	24	32	17	35	20	28	21	—	4	—	2	11	20	535	282	20
1	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25
56	151	62	106	62	119	59	140	85	106	56	115	—	—	—	—	2	4	669	1,526	24
44	20	35	20	82	45	84	64	105	57	72	47	—	1	—	1	2	2	796	500	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	26
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	6	20	27
2	4	1	2	—	1	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	1	3	28
5	3	1	5	3	2	2	8	4	5	12	3	—	2	—	—	2	2	57	52	29
4	2	5	4	10	8	18	11	19	7	9	3	—	—	—	—	—	—	151	77	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	34
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	35
106	91	120	103	127	125	109	105	118	130	158	119	—	3	—	3	127	18	1,630	1,547	35
9	1	34	7	22	8	68	7	10	4	10	7	—	—	—	—	1	1	207	49	36
1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	10	5	37
40	41	61	49	35	46	59	51	47	65	54	54	—	4	—	3	84	105	649	687	38
—	—	—	—	2	3	6	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	10	39
11	6	32	20	15	22	28	18	13	15	17	17	—	3	—	1	57	49	227	215	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	42
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50	125	44
3	6	7	10	2	13	9	14	4	8	6	18	—	—	—	—	1	—	85	48	45
1	2	9	3	3	8	9	4	6	3	13	3	—	—	—	—					
450	527	554	535	325	620	765	760	651	651	576	627	—	26	—	11	381	205	6,705	7,412	
986		1,069		1,149		1,525		1,305		1,203		26		11		674		14,115		

XXXIV (suite). — Nombre des infractions individuelles jugées en 1914 et réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises.
Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1912 : 600,751 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER.		FÉVRIER.		MARS.		AVRIL.		MAI.		JUIN.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	1	1	—	3	—	—	—
Faux en écritures	3	2	3	—	—	1	1	1	2	1	—	—	1
Faux témoignage et faux serment	4	2	2	1	—	1	—	—	—	—	1	1	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	10	8	7	5	5	6	11	7	13	4	4	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés	d'une peine correctionnelle. 7	25	32	18	19	17	32	15	42	16	36	11	31
	id. de police . . 8	10	6	14	11	14	12	12	4	5	—	8	2
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	5	18	5	7	2	9	4	5	4	12	7	5
Avortement	10	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	1	2	1	1	1	—	1	1	—	1
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—
Attentats à la pudeur et viols frappés	d'une peine criminelle. 14	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	id. correctionnelle. 15	2	1	1	1	2	2	1	1	2	1	1	3
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés	d'une peine correctionnelle. 18	3	7	8	7	3	6	1	1	2	3	3	8
	id. de police . . 19	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—
Adultère et bigamie	20	15	7	11	9	12	8	3	8	1	2	8	7
Meurtre frappé	d'une peine criminelle. 21	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	id. correctionnelle. 22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées	d'une peine criminelle. 23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	id. correctionnelle. 24	19	46	54	64	51	42	11	54	50	49	8	54
	id. de police . . 25	15	35	66	61	51	46	61	49	36	35	36	26
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées	d'une peine correctionnelle. 28	1	3	1	—	1	3	2	4	3	2	1	4
	id. de police . . 29	11	4	4	4	11	7	3	2	4	3	3	3
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés	d'une peine criminelle. 34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	id. correctionnelle. 35	21	22	28	17	21	16	18	28	34	26	14	18
	id. de police . . 36	4	3	6	6	7	3	12	7	8	—	3	2
Banqueroute	37	1	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés	d'une peine correctionnelle. 38	7	10	3	8	7	15	8	12	4	6	11	7
	id. de police . . 39	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Recel	40	3	3	2	3	1	7	6	2	4	6	2	1
Incendie frappée	d'une peine criminelle. 41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	id. correctionnelle. 42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés	d'une peine criminelle. 43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	id. correctionnelle. 44	3	7	2	7	1	9	8	3	—	7	—	4
	id. de police . . 45	1	3	4	4	3	3	—	1	3	8	3	3
TOTAUX		188	247	219	266	201	245	190	214	182	206	125	164
		435		485		447		404		388		289	

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	DURANT LE MOIS DE JUILLET.		AOÛT.		SEPTEMBRE.		OCTOBRE.		NOVEMBRE.		DÉCEMBRE.		FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE A MARS.		AVRIL A SEPTEMBRE.		FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée.		TOTAL.		Numéros de la nomenclature.
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	
1		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	6	3	2
Faux en écritures	3	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	9	9	10	19	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	12	5	7	2	2	3	7	—	—	2	4	7	—	—	—	1	2	1	84	54	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés	d'une peine correctionnelle. 7	8	33	8	21	16	27	22	10	25	35	33	44	—	—	—	—	2	2	214	464	7
	id. de police . . 8	11	4	10	6	7	12	11	12	15	10	9	15	—	—	—	—	—	—	124	92	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	2	15	2	5	4	6	4	4	4	3	8	10	—	—	—	—	—	1	49	100	9
Avortement	10	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	9	4	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	2	5	9	11
Destruction ou supposition d'état	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	6	13
Attentats à la pudeur et viols frappés	d'une peine criminelle. 14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	14
	id. correctionnelle. 15	1	2	3	—	1	2	2	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	7	20	21	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	—	—	—	1	—	1	—	2	—	1	—	—	2	—	—	—	5	20	8	17
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés	d'une peine correctionnelle. 18	10	7	8	1	3	4	6	6	4	4	7	9	—	—	—	—	—	—	91	69	18
	id. de police . . 19	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	95	63	19
Adultère et bigamie	20	6	—	1	2	4	3	17	4	7	3	7	3	—	3	—	—	—	—	2	1	20
Meurtre frappé	d'une peine criminelle. 21	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
	id. correctionnelle. 22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées	d'une peine criminelle. 23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
	id. correctionnelle. 24	15	37	10	30	22	40	19	45	20	34	58	77	—	—	—	—	7	4	271	334	24
	id. de police . . 25	33	42	27	24	41	35	75	48	79	49	38	45	—	—	—	—	1	—	592	491	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	1	—	—	—	—	—	—	2	4	27
Calomnies et injures frappées	d'une peine correctionnelle. 28	3	1	—	1	1	6	—	6	2	5	1	4	—	—	—	—	1	1	17	38	28
	id. de police . . 29	8	7	4	1	3	7	11	6	15	4	10	3	—	—	—	—	1	—	93	55	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	33
Vols et maraudages frappés	d'une peine criminelle. 34	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	34
	id. correctionnelle. 35	17	7	35	25	30	25	33	23	34	26	30	45	—	—	4	3	—	—	—	—	35
	id. de police . . 36	2	2	2	3	9	4	15	10	10	4	6	3	—	—	—	—	61	29	359	305	36
Banqueroute	37	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	84	33	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés	d'une peine correctionnelle. 38	15	4	7	10	7	11	15	10	11	11	18	13	1	1	—	3	7	—	10	4	38
	id. de police . . 39	1	—	1	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	110	22	226	135	39
Recel	40	4	4	17	1	23	26	9	3	3	7	6	—	—	1	—	—	—	—	8	1	40
Incendie frappée	d'une peine criminelle. 41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	90	71	41
	id. correctionnelle. 42	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés	d'une peine criminelle. 43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
	id. correctionnelle. 44	1	4	2	4	—	2	2	6	—	3	3	9	—	1	—	—	2	—	21	67	44
	id. de police . . 45	—	—	2	2	4	1	2	3	4	4	4	9	—	1	—	—	—	—	50	46	45
TOTAUX		156	173	146	142	184	216	257	220	270	250	225	304	1	12	5	4	248	99	2,598	2,769	
		329		288		400		486		520		529		13		7		347		5,367		24

XXXIV (suite). — Nombre des infractions individuelles jugées en 1914 et réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises. Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1912 : 941,361 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires.	JANVIER. Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires.	FÉVRIER. Récidivistes.	MARS. Primaires.	MARS. Récidivistes.	AVRIL. Primaires.	AVRIL. Récidivistes.	MAI. Primaires.	MAI. Récidivistes.	JUIN. Primaires.	JUIN. Récidivistes.	JUILLET. Primaires.	JUILLET. Récidivistes.	AOÛT. Primaires.	AOÛT. Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires.	SEPTEMBRE. Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires.	OCTOBRE. Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires.	NOVEMBRE. Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires.	DÉCEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE A MARS. Primaires.	OCTOBRE A MARS. Récidivistes.	AVRIL A SEPTEMBRE. Primaires.	AVRIL A SEPTEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires.	Récidivistes.	TOTAL. Primaires.	TOTAL. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	1	—	—	—	—	—	1	1	1	3	3	—	—	—	1	—	1	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—	2	4	4	2
Faux en écritures	3	—	1	—	1	—	—	1	1	1	3	1	3	—	—	—	1	—	1	2	—	3	3	3	1	—	—	1	—	5	6	14	21	3
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	34	47	5
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	6	5	4	7	12	5	3	3	6	3	1	1	2	5	2	7	5	9	3	1	1	7	3	—	—	—	—	1	—	3	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	229	357	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. d'une peine correctionnelle.	7	12	47	17	58	28	55	15	77	18	55	9	52	21	28	17	27	22	26	20	49	19	58	27	45	—	—	—	—	—	—	126	108	8
id. de police	8	7	3	15	6	17	19	21	15	15	5	7	2	6	9	5	14	7	11	11	7	15	12	6	7	—	—	—	—	1	2	97	181	9
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	9	16	8	18	10	18	10	17	11	15	12	8	2	11	4	15	6	9	11	13	3	21	10	22	—	—	—	—	—	—	11	3	10
Avortement	10	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	3	1	—	—	—	2	1	3	6	21	11
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	3	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2	1	3	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	12
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	8	13
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	1	—	1	1	2	2	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	14
Attentats à la pudeur et viols frappés. d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	45	22	15
id. correctionnelle.	15	3	1	2	4	4	1	3	1	3	1	3	—	4	1	3	3	2	3	6	2	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	3	3	17
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	37	89	102	18
Outrages publics aux bonnes mœurs d'une peine correctionnelle.	18	8	—	1	7	7	10	34	3	2	7	5	12	3	1	3	4	10	9	3	3	3	2	6	3	—	—	—	—	—	—	13	4	19
frappés id. de police	19	—	—	—	—	3	2	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	11	91	114	20
Adultère et bigamie	20	12	15	8	7	3	1	4	9	9	3	3	3	6	8	9	16	8	3	11	15	12	10	6	9	—	—	—	—	—	—	—	—	21
Meurtre frappé d'une peine criminelle.	21	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
id. correctionnelle.	24	33	70	72	108	51	94	61	99	55	71	37	65	31	47	25	51	36	67	37	85	57	81	57	61	—	3	—	—	8	515	926	24
id. de police	25	67	61	112	98	87	69	107	92	80	68	60	55	69	65	58	48	104	97	152	96	110	68	87	78	—	1	—	—	5	—	1,082	894	25
Duel	26	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	3	1	3	—	—	—	1	2	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	1	—	1	—	6	15	27
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	—	—	1	—	1	3	3	1	—	3	—	—	—	1	3	2	3	4	1	6	3	3	2	3	—	—	—	—	1	—	17	30	28
id. de police	29	8	3	15	21	6	3	4	12	3	0	11	12	6	4	11	8	18	14	15	12	13	16	12	8	—	1	—	1	—	—	122	123	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	33
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
id. correctionnelle.	35	36	44	27	35	25	48	24	33	10	38	11	25	27	21	38	30	47	42	51	52	36	55	30	38	—	—	1	2	21	31	395	510	35
id. de police	36	30	57	39	61	36	49	35	38	25	55	15	51	19	39	45	49	56	51	88	85	52	50	55	55	—	2	—	—	1	1	476	626	36
Banqueroute	37	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	6	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	16	21	10	11	12	18	28	20	9	5	8	5	4	5	10	8	10	10	34	15	21	20	10	16	—	1	—	2	66	21	247	181	38
id. de police	39	2	—	—	1	—	2	1	1	2	2	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	6	39
Recel	40	8	6	2	1	8	8	2	6	1	4	2	4	5	4	6	1	3	2	77	25	9	5	5	9	—	5	—	1	9	6	137	85	40
Incendie frappé d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle.	44	8	20	4	18	1	19	5	16	4	16	3	7	2	4	4	7	3	5	14	19	4	12	3	9	—	1	—	—	2	57	155	44
id. de police	45	7	6	16	21	5	10	6	8	1	8	5	8	5	7	6	4	15	5	1	6	19	10	3	15	1	—	—	—	—	—	90	106	45
TOTAUX		270	390	360	488	315	444	376	454	246	376	201	293	215	261	234	293	360	371	559	591	391	432	297	387	1	16	1	9	120	142	3,052	4,803	
		672		848		759		830		622		494		476		547		731		1,040		823		684		17		10		262		8,815		

XXXIV (suite). — Nombre des infractions individuelles jugées en 1914 et réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises.
Communes de moins de 10,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1912 : 4,396,858 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires.	Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires.	Récidivistes.	MARS. Primaires.	Récidivistes.	AVRIL. Primaires.	Récidivistes.	MAI. Primaires.	Récidivistes.	JUIN. Primaires.	Récidivistes.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	1	—	4	—	1	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	—	3	1	3	2	—	—	1	—	1	—
Faux en écritures	3	1	—	3	1	—	1	—	1	1	—	1	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	2	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	18	11	20	14	11	14	10	7	14	15	3	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	45	78	72	157	71	169	61	97	50	69	51	47
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés id. de police	8	58	56	54	56	55	27	49	14	40	15	19	15
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	59	58	58	60	51	77	55	48	29	38	10	24
Avortement	10	—	—	2	2	2	—	—	—	2	1	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	4	3	3	2	3	3	1	1	2	1	3
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	4	2	1	1	—	3	—	1	—	2	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	15	8	3	10	6	3	3	8	6	7	3	17	4
Prostitution ou corruption de la jeunesse.	17	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	16	13	16	13	11	16	14	6	21	10	11	7
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	6	1	4	1	3	3	1	1	—	—	1	—
Adultère et bigamie	20	15	1	9	10	8	7	15	12	6	3	8	6
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	3	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	207	174	222	230	209	241	167	169	167	149	129	151
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	258	112	279	162	201	186	319	141	192	109	141	98
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	4	3	4	6	3	3	1	2	2	2	1	1
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	5	9	15	9	12	12	23	16	3	2	3	8
Calomnies et injures frappées id. de police	29	45	20	75	28	58	17	55	19	31	20	39	21
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	69	75	87	92	86	89	40	87	41	48	40	52
Vols et maraudages frappés id. de police	36	66	51	101	78	72	69	85	78	95	66	55	56
Banqueroute	37	1	1	1	—	1	1	—	1	—	—	1	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	16	18	10	20	33	27	17	10	31	27	27	18
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	4	—	2	3	3	2	—	—	1	—	—	—
Recel	40	10	13	8	3	8	15	6	6	3	6	7	9
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle,	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle.	44	27	28	25	25	30	61	15	35	41	15	7	19
Destructions et dommages frappés id. de police	45	20	19	51	25	49	51	56	18	21	11	15	10
TOTAUX		957	742	1,139	1,006	1,066	1,025	966	788	810	614	577	559
		1,679		2,145		2,091		1,754		1,424		1,136	

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	DURANT LE MOIS DE JUILLET. Primaires.	Récidivistes.	AOÛT. Primaires.	Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires.	Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires.	Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires.	Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires.	Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE-A MARS. Primaires.	Récidivistes.	AVRIL-A SEPTEMBRE. Primaires.	Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires.	Récidivistes.	TOTAL. Primaires.	Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
1		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	14	8	2
Faux en écritures	3	3	2	—	—	1	2	1	3	2	1	1	3	—	—	—	—	15	5	34	21	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	—	9	7	10	10	11	9	10	14	17	15	—	1	—	—	4	—	145	125	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	6	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	1	48	1	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	667	1,159	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés id. de police	8	20	51	56	67	60	121	79	157	91	152	51	100	—	1	—	—	—	—	530	500	8
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	21	16	16	18	31	25	60	54	70	52	35	37	—	1	—	1	1	12	535	519	9
Avortement	10	17	16	28	31	31	56	27	31	55	45	31	31	—	—	—	—	—	—	10	5	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	4	1	—	—	—	—	12	8	29	30	11
Destruction ou supposition d'état	12	2	3	—	1	1	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	22	6	15
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	1	1	—	—	—	—	2	3	4	11	14
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	15	3	—	3	—	2	—	1	3	2	—	1	2	—	—	—	1	14	26	125	94	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse.	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	17	7	7	9	10	3	10	4	6	10	6	3	—	—	—	—	7	20	175	147	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	25	15	19
Adultère et bigamie	20	15	7	7	3	9	14	16	16	18	10	7	8	—	—	—	—	—	—	100	87	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	1	2	1	—	—	—	3	2	2	2	4	5	—	—	—	—	—	—	4	7	21
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	4	2	8	7	3	7	9	5	5	9	12	8	—	3	—	—	—	—	7	10	22
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	1	1	2	3	1	1	—	—	—	—	—	—	4	5	23
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25
Duel	26	100	109	49	176	201	195	202	216	202	226	169	219	—	—	—	1	7	19	2,134	2,510	24
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	151	80	141	87	242	160	319	174	331	181	258	157	—	2	—	1	2	5	2,890	1,658	25
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Calomnies et injures frappées id. de police	29	5	5	1	—	11	9	2	5	8	3	4	5	—	—	—	1	1	—	48	41	27
Violation de sépulture	30	6	10	11	11	18	7	12	20	9	16	9	9	—	—	—	—	6	3	154	151	28
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	20	11	15	17	25	26	64	26	52	25	31	18	—	8	—	2	6	2	555	266	29
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés id. de police	36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Banqueroute	37	59	48	97	77	119	88	119	126	121	115	72	102	—	3	—	16	97	75	1,050	1,091	35
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	66	41	75	51	141	98	205	106	165	121	46	70	—	1	—	—	7	4	1,175	898	36
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	4	—	—	16	3	27	15	37
Recel	40	14	11	15	14	32	30	32	26	40	41	30	32	—	16	—	9	171	16	559	565	38
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	2	—	—	—	1	2	—	1	—	4	2	—	2	—	—	5	5	20	15	39
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	27	15	18	6	18	9	11	15	18	16	8	11	1	2	—	2	11	56	156	162	40
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle,	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	41
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle.	44	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	7	5	42
Destructions et dommages frappés id. de police	45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	4	288	590	44
TOTAUX		18	50	12	24	21	58	28	41	46	55	25	50	—	5	—	—	1	—	526	240	45
		18	18	14	7	25	10	22	20	52	28	58	28	—	—	—	—	—	—	—	—	
		570	405	671	621	1,051	891	1,245	1,050	1,294	1,069	895	895	1	47	—	37	450	294	11,630	10,136	
		1,065		1,295		1,922		2,295		2,363		1,788		48		37		724		21,766		

XXXIV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger, par les condamnés primaires.

Récapitulation des quatre tableaux précédents. (*Infractions commises par les* primaires.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ. DURANT LES MOIS DE											DÉTERMINÉ.					FAITS COMMIS		Total.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée.	Total.	en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre le sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	1	1	4	2	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	11	2	—	13	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteintte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	3	9	6	2	5	2	3	—	2	4	3	7	—	—	1	47	—	—	47	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	14	20	9	6	16	8	19	9	6	11	11	8	—	—	66	220	2	1	210	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment.	4	3	3	1	3	—	3	2	—	—	1	2	—	—	—	—	20	—	—	20	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	5	62	46	48	42	57	55	52	52	26	46	52	53	—	—	20	531	3	2	536	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	1	1	1	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	52	60	—	1	61	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	139	107	152	127	137	87	98	121	149	216	231	163	—	—	3	1,792	—	5	1,797	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	75	124	103	107	72	42	51	41	97	123	133	83	—	—	—	1,065	—	—	1,065	8	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	63	68	55	57	56	58	51	41	46	47	54	65	—	—	4	623	2	2	627	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement.	10	3	2	2	1	6	—	2	—	2	3	—	9	—	—	1	33	—	—	33	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	4	5	6	4	3	1	4	1	5	4	4	1	—	—	18	60	—	—	60	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état.	12	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	3	3	2	4	3	3	8	3	1	3	4	7	—	—	4	56	—	—	56	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.	14	1	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	2	6	—	—	6	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	21	14	15	17	23	23	30	20	15	21	10	15	—	—	24	250	—	2	252	15	Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	4	1	—	3	1	3	—	1	1	2	1	—	—	15	34	—	—	34	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	45	51	29	38	46	25	43	33	35	47	42	28	—	—	41	499	—	—	499	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	6	3	9	3	3	1	3	2	1	11	3	3	—	—	—	50	—	—	50	19	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.
Adultère et bigamie	20	83	66	58	42	31	38	41	41	46	69	57	55	—	—	14	639	1	—	640	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle.	21	3	—	1	1	1	—	2	—	2	1	2	1	—	—	—	14	—	—	14	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	4	—	—	4	22	Meurtre frappé — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.	24	305	389	359	285	270	229	200	216	324	317	345	300	—	—	16	3,589	2	13	3,604	24	Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	407	520	401	356	366	289	279	279	469	610	651	435	—	—	8	5,360	2	—	5,362	25	Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.
Duel.	26	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	4	6	3	3	4	3	5	2	11	2	10	4	—	—	3	62	—	—	62	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.	28	9	20	15	28	10	3	14	15	25	15	18	24	—	—	7	205	—	2	207	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées. — id. de police	29	71	97	93	72	49	63	58	35	63	108	99	82	—	—	9	881	—	—	881	29	Calomnies et injures frappées — id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.
Violation du secret professionnel.	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Violation du secret professionnel.
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	33	Id. du secret des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—	—	3	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	284	267	230	159	195	151	209	207	323	404	362	200	—	4	306	3,492	20	5	3,517	35	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	108	151	126	158	129	84	98	154	228	374	246	97	—	—	9	1,940	2	—	1,942	36	Vols et maraudages frappés — id. de police.
Banqueroute	37	6	4	3	—	4	3	7	1	—	—	—	1	—	—	30	65	—	1	66	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	122	99	101	85	90	96	79	95	84	110	119	121	1	—	431	1,661	13	2	1,676	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	8	4	4	2	3	1	2	2	4	10	3	4	—	—	3	52	—	—	52	39	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.
Recel	40	27	28	26	24	15	22	17	73	59	125	45	36	1	—	82	610	3	3	616	40	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
Incendie frappé — id. correctionnelle.	42	—	7	—	—	2	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	12	—	—	12	42	Incendie frappé — id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.	44	43	53	39	29	17	10	21	25	20	55	54	37	—	—	2	419	—	—	419	44	Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	56	59	60	48	53	28	27	51	47	54	61	58	1	—	2	531	—	—	531	45	Destructions et dommages frappés — id. de police.
Totaux.		1,967	2,254	2,068	1,908	1,690	1,301	1,400	1,605	2,098	2,806	2,609	1,991	3	4	1,179	24,883	56	39	24,978		Totaux.

XXXIV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger, par les condamnés récidivistes.

Récapitulation des quatre tableaux précédents. (Infractions commises par les récidivistes.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ. DURANT LES MOIS DE																	FAITS COMMIS		TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL.		en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17		18	19	20		21
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	4		—	—	4	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	1	4	—	1	—	1	2	—	8	1	5	—	—	5	27		—	—	27	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	7	7	7	7	16	14	5	8	9	15	8	11	3	—	35	150		5	—	155	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	4	1	—	—	1	1	1	—	—	1	—	1	—	—	2	12		—	—	12	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	46	35	44	28	38	31	25	15	28	20	36	36	1	1	6	390		1	—	391	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1		—	—	1	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	284	375	334	315	270	252	256	235	307	378	386	319	5	—	15	3,705		4	1	3,710	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	54	71	68	59	32	29	36	49	55	68	69	75	1	—	—	636		—	—	636	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	128	115	135	99	95	57	70	60	75	84	95	102	1	1	21	1,134		4	—	1,138	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	1	2	—	—	1	—	—	—	—	2	—	4	—	—	4	14		—	—	14	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	7	6	4	2	6	6	4	4	6	4	2	3	—	2	25	81		—	1	82	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	4	4	1	2	3	—	3	3	—	1	2	2	—	—	5	30		—	—	30	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	2	—	2	—	3	—	2	—	—	3	12		—	—	12	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	8	15	15	14	15	8	12	14	15	9	14	8	3	2	38	186		—	—	186	15	id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	1	1	—	4	1	—	—	3	1	—	—	2	—	7	20		—	—	20	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	28	36	38	17	27	36	27	17	42	40	26	31	1	1	72	439		5	—	444	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	2	1	0	2	—	1	2	1	2	2	2	3	—	—	—	27		—	—	27	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	47	30	31	47	31	36	30	41	39	39	35	45	10	2	46	548		2	1	551	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	1	3	—	1	—	—	1	1	2	1	3	1	—	—	—	16		—	—	16	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	3		—	—	3	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.	24	394	316	189	396	381	365	324	366	421	482	470	475	3	1	35	5,116		3	11	5,130	24	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	236	367	358	316	245	214	216	188	337	382	335	305	4	2	7	3,532		—	—	3,532	25	id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	7	13	6	4	4	2	8	2	10	7	9	7	—	1	—	80		—	—	80	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	15	13	25	25	12	16	15	19	10	40	27	19	—	1	8	254		—	—	254	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	34	61	34	37	38	45	27	30	33	33	32	34	11	3	4	523		—	—	523	29	id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	30	Violation de sépulture.
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	31	Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	32	Violation du secret professionnel.
Id. du secret des lettres	33	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	2		—	—	2	33	Id. du secret des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	273	268	269	235	226	219	167	252	276	396	324	332	12	21	183	3,453		16	9	3,478	35	id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	118	152	128	125	124	109	80	115	161	208	179	117	2	—	6	1,628		—	—	1,628	36	id. de police.
Banqueroute	37	3	—	4	3	—	—	—	—	—	—	1	2	4	—	8	25		3	—	28	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	110	85	105	79	125	77	61	81	97	102	133	93	22	17	193	1,384		17	4	1,405	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	1	3	1	2	3	—	2	—	4	4	—	2	2	—	3	32		—	—	32	39	id. de police.
Recel	40	33	20	42	22	26	22	27	28	39	63	43	37	9	4	96	533		3	3	541	40	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1		—	—	1	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
Incendie frappé — id. correctionnelle.	42	—	1	1	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	5		—	—	5	42	id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.	44	69	59	102	57	47	41	44	45	58	80	60	66	1	2	6	737		—	—	737	44	id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	33	34	49	29	34	24	27	16	24	41	47	33	4	—	—	440		—	—	440	45	id. de police.
TOTAUX		1,972	2,340	2,290	1,901	1,793	1,585	1,456	1,594	2,104	2,540	2,402	2,213	101	61	828	25,180		63	30	25,273		TOTAUX.

XXXIV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger, par les condamnés primaires et récidivistes réunis.

Récapitulation des tableaux précédents. (Infractions commises par les primaires et les récidivistes réunis.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ. DURANT LES MOIS DE															FAITS COMMIS		TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre	À une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL.	en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	1	1	4	2	—	2	1	1	1	—	2	—	—	—	—	15	2	—	17	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politique garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	4	10	10	2	6	2	4	2	2	12	4	12	—	—	4	74	—	—	74	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	31	27	16	15	31	22	22	17	15	24	19	19	5	—	65	363	6	1	363	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	7	4	1	3	1	6	3	—	—	2	2	1	—	—	2	32	—	—	32	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	108	81	92	70	95	66	57	47	54	66	68	89	1	1	26	921	4	2	927	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	1	1	1	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	55	61	—	1	62	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle.	7	425	512	486	442	407	349	334	374	456	394	417	484	5	—	16	5,497	4	6	5,507	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine correctionnelle.
— id. de police	8	129	195	175	146	94	71	90	95	152	193	204	160	1	—	—	1,701	—	—	1,701	8	— id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	191	181	188	156	151	95	101	101	119	151	149	167	1	1	25	1,757	6	2	1,765	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	4	4	2	1	7	—	2	—	2	7	—	15	—	—	5	47	—	—	47	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	11	11	10	6	9	7	8	5	11	8	6	6	—	2	41	141	—	1	142	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	9	7	3	6	8	5	11	8	1	4	6	9	—	—	9	86	—	—	86	13	Enlèvements de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	1	—	—	—	—	3	—	2	1	4	—	2	—	—	3	18	—	—	18	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
— id. correctionnelle.	15	20	29	28	31	36	35	42	54	50	30	24	25	3	2	62	436	—	2	438	15	— id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	3	2	—	7	2	3	—	4	2	2	1	2	—	22	54	—	—	54	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	71	67	67	75	75	61	70	50	75	87	68	59	1	1	115	938	5	—	943	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
— id. de police	19	8	6	18	3	3	2	5	3	3	15	3	6	—	—	—	77	—	—	77	19	— id. de police.
Adultère et bigamie	20	152	116	90	89	62	74	71	82	85	108	110	96	10	2	60	1,187	3	1	1,191	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	4	3	1	2	1	—	3	1	4	2	7	2	—	—	—	30	—	—	30	21	Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.
— id. correctionnelle.	22	—	1	—	—	1	—	—	2	—	1	1	1	—	—	—	7	—	—	7	22	— id. correctionnelle.
— d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	— d'une peine criminelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.	24	699	905	848	681	657	592	524	612	745	709	813	775	3	1	51	8,705	5	24	8,734	24	Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.
— id. de police	25	665	887	829	872	611	505	495	467	806	992	1,006	740	4	2	15	8,892	2	—	8,894	25	— id. de police.
Duel	26	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	11	19	9	9	8	5	13	4	21	9	19	11	—	1	3	142	—	—	142	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	24	55	38	55	22	21	20	34	44	55	45	45	—	1	15	459	—	2	461	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
— id. de police	29	105	161	151	109	87	106	65	65	118	165	151	116	11	3	15	1,404	—	—	1,404	29	— id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Violation du secret professionnel.
Id. du secret des lettres	33	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	3	—	—	3	33	Id. du secret des lettres.
— d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—	—	3	34	— d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	550	535	508	504	421	370	376	529	599	800	686	642	12	25	489	6,945	36	14	6,995	35	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.
— id. de police	36	226	305	251	261	255	193	182	269	389	582	425	214	2	—	15	3,568	2	—	3,570	36	— id. de police.
Banqueroute	37	9	4	7	3	4	5	7	1	—	—	1	3	4	—	11	90	3	1	94	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	252	181	200	161	213	175	140	174	181	242	251	216	25	17	626	3,045	30	6	3,081	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.
— id. de police	39	9	9	8	4	8	4	4	2	8	11	3	6	2	—	6	84	—	—	84	39	— id. de police.
Recel	40	62	48	68	46	41	44	74	101	118	188	88	73	10	4	178	1,143	8	6	1,157	40	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
— id. correctionnelle.	42	—	8	1	—	2	—	—	1	1	3	—	1	—	—	—	17	—	—	17	42	— id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés. — d'une peine criminelle.
— id. correctionnelle.	44	112	92	141	86	91	51	65	70	84	135	114	105	1	2	8	1,156	—	—	1,156	44	— id. correctionnelle.
— id. de police	45	71	115	115	77	67	52	54	47	71	76	108	111	5	—	2	971	—	—	971	45	— id. de police.
TOTAUX		3,939	4,594	4,358	3,809	3,483	2,886	2,856	3,199	4,202	5,346	5,011	4,204	104	65	2,007	50,063	119	69	50,251		TOTAUX.

XXXV. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé — et des infractions commises à l'étranger pendant l'année 1911.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros des lois de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS DES communes agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus. Total.	communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants. Total.	communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants. Total.	communes de moins de 10,000 habitants. Total.	FAITS COMMIS en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé. Total.	FAITS COMMIS à l'étranger. Total.	TOTAL.
1	2	5	8	11	14	17	18	19
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	2	8	18	30	—	30
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2 à 4	27	9	37	10	55	—	55
Faux en écritures	5	246	59	4	80	454	21	454
Faux témoignage et faux serment	6	7	7	4	2	20	—	20
Usurpation de fonctions, de titres ou de noms	7	485	171	132	354	1,161	1	1,161
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	8	3	1	2	6	13	—	13
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers	9 à 12	2,687	1,098	1,302	2,758	7,857	—	7,857
Crimes et délits contre la sûreté publique	13	693	310	425	1,281	2,709	—	2,709
Avortement	14	432	286	479	1,495	2,694	—	2,694
Exposition ou délaissement d'enfants	15	18	12	19	17	67	—	67
Destruction ou suppositions d'état	16	8	3	9	17	37	—	37
Enlèvement de mineurs	17	1	—	3	4	8	3	8
Attentats à la pudeur et viols, frappés	18 à 20	6	1	2	4	14	—	14
Prostitution ou corruption de la jeunesse	21	76	58	103	355	592	2	592
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés	22	14	15	3	7	39	—	39
Adultère et bigamie	23	322	166	217	427	1,132	—	1,138
Meurtre, frappé	24 à 26	45	36	35	79	195	—	195
Lésions corporelles volontaires, frappées	27 à 29	649	156	217	230	1,252	3	1,255
Duel	30	2	3	11	18	34	2	36
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	31 à 34	1	2	—	1	4	—	4
Calomnies et injures, frappées	35 à 37	2,085	1,550	2,464	7,242	13,367	12	13,367
Violation de sépulture	38	2,127	1,617	2,882	7,610	14,278	—	14,278
Violation du secret professionnel	39	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	40	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages, frappés	41 à 52	11	15	33	134	193	—	193
Banqueroute	53	106	66	103	403	681	—	681
Abus de confiance, escroqueries, tromperies, frappés	54 à 57	407	239	420	1,334	2,401	—	2,401
Recel	58 à 60	—	—	—	—	—	—	—
Incendie, frappé	61 à 63	—	—	—	4	6	—	6
Destructions et dommages, frappés	64 à 66	—	1	1	—	2	—	2
	67 à 70	2,700	899	2,115	2,323	7,148	14	7,148
	71	80	31	1,122	3,109	4,455	—	4,455
	72	43	522	475	50	3,640	21	3,640
	73	1,525	14	29	973	115	2	115
	74	21	101	159	49	1,048	2	1,048
	75	355	—	—	385	4	—	4
	76	—	—	1	3	16	—	16
	77	5	—	—	10	—	—	—
	78	—	—	—	—	1	—	1
	79	199	141	350	821	1,811	—	1,811
	80	156	171	341	881	1,549	—	1,549
		15,546	7,947	12,533	32,584	69,051	93	69,051

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros des lois de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS DES communes agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus. Prémaires.	Récidivistes.	communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants. Prémaires.	Récidivistes.	communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants. Prémaires.	Récidivistes.	communes de moins de 10,000 habitants. Prémaires.	Récidivistes.	FAITS COMMIS en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé. Prémaires.	Récidivistes.	FAITS COMMIS à l'étranger. Prémaires.	Récidivistes.	TOTAL.
1	2	3	4	6	7	9	10	12	13	15	16	17	18	19
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	4	1	—	2	6	2	15	3	—	—	—	—	30
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2 à 4	23	4	4	5	17	9	7	3	—	—	—	—	55
Faux en écritures	5	173	15	20	3	45	10	40	54	2	19	—	2	454
Faux témoignage et faux serment	6	4	1	1	1	1	1	2	—	—	6	—	—	20
Usurpation de fonctions, de titres ou de noms	7	265	100	56	16	76	18	192	162	12	6	1	—	1,161
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	8	—	3	—	1	—	2	—	1	—	—	—	—	13
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers	9 à 12	1,778	909	165	85	918	384	1,302	1,235	2	7	—	—	7,857
Crimes et délits contre la sûreté publique	13	250	165	192	103	425	355	1,281	998	81	17	—	—	2,709
Avortement	14	207	153	207	50	479	183	1,495	870	21	9	—	—	2,694
Exposition ou délaissement d'enfants	15	4	14	5	5	19	14	17	4	1	1	—	—	67
Destruction ou suppositions d'état	16	4	1	4	1	9	2	17	7	1	1	—	—	37
Enlèvement de mineurs	17	1	—	1	—	3	—	4	1	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols, frappés	18 à 20	58	38	31	32	103	58	355	148	3	2	1	—	599
Prostitution ou corruption de la jeunesse	21	76	28	51	15	3	2	7	23	6	2	—	—	39
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés	22	14	10	15	10	217	118	427	212	79	6	—	—	1,138
Adultère et bigamie	23	322	107	217	99	35	25	79	28	230	15	1	—	1,195
Meurtre, frappé	24 à 26	45	27	35	10	217	104	230	90	18	3	—	—	1,425
Lésions corporelles volontaires, frappées	27 à 29	649	78	217	115	11	7	18	12	1	—	—	—	36
Duel	30	2	1	—	4	—	—	1	—	—	—	—	—	2
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	31 à 34	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4
Calomnies et injures, frappées	35 à 37	2,085	978	2,464	1,513	2,464	951	7,242	5,824	12	6	12	1	13,367
Violation de sépulture	38	2,127	1,550	2,882	1,906	2,882	1,076	7,610	2,788	2	1	—	—	14,278
Violation du secret professionnel	39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages, frappés	41 à 52	11	4	33	21	134	70	403	210	1	1	—	—	193
Banqueroute	53	106	55	103	61	420	240	1,334	655	1	1	—	—	681
Abus de confiance, escroqueries, tromperies, frappés	54 à 57	407	150	420	180	1	1	1	1	—	—	—	—	2,401
Recel	58 à 60	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Incendie, frappé	61 à 63	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	—	—	6
Destructions et dommages, frappés	64 à 66	—	—	1	—	2	2	1	1	—	—	—	—	5
	67 à 70	2,700	426	2,115	491	1,115	354	2,323	1,307	58	14	6	14	7,148
	71	80	155	1,122	648	1,122	474	3,109	1,544	12	—	—	—	4,455
	72	43	111	475	244	18	6	50	488	4	4	10	21	3,640
	73	1,525	552	29	16	475	251	973	515	81	10	4	2	115
	74	21	14	159	15	29	9	49	353	21	2	1	—	1,048
	75	355	60	101	67	159	92	385	172	93	55	4	2	4
	76	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	16
	77	5	—	—	—	—	—	10	7	—	—	—	—	—
	78	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1
	79	199	155	350	250	821	551	2,323	1,307	57	14	6	14	1,811
	80	156	133	341	174	881	574	2,401	1,544	58	4	10	21	1,549
		8,242	4,212	7,947	6,689	12,533	5,375	32,584	15,375	430	217	31	53	69,051

XXXVI. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1914, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines DE :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAUX.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit :														
100,000 habitants ou plus	62	79	77	59	58	51	45	24	37	70	94	61	4	719
25,000 à moins de 100,000 habitants	39	51	50	28	51	22	16	15	11	30	59	37	—	552
10,000 à moins de 25,000 habitants	42	64	77	56	48	31	31	21	34	55	59	40	2	569
Moins de 10,000 habitants	108	137	124	79	85	36	39	37	77	99	145	117	—	1,079
TOTAUX	251	334	309	222	220	140	129	97	159	254	335	264	6	2,719
Faits d'ivresse commis isolément :														
100,000 habitants ou plus	371	405	455	379	337	257	117	48	224	311	342	377	2	3,641
25,000 à moins de 100,000 habitants	166	204	173	142	92	75	55	31	112	151	198	155	—	1,557
10,000 à moins de 25,000 habitants	111	225	228	198	155	152	87	34	66	111	142	158	1	1,649
Moins de 10,000 habitants	188	305	329	254	220	165	114	41	85	128	231	244	1	2,306
TOTAUX	839	1,135	1,183	973	822	629	373	160	487	701	913	934	4	9,153
Total des deux catégories ci-dessus :														
100,000 habitants ou plus	433	484	532	438	395	308	162	72	261	381	436	438	6	4,360
25,000 à moins de 100,000 habitants	205	255	223	170	143	97	71	46	123	181	257	192	—	1,909
10,000 à moins de 25,000 habitants	153	289	305	254	203	183	118	55	100	166	201	207	3	2,218
Moins de 10,000 habitants	296	442	453	333	305	201	153	78	162	227	376	361	1	3,385
TOTAUX	1,090	1,469	1,491	1,195	1,042	769	502	257	646	955	1,248	1,198	10	11,872

XXXVI (suite). — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année 1913 où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines DE :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAUX.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit :														
100,000 habitants ou plus	111	84	102	101	126	115	100	98	87	75	90	69	—	1,157
25,000 à moins de 100,000 habitants.	57	45	59	59	50	56	57	65	39	45	45	37	—	612
10,000 à moins de 25,000 habitants.	87	80	112	75	96	84	97	85	91	85	61	49	1	999
Moins de 10,000 habitants.	133	166	203	182	147	173	148	177	199	145	145	117	—	1,933
TOTAUX.	388	375	476	415	419	428	402	413	416	342	341	265	1	4,681
Faits d'ivresse commis isolément :														
100,000 habitants ou plus	312	442	526	490	552	509	580	490	452	452	420	377	2	5,579
25,000 à moins de 100,000 habitants.	245	229	318	262	255	212	198	214	215	198	197	150	—	2,695
10,000 à moins de 25,000 habitants.	252	257	280	229	249	260	255	241	251	221	170	162	1	2,786
Moins de 10,000 habitants.	541	514	584	469	577	565	404	342	450	356	304	247	1	4,332
TOTAUX.	1,328	1,242	1,508	1,459	1,411	1,344	1,241	1,287	1,348	1,187	1,091	942	4	15,392
Total des 2 catégories :														
100,000 habitants ou plus	425	526	628	600	658	624	486	576	559	505	510	459	2	6,716
25,000 à moins de 100,000 habitants.	300	274	377	321	305	268	255	279	254	241	242	195	—	3,307
10,000 à moins de 25,000 habitants.	340	337	392	302	345	344	350	326	322	301	251	211	2	3,785
Moins de 10,000 habitants.	474	480	587	651	521	556	552	519	649	479	449	364	1	6,265
TOTAUX.	1,716	1,617	1,984	1,874	1,830	1,772	1,643	1,700	1,764	1,529	1,432	1,207	5	20,073

XXXVII. — Table de décompte. — Relevé (par groupes d'importance numérique) des *condamnations individuelles* dont le décompte (1) a permis d'établir la statistique des individus *condamnés* pendant l'année 1914.

NATURE des INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES deuxièmes condamnations.		troisièmes condamnations.		quatrièmes condamnations.		cinquièmes condamnations.		sixièmes condamnations.		septièmes condamnations.		huitièmes condamnations.		NOMBRE TOTAL des condamnations.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
Faux en écritures	3	13	1	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	1
Id. témoignage et faux serment	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	32	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	264	31	25	3	7	—	2	—	—	—	—	1	—	—	298	35
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine de police	8	70	5	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	74	6
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	103	7	14	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	120	7
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	6	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	7	3
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine correctionnelle	15	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	19	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	3
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine de police	19	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1
Adultère et bigamie	20	58	17	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	18
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — d'une peine correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	422	32	69	3	9	—	3	—	1	—	—	—	—	—	504	35
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine de police	25	332	108	52	3	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	371	114
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	9	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	11	4	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	6
Calomnies et injures frappées — d'une peine de police	29	37	38	2	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	41	38
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	35	236	56	68	15	14	3	3	3	1	8	1	2	1	2	344	93
Vols et maraudages frappés — d'une peine de police	36	82	228	10	71	1	20	1	18	—	6	—	4	—	1	94	357
Banqueroute	37	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	107	19	18	1	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	130	21
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine de police	39	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3
Recel	40	33	8	7	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	9
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — d'une peine correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	65	1	8	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	72	1
Destructions et dommages frappés — d'une peine de police	45	63	10	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66	10
TOTAUX.		1,986	573	275	105	45	36	14	23	4	14	1	7	2	3	2,327	761

(1) Voir page 160 paragraphe : « Rédaction des tableaux » alin. 1 et 2.

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

1913-1914

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Rédaction des tableaux. — La statistique de la justice civile et commerciale est dressée à l'aide de tableaux envoyés au Département de la Justice à la fin de chaque année judiciaire par les greffiers des tribunaux (l'année judiciaire va du 1er août au 31 juillet). Ces fonctionnaires puisent les éléments de ces tableaux dans des registres statistiques divisés en colonnes correspondant aux catégories de renseignements qui doivent figurer aux tableaux.

Dans les greffes civils de première instance, le registre des jugements est rempli d'après des bulletins statistiques que les magistrats sont invités à transmettre au greffier dès que le jugement est rédigé. Ces bulletins renferment toutes les données qui doivent être transcrites dans ce registre.

La statistique des divorces et celle des faillites sont faites à l'aide de listes nominatives.

La statistique civile et commerciale est dressée par année judiciaire. L'année judiciaire commence le 1er août et finit le 31 juillet suivant.

Dans les tableaux suivants les chiffres qui concernent les actes notariés (tableau XXXVIII) et ceux qui concernent les actes de sociétés (tableau I.) sont les seuls qui se rapportent à l'année civile.

1° JUSTICES DE PAIX

COMPÉTENCE

Les arrondissements judiciaires du royaume sont divisés en 222 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprend 83, celui de Gand 65, celui de Liége, 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une double mission; ils agissent : 1° comme juges; 2° comme officiers publics.

Les résultats obtenus à ce double point de vue sont consignés dans le tableau XXXVIII.

Les juges de paix remplissaient une troisième mission : celle de conciliateurs.

Mais une loi du 12 août 1911 a supprimé le préliminaire de conciliation. En vertu de cette loi les dispositions concernant le préliminaire de conciliation n'ont pu être appliquées qu'aux affaires introduites avant le jour où la dite loi est devenue obligatoire (article unique de la loi du 12 août 1911, portant suppression du préliminaire de conciliation, publiée au *Moniteur* du 19 août 1911).

Juridiction contentieuse.

Une loi du 12 août 1911 (publiée au *Moniteur* du 13 septembre 1911) a étendu la compétence du juge de paix. Cette compétence est actuellement déterminée comme suit.

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort, jusqu'à la valeur de 600 francs. Ils connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, et, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire fondées sur les articles 212 et 214 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce. (Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 de la loi du 25 mars 1876, dépasse ou ne dépasse pas 100 francs). Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de certaines actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 (modifié par l'article 3 de la loi précitée du 12 août 1911), et de quelques autres qui y ont été ajoutées par les lois du 7 octobre 1886 (Code rural, art. 8 et 21), du 14 août 1887 (art. 19), du 24 décembre 1896.

Le juge de paix du canton où un accident du travail s'est produit est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers ou à leurs ayants droit, ..., ainsi que des demandes en révision de ces indemnités; il statue, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (Loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, art. 26.)

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Juridiction gracieuse.

Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, de constater l'accord des parties relativement aux indemnités à allouer en matière d'accidents du travail, etc.

Notariat.

Le notariat est encore régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803).

Le nombre des notaires, leur placement et résidence sont déterminés par le gouvernement de manière que : 1° dans les villes de 100,000 habitants et au-dessus, il y ait un notaire au plus par 6,000 habitants; 2° dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait deux notaires au moins ou cinq au plus par canton de justice de paix. Parfois, en raison de lois spéciales ou en conséquence de remaniements de circonscriptions cantonales, le nombre des notaires est plus élevé que ne le comporte l'application de l'article 31 de la loi du 25 ventôse an XI.

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, le nombre des notaires est de 488, dans celui de Gand, de 335, et dans celui de Liége, de 308; soit pour les 222 cantons de justice de paix, un total de 1,131 notaires.

JUSTICE DE PAIX

XXXVIII. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1913-1914. — *Actes notariés.* (*Année 1914.*)

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite comme.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite comme.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite comme.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles 1er canton	178	499	759	16	1,432	774	11	—	735	952	1,265	45	171	55	10	1	4	48	12	518	9	111	12,362	3,154,855 70
Id. 2e id.	267	509	751	6	1,533	856	17	—	853	1,103	1,283	157	156	58	21	—	10	52	27	559	9	91		
Id. 3e id.	212	984	1,265	10	2,471	814	55	—	847	1,026	2,292	92	205	29	44	—	11	76	15	1,457	56	122		
Anderlecht	91	581	205	11	688	892	72	—	964	983	669	86	225	3	18	—	7	16	18	1,284	1	173	1,272	223,889 91
Assche	26	56	5	1	86	669	—	—	669	695	60	16	116	6	20	1	2	85	15	121	5	101	1,101	50,220 00
Hal	20	185	16	—	219	502	19	—	521	522	218	49	149	7	56	—	2	65	25	847	24	105	1 203	91,692 82
Ixelles 1er canton	85	388	117	3	593	557	—	—	557	640	510	164	201	41	19	2	17	112	17	564	51	210	1,702	272,956 51
Id. 2e id.	97	575	439	14	1,143	715	51	—	746	812	1,077	66	129	18	17	—	7	70	19	262	15	156		
Laeken	109	293	155	2	539	1,679	16	—	1,695	1,788	446	161	178	17	16	—	9	86	10	655	11	117	1,316	242,085 55
Lennick-Saint-Quentin	75	78	18	1	170	506	1	—	507	579	98	42	89	3	14	—	—	48	11	112	3	113	1,092	54,588 75
Molenbeek-Saint-Jean	62	291	156	5	499	1,417	—	—	1,417	1,479	432	111	242	20	11	—	4	117	10	1,559	52	268	1,242	165,405 70
Saint-Gilles	129	429	562	2	1,122	1,161	1	—	1,162	1,290	994	85	185	30	17	4	116	118	28	600	13	96	1,666	363,389 47
Saint-Josse-ten-Noode	205	529	269	6	1,007	2,255	2	—	2,255	2,456	806	125	225	58	24	1	15	164	27	560	21	136	1,980	652,577 50
Schaerbeek 1er canton	114	185	256	9	864	496	16	—	512	610	766	89	221	21	27	—	25	141	—	890	6	160	2,969	516,775 29
Id. 2e id.	68	271	128	4	471	912	18	—	930	980	421	62	107	22	10	—	6	75	10	1,210	9	74		
Uccle	167	565	164	15	709	1,577	21	—	1,598	1,544	563	51	224	16	21	—	17	59	19	1,256	20	200	941	108,447 58
Vilvorde	26	89	17	1	133	718	11	—	729	744	118	57	124	1	14	—	10	78	16	585	21	79	909	74,575 72
Wolverthem	19	45	7	—	69	106	5	—	111	125	55	24	114	1	12	—	3	68	5	133	5	142	747	45,020 57
TOTAUX. . .	1,944	6,446	5,247	106	13,743	16,384	274	—	16,658	18,328	12,073	1,443	2,989	368	354	9	265	1,478	280	12,962	285	2,548	30,532	6,288,315 05
Louvain, 1er canton(1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,025	238,986 45
Id. 2e id.	57	88	70	—	215	527	7	—	534	584	165	32	184	5	(1)	1	5	118	(1)	206	6	151		
Aerschot	12	26	1	—	39	(1)	(1)	(1)	(1)	12	27	5	65	—	11	—	2	—	(1)	9	(1)	85	786	35,654 62
Diest	10	45	15	—	77	347	2	—	349	366	60	11	75	—	12	—	1	65	7	147	4	50	693	45,607 85
Glabbeek	5	20	5	—	26	278	—	—	278	281	23	15	45	1	12	—	—	15	15	16	—	25	306	15,110 51
Haecht	56	55	9	2	82	205	1	—	206	301	47	15	76	—	(1)	—	—	57	(1)	118	—	27	427	25,256 61
Léau	14	17	6	—	37	288	—	—	288	302	23	7	54	2	7	—	—	29	9	41	2	74	293	15,445 27
Tirlemont	50	52	24	—	106	1,074	9	—	1,083	1,104	85	42	105	4	19	—	8	81	10	559	4	81	1,395	104,880 18
TOTAUX. . .	171	283	126	2	582	2,779	19	—	2,798	2,950	430	125	598	12	61	1	14	343	57	1,067	16	451	6,925	504,941 45
Nivelles	52	171	105	2	308	1,652	16	—	1,688	1,664	332	87	168	9	56	—	20	9	22	3,147	48	518	1,879	170,540 18
Genappe	16	49	52	1	98	440	5	—	443	456	85	14	68	1	26	—	4	89	28	240	8	152	1,008	48,605 95
Jodoigne	19	45	11	4	79	342	8	—	350	361	68	15	90	5	22	—	4	48	26	207	2	51	1,316	67,672 96
Perwez	18	15	27	—	88	352	1	—	353	370	71	23	51	—	17	—	3	71	10	116	4	152	659	47,770 07
Wavre	41	128	52	1	222	—	5	—	5	41	186	72	150	6	—	—	4	126	10	517	8	182	1,442	102,510 29
TOTAUX. . .	126	436	225	8	795	2,766	73	—	2,839	2,892	742	209	539	19	101	—	35	346	96	4,057	70	865	6,304	436,906 45
Anvers, 1er canton	184	568	188	6	746	559	64	—	603	723	626	92	205	11	51	—	12	99	19	4,451	56	211		
Id. 2e id.	152	469	586	1	1,211	1,033	17	—	1,072	1,207	1,076	164	212	27	50	—	14	150	18	1,155	26	70	9,216	2,685,611 06
Id. 3e id.	130	460	515	12	947	950	46	—	976	1,060	863	107	179	5	25	—	8	107	15	2,572	55	209		
Id. 4e id.	77	265	266	1	609	—	19	—	19	77	551	101	142	1	22	—	7	67	11	4,875	50	170		
Berchem	63	141	71	5	281	555	6	—	539	596	121	38	84	—	15	1	4	66	8	309	5	100	620	99,751 57
Boom	15	80	21	5	117	670	17	—	687	683	224	24	110	—	10	—	15	49	8	1,591	12	77	503	56,865 26
Borgerhout	105	301	191	8	608	1,370	20	—	1,390	1,475	523	93	245	1	27	—	11	125	4	1,404	15	207	1,019	185,724 71
Brecht	3	17	—	—	20	25	—	—	23	26	17	3	15	1	15	—	—	19	6	156	3	21	531	40,274 59
Contich	30	71	31	1	133	253	—	—	255	285	103	20	48	1	20	—	6	47	10	185	3	22	225	184,966 57
Eeckeren	6	68	28	—	102	526	7	—	533	532	103	18	115	1	20	—	2	57	16	341	3	75	984	75,078 88
Santhoven	3	17	4	—	26	157	5	—	162	162	24	3	56	—	30	—	5	51	7	68	2	75	663	59,270 07
TOTAUX. . .	768	2,260	1,734	38	4,800	6,058	199	—	6,257	6,826	4,231	727	1,433	51	241	1	79	797	120	16,947	217	1,292	13,761	3,374,584 31

(1) Les renseignements font défaut.

XXXVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1913-1914. — *Actes notariés.* (*Année 1914.*)

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Malines (Nord)	19	72	55	2	126	183	8	—	191	202	115	20	85	1	10	—	—	48	12	272	4	124	2,014	208,440 77
Id. (Sud)	—	105	43	5	153	278	15	—	291	278	166	24	125	1	—	—	6	155	(1)	1,408	10	240	219	22,077 78
Duffel (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	596	63,057 30
Heyst-op-den-Berg	6	21	4	1	32	15	—	—	15	21	26	3	82	4	11	—	12	61	15	59	1	52	606	75,155 61
Lierre	14	46	8	—	68	208	—	—	258	272	54	10	75	3	8	—	7	21	3	101	4	22	546	28,155 57
Puers	9	20	2	—	31	30	1	—	31	39	23	15	73	1	8	—	2	40	10	100	2	57		
TOTAUX	48	264	90	8	410	764	22	—	786	812	384	88	438	10	46	—	27	303	40	1,940	21	495	3,981	398,673 09
Turnhout	31	34	10	—	95	338	5	—	343	369	69	15	75	—	9	—	11	82	4	606	10	52	584	66,259 70
Arendonck	11	12	3	—	26	135	—	—	133	144	15	—	39	1	—	—	1	62	—	91	6	36	351	17,207 41
Herenthals	18	31	4	—	53	284	—	—	284	302	35	17	70	1	20	—	5	31	22	124	3	48	827	50,305 11
Hoogstraeten	—	10	5	—	15	78	1	—	79	78	16	7	36	—	8	—	8	—	4	21	—	30	334	38,758 20
Moll	41	56	15	1	111	581	1	—	585	625	71	25	74	—	28	—	—	80	28	368	—	55	1,204	73,243 04
Westerloo	16	21	4	—	41	131	2	—	133	147	27	7	49	1	8	—	3	56	13	29	1	16	544	34,707 55
TOTAUX	117	184	39	1	341	1,548	9	—	1,557	1,665	233	69	343	3	73	—	26	340	71	1,239	20	237	3,844	277,457 90
Mons	152	561	634	4	1,151	108	40	—	948	1,040	1,059	55	222	10	55	—	4	36	28	2,090	35	275	2,229	203,219 50
Boussu	47	554	216	5	632	1,215	12	—	1,225	1,260	595	95	201	16	53	—	—	102	25	1,401	21	287	1,234	71,518 91
Chièvres	20	47	10	—	77	273	4	—	277	293	61	31	58	6	9	—	6	67	11	286	7	93	599	121,700 07
Dour	45	68	69	—	180	2,038	5	—	2,043	2,081	142	22	101	9	24	—	—	4	22	241	4	478	973	87,556 27
Enghien	7	17	4	—	28	212	5	—	217	219	26	11	47	4	11	1	1	44	20	134	5	35	615	77,681 65
La Louvière	50	225	85	1	357	2,127	19	—	2,146	2,177	326	31	104	1	35	—	1	64	11	2,410	59	151	1,266	137,079 24
Leuze	32	61	18	—	111	331	7	—	341	366	86	20	82	4	21	—	1	4	8	471	9	115	937	64,788 39
Pâturages	—	154	175	—	329	552	5	—	535	532	332	52	146	4	20	1	5	71	17	549	7	214	1,242	56,534 12
Rœulx	30	69	38	—	137	428	8	—	436	458	115	25	101	5	18	—	2	49	11	597	22	146	582	56,341 12
Soignies	21	85	80	—	184	920	—	—	920	950	163	30	89	9	24	—	7	85	10	1,638	34	61	1,059	116,569 34
TOTAUX	382	1,417	1,377	10	3,186	8,994	103	—	9,097	9,376	2,907	407	1,134	68	277	2	27	526	161	10,696	203	1,855	10,736	1,054,018 59
Charleroi (Nord)	5	574	276	5	656	3,520	26	—	3,346	3,323	679	116	258	9	50	—	7	70	18	1,780	18	173	3,607	375,368 27
Id. (Sud)	100	532	325	—	755	2,115	59	—	2,172	2,213	714	86	198	3	40	—	4	119	20	3,471	78	148		
Beaumont	6	20	17	—	43	112	—	—	112	118	37	2	20	2	8	—	3	40	11	45	—	16	508	33,805 82
Binche	16	276	134	2	448	1,205	70	—	1,365	1,311	502	98	133	4	22	—	7	60	19	4,342	62	283	1,117	87,146 62
Châtelet	75	363	360	5	799	6,497	28	—	6,525	6,570	754	102	159	1	12	—	25	17	32	1,382	31	258	2,228	83,073 82
Chimay	14	19	22	—	85	370	3	—	373	384	74	15	52	2	9	—	—	—	7	137	2	17	819	65,185 67
Fontaine-l'Évêque	70	304	207	11	601	906	38	—	944	985	560	146	182	2	44	1	3	20	15	2,243	31	167	913	90,663 96
Gosselies	56	160	117	5	338	991	8	—	999	1,047	290	102	150	1	56	—	3	7	11	992	16	152	1,215	100,310 78
Jumet	60	225	205	4	494	426	20	—	446	486	454	79	137	1	29	—	6	75	19	1,355	18	154	1,481	95,757 99
Marchienne-au-Pont	60	118	58	2	238	1,011	47	—	1,058	1,071	225	57	104	5	15	—	4	57	9	2,290	37	102	603	63,276 91
Merbes-le-Château	5	49	56	—	90	265	1	—	264	268	86	27	47	2	9	—	—	56	5	287	5	31	595	38,219 01
Seneffe	16	135	55	—	202	161	19	—	180	177	205	27	141	6	25	—	—	132	7	1,695	20	20	1,135	81,812 34
Thuin	10	51	55	1	98	102	1	—	103	112	89	15	56	—	9	—	5	—	6	282	11	42	871	60,001 76
TOTAUX	498	2,457	1,861	31	4,847	17,567	320	—	17,887	18,065	4,669	872	1,58	38	346	1	63	653	177	20,279	332	1,583	14,092	1,184,798 95

(1) Les renseignements font défaut.

XXXVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1913-1914. — *Actes notariés.* (*Année 1914.*)

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES — Conseils de famille.	ACTES — Levées de scellés.	ACTES — Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Tournai	22	106	51	4	183	—	46	—	46	22	207	77	151	15	24	1	11	97	6	2,334	28	110	1,799	199,632 01
Antoing	—	78	6	—	84	330	28	—	328	350	112	20	65	7	6	—	1	47	2	232	25	105	227	42,420 50
Ath	11	37	7	1	56	235	7	—	262	266	52	12	43	1	18	—	10	65	8	219	9	109	611	68,279 50
Celles	5	11	—	1	17	—	1	—	1	5	13	6	41	4	4	1	1	38	4	97	1	58	427	26,695 16
Flobecq	—	25	—	1	26	120	3	—	123	120	29	9	25	9	11	—	4	57	10	45	1	57	549	44,877 28
Frasnes	—	10	7	—	26	12	2	—	14	12	28	9	52	1	10	—	7	1	6	122	6	30	624	51,306 09
Lessines	22	69	25	6	122	267	35	—	302	289	135	31	76	11	22	—	11	66	8	1,893	35	63	990	90,858 19
Leuze	9	25	5	—	39	312	8	—	320	321	38	15	50	2	10	1	1	64	7	408	6	121	542	28,004 86
Pérwelz	5	50	10	2	71	201	—	—	291	294	68	27	75	7	25	—	1	49	16	188	6	54	986	47,420 10
Quevaucamps	3	61	75	—	139	528	9	—	537	531	145	—	52	4	9	—	7	65	5	516	8	120	571	57,045 60
Templeuve	2	24	5	2	33	176	—	—	176	178	31	—	58	6	4	—	1	58	5	175	6	20	445	50,616 40
TOTAUX	77	511	191	17	796	2,311	139	—	2,450	2,388	858	215	654	65	143	3	55	561	81	6,755	129	865	8,351	648,243 64
Gand, 1er canton	24	152	50	2	208	625	43	—	668	649	227	38	159	12	16	1	10	85	18	892	49	114		
Id. 2e id.	105	157	66	7	313	722	14	—	736	825	224	29	142	16	47	—	11	106	24	904	27	185	4,521	1,176,779 87
Id. 3e id.	34	129	34	3	200	400	37	—	446	443	203	19	176	6	15	—	6	56	14	1,214	38	243		
Assenede	7	9	3	—	19	128	4	—	132	135	16	5	62	—	6	—	2	—	7	161	5	51	452	35,340 74
Caprycke	7	11	3	—	21	171	—	—	171	178	14	7	41	2	5	—	6	—	2	64	—	27	293	18,946 08
Cruyshautem	6	18	4	—	28	115	1	—	116	121	23	9	19	3	11	—	2	—	6	49	—	41	248	18,315 05
Deynze	1	16	8	—	25	33	1	—	34	34	25	7	58	—	1	—	—	4	8	85	3	30	328	20,895 97
Eeclоo	10	15	3	—	28	235	2	—	257	265	20	6	68	3	5	—	8	6	2	120	9	50	487	41,575 65
Evergem	14	19	1	—	34	135	—	—	155	169	20	8	95	1	14	—	5	62	8	205	12	86	493	75,225 84
Ledeberg	—	71	10	—	81	511	5	—	547	544	84	20	84	3	7	—	1	2	11	1,147	7	80	385	47,986 77
Loochristy	20	24	5	—	47	—	4	—	4	20	31	2	61	2	6	—	—	55	3	120	—	50	503	21,960 85
Nazareth	10	2	1	—	13	81	—	—	81	91	3	2	38	—	1	—	3	—	8	34	1	45	339	35,051 40
Nevele	4	7	7	—	18	40	—	—	40	44	14	5	60	4	9	—	4	19	6	46	1	54	308	39,670 49
Oosterzeele	3	37	8	1	49	203	—	—	203	206	46	8	81	1	10	—	6	—	6	182	5	81	537	41,561 14
Somergem	2	14	4	—	20	37	—	—	37	39	18	1	58	—	1	—	—	—	5	51	4	42	281	54,038 04
Waerschot	2	6	—	—	8	15	3	—	18	17	9	—	20	—	2	—	1	—	2	65	1	19	224	18,035 40
TOTAUX	247	647	205	13	1,112	3,533	112	—	3,645	3,780	977	190	1,231	53	156	1	66	376	134	5,464	155	1,172	9,399	1,631,858 77
Audenarde	30	26	11	—	67	332	3	—	355	382	40	11	84	1	11	—	10	74	13	160	8	43	835	58,034 08
Grammont	2	31	6	2	41	357	4	—	361	359	43	20	76	1	21	1	6	41	10	258	8	50	749	70,676 38
Herzele	2	30	4	—	36	328	—	—	328	330	34	28	107	—	8	—	4	—	11	88	5	150	672	29,758 20
Hoorebeke-Sainte-Marie	8	10	4	—	22	608	—	—	608	616	14	4	41	—	6	—	5	56	5	41	—	85	250	14,775 22
Nederbrakel	6	25	—	—	31	160	—	—	160	166	25	50	47	4	5	—	5	47	14	40	2	71	353	22,741 17
Ninove	4	49	7	—	60	89	3	—	92	93	59	16	66	4	26	—	1	78	20	254	11	55	781	45,904 89
Renaix	15	94	10	—	117	208	16	—	224	221	120	55	52	2	10	—	5	—	5	108	7	52	571	40,655 00
Sottegem	—	27	12	—	39	260	...	—	269	269	39	7	72	—	17	—	5	52	10	104	2	50	646	45,940 97
TOTAUX	65	292	54	2	413	2,371	26	—	2,397	2,436	374	149	545	12	104	1	44	328	88	1,353	41	562	4,857	327,042 90

XXXVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1913-1914. — *Actes notariés. (Année 1914.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédent la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Termonde (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	—	75	26	1	100	223	11	—	234	223	111
Beveren	13	24	2	—	39	369	5	—	374	382	31
Hamme	1	20	9	—	39	182	5	—	187	183	43
Lokeren	—	67	17	—	84	547	9	—	556	547	93
Saint-Gilles-Waes	11	17	7	—	35	438	—	—	438	449	24
Saint-Nicolas-Waes	5	21	5	1	32	200	—	—	200	205	27
Tamise	—	22	8	—	30	212	—	—	212	212	30
Wetteren	19	17	9	—	45	362	6	—	368	381	32
Zele	11	26	8	—	45	327	8	—	335	338	42
TOTAUX.	60	296	91	2	449	2,860	44	—	2,904	2,920	433
Bruges, 1er canton	5	52	32	—	87	554	8	—	562	557	92
Id. 2e id.	12	90	40	4	146	846	—	—	846	858	134
Id. 3e id.	15	69	19	1	104	551	17	—	551	549	106
Ardoye (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	1	86	37	—	124	743	6	—	749	744	129
Ruysselede	—	7	3	—	10	14	—	—	14	14	10
Thielt	3	18	6	—	27	188	—	—	188	191	24
Thourout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	34	322	137	5	498	2,879	31	—	2,910	2,913	495
Courtrai, 1er canton.	1	34	5	—	40	210	4	—	214	211	43
Id. 2e id.	42	127	24	2	195	470	24	—	494	512	177
Avelghem	4	11	6	2	23	227	4	—	231	231	23
Harlebeke	8	17	6	—	31	408	6	—	414	416	29
Iseghem	4	14	1	—	19	121	7	—	131	128	22
Menin.	15	85	21	—	87	324	15	—	339	337	99
Meulebeke	1	9	4	—	14	27	—	—	27	28	13
Moorseele	9	11	1	—	21	173	—	—	173	182	12
Mouscron	10	105	35	1	152	327	9	—	336	337	151
Oostroosbeke.	3	15	—	2	18	121	—	—	121	124	15
Roulers	10	35	12	3	60	263	18	—	281	273	68
TOTAUX.	105	427	115	13	660	2,674	87	—	2,761	2,779	642
Furnes (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Les renseignements font défaut.

Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	447	27,057 77
55	220	2	26	—	3	125	39	676	10	160	1,005	80,664 64
8	98	4	8	—	5	13	20	257	9	61	914	50,579 76
7	69	1	5	—	5	20	7	148	6	78	441	18,341 40
18	86	2	6	—	—	87	8	161	9	107	473	50,347 45
5	69	3	7	—	5	—	11	61	3	57	686	32,169 25
50	101	5	7	—	16	24	10	351	3	96	738	67,820 71
1	99	3	3	—	7	45	—	256	8	85	379	22,376 79
5	92	1	12	—	7	52	15	237	18	135	566	32,282 18
1	78	2	14	—	1	67	11	256	2	120	578	25,675 55
151	912	23	88	—	45	431	121	2,343	65	951	6,227	405.215 50
8	142	1	11	—	17	81	18	225	4	93		
13	167	6	25	—	16	109	27	380	11	106	3,357	453,092 77
27	80	4	14	—	5	41	20	387	8	26		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	394	30,348 90
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	159	5,304 28
51	116	5	20	—	5	57	6	666	14	61	811	152,081 77
5	35	1	4	—	3	32	2	27	—	11	235	20,072 06
6	38	3	5	—	1	60	6	97	3	22	290	25,625 47
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	583	62,779 07
94	576	20	75	—	47	383	79	1,982	70	321	5,829	750,264 32
7	69	1	5	—	11	10	5	204	10	62	1,436	197,810 17
8	81	2	9	—	17	6	7	416	31	55		
8	42	1	2	—	—	17	4	75	2	54	293	42 282 44
8	102	—	6	—	4	—	8	125	5	69	354	70,650 54
8	62	1	7	—	5	5	7	119	5	90	233	33,139 91
14	121	2	6	—	—	65	15	205	15	135	589	64,272 45
—	44	—	4	—	1	38	7	95	6	71	226	26,011 63
10	46	—	2	—	6	28	4	111	3	50	250	14,744 75
56	115	16	28	1	6	64	16	466	4	74	775	89,114 51
9	42	1	3	—	3	32	3	94	2	56	179	6,588 00
34	69	2	8	—	14	15	9	122	8	54	381	44,824 51
142	793	26	80	1	67	308	87	2,422	109	829	4,716	589,428 00
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XXXVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1913-1914. — *Actes notariés. (Année 1914.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement. — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement. — par défaut	SUR CITATION — par jugement. — d'incompétence	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Vente de biens.	ACTES — d'adoption.	ACTES — d'émancipation	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Ypres, 1er canton (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. 2e id. (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hooghlede (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wervicq (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége, 1er canton	155	401	169	5	731	1,767	43	—	1,810	1,920	621	92	262	21	19	2	20	145	31	2,705	40	165	5,856	1,042,450 44
Id. 2e id.	147	725	475	13	1,360	2,212	35	—	2,247	2,359	1,248	151	251	35	74	1	15	147	15	2,125	30	111	327	20,370 99
Dalhem	6	20	9	1	45	508	10	—	318	314	49	18	56	14	10	—	3	24	7	216	3	28	880	58,351 30
Fexhe-Slins	3	88	6	1	98	275	5	—	280	278	100	46	75	4	17	—	1	50	5	431	9	68	806	52,774 75
Fléron	65	189	90	2	344	2,242	46	—	2,288	2,305	327	118	186	10	31	—	6	65	18	2,681	44	191	487	68,275 80
Grivegnée	18	141	100	2	264	814	18	—	832	832	264	115	112	3	8	—	9	74	8	3,001	26	166	534	31,407 15
Herstal	24	191	97	1	313	1,917	41	—	1,958	1,941	330	48	81	2	28	—	25	48	8	987	30	74	1,010	55,156 17
Hollogne-aux-Pierres	2	359	110	3	474	1,050	25	—	1,975	1,952	497	158	199	6	40	—	4	—	15	4,582	49	102	583	35,076 50
Louveigné (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	570	63,829 55
Saint-Nicolas	23	92	43	1	162	1,022	33	—	1,055	1,045	172	50	108	1	12	—	9	35	6	2,371	30	132	1,660	190,660 64
Seraing	40	350	220	—	596	1,825	52	—	1,877	1,865	608	70	225	9	40	—	3	175	16	3,605	98	330	506	35,007 46
Waremme	10	10	11	3	43	350	6	—	356	360	39	7	72	—	8	—	1	51	6	198	3	97	13,219	1,655,538 60
Totaux	489	2,574	1,330	37	4,430	14,682	314	—	14,996	15,171	4,255	843	1,610	105	290	3	94	814	133	22,849	371	1,524		
Huy	14	98	100	—	212	314	20	—	334	328	218	56	110	3	56	2	2	151	17	1,208	19	221	1,531	100,720 17
Avennes	20	33	12	—	65	204	3	—	297	314	48	12	62	2	17	—	—	2	24	72	2	51	748	45,582 41
Ferrières	—	8	1	—	9	93	3	—	96	93	12	3	9	—	5	—	—	8	4	12	—	9	246	7,145 58
Héron	14	21	27	—	62	—	6	—	6	14	54	12	51	2	9	—	—	36	7	1 090	6	115	579	23,063 02
Jehay-Bodegnée	14	25	10	—	47	169	6	—	175	183	39	10	48	3	4	3	—	45	9	267	3	87	482	41,228 49
Landen	3	45	22	—	70	312	3	—	315	315	70	11	58	2	15	1	3	72	17	148	3	36	576	32,502 02
Nandrin	6	30	10	1	47	256	—	—	256	262	41	10	47	1	18	1	1	14	72	11	889	19	127	611	30,077 08
Totaux	71	258	182	1	512	1,438	41	—	1,479	1,509	482	94	388	15	100	7	19	384	89	3,776	54	647	4,773	290,290 40
Verviers	34	184	131	1	350	1,318	25	—	1,341	1,352	339	40	109	6	52	—	34	61	7	1,591	36	130	2,220	255,053 27
Aubel	3	34	6	—	43	205	1	—	204	206	41	22	52	3	—	—	1	—	—	85	5	70	391	28,415 60
Dison	4	64	19	1	88	438	5	—	443	442	89	7	51	1	3	—	7	45	4	559	8	49	455	56,259 45
Herve	—	16	4	2	22	108	3	—	111	108	25	12	50	2	18	—	6	—	3	150	—	25	384	30,873 07
Limbourg	10	60	25	2	106	575	15	—	586	592	100	30	45	3	19	—	10	35	9	461	9	82	429	53,066 25
Spa	14	99	19	2	134	109	15	—	422	423	133	30	90	6	22	—	10	65	12	752	9	155	581	45,105 21
Stavelot (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	431	22,592 67
Totaux	74	457	204	6	743	3,049	58	—	3,107	3,123	727	161	355	21	94	—	68	224	35	3,576	67	498	4,891	430,955 01

(1) Les renseignements font défaut.

XXXVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1913-1914. — *Actes notariés.* (*Année 1914.*)

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Tongres	7	37	8	—	52	1,019	—	—	1,019	1,026	45	10	59	—	9	—	6	151	12	136	6	50	823	57,852 16
Bilsen	24	19	9	1	53	44	7	—	51	68	36	14	51	1	16	—	—	38	10	108	12	74	721	61,572 82
Brée	12	16	7	1	36	125	2	—	127	137	26	3	24	1	9	—	—	19	11	71	—	37	269	9,033 78
Looz	8	21	3	1	33	184	14	—	198	192	39	6	71	3	13	—	7	39	9	65	1	58	747	58,885 71
Maeseyck	4	18	2	—	24	91	—	—	91	95	20	6	44	—	—	—	2	42	—	115	1	81	460	22,189 51
Mechelen	3	34	8	1	46	350	—	—	350	353	43	14	45	2	21	—	—	27	8	189	3	48	502	17,112 16
Sichen-Sussen-Bolré	—	18	—	—	18	91	—	—	91	91	18	—	28	1	28	—	1	26	10	12	3	56	294	9,059 78
Totaux	58	163	37	4	262	1,904	23	—	1,927	1,962	227	53	322	10	96	—	16	342	60	1,294	26	384	3,810	195,696 95
Hasselt	22	50	26	4	102	734	—	—	734	756	80	24	60	—	7	—	1	67	5	276	8	109	748	82,874 50
Beeringen	9	38	14	—	61	301	2	—	303	310	54	4	59	2	20	—	1	44	—	113	1	76	564	31,081 00
Herck-la-Ville	10	15	8	—	33	233	—	—	233	243	23	7	47	—	13	—	3	—	8	46	2	112	319	13,017 40
Neerpelt	8	30	1	—	68	9	—	—	9	17	60	17	45	1	7	—	1	40	7	632	14	40	428	13,227 53
Peer	1	11	3	—	15	54	2	—	56	55	16	4	24	—	4	—	1	1	12	4	—	33	294	10,422 72
Saint-Trond	4	47	9	2	62	408	14	—	422	412	72	52	90	3	52	—	1	—	40	260	14	118	856	55,162 30
Totaux	54	220	61	6	341	1,739	18	—	1,757	1,793	305	88	334	6	103	—	8	152	72	1,353	39	490	3,209	208,665 40
Arlon	11	92	11	1	115	185	—	—	183	194	104	38	58	—	12	—	2	60	5	257	18	80	957	75,801 65
Etalle	8	38	15	—	59	145	1	—	144	151	52	45	18	—	20	—	—	—	1	124	2	77	366	10,066 44
Fauvillers	—	24	5	—	29	82	—	—	82	82	29	0	28	—	5	—	—	—	1	52	1	27	164	7,702 07
Florenville	2	63	0	1	75	16	2	—	18	18	75	30	22	2	5	—	—	66	5	50	1	15	382	22,022 77
Messancy	—	38	16	2	53	240	—	—	240	240	53	14	38	—	18	—	—	26	1	205	12	44	588	45,266 70
Virton	28	65	19	1	113	606	—	—	606	634	85	22	64	3	—	—	—	94	5	210	4	120	759	44,022 81
Totaux	49	317	73	5	444	1,270	3	—	1,273	1,319	398	158	228	5	60	—	2	246	16	968	38	372	3,216	206,942 51
Marche	5	28	10	—	43	350	—	—	350	355	44	15	31	1	14	—	2	28	1	112	6	21	546	33,261 61
Durbuy	2	15	2	—	19	120	2	—	122	122	19	8	25	—	7	—	2	20	2	23	2	30	372	16,338 26
Erezée	—	17	5	—	22	51	—	—	51	51	22	7	18	—	—	—	—	10	—	16	—	25	243	8,211 38
Houffalize	8	40	18	2	68	69	1	—	70	77	61	17	29	2	9	—	—	15	3	86	3	25	342	20,734 20
Laroche	22	13	4	—	39	71	—	—	71	93	17	12	34	4	6	—	1	10	—	12	—	30	533	15,633 04
Nassogne	2	16	4	—	22	57	—	—	57	59	20	15	10	—	6	—	—	9	3	30	3	20	266	12,209 70
Vielsalm	12	11	5	—	28	159	5	—	164	171	21	7	25	—	—	—	—	38	—	68	4	54	280	14,055 80
Totaux	51	140	54	2	247	877	8	—	885	928	204	79	177	7	42	—	5	146	9	347	18	238	2,582	125,684 84
Neufchâteau	25	42	29	—	96	65	15	—	78	88	86	30	42	3	15	—	1	34	3	128	2	21	628	48,094 85
Bastogne	16	26	—	—	42	328	—	—	328	344	26	15	35	4	6	—	1	30	2	30	—	40	383	28,595 33
Bouillon	—	17	5	—	22	13	—	—	13	13	22	14	24	—	8	—	—	34	1	24	1	38	306	13,281 05
Paliseul	12	48	15	2	77	106	1	—	107	118	66	30	26	1	17	1	8	2	3	82	1	21	200	24,926 45
Saint-Hubert	1	25	5	1	32	1	2	—	3	2	33	8	20	1	1	—	1	10	—	6	4	17	508	25,085 19
Sibret	—	7	3	1	11	84	—	—	84	84	11	6	20	1	9	—	1	14	2	19	—	23	193	20,257 86
Wellin	5	20	14	—	46	—	—	—	—	3	43	52	13	—	6	—	—	—	2	23	1	12	282	11,850 40
Totaux	57	194	71	4	326	595	18	—	613	652	287	144	182	10	60	1	12	124	13	312	9	181	2,500	179,076 13

XXXVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1913-1914. — *Actes notariés.* (*Année 1914.*)

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Namur. 1er canton (Nord) (1) .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,589	165,175 07
Id. 2e id. (Sud) (1). .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	847	35,695 45
Andenne.	22	55	45	—	120	220	—	—	229	251	98	10	80	—	8	—	2	65	6	615	12	120	847	35,720 51
Eghezée	21	21	8	1	51	522	3	—	525	543	33	11	42	1	17	—	9	—	17	141	2	110	1,334	94,576 04
Fosses.	—	170	60	3	233	536	24	—	580	556	257	26	119	3	81	1	12	115	26	5,855	60	170	1,334	120,054 41
Gembloux	42	87	45	1	173	578	8	—	586	620	139	48	84	3	24	—	10	104	11	1,051	11	18		
Totaux.	85	331	156	5	577	1,885	35	—	1,920	1.970	527	95	325	7	130	1	33	282	60	5,686	94	436	6,951	759,018 28
Dinant (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	896	100,057 20
Beauraing	—	55	14	1	68	186	—	—	186	186	68	11	46	3	10	—	2	—	5	85	3	93	509	50,557 08
Ciney	5	46	45	—	94	252	6	—	258	257	95	16	60	5	31	1	7	39	15	257	3	58	925	82,454 39
Couvin	—	31	6	—	37	8	2	—	10	8	39	—	35	2	15	—	3	4	8	15	6	33	665	49,956 68
Florennes	31	27	17	1	79	230	10	—	240	264	55	25	44	1	12	—	3	41	5	317	3	70	353	41,035 99
Gedinne.	10	6	8	—	24	131	—	—	131	141	14	3	24	—	17	—	—	37	8	31	2	71	315	15,508 39
Philippeville	—	18	6	—	24	98	—	—	98	98	24	9	30	6	7	—	3	42	4	158	7	89	431	24,816 37
Rochefort	—	78	38	6	122	790	8	—	798	790	130	18	41	3	31	—	8	97	30	262	—	132	455	25,686 66
Walcourt	5	57	39	1	122	671	4	—	675	676	121	3	38	2	12	—	4	82	5	418	10	125	350	57,650 04
Totaux.	54	316	191	9	570	2,366	30	—	2,396	2,420	546	87	318	22	133	1	34	362	78	1,543	36	643	4.899	425,341 80

(1) Les renseignements font défaut.

RÉCAPITULATION.

XXXVIII (suite). — Etat, par arrondissement, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1913-1914. — *Actes notariés.* (*Année 1914.*)

ARRONDISSEMENTS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS — Nombre.	ACTES NOTARIÉS — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles	1,044	6,446	5,247	106	13,743	16,384	274	—	16,658	18,328	12,073	1,443	2,089	368	334	9	265	1,478	280	12,062	265	2,548	30,532	6,288,345 05
Louvain (1)	171	283	126	2	582	2,770	19	—	2,798	2,950	430	123	508	12	61	1	14	345	57	1,007	16	451	6,925	504,941 52
Nivelles	126	456	225	8	795	2,766	75	—	2,839	2,892	742	209	559	19	101	—	55	346	96	4,057	70	865	6,304	456,006 45
Anvers	768	2,260	1,754	58	4,800	6,038	199	—	6,257	6,826	4,231	727	1,455	51	241	1	70	797	120	16,047	217	1,202	13,761	3,374,584 51
Malines (1)	48	264	90	8	410	764	22	—	786	812	384	88	458	10	46	—	27	365	40	1,040	21	295	3,844	277,457 90
Turnhout	117	184	39	1	341	1,518	9	—	1,557	1,665	233	69	545	3	75	—	26	349	71	1,259	20	257	3,844	277,457 90
Mons	382	1,417	1,377	10	3,186	8,994	105	—	9,097	9,376	2,907	407	1,154	68	277	2	27	526	161	10,696	205	1,855	10,736	1,054,018 59
Charleroi	498	2,457	1,861	51	4,647	17,367	520	—	17,887	18,065	4,669	872	1,588	58	546	1	63	655	177	20,279	552	1,583	14,092	1,184,705 93
Tournai	77	511	191	17	796	2,511	159	—	2,450	2,388	858	215	654	65	145	3	55	561	81	6,755	120	865	8,351	618,215 64
Gand	247	647	205	13	1,112	3,355	112	—	3,645	3,780	977	190	1,251	55	156	1	65	576	154	5,464	155	1,172	9,399	1,651,858 77
Audenarde	65	202	54	2	413	2,371	26	—	2,397	2,436	374	149	545	12	104	1	44	528	88	1,555	41	562	4,857	527,042 90
Termonde (1)	60	206	91	2	449	2,860	44	—	2,904	2,920	433	151	912	25	88	—	45	451	121	2,545	65	951	6,227	405,215 50
Bruges (1)	54	322	157	5	498	2,870	51	—	2,910	2,913	495	94	576	20	75	—	47	385	79	1,082	70	521	5,829	750,201 32
Courtrai	105	427	115	13	660	2,674	87	—	2,761	2,779	642	142	705	26	80	1	67	308	87	2,422	109	829	4,716	589,428 00
Furnes (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége (1)	489	2,574	1,550	57	4,430	14,682	344	—	14,996	15,171	4,255	843	1,610	105	200	5	94	814	135	22,849	371	1,524	13,219	1,655,558 60
Huy	71	258	182	1	512	1,458	41	—	1,479	1,509	482	91	588	15	100	7	19	581	89	3,776	54	617	4,773	290,290 40
Verviers (1)	74	457	204	8	743	3,049	58	—	3,107	3,123	727	161	555	21	91	—	68	924	55	5,576	67	498	4,891	450,055 01
Tongres	58	165	37	4	262	1,904	23	—	1,927	1,962	227	55	522	10	96	—	16	542	60	1,294	26	584	3,810	195,696 05
Hasselt	54	220	61	6	341	1,739	18	—	1,757	1,793	305	88	551	6	105	—	8	152	72	1,555	30	490	3,209	208,655 40
Arlon	49	317	75	5	444	1,270	3	—	1,273	1,319	398	158	228	5	60	—	2	216	16	968	58	572	3,216	206,942 51
Marche	51	140	54	2	247	877	8	—	885	928	204	70	177	7	42	—	5	146	9	547	18	238	2,582	125,684 84
Neufchâteau	57	194	71	4	326	595	18	—	613	652	287	144	182	10	60	1	12	124	15	542	9	181	2,500	179,076 15
Namur (1)	85	551	156	5	577	1,885	35	—	1,920	1,970	527	95	525	7	150	1	55	282	60	5,688	94	456	6,951	750,018 28
Dinant (1)	54	516	191	9	570	2,566	30	—	2,596	2,420	546	87	518	22	155	1	54	562	78	1,545	56	645	4,899	425,511 80
Cour d'appel de Bruxelles	4,151	14,258	10,890	221	29,500	59,171	1,158	—	60,329	63,302	26,527	4,155	9,716	654	1,642	17	591	5,547	1,085	75,912	1,275	10,192	98,526	14,165,954 50
Cour d'appel de Gand	511	1,984	602	35	3,122	14,517	300	—	14,617	14,828	2,921	726	4,057	154	505	3	268	1,826	509	15,564	410	58,055	31,028	5,705,809 49
Cour d'appel de Liége	1,042	4,070	2,559	81	8,452	29,805	548	—	30,353	37,882	7,958	1,802	4,239	208	1,108	13	291	3,076	565	41,706	752	51,012	50,050	4,477,199 92
TOTAUX GÉNÉRAUX	5,684	21,212	13,851	337	41,084	103,293	2,006	—	105,299	108,770	37,406	6,683	18,012	976	3 253	33	1,150	10,249	2,157	131,212	2,465	19,439	179,604	22,346,943 71

(1) Les renseignements sont incomplets.
(2) Les renseignements font défaut.

XXXIX. — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1913-1914.)

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix.			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION du serment en matière contentieuse.		REMISES de causes en matière contentieuse.	Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles, 1er canton	125	1	15	6	54	8	—	10	—	269	117
Id. 2e id.	70	41	25	10	85	18	1	18	—	745	115
Id. 3e id.	93	15	12	12	112	45	—	16	—	404	149
Anderlecht	90	28	56	24	146	9	1	5	—	195	114
Asseche	6	—	10	9	51	—	1	1	—	—	109
Hal	41	—	26	9	91	22	5	7	—	88	51
Ixelles, 1er canton	55	55	55	18	194	42	—	18	—	202	159
Id. 2e id.	58	5	5	7	58	57	1	10	—	174	101
Laeken	78	—	17	15	165	54	17	6	—	575	153
Lennick-Saint-Quentin	1	—	22	15	112	11	7	5	1	76	61
Molenbeek-Saint-Jean	72	1	22	9	100	55	—	11	1	105	90
Saint-Gilles	125	1	52	17	116	47	—	11	—	880	147
Saint-Josse-ten-Noode	195	—	56	52	165	65	5	15	—	115	155
Schaerbeek, 1er canton	95	4	21	16	165	49	2	12	—	551	120
Id. 2e id.	55	2	15	5	45	11	5	5	—	65	108
Uccle	60	8	20	25	175	40	—	18	—	758	155
Vilvorde	26	—	14	6	57	22	1	8	—	65	76
Wolverthem	6	—	4	2	6	7	4	—	—	62	55
TOTAUX	1,229	140	469	283	1,819	585	50	175	2	5,454	2,050
Louvain, 1er canton (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. 2e id.	45	1	6	11	28	10	2	7	—	87	87
Aerschot	1	—	2	4	16	—	—	2	—	16	47
Diest	5	—	8	7	39	—	5	4	—	20	78
Glabbeek	5	—	4	2	22	1	—	—	—	35	60
Haecht	1	—	5	6	22	5	4	5	—	15	71
Léau	5	—	—	2	5	2	—	1	—	9	85
Tirlemont	32	1	8	7	40	10	—	4	—	32	170
TOTAUX	92	2	33	39	170	26	11	21	—	221	605
Nivelles	82	5	14	11	40	27	2	1	—	62	105
Genappe	15	1	—	4	10	17	—	2	—	15	71
Jodoigne	4	—	5	8	19	7	—	5	—	27	51
Perwez	7	1	8	2	31	6	2	6	—	17	55
Wavre	50	2	8	15	67	26	5	9	—	72	65
TOTAUX	156	9	35	38	170	83	7	23	—	191	343
Anvers, 1er canton	91	—	55	5	139	52	—	9	—	565	55
Id. 2e id.	107	—	18	15	45	99	5	17	—	445	158
Id. 3e id.	100	—	22	8	95	111	—	6	—	555	51
Id. 4e id.	180	—	15	7	56	52	—	2	—	942	50
Berchem	28	—	8	2	50	14	—	5	—	159	66
Boom	31	—	12	—	50	10	—	2	—	595	108
Borgerhout	79	12	20	22	122	55	—	6	—	105	102
Brecht	2	—	—	—	—	—	—	—	—	20	91
Contich	6	—	6	12	16	6	5	5	—	79	48
Eeckeren	6	—	4	5	18	8	1	5	—	77	59
Santhoven	5	—	1	—	8	1	—	—	—	15	2
TOTAUX	633	12	161	72	563	372	7	51	—	2,949	748

(1) Les renseignements font défaut.

XXXIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1913-1194.)

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION du serment en matière contentieuse.		REMISES de causes en matière contentieuse.	Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Malines, 1er canton (Nord)	16	5	14	17	41	15	—	4	—	42	128
Id. 2e id. (Sud)	—	—	6	10	58	8	—	5	—	—	118
Duffel (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Heyst-op-den-Berg	4	—	3	—	9	2	1	7	—	19	87
Lierre	11	—	6	4	20	—	—	—	—	38	104
Puers	3	—	7	1	22	—	—	—	—	32	120
TOTAUX	34	5	36	32	133	25	1	16	—	131	557
Turnhout	5	—	5	1	16	6	2	1	—	25	124
Arendonck	4	—	10	—	—	6	1	—	—	—	52
Herenthals	—	—	8	1	32	—	1	5	—	—	91
Hoogstraeten	1	—	3	1	20	—	—	5	—	10	55
Moll	5	—	13	5	34	4	3	5	—	11	58
Westerloo	4	—	2	5	9	1	—	4	—	10	82
TOTAUX	19	—	41	13	111	17	7	16	—	93	442
Mons	78	15	16	27	80	26	5	7	—	227	251
Boussu	115	—	22	17	184	—	1	7	—	230	77
Chièvres	11	—	7	2	37	3	9	2	—	105	106
Dour	25	7	7	2	35	16	42	5	—	69	118
Enghien	5	—	7	1	22	2	—	3	—	9	51
La Louvière	29	—	7	9	44	17	—	5	—	137	124
Lens	18	1	8	4	34	—	3	—	—	139	78
Pâturages	14	—	5	17	57	17	3	2	—	155	45
Rœulx	—	—	4	4	11	9	6	1	—	19	82
Soignies	33	—	2	3	19	—	5	1	—	7	84
TOTAUX	324	23	85	116	541	90	72	31	—	1,093	1,016
Charleroi (Nord)	92	1	30	31	115	42	5	1	—	256	86
Id. (Sud)	75	4	14	9	55	55	—	5	—	87	83
Beaumont	1	—	4	—	52	12	—	1	—	7	79
Binche	69	1	11	5	67	85	6	7	—	215	52
Châtelet	58	10	19	50	120	5	5	15	—	71	52
Chimay	11	—	7	5	30	11	1	5	—	7	51
Fontaine-l'Evêque	55	—	55	7	119	75	20	16	—	552	59
Gosselies	50	—	24	4	68	12	8	12	—	80	56
Jumet	82	—	6	9	50	58	1	12	—	175	48
Marchienne-au-Pont	55	—	20	4	51	—	1	7	—	57	75
Merbes-le-Château	7	—	6	5	28	1	2	5	—	14	87
Seneffe	24	—	10	12	41	20	1	2	—	—	66
Thuin	6	—	1	1	10	—	8	5	—	65	52
TOTAUX	563	16	194	121	794	352	64	85	—	1,324	804

(1) Les renseignements font défaut.

XXXIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1913-1914.)

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION du serment en matière contentieuse.		REMISES de causes en matière contentieuse.	Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Tournai	12	4	11	15	65	2	8	—	—	56	158
Antoing	—	—	2	—	4	—	7	—	—	17	75
Ath	5	—	2	3	26	5	5	1	—	29	105
Celles	2	—	1	—	1	—	—	—	—	2	58
Flobecq	1	—	—	—	—	—	2	1	—	18	64
Frasnes	4	—	2	2	7	3	—	2	—	3	40
Lessines	49	1	7	2	58	—	2	—	—	40	56
Leuze	4	—	9	1	42	3	—	—	—	47	111
Péruwelz	4	—	2	4	10	12	6	1	—	—	57
Quevaucamps	3	—	6	—	—	—	6	2	—	9	98
Templeuve	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	91
TOTAUX.	86	5	42	25	197	27	34	7	—	226	889
Gand, 1er canton	89	3	21	2	23	20	1	3	—	174	52
Id. 2e id.	45	6	11	10	56	33	8	7	—	589	52
Id. 3e id.	45	2	9	—	15	6	3	—	—	205	155
Assenede	2	—	2	—	16	—	1	—	—	18	51
Caprycke	1	—	4	2	15	1	1	1	—	3	66
Cruyshautem	1	1	2	6	26	2	1	—	—	9	122
Deynze	4	—	—	2	3	—	—	1	—	12	33
Eecloo	2	—	4	—	—	—	—	2	—	11	52
Evergem	9	—	8	—	18	3	1	1	—	28	101
Ledeberg	40	8	—	2	8	1	—	—	—	101	104
Loochristy	10	—	—	—	—	11	1	1	—	58	74
Nazareth	2	—	2	2	10	—	—	—	—	10	98
Nevele	1	2	6	—	14	2	—	—	—	9	31
Oosterzeele	6	1	2	2	6	—	1	—	—	15	61
Somergem	—	—	—	—	—	3	—	1	—	—	72
Waerschot	3	—	—	—	—	—	—	—	—	8	56
TOTAUX.	258	23	71	28	212	82	21	17	—	1,050	1,181
Audenarde	8	—	3	2	26	1	—	1	—	—	52
Grammont	2	—	—	8	22	—	5	1	—	33	52
Herzele	6	—	9	4	45	—	5	2	—	—	106
Hoorebeke-Sainte-Marie	—	—	2	—	3	—	—	—	—	3	101
Nederbrakel	2	—	3	8	17	—	7	7	—	58	107
Ninove	3	1	8	2	21	—	8	1	—	36	174
Renaix	—	—	15	14	68	—	19	—	—	45	59
Sottegem	3	1	4	—	15	2	2	—	—	21	94
TOTAUX.	24	2	46	38	217	3	44	12	—	198	745

XXXIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1913-1914.)

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION du serment en matière contentieuse.		REMISES de causes en matière contentieuse.	Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	19	—	3	—	7	—	—	—	—	75	43
Beveren	10	1	2	—	3	—	2	3	—	34	150
Hamme	4	—	—	2	2	4	—	2	—	3	77
Lokeren	14	—	7	6	32	—	2	7	—	33	130
Saint-Gilles-Waes	2	—	3	—	4	—	—	1	—	11	104
Saint-Nicolas-Waes	6	—	—	—	—	3	—	1	—	48	138
Tamise	4	—	—	—	—	3	—	—	—	12	112
Wetteren	7	—	4	2	11	3	—	1	—	42	51
Zele	7	1	—	—	—	—	—	—	—	16	144
TOTAUX.	73	2	19	10	59	15	4	15	—	276	977
Bruges, 1er canton	—	1	1	4	10	—	—	—	—	24	153
Id. 2e id.	8	—	4	5	18	9	—	2	—	114	92
Id. 3e id.	8	—	2	3	12	2	3	3	—	89	103
Ardoye (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	15	—	6	17	41	9	—	8	—	—	192
Ruysselede	—	—	—	3	3	—	—	—	—	15	100
Thielt	2	—	1	3	11	3	—	3	—	30	107
Thourout (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	33	1	14	37	97	23	3	16	—	270	729
Courtrai, 1er canton	14	—	2	1	6	2	—	1	—	14	104
Id. 2e id.	9	—	4	—	7	—	—	—	—	25	104
Avelghem	2	—	—	2	3	—	—	—	—	17	55
Harlebeke	5	1	—	2	4	4	—	2	—	11	113
Iseghem	7	—	1	—	4	2	2	—	—	33	120
Menin	15	—	2	—	—	—	—	1	—	94	104
Meulebeke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	20
Moorseele	3	—	4	—	13	3	—	1	—	24	106
Mouscron	14	1	11	12	32	29	1	6	—	80	252
Oostroosbeke	—	—	—	—	—	4	1	—	—	31	52
Roulers	27	2	15	7	88	1	—	2	—	88	63
TOTAUX.	92	4	39	24	157	47	4	13	—	421	1,053
Furnes (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Les renseignements font défaut.

XXXIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1913-1914.)

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION du serment en matière contentieuse.		REMISES de causes en matière contentieuse.	Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Ypres, 1er canton (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. 2e id. (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hooglede (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wervicq (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége, 1er canton.	141	—	23	9	64	38	2	4	—	455	101
Id. 2e id.	75	8	49	13	143	85	5	7	—	574	87
Dalhem.	6	—	4	—	11	—	8	3	—	17	54
Fexhe-Slins	11	1	8	4	23	14	12	12	—	67	165
Fléron	52	2	27	14	113	75	14	2	—	33	90
Grivegnée.	78	—	17	2	48	25	3	3	—	28	74
Herstal.	51	—	26	6	103	25	2	4	—	338	75
Hollogne-aux-Pierres	79	—	28	13	109	2	23	7	—	307	104
Louveigné (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	27	13	10	3	39	28	—	3	—	30	111
Seraing.	67	—	20	14	93	31	12	1	—	271	144
Waremme	6	—	1	3	7	4	2	1	—	42	30
Totaux.	574	26	213	85	759	360	83	51	—	1,962	115
Huy	20	2	20	—	38	13	—	1	—	221	113
Avennes	3	1	6	4	31	2	1	3	—	62	63
Ferrières	—	—	—	6	30	3	—	—	—	2	36
Héron	—	—	—	—	—	8	3	1	—	30	61
Jehay-Bodegnée	11	—	4	3	30	—	—	1	—	21	31
Landen.	7	—	1	1	10	2	—	7	—	7	31
Naudrin	8	—	2	—	6	12	—	—	—	28	96
Totaux.	49	3	33	16	168	40	4	13	—	374	475
Verviers	60	—	3	7	35	21	5	6	—	376	222
Aubel	3	—	9	—	32	—	8	—	—	11	83
Dison	0	—	1	—	1	4	—	4	—	45	38
Herve	2	1	3	2	20	4	3	—	—	7	32
Limbourg.	12	—	3	3	22	18	1	3	—	81	123
Spa	11	2	13	20	101	6	2	2	—	192	91
Stavelot (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.	108	3	36	41	272	53	19	15	—	712	631

(1) Les renseignements font défaut.

XXXIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1913-1914.)

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION du serment en matière contentieuse.		REMISES de causes en matière contentieuse.	Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Tongres	5	1	2	4	14	4	—	—	—	12	138
Bilsen	2	—	6	—	16	—	—	1	—	17	93
Brée.	—	—	1	1	6	—	—	4	—	5	62
Looz.	2	—	5	—	11	—	—	—	—	7	129
Maeseyck	2	—	1	2	5	2	1	—	—	12	50
Mechelen.	5	—	4	6	24	—	5	4	—	18	56
Sichen-Sussen-Bolré	—	—	4	—	—	—	1	—	—	4	104
Totaux.	14	1	23	13	76	6	5	6	—	75	632
Hasselt.	9	—	6	—	11	5	1	—	—	20	70
Beeringen.	—	—	1	2	11	—	—	3	—	18	45
Herck-la-Ville	2	1	7	8	26	1	1	1	—	15	101
Neerpelt	1	—	5	—	10	—	1	—	—	—	50
Peer.	—	1	2	1	11	—	—	5	—	6	64
Saint-Trond.	6	2	4	12	31	16	1	4	—	52	56
Totaux.	18	4	25	23	103	22	4	13	—	120	395
Arlon	1	—	2	20	40	21	15	—	—	91	51
Etalle	1	—	16	7	63	10	11	9	—	101	45
Fauvillers.	1	—	4	—	14	1	2	—	—	13	34
Florenville	1	—	11	6	—	—	—	2	—	40	24
Messancy	4	—	1	9	58	3	2	—	—	63	46
Virton	6	—	11	8	32	2	7	2	—	28	63
Totaux.	14	—	45	50	207	39	35	13	—	398	263
Marche.	4	—	6	4	11	10	3	2	—	32	42
Durbuy.	—	—	—	—	—	33	—	—	—	2	11
Erezée	—	—	6	6	—	—	1	—	—	6	49
Houffalize.	1	1	7	2	19	—	1	4	—	21	50
Laroche.	—	—	4	10	29	—	—	4	—	—	68
Nassogne	1	—	2	2	21	8	1	—	—	14	78
Vielsalm	—	—	2	—	14	—	—	—	—	—	45
Totaux.	6	1	27	24	94	73	6	10	—	95	354
Neufchâteau.	1	—	3	2	31	3	6	7	—	20	32
Bastogne	6	—	10	—	28	—	3	6	—	28	48
Bouillon	—	—	6	—	19	4	6	3	—	22	32
Paliseul.	2	—	3	6	18	10	9	4	—	23	44
Saint-Hubert	—	—	12	—	20	2	4	1	—	6	34
Sibret	—	—	6	—	33	2	1	1	1	6	30
Wellin.	—	—	1	3	18	4	10	7	—	156	33
Totaux.	9	—	45	13	209	27	39	29	1	272	293

XXXIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1913-1914.)

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION du serment en matière contentieuse.		REMISES de causes en matière contentieuse.	Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Namur, 1er canton (Nord) (1) . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. 2e id. (Sud) (1) . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Andenne.	5	1	2	12	17	4	2	1	—	16	92
Eghezée	7	—	4	12	16	—	—	—	—	9	100
Fosses.	20	1	5	4	25	5	8	7	1	12	41
Gembloux	20	—	7	12	59	13	5	5	—	82	65
TOTAUX.	52	2	18	40	115	20	15	13	1	119	298
Dinant (1)	—	—	—	—	—	—	.	—	—	—	—
Beauraing	—	—	6	6	75	—	4	—	—	5	55
Ciney	4	—	4	1	20	26	6	1	1	39	81
Couvin	2	—	12	—	11	6	10	—	—	15	55
Florennes	—	—	4	4	24	24	5	—	—	45	52
Gedinne	—	—	—	1	2	5	—	—	—	23	25
Philippeville	1	—	6	—	18	2	2	—	—	15	40
Rochefort	10	—	6	10	52	50	5	2	—	—	107
Walcourt	—	—	4	—	12	9	—	—	—	11	52
TOTAUX.	26	—	42	22	214	120	28	3	1	151	474

(1) Les renseignements font défaut.

RÉCAPITULATION.

XXXIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

ARRONDISSEMENTS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION du serment en matière contentieuse.		REMISES de causes en matière contentieuse.	Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles.	1,229	140	469	285	1,819	585	59	175	2	5,454	2,059
Louvain (1)	92	2	55	59	170	26	11	21	—	221	605
Nivelles.	156	9	55	58	170	85	7	25	—	101	545
Anvers.	655	12	161	72	505	572	7	51	—	2,949	748
Malines (1)	51	5	56	52	155	25	1	16	—	151	557
Turnhout	19	—	41	15	111	17	7	16	—	95	442
Mons.	521	25	85	116	541	90	72	51	—	1,095	1,016
Charleroi	565	16	194	121	794	552	64	85	—	1,521	804
Tournai	86	5	42	25	197	27	51	7	—	226	889
Gand.	258	25	71	28	212	82	21	17	—	1,050	1,181
Audenarde	21	2	16	58	217	5	44	12	—	108	745
Termonde (1)	75	2	19	10	59	15	4	15	—	276	977
Bruges (1)	55	1	14	57	97	25	5	16	—	270	729
Courtrai	92	4	59	24	157	47	4	15	—	421	1,055
Furnes (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége (1)	574	20	215	85	759	560	85	51	—	1,962	995
Huy	49	5	55	16	168	40	4	15	—	574	475
Verviers (1).	108	5	50	41	272	55	19	15	—	712	651
Tongres	11	1	25	15	76	6	5	6	—	75	652
Hasselt.	18	1	25	25	105	22	4	15	—	120	595
Arlon	11	—	15	50	207	59	55	15	—	598	205
Marche.	6	1	27	24	94	75	6	10	—	95	554
Neufchâteau.	9	—	15	15	209	27	59	20	1	272	205
Namur (1)	52	2	18	40	115	20	15	15	1	110	208
Dinant (1)	26	—	42	22	214	120	28	5	1	151	474
Cour d'appel de Bruxelles	5,156	212	1,096	759	4,498	1,577	255	425	2	11,682	7,451
Cour d'appel de Gand	480	52	189	157	742	170	76	75	—	2,215	4,685
Cour d'appel de Liége	870	40	507	527	2,217	760	258	166	5	4,278	4,808
TOTAUX GÉNÉRAUX. . . .	4,486	284	1,792	1,205	7,457	2,507	567	664	5	18,175	16,947

(1) Les renseignements sont incomplets.
(2) Les renseignements font défaut.

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

COMPÉTENCE

Il y a dans le royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Les tribunaux civils connaissent de toutes matières, à l'exception de celles qui sont attribuées aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes (loi du 25 mars 1876, art. 8).

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix (art. 9).

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 2,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé (art. 16).

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal (art. 16 et loi du 26 décembre 1891).

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes (livre Ier du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.).

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

XL. Aperçu général des affaires civiles introduites, tefminées et restant à juger.

Arrondissements.	AFFAIRES A JUGER.						AFFAIRES TERMINÉES								NOMBRE des affaires restant à juger.
	ANCIENNES			Nouvelles introduites pendant l'année judiciaire.		Nombre total des affaires à juger.	PAR DES JUGEMENTS CONTRADICTOIRES			par des jugements par défaut.	Nombre total des affaires terminées par des jugements.	par décrètement, transaction, abandon, jonction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	Nombre total des affaires terminées.	
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	réinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.	ordinaires.	sommaires.		sur plaidoiries	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	(1) 7,500	2	26	2,045	1,459	11,030	848	326	—	1,444	2,618	676	801	4,095	6,935
Louvain (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	231	—	—	155	84	448	119	—	—	59	178	140	10	297	151
Anvers	1,775	14	4	521	876	3,190	509	69	—	328	906	151	82	1,122	2,068
Malines	127	2	3	137	89	358	105	23	—	55	181	57	3	241	117
Turnhout	33	1	—	75	44	153	51	20	—	33	104	16	1	121	32
Mons	707	—	—	339	161	1,270	171	21	—	149	341	134	—	475	795
Charleroi	1,403	24	9	852	255	2,525	308	129	—	435	872	139	62	1,073	1,452
Tournai	302	7	—	185	167	659	152	—	—	108	240	111	—	351	308
Gand	225	—	—	595	206	824	250	8	—	158	416	162	1	579	245
Audenarde	65	15	—	108	50	230	36	22	—	34	92	18	12	122	108
Termonde (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	231	4	3	252	166	636	151	50	—	92	293	117	24	434	202
Courtrai	261	1	3	116	145	524	105	24	—	56	185	56	—	241	283
Furnes	46	2	—	34	20	111	34	20	—	16	70	12	—	82	29
Ypres	44	1	—	42	26	113	29	11	—	12	52	16	1	69	44
Liége	1,257	25	10	754	424	2,448	481	87	—	417	985	279	36	1,300	1,148
Huy	138	—	—	120	81	339	99	11	—	48	158	22	6	186	173
Verviers	201	5	1	108	157	565	125	31	—	104	260	68	2	330	235
Tongres	26	—	—	91	77	194	109	2	—	38	149	22	—	171	23
Hasselt	70	6	3	70	62	220	70	21	—	36	139	7	2	148	72
Arlon	49	—	—	69	25	141	38	8	—	29	75	35	1	111	30
Marche	111	—	—	47	45	201	29	12	—	28	69	35	2	104	97
Neufchâteau	61	9	—	49	27	146	34	26	—	16	76	5	3	84	62
Namur	627	—	2	127	197	953	109	49	—	75	231	31	27	289	664
Dinant	346	18	—	209	115	716	108	30	—	94	232	85	2	319	397
Cour d'appel de Bruxelles	12,140	50	42	4,263	3,138	19,633	2,243	588	—	2,609	5,440	1,376	959	7,775	11,858
Cour d'appel de Gand	875	23	6	925	609	2,438	605	135	—	368	1,108	381	38	1,527	911
Cour d'appel de Liége	2,918	61	16	1,714	1,234	5,943	1,211	280	—	883	2,374	587	81	3,042	2,901
TOTAUX GÉNÉRAUX.	15,933	134	64	6,902	4,981	28,014	4,059	1,003	—	3,860	8,922	2,344	1,078	12,344	15,670

(1) Chiffre rectifié d'après des renseignements, postérieurs à la publication de l'année-judiciaire 1912-1913.
(2) Les renseignements font défaut.

XLI. — Durée des procès.

ARRONDISSEMENTS.	Durée des instances à partir de l'inscription au rôle											
	AFFAIRES TERMINÉES PAR JUGEMENT. Inscrites						AFFAIRES RESTANT A JUGER. Inscrites					
	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	1,419	334	461	309	75	2,618	344	1,082	1,465	2,080	1,164	6,935
Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	51	38	38	34	17	178	32	23	21	33	20	151
Anvers	334	174	202	132	44	906	211	446	357	675	179	2,068
Malines	78	34	33	34	2	181	40	30	16	20	2	117
Turnhout	75	20	9	1	1	104	12	3	6	7	4	32
Mons	106	52	67	85	31	341	114	93	115	295	182	795
Charleroi	338	137	184	149	44	972	315	408	336	213	178	1,452
Tournai	50	50	81	54	5	240	31	39	61	87	70	308
Gand	225	100	82	10	1	416	120	94	31	—	—	245
Audenarde	20	17	21	24	1	92	21	20	27	32	8	108
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	20	48	108	105	3	293	61	41	29	60	8	202
Courtrai	19	42	48	33	15	185	102	91	45	37	10	283
Furnes	37	7	15	10	1	70	12	2	3	9	3	29
Ypres	25	8	9	10	—	52	6	8	12	13	3	44
Liége	97	125	263	449	55	985	266	160	165	418	139	1,148
Huy	100	25	22	7	6	158	45	20	46	30	34	178
Verviers	101	38	71	42	3	260	91	42	24	63	15	235
Tongres	82	47	16	4	—	149	17	4	2	—	—	23
Hasselt	47	30	22	17	3	139	17	19	22	12	2	72
Arlon	28	15	17	10	5	75	2	3	10	12	3	30
Marche	30	11	16	9	3	69	5	9	17	31	32	97
Neufchâteau	32	8	10	20	6	76	11	15	19	12	7	62
Namur	30	19	68	94	20	231	65	52	96	107	286	664
Dinant	20	37	63	79	12	232	57	71	77	175	17	397
Cour d'appel de Bruxelles	2,469	859	1,075	818	219	5,440	1,319	2,126	2,775	4,039	1,799	11,858
Cour d'appel de Gand	392	222	283	192	19	1,108	325	256	145	151	34	911
Cour d'appel de Liége	579	371	570	741	113	2,374	572	393	478	925	539	2,901
TOTAUX GÉNÉRAUX.	3,440	1,452	1,928	1,751	351	8,922	2,216	2,775	3,198	5,115	2,366	15,670

(1) Les renseignements font défaut.

XLII. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements. (1).

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements qui accueillent la demande.	NOMBRE des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	NOMBRE des jugements contradictoires.	NOMBRE des jugements par défaut.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public de droit.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public d'office.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code civil.										
LIVRE I. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Actes de l'état civil	7	6	1	3	4	7	—	7	—	7
TITRE V. Mariage	36	30	6	18	18	36	—	35	1	36
TITRE V. Pension alimentaire	173	96	77	106	67	99	—	92	7	99
TITRE VI. Divorce. Garde d'enfants.	1,825	1,615	210	489	1,336	1,825	—	1,627	198	1,825
TITRE VI. Séparation de corps.	128	108	20	79	49	128	—	112	16	128
TITRE VII. — Paternité. Filiation.	39	30	9	24	15	39	—	36	3	39
TITRE X. — Tutelle.	10	6	4	3	5	7	1	8	—	8
TITRE XI. Interdiction.	101	97	4	12	89	101	—	100	1	101
TITRE XI. Conseil judiciaire	62	61	1	22	40	62	—	61	1	62
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE II. Propriété immobilière	25	11	14	22	3	15	3	16	—	16
TITRE II. Propriété mobilière.	177	88	89	137	40	41	1	35	7	42
TITRE IV. — Servitudes	25	3	20	23	2	6	1	7	—	7
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Successions	794	757	37	340	245	372	45	402	13	451
TITRE II. — Donations entre vifs et testamentaires	70	45	25	35	17	28	3	28	3	31
TITRE III. Conventions.	82	36	46	70	12	20	3	23	—	23
TITRE III. Payement de sommes	407	306	101	290	117	97	—	91	6	97
TITRE IV. — Quasi-contrats. Délits et quasi-délits.	727	289	438	681	46	325	30	298	35	353
TITRE V. — Contrat de mariage. Séparations de biens	467	451	16	98	369	435	—	445	8	453
TITRE VI. — Vente	313	248	65	137	176	92	2	91	3	94
TITRE VIII. Contrat de louage	680	511	169	376	304	171	9	175	7	180
TITRE VIII. Autres contrats	272	209	63	124	148	69	4	71	2	73
TITRE XVIII. — Des privilèges et hypothèques. Loi du 16 décembre 1851.	47	37	10	30	17	29	—	29	—	29

(1) Dans les chiffres de ce tableau ne sont pas comptées les affaires jugées par les tribunaux de Louvain et Termonde qui n'ont pu fournir aucun renseignement.

XLII (suite). — Nature des affaires civiles termiées par des jugements (1).

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements qui accueillent la demande.	NOMBRE des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	NOMBRE des jugements contradictoires.	NOMBRE des jugements par défaut.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public de droit.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public d'office.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code de procédure civile. Lois spéciales.										
LIVRE II, TITRE VIII. — Opposition à jugement par défaut	20	2	18	4	16	7	—	7	—	7
LIVRE V, TITRE VII. — Saisies-arrêts ou oppositions	469	418	51	151	333	151	3	152	2	134
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Appel de jugement de justice de paix	828	317	511	774	54	277	69	296	50	346
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Compétence	10	8	2	9	1	10	—	8	2	10
Loi du 15 août 1854, chapitres II et III. — Saisie immobilière	267	223	12	106	161	185	8	192	1	193
Loi du 17 avril 1835. — Expropriation pour cause d'utilité publique.	470	398	72	469	1	470	—	116	54	470
Loi du 25 mars 1876, art. 10. — Exequatur de jugements étrangers.	29	24	5	21	8	22	3	20	5	25
Autres matières.	362	282	80	197	165	241	9	237	16	253
TOTAUX GÉNÉRAUX.	8,922	6,726	2,196	5,062	3,860	5,364	192	5,095	461	5,556
Totaux par ressort de Cour d'appel. Bruxelles	5,440	4,182	1,258	2,831	2,609	3,392	47	3,104	335	3,439
Totaux par ressort de Cour d'appel. Gand.	1,108	810	298	740	368	586	120	684	22	706
Totaux par ressort de Cour d'appel. Liége.	2,374	1,734	640	1,491	883	1,386	25	1,307	104	1,411

NOTA. — Les tribunaux ont, en outre, statué favorablement sur un total de 21 adoptions.

Sur les 727 jugements en matière de quasi-contrats, délits et quasi-délits renseignés au présent tableau :

120 statuent sur des demandes en dommages-intérêts pour accidents de travail (60 accueillent, 60 rejettent en tout ou en partie la demande).

66	id.	id.	id.	pour accidents de chemins de fer	(38 id. 28 id. id. id.)
138	id.	id.	id.	pour autres accidents	(46 id. 92 id. id. id.)
16	id.	id.	id.	pour lésions corporelles	(6 id. 10 id. id. id.)
30	id.	id.	id.	pour injures et calomnies	(9 id. 21 id. id. id.)
65	id.	id.	id.	pour délits de presse	(31 id. 34 id. id. id.)
58	id.	id.	id.	pour inexécution de conventions	(26 id. 32 id. id. id.)
8	id.	id.	id.	pour ruptures de bail	(2 id. 6 id. id. id.)
31	id.	id.	id.	pour ruptures de promesse de mariage	(8 id. 23 id. id. id.)
195	id.	id.	id.	pour d'autres objets	(65 id. 152 id. id. id.)

XLIII. — Divorces et séparations de corps. (Année judiciaire 1913-1914.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Bruxelles		Louvain (1)		Nivelles		Anvers		Malines		Turnhout		Mons		Charleroi		Tournai		Gand		Audenarde	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Demandes	accueillies	761	26	—	—	12	1	122	4	15	2	1	—	70	3	252	5	28	5	111	2	6	1
	rejetées	52	3	—	—	4	—	5	1	1	—	—	—	3	2	25	—	2	—	7	1	1	1
	abandonnées	48	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	3	—	28	3	6	—	3	—	—	—
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		861	31	—	—	17	1	125	5	14	6	1	—	76	5	283	8	36	5	121	3	7	2
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel																		1,113	61				
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		24	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	12	—	—	—	1	—	—	—
et demandes réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		837	31	—	—	17	1	124	5	13	6	1	—	75	4	271	8	36	5	120	3	7	2
Nombre des ménages en instance par ressort de cour d'appel																		1,373	60				
Demandes formées	par le mari	353	28	—	—	8	—	51	—	7	—	1	—	40	1	118	1	21	1	67	—	2	—
	par la femme	483	3	—	—	8	1	60	3	6	6	—	—	25	4	139	7	14	4	34	3	3	2
	par consentement mutuel	25	—	—	—	1	—	14	—	1	—	—	—	11	—	6	—	1	—	—	—	—	—
		861	31	—	—	17	1	125	5	14	6	1	—	76	5	283	8	36	5	121	3	7	2
Situation de famille : Époux	ayant des enfants	406	14	—	—	12	1	53	4	8	6	—	—	46	3	158	5	18	3	75	3	5	2
	n'ayant pas ou plus d'enfants	431	17	—	—	5	—	69	1	5	—	1	—	29	1	115	2	18	2	45	—	2	—
	situation inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
		837	31	—	—	17	1	124	5	13	6	1	—	75	4	271	8	36	5	120	3	7	2
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 1 à 5 ans	110	2	—	—	2	—	14	1	1	1	—	—	8	—	38	1	4	1	10	1	2	2
	De 5 à 10 ans	281	3	—	—	6	—	48	1	3	—	—	—	27	1	100	—	9	—	42	1	2	—
	De 10 à 20 ans	338	8	—	—	7	1	34	1	4	2	—	—	33	2	106	3	10	3	36	—	1	—
	De 20 à 30 ans	75	13	—	—	1	—	7	2	3	3	1	—	3	—	27	2	3	1	10	1	2	—
	De 30 à 40 ans	12	3	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—
	De 40 à 50 ans	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		837	31	—	—	17	1	124	5	13	6	1	—	75	4	271	8	36	5	120	3	7	2
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves — accueillies	549	23	—	—	7	—	63	2	11	2	—	—	34	3	108	3	19	3	64	2	5	1
	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées	97	3	—	—	4	—	1	1	1	1	—	—	6	2	49	3	6	—	10	1	1	1
	Adultère du mari — accueillies	81	3	—	—	—	1	16	2	—	—	—	—	3	—	20	—	1	—	10	—	—	—
	Adultère du mari — rejetées et abandonnées	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
	Adultère de la femme — accueillies	100	—	—	—	4	—	27	—	1	—	—	—	20	—	57	—	6	—	30	—	—	—
	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — accueillies	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — accueillies	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	conversion de séparation de corps — accueillies	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
	conversion de séparation de corps — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	par consentement mutuel — accueillies	25	—	—	—	1	—	12	—	1	—	—	—	11	—	6	—	1	—	—	—	—	—
	par consentement mutuel — rejetées	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		861	31	—	—	17	1	125	5	14	6	1	—	76	5	283	8	36	5	121	3	7	2

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Termonde (1)		Bruges		Courtrai		Furnes		Ypres		Liége		Huy		Verviers		Tongres		Hasselt		Arlon		Marche		Neufchâteau		Namur		Dinant		TOTAL	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
1		24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Demandes	accueillies	—	—	12	5	11	5	1	—	—	—	211	18	16	1	48	4	—	—	1	1	2	2	5	1	—	—	15	1	16	4	1,655	91
	rejetées	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	22	2	2	—	5	—	1	—	—	—	2	2	—	—	—	—	3	—	—	1	131	21
	abandonnées	—	—	—	—	5	—	—	—	1	—	45	5	1	—	11	1	—	—	—	—	—	2	3	1	—	—	—	1	2	—	152	16
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		—	—	12	10	14	6	1	—	—	1	276	23	19	1	62	5	1	—	1	1	4	6	8	2	—	—	20	2	18	5	1,977	128
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel										155	22																			409	45	1,977	128
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	44	4
et demandes réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		—	—	12	9	14	6	1	—	—	1	273	22	19	1	62	4	1	—	1	1	4	6	7	2	—	—	20	2	18	5	1,933	124
Nombre des ménages en instance par ressort de cour d'appel										154	21																			405	43	1,933	124
Demandes formées	par le mari	—	—	5	1	7	3	1	—	—	—	157	3	10	—	24	1	—	—	—	—	3	3	3	1	—	—	10	—	12	—	880	47
	par la femme	—	—	5	9	6	1	—	—	—	1	135	20	9	1	36	4	1	—	1	1	1	1	3	1	—	—	9	2	6	3	1,021	81
	par consentement mutuel	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	4	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	69	—
		—	—	12	10	14	6	1	—	—	1	276	23	19	1	62	5	1	—	1	1	4	6	8	2	—	—	20	2	18	5	1,977	128
Situation de famille : Époux	ayant des enfants	—	—	4	6	6	4	—	—	—	1	133	13	9	1	33	1	1	—	1	1	2	3	1	—	—	—	12	—	8	2	1,017	74
	n'ayant pas ou plus d'enfants	—	—	8	3	8	2	1	—	—	1	118	7	10	—	27	3	1	—	—	—	2	3	6	2	—	—	8	2	10	3	916	49
	situation inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
		—	—	12	9	14	6	1	—	—	1	273	22	19	1	62	4	1	—	1	1	4	6	7	2	—	—	20	2	18	5	1,933	124
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2
	De 1 à 5 ans	—	—	3	3	1	—	1	—	—	—	55	—	6	1	14	1	—	—	1	—	—	1	1	1	—	—	1	1	—	—	269	17
	De 5 à 10 ans	—	—	1	3	3	3	—	—	—	—	91	5	8	—	25	2	—	—	1	—	—	2	2	—	—	—	9	1	6	2	666	24
	De 10 à 20 ans	—	—	5	2	4	2	—	—	—	1	105	11	4	—	22	1	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	9	—	11	3	798	43
	De 20 à 30 ans	—	—	3	1	4	1	—	—	—	—	24	3	1	—	2	—	—	—	—	1	1	1	2	—	—	—	1	—	1	—	175	31
	De 30 à 40 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	21	7
	De 40 à 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		—	—	12	9	14	6	1	—	—	1	273	22	19	1	62	4	1	—	1	1	4	6	7	2	—	—	20	2	18	5	1,933	124
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves — accueillies	—	—	9	4	8	3	1	—	—	—	181	18	14	1	33	4	—	—	—	1	2	4	2	1	—	—	5	1	9	4	1,189	84
	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées	—	—	3	2	1	—	—	—	1	—	61	3	3	—	13	1	1	—	—	—	2	4	2	1	—	—	3	1	1	1	268	37
	Adultère du mari — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	5	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	151	6
	Adultère du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
	Adultère de la femme — accueillies	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	22	—	1	—	6	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	6	—	6	—	269	1
	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	9	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — accueillies	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	conversion de séparation de corps — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	11	—
	conversion de séparation de corps — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	par consentement mutuel — accueillies	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	4	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	67	—
	par consentement mutuel — rejetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
		—	—	12	10	14	6	1	—	—	1	276	23	19	1	62	5	1	—	1	1	4	6	8	2	—	—	20	2	18	5	1,977	128

(1) Les renseignements font défaut.

XLIV. — Divorces et séparations de corps. (Année judiciaire 1913-1914.)

Motifs des demandes. — Situation de famille. — Durée du mariage.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		MOTIFS DES DEMANDES. Excès, sévices ou injures graves — accueillies	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées	Adultère du mari — accueillies	Adultère du mari — rejetées et abandonnées	Adultère de la femme — accueillies	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées	Condamnations à une peine criminelle : du mari — accueillies	du mari — rejetées et abandonnées	de la femme — accueillies	de la femme — rejetées et abandonnées	Conversion de séparation de corps — accueillies	Conversion de séparation de corps — rejetées et abandonnées	Consentement mutuel — accueillies	Consentement mutuel — rejetées et abandonnées	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES (1) — accueillies	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES (1) — rejetées et abandonnées	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES (1) — Total.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
A. — Divorces.																		
Situation de famille : Époux	ayant des enfants	657	118	84	4	161	3	3	—	1	—	5	—	25	—	916	125	1,041
	n'ayant pas ou plus d'enfants.	532	150	67	—	108	6	3	—	—	—	6	—	42	2	778	158	936
	situation inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	1,189	268	151	4	269	9	6	—	1	—	11	—	67	2	1,694	283	1,977
Durée du mariage au moment de la demande	moins de 1 an	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
	de 1 à 5 ans	175	55	9	—	29	1	1	—	—	—	—	—	9	—	223	54	277
	de 5 à 10 ans	420	81	58	—	89	3	3	—	1	—	5	—	25	1	597	88	685
	de 10 à 20 ans	455	108	71	3	131	4	1	—	—	—	5	—	35	1	696	116	812
	de 20 à 30 ans	125	17	12	1	19	1	1	—	—	—	2	—	—	—	159	19	178
	de 30 à 40 ans	14	5	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	16	5	21
	de 40 à 50 ans	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	1,189	268	151	4	269	9	6	—	1	—	11	—	67	2	1,694	283	1,977
B. — Séparations de corps.																		
Situation de famille : Époux	ayant des enfants	55	18	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	59	18	77
	n'ayant pas ou plus d'enfants.	29	18	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	18	50
	Situation inconnue	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
	Total	84	37	6	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	91	37	128
Durée du mariage au moment de la demande	moins de 1 an	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
	de 1 à 5 ans	9	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	7	17
	de 5 à 10 ans	15	9	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	9	25
	de 10 à 20 ans	36	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38	7	45
	de 20 à 30 ans	18	10	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	10	31
	de 30 à 40 ans	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	8
	de 40 à 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	84	37	6	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	91	37	128

N. B. — Les défauts de concordance entre le présent tableau et le tableau XLIII, pour ce qui concerne les renseignements relatifs à la situation de famille et à la durée du mariage s'expliquent par le fait que, d'une part, au tableau XLIII c'est l'union conjugale qui, sous ce double rapport est prise comme unité statistique, tandis qu'au tableau XLIV, où les renseignements précités sont donnés en fonction des motifs des demandes, l'unité statistique est et devait être l'individu.

(1) Les renseignements font défaut en ce qui concerne les arrondissements de Louvain et de Termonde.

XLV. — Jugements rendus avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire.

ARRONDISSEMENTS.		NOMBRE des jugements rendus.	JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND — contradictoires — sur plaidoiries.	contradictoires — sur simples conclusions.	contradictoires — sur instruction par écrit.	par défaut.	sur requête.	ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE. Serments prêtés à l'audience — déférés par l'une des parties à l'autre	référés.	déférés d'office.	Enquêtes — sommaires.	devant juge commissaire — directes.	devant juge commissaire — contraires.	Interrogatoires sur faits et articles.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles		1,728	560	665	—	750	6	4	3	6	10	608	179	14
Louvain (1)		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles		55	17	—	—	8	—	—	—	—	2	14	8	2
Anvers		656	192	275	—	191	—	6	—	5	5	75	48	3
Malines		159	61	40	—	53	5	3	—	2	1	18	8	2
Turnhout		18	16	1	—	1	—	—	—	1	2	—	—	3
Mons		275	101	77	—	92	5	—	—	—	—	53	22	6
Charleroi		1,207	219	265	—	695	—	4	2	1	5	115	72	8
Tournai		196	93	20	—	61	20	—	—	3	—	17	11	4
Gand		251	100	50	21	80	—	3	3	—	—	81	14	3
Audenarde		102	22	59	—	18	3	1	—	—	6	6	3	3
Termonde (1)		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges		175	49	77	—	44	3	2	—	—	—	24	7	2
Courtrai		101	40	27	—	31	3	—	—	—	—	17	7	—
Furnes		25	11	9	—	3	2	—	—	—	1	1	1	2
Ypres		26	16	1	—	9	—	1	—	—	1	3	2	—
Liége		758	215	207	—	338	—	2	—	2	—	209	55	6
Huy		69	45	9	—	14	1	1	—	—	5	15	7	2
Verviers		224	60	50	—	110	4	2	—	1	—	49	15	6
Tongres		77	63	—	—	12	2	3	1	1	4	11	11	4
Hasselt		95	70	25	—	—	—	6	—	—	—	10	9	4
Arlon		28	17	2	—	9	—	—	—	—	—	4	4	—
Marche		36	13	18	—	3	—	1	—	1	—	4	2	1
Neufchâteau		19	10	7	—	2	—	2	—	—	—	5	2	1
Namur		91	41	28	—	10	6	3	—	—	—	18	15	4
Dinant		148	80	23	—	45	—	—	—	2	—	19	7	6
Cour d'appel de	Bruxelles	4,294	1,121	1,279	—	1,860	34	17	5	18	25	960	348	42
	Gand	678	238	223	21	185	11	7	3	—	8	132	34	10
	Liége	1,545	612	369	—	551	13	20	1	7	9	344	123	34
Totaux généraux		6,517	1,971	1,871	21	2,596	58	44	9	25	42	1,436	505	86

(1) Les renseignements font défaut.

XLVI. — Affaires sur requête. —

ARRONDISSEMENTS.	AFFAIRES SUR REQUÊTE				PRO DEO		RECTIFICATION d'actes de l'état civil.	HOMOLOGATIONS		
								d'actes de notoriété.	de délibérations de conseils de famille	
	accordées.	rejetées.	sans suite.	Total.	accordés.	rejetés.			relatives à l'aliénation de biens de mineurs.	concernant tous autres objets.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	3,919	288	—	4,207	1,811	286	104	27	44	51
Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	241	19	—	260	51	19	13	—	9	—
Anvers	834	65	74	973	353	61	32	27	33	—
Malines	222	24	6	252	67	15	9	—	12	12
Turnhout	114	—	2	116	5	—	15	—	3	4
Mons	611	27	23	661	248	27	21	1	6	13
Charleroi	1,399	50	39	1,488	718	19	13	3	29	—
Tournai	481	11	—	492	209	11	19	—	8	6
Gand	658	9	—	667	208	9	33	2	—	10
Audenarde	194	5	3	202	38	5	23	—	3	4
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	257	13	12	282	90	13	17	3	3	14
Courtrai	307	7	5	319	106	6	23	2	2	9
Furnes	58	2	—	60	9	1	4	—	—	3
Ypres	67	—	—	67	15	—	8	—	3	—
Liége	1,120	69	—	1,189	718	69	29	2	19	32
Huy	237	3	1	241	61	3	3	—	10	—
Verviers	578	13	—	591	251	10	21	—	2	13
Tongres	140	5	4	149	21	4	6	—	13	—
Hasselt	211	5	—	216	57	5	6	—	24	17
Arlon	118	4	—	122	25	4	6	—	8	—
Marche	70	2	—	81	4	1	1	—	11	2
Neufchâteau	120	2	—	122	16	2	4	—	11	—
Namur	321	5	—	326	91	5	33	—	33	2
Dinant	307	1	—	308	74	1	7	—	8	11
Cour d'appel de Bruxelles	7,821	484	144	8,449	3,442	468	224	58	166	88
Cour d'appel de Gand	1,541	36	20	1,597	554	34	108	7	13	40
Cour d'appel de Liége	3,231	109	5	3,345	1,316	104	116	2	139	79
Totaux	12,593	629	169	13,391	5,312	606	448	67	318	207

(1) Les renseignements font défaut.

Référés. — Ordonnances.

AUTORISATIONS de vendre des biens		RÉFÉRÉS JUGÉS		ORDONNANCES d'assignation à bref délai.	PROCÈS-VERBAUX de présentation de testaments		ORDONNANCES d'envoi en possession de succession testamentaire.	ORDONNANCES d'exequatur de jugements arbitraux		ARRONDISSEMENTS.
de mineurs.	d'interdits.	contradictoirement.	par défaut.		olographes.	mystiques.		en matière civile.	en matière commerciale.	
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
275	5	1,284	315	152	409	8	158	—	—	Bruxelles.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Louvain.
117	—	34	5	14	69	2	31	—	—	Nivelles.
140	—	258	71	44	169	2	46	9	20	Anvers.
61	—	13	7	8	59	1	25	—	—	Malines.
63	1	3	2	5	25	—	5	—	—	Turnhout.
122	2	44	7	8	104	1	30	1	—	Mons.
162	—	147	45	151	112	2	40	—	—	Charleroi.
97	—	45	6	22	89	1	32	—	—	Tournai.
1	—	58	22	145	141	11	43	—	—	Gand.
78	2	9	2	6	55	2	16	—	2	Audenarde.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Termonde.
45	5	15	21	26	78	—	31	—	1	Bruges.
56	1	11	—	12	61	—	20	1	—	Courtrai.
20	—	2	—	8	22	1	5	—	—	Furnes.
25	—	6	—	20	45	—	20	—	—	Ypres.
154	1	126	55	27	179	2	69	3	—	Liége.
74	—	11	2	—	56	4	15	—	—	Huy.
57	—	58	5	15	85	4	28	—	—	Verviers.
74	5	7	4	8	52	—	7	—	—	Tongres.
72	1	15	5	17	59	5	8	—	—	Hasselt.
71	—	—	—	—	55	—	15	—	—	Arlon.
47	—	—	—	5	59	—	5	—	—	Marche.
65	1	6	—	5	27	—	6	—	—	Neufchâteau.
152	5	10	5	23	85	4	—	—	—	Namur.
94	1	29	5	1	51	5	20	—	—	Dinant.
1,037	8	1,828	456	367	1,036	17	373	10	20	Cour d'appel de Bruxelles.
232	6	101	45	217	400	14	135	1	3	Cour d'appel de Gand.
860	12	249	53	99	631	20	171	3	—	Cour d'appel de Liége.
2,129	26	2,178	554	683	2,067	51	679	14	23	Totaux.

XLVII. — Procédures d'ordre et de contribution.

Arrondissements.	NOMBRE DES PROCÉDURES D'ORDRE									NOMBRE DES PROCÉDURES DE CONTRIBUTION									Transcriptions de saisies immobilières. — Année 1911-1912.
	A RÉGLER				TERMINÉES				Restant à régler	A RÉGLER				TERMINÉES				Restant à régler.	
	pendantes au commencement de l'année.	poursuivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.		pendantes au commencement de l'année.	poursuivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Bruxelles	5	—	2	7	1	3	—	4	3	10	—	6	16	—	8	—	8	9	75
Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Anvers	—	—	1	1	—	—	—	—	1	4	—	—	4	—	1	—	1	3	15
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Mons	5	—	7	12	—	5	2	7	5	1	—	—	1	—	—	—	—	1	29
Charleroi	8	—	3	11	—	3	—	3	8	6	—	5	11	—	1	—	1	10	41
Tournai	—	—	3	3	—	3	—	3	—	1	—	1	2	1	—	—	1	1	10
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	15
Audenarde	1	—	2	3	1	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Bruges	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Courtrai	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	9
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1)
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1)
Liége	6	—	4	10	—	4	—	4	6	10	—	—	10	—	5	—	3	7	52
Huy	—	—	3	3	2	1	—	3	—	3	—	2	5	—	2	—	2	3	15
Verviers	1	—	3	4	—	1	—	1	3	3	—	1	6	—	1	—	4	2	17
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20
Hasselt	3	—	—	3	—	—	2	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	8
Arlon	1	—	2	3	—	—	—	—	3	3	—	—	5	—	—	—	—	3	6
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	—	1	1	1	3
Neufchâteau	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Namur	6	—	3	9	—	4	—	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
Dinant	2	—	—	2	—	—	—	—	2	2	—	1	3	—	1	—	1	2	20
Cour d'appel de Bruxelles	18	—	16	34	1	14	2	17	17	22	—	12	34	1	10	—	11	23	198
Cour d'appel de Gand	3	—	2	5	1	1	1	3	2	2	—	—	2	—	1	—	1	1	42
Cour d'appel de Liége	21	—	15	36	2	10	2	14	22	27	—	5	32	—	10	1	11	21	153
TOTAUX	42	—	33	75	4	25	5	34	41	51	—	17	68	1	21	1	23	45	393

(1) Les renseignements font défaut.

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

COMPÉTENCE

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2e alinéa.)

Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce (titre Ier, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce a été porté à 2,500 francs par l'article 16 du titre préliminaire du nouveau Code de procédure civile (25 mars 1876).

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

XLVIII. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger.

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES.													
		CAUSES A JUGER						CAUSES TERMINÉES							
		ANCIENNES			NOUVELLES INTRODUITES			PAR JUGEMENTS							
								contradictoires							
CIVILS.	DE COMMERCE.	pendantes au commencement de l'année.	réinscrites après avoir été rayées comme terminées.	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.	entre commerçants.	entre commerçants et non-commerçants.	TOTAL des causes à juger.	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.	TOTAL.	par désistement, transaction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	TOTAL des causes terminées.	Causes restant à juger.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles	2,298	268	215	16,677	68	19,524	5,141	—	7,457	12,898	402	4,033	17,333	2,191
	Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles		108	—	5	599	15	523	151	18	146	325	84	18	427	96
	Anvers	5,320	155	52	6,616	57	12,358	5,919	277	936	5,132	498	114	5,744	6,614
Malines		192	5	1	608	97	905	226	7	275	508	180	49	737	169
Turnhout		51	—	—	196	15	263	46	12	78	136	67	12	215	48
	Mons	571	6	6	1,702	51	2,336	159	508	925	1,372	92	529	1,793	543
Charleroi		621	60	56	2,362	593	3,672	348	697	1,435	2,480	556	138	2,974	698
	Tournai	224	5	1	616	122	968	217	—	307	524	191	—	715	253
	Gand	2,026	—	15	2,100	30	4,169	528	115	770	1,411	460	1,352	3,223	946
Audenarde		70	5	—	200	3	278	38	20	81	139	40	29	208	70
	Alost	255	—	—	349	40	622	181	—	157	338	2	70	419	203
	Saint-Nicolas	56	1	—	184	18	259	62	22	66	150	55	12	195	64
Termonde	(1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bruges	380	—	1	645	7	1,033	186	25	146	357	105	9	471	562
	Ostende	185	—	5	590	61	639	87	56	171	294	105	56	433	206
	Courtrai	599	—	7	950	59	1,575	154	97	561	615	572	9	996	579
Furnes		25	—	—	65	17	105	11	18	24	53	25	4	80	25
Ypres		42	—	—	106	19	167	55	22	26	83	42	—	125	42
	Liége	866	49	160	2,814	505	4,194	1,112	522	1,146	2 780	628	186	3,594	600
Huy		175	—	—	208	46	427	56	24	98	178	45	6	229	198
	Verviers	145	—	3	752	25	901	160	92	337	589	165	29	781	120
Tongres		55	—	—	82	98	213	61	4	69	134	42	8	184	29
Hasselt		54	8	2	401	88	553	57	127	246	430	18	4	452	101
Arlon		70	—	—	92	21	192	53	2	28	63	50	5	116	76
Marche		71	—	1	89	18	179	9	10	40	59	35	—	112	67
Neufchâteau		85	—	1	95	24	203	25	9	46	78	27	34	139	64
	Namur	520	—	—	624	55	977	182	20	197	399	90	191	680	297
Dinant		152	—	2	516	34	484	47	15	165	225	61	17	303	181
	TOTAUX	15,160	540	508	39,594	1,918	57,720	13,489	2,525	15,736	31,750	4,207	6,721	42,678	15,042
Cour d'appel de	Bruxelles	9,588	477	315	29,176	994	40,550	10,467	1,349	11,559	23,375	1,850	4,713	29,938	10,612
	Gand	3,616	6	24	4,967	234	8,847	1,282	353	1,805	3,440	1,180	1,530	6,150	2,697
	Liége	1,956	57	169	5,451	690	8,323	1,740	823	2,372	4,935	1,177	478	6,590	1,733
Tribunaux	civils	1,739	78	49	5,215	1,084	8,165	1,121	1,013	2,757	4,891	1,068	342	6,301	1,864
	de commerce	13,421	462	459	34,379	834	49,555	12,368	1 512	12,979	26,859	3,139	6,379	36,377	13,178

(1) Les renseignements font défaut.

XLIX. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX		DURÉE DES PROCÈS A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU ROLE.									
		CAUSES TERMINÉES PAR JUGEMENT INSCRITES					CAUSES RESTANT A JUGER INSCRITES				
CIVILS.	DE COMMERCE.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	Bruxelles	10,880	511	956	741	12,898	580	562	468	781	2,191
	Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles		274	56	8	7	225	13	17	12	24	66
	Anvers	2,255	716	1,551	610	5,132	1,610	2,057	1,525	1,414	6,614
Malines		427	55	21	25	508	51	21	26	71	169
Turnhout		118	12	5	1	136	14	7	16	11	48
	Mons	855	557	128	52	1,372	125	141	105	172	543
Charleroi		2,151	152	99	98	2,480	146	122	165	265	698
	Tournai	461	21	30	12	524	58	40	40	115	253
	Gand	1,106	142	106	57	1,411	501	178	192	275	946
Audenarde		81	20	15	25	139	20	10	15	27	70
	Alost	285	46	7	—	338	147	26	30	—	203
	Saint-Nicolas	119	14	15	2	150	24	12	8	20	64
Termonde (1)		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bruges	200	72	48	57	357	112	114	164	172	562
	Ostende	202	55	45	16	294	70	56	47	55	206
	Courtrai	332	90	142	51	615	107	161	189	122	579
Furnes		40	10	2	1	53	8	4	2	11	25
Ypres		48	20	7	8	83	15	19	—	10	42
	Liége	1,057	785	265	97	2,780	249	161	97	90	600
Huy		142	26	7	5	178	57	20	57	84	198
	Verviers	198	161	150	74	589	42	55	18	5	120
Tongres		126	6	2	—	134	29	—	—	—	29
Hasselt		309	94	17	10	430	55	55	29	4	101
Arlon		31	20	11	1	63	9	32	27	8	76
Marche		16	5	1	7	59	10	4	15	58	67
Neufchâteau		57	8	7	6	78	19	12	8	25	64
	Namur	212	119	58	—	399	168	95	50	6	297
Dinant		49	75	66	55	225	55	54	50	62	181
	TOTAUX	22,651	3,394	3,729	1,976	31,750	4 082	3,774	3,291	3,895	15,042
Cour d'appel de	Bruxelles	17,401	1,650	2,778	1,546	23.375	2,627	2,747	2,355	2,883	10,612
	Gand	2,413	447	383	197	3,440	802	560	645	690	2,697
	Liége	2,837	1,297	568	233	4,935	653	467	291	322	1,733
Tribunaux	civils	5,879	519	266	227	4,891	439	555	580	670	1,864
	de commerce	18,772	2,875	3,465	1,749	26.859	3,625	3,419	2,911	3,225	13,178

(1) Les renseignements font défaut.

L. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Actes d'instruction préparatoire. Actes de sociétés (1).

TRIBUNAUX		JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.					Opposition à des jugements par défaut.	ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE.							ACTES concernant les sociétés commerciales déposés aux greffes et publiés au Recueil spécial.
			Contradictoires					Enquêtes		Interrogatoires sur faits et articles.	Prestation du serment				
											déféré par la partie.	référé.	déféré d'office		
CIVILS.	DE COMMERCE.	TOTAL.	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.	sur requête.		par écrit.	sans écrit.				sur le montant de la demande.	sur tout autre point.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles . . .	1,098	867	—	231	—	1,150	65	413	10	36	—	28	8	2,651
	Louvain(2) . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	76
Nivelles. . . .	. . . . .	31	30	1	—	—	10	1	7	—	2	—	—	—	62
	Anvers	914	472	380	58	24	159	6	17	9	17	—	—	12	1,426
Malines. . . .	. . . . .	81	61	14	6	—	29	4	17	—	5	—	4	—	57
Turnhout . . .	. . . . .	26	24	2	—	—	6	—	9	—	—	—	5	—	28
	Mons.	106	105	—	—	—	25	6	15	—	1	—	4	1	192
Charleroi . . .	. . . . .	169	98	44	25	2	51	8	15	1	12	—	13	4	551
	Tournai . . .	107	100	—	7	—	17	2	6	—	—	4	—	—	144
	Gand.	227	165	56	5	5	24	37	—	2	8	—	1	1	324
Audenarde . .	. . . . .	65	26	39	—	—	6	2	7	—	2	—	3	—	16
	Alost.	66	66	—	—	—	1	—	7	1	3	—	1	—	63
	Saint-Nicolas .	33	31	1	1	—	2	4	11	—	1	—	—	—	42
Termonde (2) .	. . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25
	Bruges	46	37	9	—	—	10	—	12	—	4	—	—	—	60
	Ostende. . . .	120	67	49	4	—	7	2	25	1	3	—	1	—	37
	Courtrai . . .	77	66	9	1	1	7	2	3	1	4	—	6	—	94
Furnes	. . . . .	14	7	7	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	11
Ypres	. . . . .	44	10	6	28	—	1	6	1	—	1	—	1	—	16
	Liége.	814	458	353	—	3	177	41	97	3	3	—	—	—	616
Huy	. . . . .	47	39	8	—	—	10	6	4	2	—	—	3	—	64
	Verviers . . .	97	90	6	—	1	30	3	11	1	—	—	1	—	105
Tongres . . .	. . . . .	57	21	—	35	—	—	—	6	—	3	—	3	—	35
Hasselt	. . . . .	63	30	15	—	—	3	6	—	3	4	—	1	2	34
Arlon	. . . . .	24	20	4	—	—	—	—	6	1	—	—	1	—	21
Marche. . . .	. . . . .	18	8	10	—	—	2	2	5	—	1	—	—	—	12
Neufchâteau. .	. . . . .	27	25	—	2	—	1	—	2	—	—	—	—	—	15
	Namur	107	25	78	—	4	14	21	—	1	1	—	—	—	151
Dinant	. . . . .	57	12	35	—	10	3	1	26	6	—	—	2	—	72
	TOTAUX . . .	4,535	2,982	1,124	381	48	1,690	223	748	42	115	4	80	28	6,875
	Bruxelles . . .	2,532	1,758	441	307	26	1,387	90	525	20	73	4	54	25	4,970
Cour d'appel de	Gand.	692	473	176	39	4	61	53	66	5	30	—	15	1	690
	Liége	1,311	751	507	35	18	242	80	157	17	12	—	11	2	1,215
	civils	723	434	185	94	12	104	56	155	15	30	—	38	6	802
Tribunaux . .	de commerce .	3,812	2,548	941	287	36	1,586	187	615	29	85	4	42	22	6,073

(1) *En ce qui concerne les actes de sociétés*, les chiffres donnés dans les publications parues au cours de l'année 1905 et des années antérieures se rapportaient à l'année judiciaire. Les chiffres donnés depuis se rapportent à l'année civile. Les chiffres de la présente publication sont donc ceux de l'année 1914.

(2) Les renseignements font défaut.

CONCORDATS PRÉVENTIFS DE LA FAILLITE

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite s'il obtient de ses créanciers un concordat préventif dans les formes et conditions prescrites par la loi du 29 juin 1887.

Le concordat peut être également accordé après le décès du débiteur. Il ne peut s'établir que si la majorité des créanciers, représentant, par leurs créances contestées ou admises par provision, les trois quarts de toutes les sommes dues, ont adhéré expressément à la demande. Il n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

LI. — Concordats préventifs de la faillite.

TRIBUNAUX.	NOMBRE de DEMANDES de concordat préventif.	DEMANDES DE CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE					
		accueillies et suivies d'homologation.	REJETÉES avant toute procédure.	REJETÉES pour défaut de majorité.	admises par les créanciers, mais non suivies d'homologation.	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure.	retirées ou tenues en suspens.
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	80	25	—	—	—	42	13
Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	3	3	—	—	—	—	—
Anvers	100	57	—	13	1	3	26
Malines	7	4	3	—	—	—	—
Turnhout	3	1	—	1	1	—	—
Mons	5	2	3	—	—	—	—
Charleroi	24	15	3	5	—	—	3
Tournai	9	3	2	1	1	—	2
Gand	9	6	1	2	-	—	—
Audenarde	2	—	—	—	—	—	2
Alost	4	3	—	1	—	—	—
Saint-Nicolas	1	1	—	—	—	—	—
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	8	5	2	1	—	—	—
Ostende	14	7	5	1	—	1	—
Courtrai	11	6	4	1	—	—	—
Furnes (1)	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (1)	—	—	—	—	—	—	—
Liége	14	5	3	3	—	—	3
Huy	2	1	1	—	—	—	—
Verviers	10	8	—	2	—	—	—
Tongres	3	1	—	2	—	—	—
Hasselt	6	4	—	—	—	—	2
Arlon	—	—	—	—	—	—	—
Marche	1	1	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—
Namur	7	6	1	—	—	—	—
Dinant	2	2	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	231	108	11	20	3	45	44
Cour d'appel de Gand	49	28	12	6	—	1	2
Cour d'appel de Liége	45	28	5	7	—	—	5
TOTAUX GÉNÉRAUX	325	164	28	33	3	46	51

(1) Les renseignements font défaut.

LII. — Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation après abandon d'actif.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ.	PASSIF							TOTAL.
	de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	1	—	1	3	1	1	7
Moins de 10 %				1	3	—	2	6
De 10 à 20 %	—	—	3	2	3	—	5	18
De 20 à 30 %	—	2	1	2	4	—	1	10
De 30 à 50 %	—	—	2	1	—	2	5	10
De 50 à 75 %	—	1	—	2	3	—	1	7
De 75 % et plus	—	—	—	—	—	—	—	—
Payement intégral	—	2	1	1	2	1	1	8
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	4	7	10	18	4	16	61

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses payements et dont le crédit se trouve ébranlé, est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses payements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de payement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple et punie correctionnellement, si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre Ier du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement, si le commerçant failli se trouve dans un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le sursis de payement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses payements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

LIII. — Aperçu général.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES FAILLITES										
	antérieures à l'année.	déclarées pendant l'année.	rouvertes		TOTAL.	terminées par concordat.	terminées par liquidation.	révoquées.	closes à défaut d'actif.	TOTAL.	restant à terminer à la fin de l'année.
			après clôture pour défaut d'actif.	après révocation du concordat							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	161	252	—	—	413	21	68	12	113	214	199
Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	18	4	—	—	22	1	3	—	4	7	15
Anvers	157	52	—	—	209	3	10	3	21	37	172
Malines	18	6	—	—	24	—	3	—	2	5	19
Turnhout	6	6	—	—	12	1	—	1	—	2	10
Mons	47	30	1	—	78	—	16	2	11	29	49
Charleroi	170	40	—	—	219	2	18	3	23	46	173
Tournai	26	25	—	—	51	1	8	1	5	15	36
Gand	48	55	—	—	103	2	15	—	15	32	71
Audenarde	6	—	—	—	6	—	—	—	1	1	5
Alost	5	9	—	—	14	—	6	3	2	11	3
Saint-Nicolas	17	4	—	—	21	2	2	—	2	6	15
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	58	24	—	—	82	3	11	1	18	33	20
Ostende	25	11	—	—	34	—	8	—	1	9	25
Courtrai	34	22	—	—	56	2	5	1	8	16	40
Furnes	11	4	—	—	15	—	8	—	—	8	7
Ypres	10	2	—	—	12	—	—	—	—	—	12
Liége	47	49	—	—	96	—	20	3	20	43	53
Huy	4	3	—	—	7	—	—	—	—	—	7
Verviers	20	8	—	—	28	1	5	—	4	10	18
Tongres	3	3	—	—	6	1	1	—	—	2	4
Hasselt	11	4	—	—	15	—	5	—	2	7	8
Arlon	11	1	—	—	12	—	1	—	—	1	11
Marche	6	2		—	8	—	1	—	—	1	7
Neufchâteau	17	2	—	—	19	—	—	—	—	—	19
Namur	47	16	—	—	63	4	12	—	5	21	42
Dinant	22	8	—	—	30	—	2	—	4	6	24
Cour d'appel de Bruxelles	612	415	1	—	1,028	29	128	22	176	355	673
Cour d'appel de Gand	192	131	—	—	323	9	55	5	47	116	207
Cour d'appel de Liége	188	96	—	—	284	6	47	3	35	91	193
TOTAUX GÉNÉRAUX	992	642	1	—	1,635	44	230	30	258	562	1,073

(1) Les renseignements font défaut.

LIV. — Faillites déclarées. — Montant du passif.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE total des faillites déclarées.	MONTANT DU PASSIF.							
		Moins de 1,000 francs.	1,000 à 5,000 francs.	5,000 à 10,000 francs.	10,000 à 20,000 francs.	20,000 à 50,000 francs.	50,000 à 100,000 francs.	100,000 francs et plus.	Encore inconnu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	252	36	52	26	39	36	24	24	35
Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	4	—	—	2	—	1	1	—	—
Anvers	52	2	8	10	6	10	4	5	7
Malines	6	—	2	2	—	—	—	—	2
Turnhout	6	—	—	3	2	—	—	1	—
Mons	30	1	8	8	3	4	1	1	4
Charleroi	40	3	15	3	4	7	2	2	2
Tournai	25	—	10	6	3	3	—	3	—
Gand	55	2	3	8	9	7	8	10	6
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	9	—	1	2	1	1	—	1	3
Saint-Nicolas	4	—	—	1	—	—	1	—	2
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	24	1	7	4	4	2	1	2	3
Ostende	11	1	—	2	3	2	1	2	—
Courtrai	22	2	3	3	3	2	2	3	—
Furnes	4	—	2	—	—	—	—	1	1
Ypres	2	—	—	—	—	—	—	1	1
Liége	49	1	10	7	10	8	2	3	8
Huy	3	—	—	1	—	—	—	1	1
Verviers	8	1	3	—	1	1	—	2	—
Tongres	3	—	1	—	—	2	—	—	—
Hasselt	4	—	2	1	—	—	—	—	1
Arlon	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Marche	2	—	—	—	—	1	—	1	—
Neufchâteau	2	—	—	—	—	—	—	—	2
Namur	16	—	3	3	2	4	—	2	—
Dinant	8	—	3	2	—	—	1	—	2
Cour d'appel de Bruxelles	415	44	75	60	57	61	32	36	50
Cour d'appel de Gand	131	6	20	20	22	14	13	20	16
Cour d'appel de Liége	96	2	22	16	13	16	4	9	14
TOTAUX GÉNÉRAUX	642	52	117	96	92	91	49	65	80

(1) Les renseignements font défaut.

FAILLITES DÉCLARÉES.

LV. — Circonstances personnelles aux faillis.

ARRONDISSEMENTS.	Faillites déclarées.	FAILLITES NOUVELLES OUVERTES				FAILLITES PRONONCÉES				ORIGINE DES FAILLIS.			RÉSIDENCE DES FAILLIS.			
		contre des hommes.	contre des femmes.	contre des associés.	contre des sociétés.	sur aveu du failli.	à la poursuite des créanciers : sur assignation.	à la poursuite des créanciers : sur requête.	d'office.	Belge.	Etrangère.	Inconnue.	Communes de 100,000 habitants et plus.	Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.	Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.	Communes de moins de 10,000 habitants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	252	198	20	5	31	120	89	4	39	152	56	64	238	—	3	11
Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	4	1	—	—	—	1	2	1	—	3	1	—	—	—	2	2
Anvers	32	11	4	—	1	9	14	—	9	15	19	—	15	—	3	1
Malines	6	3	1	—	—	2	2	—	2	6	—	—	—	1	—	2
Turnhout	6	2	2	—	2	1	—	2	3	6	—	—	—	—	3	3
Mons	30	25	1	—	1	16	6	6	2	20	1	—	—	2	11	17
Charleroi	40	35	3	1	1	17	10	5	8	38	2	—	—	5	16	19
Tournai	25	22	2	—	1	13	1	4	7	21	1	—	—	8	6	11
Gand	53	42	1	1	8	6	16	19	14	17	8	—	19	—	1	5
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	9	8	—	—	1	2	2	2	3	9	—	—	—	3	1	5
Saint-Nicolas	4	3	—	—	1	1	—	—	3	4	—	—	—	2	—	2
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	24	20	2	—	2	7	8	6	3	24	—	—	—	10	2	12
Ostende	11	9	2	—	—	4	1	2	4	10	1	—	—	8	—	3
Courtrai	22	19	2	—	1	9	5	5	5	20	2	—	—	6	6	10
Furnes	4	3	—	—	1	1	—	2	1	4	—	—	—	—	—	4
Ypres	2	2	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	1	1
Liége	49	36	6	2	5	7	31	—	8	41	3	—	33	2	1	13
Huy	3	3	—	—	—	2	1	—	—	3	—	—	—	—	—	3
Verviers	8	3	2	—	3	—	3	1	2	8	—	—	—	3	—	5
Tongres	3	3	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	1	2
Hasselt	4	3	1	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	1	3
Arlon	1	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Marche	2	2	—	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	2
Neufchâteau	2	1	1	—	—	1	—	—	1	2	—	—	—	—	—	2
Namur	16	15	1	—	—	2	5	3	8	16	—	—	—	4	—	12
Dinant	8	6	—	1	1	—	4	2	2	7	1	—	—	—	—	8
Cour d'appel de Bruxelles	415	335	36	4	40	179	144	22	70	291	60	64	283	19	44	69
Cour d'appel de Gand	131	106	10	1	14	30	31	36	34	119	12	—	49	29	11	42
Cour d'appel de Liége	96	73	11	3	9	12	49	14	21	90	6	—	33	9	4	50
TOTAUX GÉNÉRAUX	642	514	57	8	63	221	224	72	125	500	78	64	365	57	59	161

(1) Les renseignements font défaut.

LVI. — Faillites déclarées.

RELEVÉ PAR PROVINCE.

Brabant	256	Liége	60
Anvers	64	Limbourg	7
Hainaut	93	Luxembourg	8
Flandre orientale	68	Namur	24
Flandre occidentale	63		

POUR LE ROYAUME : **642.**

LVII. — Faillites terminées par concordat.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ.	PASSIF							TOTAL.
	de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 °/₀	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à 20 °/₀	—	—	—	—	1	—	—	1
De 20 à 30 °/₀	—	1	2	4	2	—	1	10
De 30 à 50 °/₀	—	1	2	—	5	1	2	11
De 50 à 75 °/₀	—	—	1	1	1	2	1	6
De 75 °/₀ et plus	—	—	—	—	1	—	—	1
Payement intégral	—	3	—	2	3	1	3	12
Inconnu	—	—	—	—	2	—	1	3
TOTAL	—	5	5	7	15	4	8	44

LVIII. — Faillites terminées par liquidation.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ.	PASSIF de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	6	8	3	1	—	2	20
Moins de 10 °/₀	—	16	22	25	28	11	19	121
De 10 à 20 °/₀	—	9	11	12	6	3	5	46
De 20 à 30 °/₀	—	1	3	3	6	3	—	16
De 30 à 50 °/₀	—	3	3	1	6	4	2	19
De 50 à 75 °/₀	—	—	1	—	3	—	—	4
De 75 °/₀ et plus	—	—	—	—	—	—	—	—
Payement intégral	1	1	—	—	—	1	1	4
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	1	36	48	44	50	22	29	230

LIX. — Faillites terminées par liquidation.

EMPLOI DE L'ACTIF RÉALISÉ.

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif.	NOMBRE des faillites.	PASSIF chirographaire.	ACTIF RÉALISÉ.	FRAIS de tout genre.	HONORAIRES des curateurs.	PAIEMENTS AUX CRÉANCIERS privilégiés.	PAIEMENTS AUX CRÉANCIERS chirographaires.
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 1,000 francs	1	12 60	310 75	89 27	205 97	208 91	12 60
De 1,000 à 5,000 francs	30	120,205 57	11,362 82	7,270 91	7,615 25	12,464 75	14,211 91
De 5,000 à 10,000 francs	48	357,187 41	95,138 66	12,312 13	12,965 32	52,560 21	55,500 00
De 10,000 à 20,000 francs	44	658,407 93	148,000 92	16,187 89	23,572 75	45,590 61	64,643 61
De 20,000 à 50,000 francs	50	1,657,111 80	411,528 87	59,887 34	51,121 18	80,789 60	253,450 75
De 50,000 à 100,000 francs	22	1,510,784 87	440,583 06	21,025 82	38,810 20	72,265 48	284,585 47
De 100,000 francs et plus	20	12,266,360 90	2,021,102 52	187,562 71	201,611 61	1,200,775 20	1,331,121 68
Total des faillites terminées par liquidation	230	16,550,129 19	4,059,732 40	288,236 07	359,233 40	1,448,456 88	1,963,806 05

LX. — Faillites terminées. — Durée de la procédure.

ARRONDISSEMENTS.	DURÉE DES FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT OU LIQUIDATION. moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	20	25	15	8	4	3	1	4	89
Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	1	1	2	1	—	—	—	1	6
Anvers	—	2	3	2	1	—	1	2	13
Malines	—	1	1	—	—	—	—	1	3
Turnhout	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Mons	7	4	3	—	1	—	—	1	16
Charleroi	3	3	3	—	3	1	1	2	20
Tournai	4	1	—	—	2	1	—	1	9
Gand	2	4	3	2	3	—	—	1	17
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	1	3	—	1	—	1	—	—	6
Saint-Nicolas	2	1	—	1	—	—	—	—	4
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	3	4	3	1	—	1	1	1	14
Ostende	1	6	1	—	—	—	—	—	8
Courtrai	2	1	1	1	—	1	—	1	7
Furnes	1	4	3	—	—	—	—	—	8
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	7	3	7	2	1	—	—	—	20
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	1	—	2	—	2	—	—	1	6
Tongres	1	—	1	—	—	—	—	—	2
Hasselt	—	1	2	1	1	—	—	—	5
Arlon	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Marche	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	8	3	1	1	1	—	—	2	16
Dinant	1	—	—	—	1	—	—	—	2
Cour d'appel de Bruxelles	45	37	31	11	13	5	3	12	157
Cour d'appel de Gand	12	23	13	6	3	3	1	3	64
Cour d'appel de Liége	18	8	13	4	6	—	—	4	53
TOTAUX GÉNÉRAUX	75	68	57	21	22	8	4	19	274

(1) Les renseignements font défaut.

LXI. — Faillites à terminer.

ARRONDISSEMENTS.	FAILLITES OUVERTES DEPUIS								TOTAUX.
	moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	106	20	35	7	4	6	7	5	199
Louvain (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	2	2	—	5	—	—	1	5	15
Anvers	21	20	24	18	15	14	14	46	172
Malines	3	2	2	3	6	1	1	1	19
Turnhout	3	1	3	2	1	—	—	—	10
Mons	10	7	9	10	1	4	2	6	45
Charleroi	21	10	12	22	16	12	11	60	173
Tournai	10	8	3	1	1	1	—	10	36
Gand	22	21	10	7	2	4	—	5	71
Audenarde	—	—	2	—	1	1	—	1	5
Alost	2	1	—	—	—	—	—	—	3
Saint-Nicolas	2	2	3	2	4	1	—	1	15
Termonde (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	7	3	7	2	2	1	—	3	29
Ostende	1	4	13	2	1	—	1	—	25
Courtrai	3	8	3	3	2	—	1	14	40
Furnes	2	1	3	—	—	—	1	—	7
Ypres	2	—	3	2	1	—	1	3	12
Liége	10	10	7	4	3	3	1	4	53
Huy	3	—	1	—	1	1	—	1	7
Verviers	4	1	7	1	3	1	—	1	18
Tongres	1	1	1	—	—	—	1	—	4
Hasselt	1	2	2	—	1	1	1	—	8
Arlon	—	—	1	—	—	—	2	8	11
Marche	2	—	—	1	2	1	—	1	7
Neufchâteau	2	—	1	—	1	1	—	11	19
Namur	4	4	3	3	3	8	3	8	42
Dinant	3	2	3	2	3	—	1	3	24
Cour d'appel de Bruxelles	176	79	90	68	44	38	36	142	673
Cour d'appel de Gand	46	42	46	20	13	7	4	29	207
Cour d'appel de Liége	39	20	28	13	23	19	12	39	193
TOTAUX GÉNÉRAUX	261	141	164	101	80	64	52	210	1,073

(1) Les renseignements font défaut.

4° COURS D'APPEL

COMPÉTENCE

L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES

LXII. — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Bruxelles.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE			TOTAL général des causes terminées.		
					CONTRADICTOIRES			par défaut.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.			
					confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. Bruxelles	360	389	749	32	169	58	68	16	291	78	28	106	397	352	Bruxelles.
Louvain	19	20	39	2	10	1	2	—	13	3	—	3	16	23	Louvain.
Nivelles	30	13	43	3	15	2	3	2	20	4	3	7	27	16	Nivelles.
Anvers	147	115	262	5	40	12	22	3	86	28	10	38	124	138	Anvers.
Malines	25	23	48	5	8	—	6	2	16	6	—	6	22	26	Malines.
Turnhout	4	6	10	—	3	—	2	—	5	—	—	—	5	5	Turnhout.
Mons	36	33	69	1	14	3	2	2	23	7	—	7	30	39	Mons.
Charleroi	68	59	127	8	28	8	14	1	51	10	6	16	67	60	Charleroi.
Tournai	34	39	73	—	25	3	13	2	41	5	2	7	48	25	Tournai.
Affaires portées directement devant la cour	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	Affaires portées dirt devant la cour.
Appels de jugements d'arbitres	9	17	26	—	2	1	3	1	7	4	—	4	11	13	Appels de jugements d'arbitres.
Référés	15	20	33	—	8	2	3	2	15	5	1	6	21	12	Référés.
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	Tribunaux étrangers au ressort.
Affaires commerciales.															**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. DE COMMERCE.															TRIBUNAUX DE :
Bruxelles	265	238	503	13	125	24	31	15	195	19	22	71	266	237	Bruxelles.
Louvain	9	2	11	—	6	1	1	—	8	1	—	1	9	2	Louvain.
Nivelles	8	4	12	2	1	—	1	—	2	3	2	5	7	3	Nivelles.
Anvers	307	208	515	19	93	21	23	11	148	41	22	63	211	304	Anvers.
Malines	10	9	19	2	4	1	1	2	8	3	—	3	13	6	Malines.
Turnhout	1	4	5	—	1	1	—	—	2	1	—	1	3	2	Turnhout.
Mons	11	10	21	1	1	1	1	1	4	2	1	3	7	14	Mons.
Charleroi	37	25	62	2	12	3	5	2	22	7	1	8	30	32	Charleroi.
Tournai	15	23	38	1	3	—	—	—	5	7	—	7	12	26	Tournai.
Affaires portées directement devant la cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées direct. dev. la cour.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	1	1	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	Tribunaux étrangers au ressort.
Référés	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	Référés.
TOTAUX. Affaires civiles	748	734	1,482	34	328	72	138	31	569	150	50	200	769	715	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	665	524	1,189	40	249	52	64	31	396	116	48	164	560	629	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,413	1,258	2,671	94	577	124	202	62	965	266	98	364	1,329	1,342	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Première chambre	204	181	385	9	75	18	30	4	127	52	7	39	166	219	Première chambre.
Deuxième id.	240	176	425	10	85	17	24	9	133	50	17	67	200	225	Deuxième id.
Troisième id.	267	170	437	18	90	23	40	21	192	74	47	121	313	124	Troisième id.
Quatrième id.	200	176	376	10	72	25	15	7	115	37	8	45	160	216	Quatrième id.
Cinquième id.	120	101	320	15	78	11	20	11	126	25	8	31	157	163	Cinquième id.
Sixième id.	147	186	333	12	86	17	30	6	139	20	4	30	169	164	Sixième id.
Septième id.	217	175	390	10	81	14	30	4	129	24	7	31	160	250	Septième id.
Vacations	—	5	5	1	5	1	—	—	4	—	—	—	4	1	Vacations.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Gand.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER				CAUSES TERMINÉES										
					PAR ARRÊTS AU FOND					D'UNE AUTRE MANIÈRE					
					CONTRADICTOIRES										
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.	Arrêts rendus avant de statuer au fond.	confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.	par défaut.	TOTAL des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.	TOTAL général des causes terminées.	CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. Gand	20	49	69	8	21	2	5	2	30	6	—	6	36	33	Gand.
Audenarde	7	14	21	2	7	1	—	1	9	2	—	2	11	10	Audenarde.
Termonde	9	9	18	3	6	1	3	—	10	1	—	1	11	7	Termonde.
Bruges	20	23	43	6	10	4	2	—	16	4	—	4	20	23	Bruges.
Courtrai	18	19	37	7	9	1	3	—	13	4	—	4	17	20	Courtrai.
Furnes	4	9	13	2	3	1	—	—	4	—	—	4	4	9	Furnes.
Ypres	3	7	10	2	4	—	1	—	5	—	—	—	5	5	Ypres.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	Renvoi après cassation.
Affaires commerciales.															**Affaires commerciales**
TRIBUNAUX															TRIBUNAUX DE :
DE PREMIÈRE INSTANCE. / DE COMMERCE.															
Gand	28	60	88	6	20	6	5	1	32	13	—	13	45	13	Gand.
Audenarde —	—	3	3	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	2	Audenarde.
Alost	2	6	8	—	1	1	—	—	2	—	—	—	2	6	Alost.
Saint-Nicolas	6	7	13	1	5	2	1	1	7	1	—	1	8	5	Saint-Nicolas.
Termonde —	2	2	4	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	2	Termonde.
Bruges	10	10	20	5	5	—	1	—	6	4	—	4	10	10	Bruges.
Ostende	9	7	16	1	4	2	2	—	8	—	—	—	8	8	Ostende.
Courtrai	15	14	27	2	9	—	1	—	10	2	—	2	12	13	Courtrai.
Furnes —	3	1	4	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	2	Furnes.
Ypres —	3	3	6	3	2	—	—	—	2	3	—	3	5	3	Ypres.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	Renvoi après cassation.
TOTAUX. Affaires civiles	81	131	212	32	61	10	14	3	88	17	—	17	105	107	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	77	115	192	20	48	12	10	2	72	24	—	24	96	96	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX	158	246	404	52	109	22	24	5	160	41	—	41	201	203	TOTAUX GÉNÉRAUX
Première chambre	72	107	179	18	54	9	15	3	79	15	—	13	92	87	Première chambre.
Deuxième id.	86	139		34	55	13	11	2	81	28	—	28	109	116	Deuxième id.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Liége.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE			TOTAL général des causes terminées.		
					CONTRADICTOIRES			par défaut.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.			
					confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. — Liége	91	151	242	17	45	14	27	9	95	18	5	23	118	124	Liége.
Huy	22	20	42	2	15	2	3	1	19	—	2	2	21	21	Huy.
Verviers	18	34	52	1	17	5	4	5	31	2	1	3	34	18	Verviers.
Tongres	7	10	17	2	4	1	1	—	6	2	—	2	8	9	Tongres.
Hasselt	10	4	14	1	2	1	2	—	5	2	—	2	7	7	Hasselt.
Arlon	3	15	18	1	5	—	3	—	8	—	—	—	8	10	Arlon.
Marche	4	2	6	1	2	1	—	1	4	—	—	—	4	2	Marche.
Neufchâteau	4	1	5	—	1	—	1	—	2	1	—	1	3	2	Neufchâteau.
Namur	15	27	42	1	10	1	6	1	18	4	1	5	23	19	Namur.
Dinant	15	12	27	3	5	1	6	—	12	3	—	3	15	12	Dinant.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	Renvoi après cassation.
Affaires commerciales. TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. — DE COMMERCE.															**Affaires commerciales.** TRIBUNAUX DE :
Liége	37	67	104	4	27	6	8	5	46	6	—	6	52	52	Liége.
Huy	7	3	10	—	2	1	1	—	4	2	—	2	6	4	Huy.
Verviers	6	11	17	—	4	1	2	—	7	1	—	1	8	9	Verviers.
Tongres	1	2	3	—	—	—	1	—	1	2	—	2	3	—	Tongres.
Hasselt	2	4	6	—	2	—	1	—	3	—	—	—	3	3	Hasselt.
Arlon	2	6	8	—	2	2	—	—	4	—	—	—	4	4	Arlon.
Marche	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	Marche.
Neufchâteau	3	1	4	—	3	—	—	—	3	—	—	—	3	1	Neufchâteau.
Namur	15	16	29	1	10	4	1	—	15	1	—	1	16	13	Namur.
Dinant	1	9	10	1	3	1	2	—	6	1	—	1	7	3	Dinant.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Renvoi après cassation.
TOTAUX. Affaires civiles	189	279	468	29	104	27	52	17	200	52	9	41	241	227	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	73	119	192	6	53	15	16	5	89	15	1	14	103	89	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX.	262	398	660	35	157	42	68	22	289	45	10	55	344	316	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Première chambre	76	131	207	10	34	12	26	8	80	10	6	16	96	111	Première chambre.
Deuxième id.	85	143	228	4	61	18	27	7	113	23	—	23	136	92	Deuxième id.
Troisième id.	105	122	225	12	62	12	15	7	96	12	4	16	112	113	Troisième id.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

RÉCAPITULATION.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.		CAUSES A JUGER				CAUSES TERMINÉES											
						PAR ARRÊTS AU FOND					D'UNE AUTRE MANIÈRE						
						CONTRADICTOIRES											
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.	Arrêts rendus avant de statuer au fond.	confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.	par défaut.	TOTAL des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.	TOTAL général des causes terminées.	CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.	
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
Bruxelles	Tribunaux de première instance en matière civile	723	697	1,420	54	317	69	152	28	546	141	49	190	736	684	Tribunaux (affaires civiles).	
	Id. id. id. commerciale	56	42	98	6	18	5	7	4	34	16	3	19	53	45	Id. (affaires commerciales.)	
	Id. de commerce	607	481	1,088	54	230	47	56	27	360	100	45	145	505	583	Id. de commerce.	
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	2	1	3	—	2	—	1	—	3	—	—	—	3	—	Id. étrangers.	
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.	
	Appels de jugements d'arbitres	9	17	26	—	2	1	3	1	7	4	—	4	11	15	Appels de jugements d'arbitres.	
	Référés	14	20	34	—	8	2	3	2	15	5	1	6	21	13	Référés.	
	Affaires portées directement devant la Cour	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	Affaires portées directement	
Gand	Tribunaux de première instance en matière civile	81	130	211	32	60	10	14	3	87	17	—	17	104	107	Tribunaux (affaires civiles).	
	Id. id. id. commerciale	8	11	19	3	3	1	—	—	6	4	—	4	10	9	Id. (affaires commerciales).	
	Id. de commerce	68	104	172	15	42	11	10	2	65	20	—	20	85	87	Id. de commerce.	
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	1	1	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	—	Id. étrangers.	
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.	
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Appels de jugements d'arbitres.	
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées devant la Cour.	
Liége	Tribunaux de première instance en matière civile	189	276	465	29	104	27	32	17	200	52	9	41	241	221	Tribunaux (affaires civiles).	
	Id. id. id. commerciale	17	25	42	1	12	4	5	—	21	5	1	6	27	15	Id. (affaires commerciales).	
	Id. de commerce	56	94	150	5	41	11	11	3	68	8	—	8	76	74	Id. de commerce.	
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	Id. étrangers.	
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.	
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Appels de jugements d'arbitres.	
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées devant la Cour.	
Totaux	Tribunaux de première instance en matière civile	993	1,103	2,096	115	481	106	198	48	833	190	58	248	1,081	1,015	Tribunaux (affaires civiles).	
	Id. id. id. commerciale	81	78	159	12	55	10	12	4	61	25	4	29	90	69	Id. (affaires commerciales).	
	Id. de commerce	731	679	1,410	54	315	69	77	34	493	128	45	173	666	744	Id. de commerce.	
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	3	5	8	—	4	—	1	—	5	—	—	—	5	3	Id. étrangers.	
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.	
	Appels de jugements d'arbitres	9	17	26	—	2	1	3	1	7	4	—	4	11	15	Appels de jugements d'arbitres.	
	Référés	14	20	34	—	8	2	3	2	15	5	1	6	21	13	Référés.	
	Affaires portées directement devant la Cour	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	Affaires portées directement.	
	TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,833	1,902	3,735	181	843	188	294	89	1,414	352	108	460	1,874	1,861	TOTAUX GÉNÉRAUX.	
Totaux par ressort.	Bruxelles	1,413	1,258	2,671	94	577	124	202	62	965	266	98	364	1,329	1,342	Bruxelles.	
	Gand	158	246	404	52	109	22	24	5	160	41	—	41	201	203	Gand.	
	Liége	262	398	660	35	157	42	68	22	289	45	10	55	344	316	Liége.	

LXIII. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFFAIRES CIVILES.										
Code civil.										
LIVRE Ier. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Des actes de l'état civil	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE IV. — Des absents	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE V. — Du mariage. Pension alimentaire	43	27	16	40	3	32	—	29	3	32
TITRE V. — Du mariage. Autres affaires	7	4	3	7	—	7	—	7	—	7
TITRE VI. — Du divorce. Divorce	103	61	42	79	24	102	—	88	14	102
TITRE VI. — Du divorce. Séparation de corps	16	9	7	13	3	14	—	13	1	14
TITRE VII. — De la paternité et de la filiation	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE VIII. — De l'adoption et de la tutelle officieuse	15	15	—	15	—	15	—	15	—	15
TITRE IX. — De la puissance paternelle	6	4	2	6	—	5	—	5	—	5
TITRE X. — De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation	5	3	2	5	—	5	—	5	—	5
TITRE XI. — De la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire	2	2	—	2	—	1	—	1	—	1
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE I. — De la distinction des biens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE II. — De la propriété	8	4	4	8	—	7	—	6	1	7
TITRE III. — De l'usufruit, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE IV. — Des servitudes ou services fonciers	9	5	4	9	—	2	—	2	—	2
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Des successions	36	17	19	35	1	19	—	19	—	19
TITRE II. — Des donations entre vifs et des testaments. Donations entre vifs	3	3	—	3	—	1	—	1	—	1
TITRE II. — Des donations entre vifs et des testaments. Testaments	12	7	5	12	—	9	—	9	—	9
TITRE III. — Des contrats et obligations conventionnelles en général. Payement	148	98	50	139	9	63	1	62	2	64
TITRE III. — Des contrats et obligations conventionnelles en général. Autres affaires	66	38	28	64	2	25	—	19	4	23
TITRE IV. — Des engagements qui se forment sans convention	178	96	82	177	1	103	1	93	9	104
TITRE V. — Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Séparations de biens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE VI. — De la vente	3	1	2	3	—	1	—	1	—	1
TITRE VIII. — Du contrat de louage	15	10	5	13	2	6	1	6	1	7
TITRE IX. — Du contrat de société	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE X. — Du prêt	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—
TITRE XI. — Du dépôt et du séquestre	2	1	1	2	—	2	—	2	—	2
TITRE XII. — *Des contrats aléatoires*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE XIII. — Du mandat	5	1	1	3	—	1	—	1	—	1
TITRE XIV. — Du cautionnement	1	—	1	1	—	3	—	3	—	3
TITRE XVII. — Du nantissement	2	—	2	2	—	1	—	1	—	1
TITRE XVIII. — Des priviléges et hypothèques (loi du 16 décembre 1851)	4	2	2	4	—	4	—	4	—	4
TITRE XX. — De la prescription	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Code de procédure et lois spéciales.										
Ire PARTIE, LIVRE II, TITRE VIII. — Des jugements par défaut et oppositions	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE II, TITRE XIV. — Des rapports d'experts	2	1	1	2	—	2	—	2	—	2
LIVRE II, TITRE XXI. — De la récusation	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE II, TITRE XXII. — De la péremption	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE III. — TITRE UNIQUE. Des tribunaux d'appel	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
LIVRE IV, TITRE I. — De la tierce opposition	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE V, TITRE IV. — Des redditions de comptes	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
LIVRE V, TITRE VII. — Des saisies-arrêts ou oppositions	7	5	2	7	—	2	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE VIII. — Des saisies-exécutions	5	2	3	5	—	2	—	2	—	2
LIVRE V, TITRE XIV. — De l'ordre	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
2e PARTIE, LIVRE I, TITRE II. — De la saisie-gagerie	3	3	—	3	—	1	—	1	—	1
LIVRE I, TITRE III. — De la saisie revendication	4	1	3	3	1	2	—	2	—	2
LIVRE II, TITRE I. — Apposition de scellés après décès	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
LIVRE II, TITRE III. — De la levée du scellé	4	1	3	4	—	1	—	1	—	1
LIVRE III, TITRE UNIQUE. — Des arbitrages	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
Brevets d'invention. Loi du 24 mai 1854	4	3	1	4	—	2	—	1	1	2
Compétence. Loi du 25 mars 1841 et du 25 mars 1876	14	8	6	13	1	15	—	15	1	14
Enregistrement. Loi du 22 frimaire an VII	2	1	1	2	—	2	—	2	—	2
Expropriation. Loi du 17 avril 1835	99	50	49	97	2	99	—	70	29	99
Expulsion de locataires. Loi du 9 août 1887	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Exécution de décision judiciaire	2	—	2	2	—	2	—	1	1	2
Poursuites disciplinaires. Loi du 25 ventôse an XI, 20 avril et 14 décembre 1810	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Responsabilité des communes. Décret du 10 vendém. an IV	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saisie immobilière. Loi du 15 août 1854. Chapitres II et III	3	1	2	3	—	3	—	3	—	3
Autres matières	6	3	3	5	1	3	—	4	1	5
TOTAUX GÉNÉRAUX	857	497	360	806	51	570	3	505	68	573

LXIII (suite). — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFFAIRES COMMERCIALES.										
Code de commerce.										
LIVRE Ier.										
Du commerce en général.										
TITRES I à V. — Des commerçants, etc.	484	289	195	450	34	165	2	145	22	167
TITRE VI. — Du gage	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRES VII et VII*bis*. — De la commission et du contrat de transport	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE VIII. — De la lettre de change et du billet à ordre	2	1	1	1	1	1	—	1	—	1
TITRE IX. — Des sociétés	19	12	7	16	3	4	—	4	—	4
TITRES X et XI. — Des assurances	4	4	—	4	—	2	—	2	—	2
LIVRE II.										
Du commerce maritime.	9	4	5	9	—	1	—	1	—	1
LIVRE III.										
Des faillites, banqueroutes et sursis.	39	21	18	30	—	30	—	26	3	39
TOTAL	557	331	226	519	38	212	2	189	25	214
Affaires civiles.										
Cour d'appel de Bruxelles	569	370	199	538	31	377	1	327	31	378
Cour d'appel de Gand	88	32	56	85	3	67	1	64	4	68
Cour d'appel de Liége	200	86	114	185	17	126	1	114	13	127
TOTAL	857	497	360	806	51	570	3	505	68	573
Affaires commerciales.										
Cour d'appel de Bruxelles	396	250	146	365	31	149	2	132	19	151
Cour d'appel de Gand	72	34	38	70	2	30	—	26	4	30
Cour d'appel de Liége	89	47	42	84	5	33	—	31	2	33
TOTAL	557	331	226	519	38	212	2	189	25	214
TOTAL GÉNÉRAL POUR LE ROYAUME	1,414	828	586	1,325	89	782	5	694	93	787

LXIV. — Durée de la procédure.

AFFAIRES INSCRITES AU ROLE	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS contradictoires.	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS par défaut.	AFFAIRES TERMINÉES par radiation du rôle, etc.	TOTAL.	AFFAIRES RESTANT à JUGER.
1	2	3	4	5	6
***A.* — En matière civile.**					
Depuis moins de 3 mois	79	9	24	112	235
— 3 à 6 mois	115	9	42	164	192
— 6 mois à 1 an	209	12	59	280	278
— 1 à 3 ans	351	15	90	459	287
— 3 à 5 ans	46	6	31	83	27
— 5 à 10 ans	5	—	11	16	8
— 10 ans et plus	—	—	1	1	2
TOTAL	806	51	258	1,115	1,047
***B.* — En matière commerciale.**					
Depuis moins de 3 mois	41	4	9	54	165
— 3 à 6 mois	62	3	18	85	125
— 6 mois à 1 an	147	9	54	210	195
— 1 à 3 ans	222	15	88	325	304
— 3 à 5 ans	44	4	30	78	26
— 5 à 10 ans	3	1	2	6	2
— 10 ans et plus	—	—	1	1	1
TOTAL	519	38	202	759	814
Affaires civiles.					
Cour d'appel de Bruxelles	558	51	200	769	715
Cour d'appel de Gand	85	3	17	105	107
Cour d'appel de Liége	185	17	41	241	227
TOTAL	806	51	258	1,115	1,047
Affaires commerciales.					
Cour d'appel de Bruxelles	365	31	164	560	629
Cour d'appel de Gand	70	2	24	96	98
Cour d'appel de Liége	84	5	14	103	89
TOTAL	519	38	202	759	814
TOTAL GÉNÉRAL	1,325	89	460	1,874	1,861

5° COUR DE CASSATION

COMPÉTENCE

La composition de la cour de cassation a été donnée précédemment (Voir Statistique pénale).

Aux termes des articles 19 et 20 de la loi du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort ;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20. Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

COUR DE CASSATION (1re Chambre).

LXV. — Pourvois en matière civile.

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les jugements attaqués.		CAUSES A JUGER			ARRÊTS					TOTAL des arrêts.	Causes restant à juger.
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.	d'instruction.	AU FOND		DÉCRÉTANT			
						Cassation.	Rejet.	la déchéance.	le désistement.		
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Cours d'appel jugeant en matière											
civile.	de commerce.										
Bruxelles		13	25	38	—	5	16	—	2	23	15
	Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand		5	3	8	—	1	4	—	—	5	3
	Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége		17	9	26	—	3	3	—	—	6	20
	Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tribunaux jugeant											
en première instance.	en degré d'appel.										
Bruxelles		2	5	7	—	1	2	—	—	3	4
Louvain		1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Nivelles		1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Anvers		4	1	5	—	2	1	—	—	3	2
Mons		—	3	3	—	—	—	—	—	—	3
Charleroi		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai		2	—	2	—	2	—	—	—	2	—
Gand		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde		1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Bruges		1	2	3	—	—	—	—	—	—	3
Courtrai		1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Liége		6	3	9	—	2	2	—	—	4	5
Huy		1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Verviers		3	1	4	—	1	—	—	—	1	3
Tongres		1	1	2	—	—	—	—	—	—	2
Hasselt		2	—	2	—	1	—	—	—	1	1
Arlon		1	1	2	—	—	—	—	—	—	2
Marche		1	—	1	—	—	1	—	—	1	—
Neufchâteau		1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Namur		2	2	4	—	—	2	—	—	2	2
Tribunaux de commerce		7	11	18	—	2	2	—	—	4	14
Justices de paix		1	2	6	—	—	1	—	—	1	5
Conseils de prud'hommes		3	1	4	—	2	—	—	—	2	2
Affaire non comprise dans la classification précédente : Règlement de juges		1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX		81	70	151	—	24	34	—	2	60	91

LXVI. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent.

NATURE DES AFFAIRES JUGÉES.			ARRÊTS				TOTAL par matière.	TOTAL général.
			sur incidents.	de désistement.	de cassation.	de rejet.		
Livre.	Titre	**Code civil.**						
	Préliminaire.	De la publication, des effets et de l'application des lois en général	—	—	—	1	1	30
I	VI	Du divorce	—	—	—	1	1	
II	I	De la distinction des biens	—	—	2	1	3	
III		Dispositions générales	—	—	1	1	2	
III	I	Des successions	—	—	—	1	1	
III	II	Des donations entres vifs et des testaments	—	—	—	1	1	
III	III	Des contrats et obligations	—	1	7	10	18	
III	IV	Des engagements qui se forment sans convention	—	—	—	1	1	
III	VIII	Du contrat de louage	—	—	—	1	1	
III	XVII	Du mandat	—	1	—	—	1	
		TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE CIVIL	—	2	10	18	30	
		Code de procédure.						
		PREMIÈRE PARTIE.						
II	XII	Des enquêtes	—	—	—	—	—	—
III	unique.	De l'appel et de l'instruction sur appel	—	—	—	—	—	
		DEUXIÈME PARTIE.						
I	V	Des procédures diverses — expédition d'un acte	—	—	—	—	—	
I	IX	Id. divorce	—	—	—	—	—	
		TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE DE PROCÉDURE	—	—	—	—	—	
		Code de commerce.						
I	I	Des commerçants	—	—	2	—	2	7
I	VIII	De la lettre de change et du billet à ordre	—	—	1	2	3	
I	IX	Des sociétés	—	—	1	—	1	
I	V	Des bourses de commerce etc.	—	—	—	1	1	
		TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE DE COMMERCE	—	—	4	3	7	
		Lois et matières diverses.						
		Code d'instruction criminelle, titre préliminaire	—	—	1	1	2	23
		Accidents du travail (L. du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des)	—	—	1	2	3	
		Brevets d'invention (L. du 24 mai 1854)	—	—	—	1	1	
		Chemins de fer (L. du 17 avril 1835)	—	—	1	—	1	
		Id. (L. du 15 mars 1891 — Convention internationale de Berne)	—	—	—	1	1	
		Compétence (L. du 25 mars 1876 sur la)	—	—	1	—	1	
		Constitution art. 11. Expropriation	—	—	—	1	1	
		Id. art. 23 Pouvoirs	—	—	1	—	1	
		Id. art. 97. De l'obligation de motiver les jugements	—	—	1	—	1	
		Enregistrement (L. du 15 mai 1915 sur les droits d')	—	—	1	1	2	
		Expropriation (L. du 15 avril 1835)	—	—	1	—	1	
		Loi communale (L. du 30 mars 1836)	—	—	—	—	—	
		Loi du 27 juin 1904 approuvant la Convention internationale de La Haye en matière de divorce et séparation de corps	—	—	1	1	1	
		Mines (Travail dans les) (L. du 31 décembre 1909)	—	—	1	—	1	
		Organisation judiciaire (L. du 4 août 1832)	—	—	—	—	—	
		Organisation du tribunal de cassation (Décret concernant l') 2 brumaire an IV et règlement organique de la procédure en cassation (A. R. 15 mars 1815)	—	—	—	4	4	
		TOTAL RELATIF AUX LOIS ET MATIÈRES SPÉCIALES	—	—	10	13	23	
		TOTAL GÉNÉRAL	—	2	24	34	60	60

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

1914

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Organisation des prisons. — (Les renseignements sont donnés dans l'introduction.)

Rédaction des tableaux. — La statistique des prisons est dressée par la Direction des prisons au ministère de la justice à l'aide de tableaux qui lui sont adressés annuellement par les directeurs des établissements pénitentiaires. L'administration centrale vérifie l'exactitude des renseignements contenus dans ces tableaux, en les comparant à ceux que fournissent les rapports journaliers et les rapports mensuels qu'elle reçoit de ces mêmes directeurs.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE ADMINISTRATIVE

LXVII. — Capacité des prisons. — Population moyenne, maximum et minimum.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	Capacité. CELLULES OU PLACES ordinaires. Hommes.	ordinaires. Femmes.	d'infirmerie. Hommes.	d'infirmerie. Femmes.	de pistole. Hommes.	de pistole. Femmes.	pour dettiers. Hommes.	pour dettiers. Femmes.	de désencombrement. Hommes.	de désencombrement. Femmes.	TOTAL. Hommes.	TOTAL. Femmes.	Population moyenne. Hommes.	Population moyenne. Femmes.	Population maximum. Hommes.	Population maximum. Femmes.	Population minimum. Hommes.	Population minimum. Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
A. — Prisons centrales.																		
Prison centrale à Louvain. — Quartier commun des criminels	539	—	24	4	—	—	—	—	—	—	583	—	333	—	572	—	538	—
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire	202	—	28	7	—	—	—	—	—	—	230	—	94	—	100	—	87	—
Prison centrale à Gand. — Id. de discipline et des jeunes condamnés	81	—	10	3	—	—	—	—	—	—	91	—	79	—	90	—	75	—
TOTAUX	1,214	—	74	—	—	—	—	—	—	—	1,288	—	885	—	940	—	826	—
B. — Prisons secondaires.																		
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	321	—	20	12	—	—	—	—	—	—	341	—	326	—	437	—	138	—
Prison à Saint-Gilles	309	—	12	—	5	—	—	—	—	—	326	—	270	—	329	—	195	—
Id. à Forest	345	128	8	4	8	4	—	—	—	—	361	136	238	85	343	109	152	55
Id. secondaire à Louvain	140	97	6	3	5	1	6	—	22	—	177	31	125	11	162	16	86	8
Id. à Nivelles	101	61	3	1	1	—	—	—	7	—	117	16	98	7	107	15	31	4
Id. à Anvers	357	61	9	5	5	2	—	—	20	—	391	66	343	36	393	168	—	—
Id. à Malines	61	15	4	2	2	1	4	—	—	—	74	18	43	3	79	10	—	—
Id. à Turnhout	147	15	9	1	3	—	—	—	—	—	159	16	114	3	147	8	57	3
Id. à Mons	229	44	8	4	5	1	—	—	55	22	282	71	178	18	256	50	100	15
Id. à Charleroi	108	20	—	1	2	1	—	—	—	—	110	22	69	11	110	26	24	2
Id. à Tournai	156	25	6	3	5	1	—	—	7	—	189	34	127	11	164	17	83	6
Id. secondaire à Gand	253	51	10	2	5	2	—	—	60	—	326	55	257	16	310	23	225	10
Id. à Termonde	117	28	4	2	4	2	—	—	10	—	135	32	74	3	157	12	—	—
Id. à Audenarde	48	2	—	—	1	—	—	—	—	—	49	2	19	—	41	3	5	—
Id. à Bruges	218	57	5	2	5	1	1	—	—	—	225	60	186	22	298	29	132	14
Id. à Courtrai	150	15	4	1	2	1	—	—	—	—	136	15	103	6	128	12	39	2
Id. à Liége	182	55	4	2	2	2	—	—	8	—	196	57	137	33	205	88	46	6
Id. à Verviers	154	24	2	1	2	2	—	—	106	10	264	37	129	10	215	15	74	6
Id. à Huy	50	15	2	1	2	1	—	—	8	5	42	18	23	3	40	9	10	3
Id. à Tongres	41	12	—	—	—	—	—	—	—	—	44	12	33	2	62	4	12	—
Id. à Hasselt	52	11	2	1	1	1	—	—	8	—	63	13	36	5	62	6	11	1
Id. à Arlon	62	16	5	2	1	1	1	—	12	—	79	19	39	7	78	9	37	4
Id. à Marche	15	2	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	5	—	9	1	—	—
Id. à Neufchâteau	10	7	1	1	1	1	—	—	6	—	27	9	15	1	28	4	—	—
Id. à Namur	92	25	4	2	1	1	—	—	—	—	97	29	65	9	107	20	14	3
Id. à Dinant	33	8	—	—	1	—	—	—	4	4	38	9	23	1	39	6	1	—
TOTAUX	5,431	667	209	39	55	27	12	—	339	46	6,046	779	4,281	307	5,826	638	2,654	142

LXVIII. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — A. *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ET DES CATÉGORIES.	POPULATION au 31 décembre 1913. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	ENTRÉES. Venant de l'état de liberté ou de la prison du lieu du jugement. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Venant d'une autre prison ou réintégrés après évasion, libération provisoire ou translation dans un autre établissement. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	TOTAL des entrées, y compris la population au 31 décembre 1913. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Transférés dans un autre établissement ou évadés. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	TOTAL des sorties. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	POPULATION au 31 décembre 1914. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	JOURNÉES de détention. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Prison centrale à Louvain. — Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	78	—	78	5	—	5	5	—	5	88	—	88	1	—	1	7	—	7	8	—	8	80	—	80	28,997	—	28,997
Prison centrale à Louvain. — Travaux forcés à perpétuité	96	—	96	10	—	10	4	—	4	110	—	110	4	—	4	12	—	12	16	—	16	94	—	94	34,968	—	34,968
Prison centrale à Louvain. — Travaux forcés à temps	204	—	204	38	—	38	12	—	12	254	—	254	33	—	33	20	—	20	53	—	53	201	—	201	76,124	—	76,124
Prison centrale à Louvain. — Détention à temps	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	130	—	130
Prison centrale à Louvain. — Reclusion	44	—	44	18	—	18	2	—	2	64	—	64	16	—	16	3	—	3	19	—	19	45	—	45	17,093	—	17,093
Prison centrale à Louvain. — Emprisonnement correctionnel	130	—	130	14	—	14	7	—	7	151	—	151	20	—	20	13	—	13	33	—	33	118	—	118	45,361	—	45,361
Prison centrale à Gand. — Quartier commun des criminels. — Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	38	—	38	—	—	—	5	—	5	43	—	43	—	—	—	3	—	3	3	—	3	40	—	40	14,160	—	14,160
Prison centrale à Gand. — Quartier commun des criminels. — Travaux forcés à perpétuité	33	—	35	—	—	—	12	—	12	47	—	47	2	—	2	3	—	5	7	—	7	40	—	40	14,290	—	14,290
Prison centrale à Gand. — Quartier commun des criminels. — Travaux forcés à temps	16	—	16	—	—	—	7	—	7	23	—	23	—	—	—	11	—	11	11	—	11	12	—	12	5,334	—	5,334
Prison centrale à Gand. — Quartier commun des criminels. — Reclusion	1	—	1	—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	525	—	523
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire. — Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	4	—	4	—	—	—	1	—	1	5	—	5	—	—	—	2	—	2	2	—	2	3	—	3	1,176	—	1,176
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire. — Travaux forcés à perpétuité	11	—	11	—	—	—	3	—	3	14	—	14	—	—	—	2	—	2	2	—	2	12	—	12	3,946	—	3,946
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire. — Travaux forcés à temps	11	—	11	—	—	—	8	—	8	19	—	19	—	—	—	5	—	5	5	—	5	14	—	14	4,301	—	4,301
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire. — Reclusion	1	—	1	11	—	11	—	—	—	12	—	12	—	—	—	11	—	11	11	—	11	1	—	1	308	—	308
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire. — Emprisonnement correctionnel	49	—	49	7	—	7	19	—	19	75	—	75	12	—	12	16	—	16	28	—	28	46	—	46	18,980	—	18,980
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire. — Emprisonnement de police	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prison centrale à Gand. — Quartier de discipline et des jeunes condamnés. — Indisciplinés	—	114	114	—	14	14	—	35	35	—	163	163	—	99	99	—	10	10	—	109	109	—	87	87	—	38,952	38,952
Prison centrale à Gand. — Quartier de discipline et des jeunes condamnés. — Jeunes condamnés	—	48	48	—	31	31	—	10	10	—	109	109	—	26	26	—	11	11	—	37	37	—	39	39	—	18,508	18,508
TOTAUX	718	162	880	104	65	169	86	45	131	908	272	1,180	88	125	213	110	21	131	198	146	344	710	126	836	265,900	57,460	323,360

LXVIII (suite). — Mouvement général d'entrée et de sortie.

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	POPULATION au 31 décembre 1915.			ENTRÉES. Venant de l'état de liberté.			Venant d'autres établissements ou réintégrés après évasion.			TOTAUX DES ENTRÉES.			TOTAUX DES ENTRÉES y compris la population au 31 décembre 1915.			SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés.			Transférés dans d'autres établissements ou évadés.			TOTAUX DES SORTIES.			POPULATION au 31 décembre 1914.			JOURNÉES de détention.	
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand.	456	—	456	251	—	251	1,300	—	1,300	1,551	—	1,551	1,007	—	1,007	1,007	—	1,007	691	—	691	1,778	—	1,778	209	—	209	118,914	—
Prison à Saint-Gilles	597	—	597	2,025	—	2,025	2,413	—	2,413	4,436	—	4,436	5,033	—	5,033	2,591	—	2,591	2,082	—	2,082	4,473	—	4,473	560	—	560	211,437	—
Id. à Forest.	280	86	366	3,658	902	4,560	3,541	217	3,758	7,199	1,119	8,318	7,479	1,205	8,684	4,309	949	5,258	2,958	193	3,151	7,247	1,142	8,389	232	65	293	94,545	30,331
Id. secondaire à Louvain	120	15	135	684	79	763	204	3	207	888	82	970	1,008	97	1,105	637	75	710	282	12	294	919	85	1,004	89	12	101	44,918	3,981
Id. à Nivelles	86	6	92	285	24	309	350	17	367	635	41	676	721	47	768	510	31	571	144	11	155	684	42	726	57	5	42	24,098	2,307
Id. à Anvers	557	57	594	5,320	884	6,404	897	20	917	6,417	904	7,321	6,774	941	7,715	4,662	864	5,526	1,817	45	1,862	6,479	909	7,388	203	52	327	125,855	15,108
Id. à Malines	59	5	64	476	25	501	45	6	51	521	31	552	580	36	616	570	17	596	174	13	187	553	30	583	27	6	33	16,452	1,664
Id. à Turnhout	152	6	158	280	14	294	570	7	577	650	21	671	782	27	809	412	25	435	303	—	303	715	23	738	67	4	71	41,702	1,684
Id. à Mons	220	17	237	1,062	119	1,181	289	9	298	1,351	128	1,479	1,571	145	1,716	1,066	117	1,183	381	13	394	1,447	130	1,577	124	15	139	65,130	6,571
Id. à Charleroi	86	8	94	1,077	214	2,191	387	9	396	2,364	223	2,587	2,450	231	2,681	1,044	170	1,214	1,319	57	1,376	2,363	227	2,590	87	4	91	25,182	3,871
Id. à Tournai	142	14	156	492	55	528	116	11	127	608	44	652	750	58	808	441	43	484	225	8	231	664	51	715	80	7	93	46,357	5,030
Id. secondaire à Gand	265	11	276	1,958	148	2,106	745	51	794	2,701	199	2,900	2,966	210	3,176	1,608	150	1,758	1,125	41	1,166	2,733	191	2,924	235	19	252	95,069	5,605
Id. à Termonde	114	4	118	862	60	922	104	7	111	966	67	1,033	1,080	71	1,151	826	62	888	254	9	263	1,080	71	1,151	—	—	—	26,074	1,812
Id. à Audenarde.	20	1	21	350	25	375	15	—	15	393	23	416	415	24	457	276	11	287	129	12	141	405	23	428	8	1	9	6,877	78
Id. à Bruges	183	28	211	1,425	87	1,212	375	30	405	1,500	117	1,617	1,683	145	1,828	1,087	95	1,182	428	35	463	1,515	130	1,645	168	15	185	67,875	7,852
Id. à Courtrai.	115	5	120	1,372	81	1,455	187	11	198	1,559	92	1,651	1,674	97	1,771	1,139	79	1,218	471	14	485	1,610	93	1,703	64	4	68	58,275	2,336
Id. à Liége	168	40	208	1,519	280	1,799	653	25	678	2,172	305	2,477	2,340	345	2,685	1,445	282	1,727	787	48	835	2,232	330	2,562	108	15	125	50,167	12,145
Id. à Verviers.	136	9	145	505	58	561	264	15	277	567	71	638	703	80	783	466	58	524	155	12	167	621	70	691	82	10	92	47,099	5,755
Id. à Huy.	30	6	36	125	12	137	35	4	39	160	16	176	190	22	212	128	14	142	47	5	52	175	19	194	13	5	18	9,181	1,741
Id. à Tongres	38	2	40	385	13	398	50	1	60	442	16	458	480	18	498	338	13	351	127	4	131	465	17	482	13	1	16	12,872	720
Id. à Hasselt	49	3	52	526	20	546	263	20	283	589	40	629	638	45	681	504	30	534	321	12	333	625	42	667	13	1	14	15,101	1,058
Id. à Arlon.	64	7	71	526	16	542	147	11	158	473	27	500	557	34	571	572	18	590	116	8	124	488	26	514	49	8	57	21,581	2,428
Id. à Marche	6	—	6	85	2	85	3	—	3	86	2	88	92	2	94	39	1	40	52	1	53	91	2	93	1	—	1	928	24
Id. à Neufchâteau	21	2	23	128	4	132	28	5	33	156	9	165	177	11	188	86	5	91	90	6	96	176	11	187	1	—	1	4,900	422
Id. à Namur	84	7	91	603	76	709	180	10	190	873	92	965	937	99	1,036	585	74	659	345	17	362	930	91	1,021	27	8	35	22,911	3,405
Id. à Dinant	30	1	31	185	11	191	33	3	36	216	14	230	240	15	201	136	8	144	102	7	109	238	15	253	8	—	8	8,284	526
TOTAUX.	3,858	320	4,178	26,424	3,187	29,611	13,029	496	13,525	39,453	3,683	43,136	43,311	4,003	47,314	25,803	3,187	28,990	14,903	583	15,486	40,706	3,770	44,476	2,605	233	2,838	1,240,262	111,760

LXIX. — Répartition des journées de détention (1).

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	JOURNÉES DE TRAVAIL. Service domestique.	Service industriel.	Total.	de repos.	de maladie emportant dispense du travail.	d'infirmes ou d'incapables.	de punition emportant privation du travail.	TOTAL des journées de détention.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
A. — Prisons centrales.								
Prison centrale à Louvain	25,110	105,414	130,524	66,155	5,751	—	251	202,682
Prison centrale à Gand. *Quartier commun des criminels.*	5,869	19,029	25,798	4,225	5,845	582	61	54,507
Prison centrale à Gand. *Quartier cellulaire*	4,595	18,566	23,159	3,888	1,799	—	65	28,911
Prison centrale à Gand. *Quartier de discipline.*	1,825	31,435	33,260	3,497	125	—	70	38,952
Prison centrale à Gand. Quartier des jeunes condamnés.	—	15,586	15,586	2,758	148	—	56	18,508
Totaux.	37,397	190,050	228,527	82,499	11,669	582	485	525,560
B. — Prisons secondaires.								
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand.	30,847 1/4	65,695 3/4	96,543	17,995	5,957	292	149	118,914
Prison à Saint-Gilles	28,183 1/2	109,669	137,852 1/2	67,845	2,792	490	281	211,457
Id. à Forest.	(*) 17,139 1/2	60,078	77,217 1/2	45,695	5,900	—	40	124,674
Id. secondaire à Louvain	6,561	52,990	59,551	8,676	591	219	62	48,899
Id. à Nivelles	2,768	20,473	25,241	1,217	51	77	9	27,595
Id. à Anvers	15,644 1/2	88,780	102,591 1/2	35,701 1/2	2,826	—	41	158,965
Id. à Malines	2,592	9,165	11,757	6,286	—	72	1	18,116
Id. à Turnhout	5,005	21,369	26,572	16,928	49	—	57	45,586
Id. à Mons	6,015	15,105	19,720	21,257	458	502	4	71,701
Id. à Charleroi	3,716	15,761	19,477	9,525	140	107	6	29,055
Id. à Tournai	5,612	52,985	58,595	11,506	5	565	18	50,287
Id. secondaire à Gand	9,721 1/2	50,215	59,936 1/2	37,006 1/2	2,665	—	24	99,632
Id. à Termonde	4,585	18,056	22,459	6,165	182	—	2	28,786
Id. à Audenarde	905	3,425	4,328	2,555	55	59	—	6,955
Id. à Bruges	9,090 1/2	28,579	37,669 1/2	36,744 1/2	1,195	104	14	75,727
Id. à Courtrai	6,908 3/4	19,755	26,663 3/4	15,878 3/4	69	—	—	40,611
Id. à Liége	7,789	35,668	45,457	18,582	218	10	45	62,512
Id. à Verviers	6,858	24,502	31,360	18,855	205	385	55	50,854
Id. à Huy	2,308 1/2	5,974 1/2	8,285	2,451	95	112	—	10,922
Id. à Tongres	1,784	5,776	7,560	5,915	105	14	—	15,592
Id. à Hasselt	2,159	8,796	10,955	2,988	110	70	27	14,150
Id. à Arlon	2,952	13,870	16,822	6,978	118	74	17	24,009
Id. à Marche	187	564	551	101	—	—	—	952
Id. à Neufchâteau	950	2,757	5,696	1,522	104	—	—	5,322
Id. à Namur	5,679	15,952	19,611	6,655	71	—	57	26,374
Id. à Dinant	1,095	4,572	5,665	3,090	55	—	2	8,810
Totaux.	185,109	738,508 1/4	921,717 1/4	406,948 3/4	19,748	2,759	849	1,352,022
Totaux généraux.	*220,806*	*929,238 1/4*	*1,150,044 1/4*	*489,447 3/4*	*31,417*	*3,141*	*1,332*	*1,675,382*

(1) Non compris les journées d'entretien ni des aliénés dans les asiles ni des malades dans les hôpitaux.
(*) Dont 2,178 1/2 journées fournies par des détenus de la prison à Saint-Gilles.

LXX. — Mouvement d'entrée et de sortie des écoles.

POPULATION.	A. — *Prisons centrales.* Hommes fréquentant l'école à titre: obligatoire.	facultatif.	Total.	A. — *Prisons centrales.* Jeunes condamnés et indisciplinés fréquentant l'école à titre: obligatoire.	facultatif.	Total.	B — *Prisons secondaires.* Hommes fréquentant l'école à titre: obligatoire.	facultatif.	Total.	B — *Prisons secondaires.* Femmes fréquentant l'école à titre: obligatoire.	facultatif.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Population de l'école au 1er janvier	534	—	534	102	—	102	666	15	681	50	2	52
Détenus admis à l'école pendant l'année	106	—	106	110	—	110	1,001	18	1,019	80	45	125
Totaux.	640	—	640	272	—	272	1,809	31	1,840	130	47	177
Détenus sortis de l'école pendant l'année.	116	—	116	146	—	146	1,177	29	1,206	91	42	133
Population de l'école au 31 décembre	524	—	524	126	—	126	632	2	634	39	5	44
Détenus dispensés de l'école pendant l'année.	17	—	17	—	—	—	99	—	99	—	—	—
Id. exclus id. id.	—	—	—	—	—	—	26	—	26	—	—	—

LXXI. — Répartition de l'effectif des détenus fréquentant l'école de la prison au 31 décembre, suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	État de l'effectif au 31 décembre, suivant le degré d'instruction. — AVANT L'ENTRÉE. — Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		Total.		ILLET — à lire.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Condamnés { criminels	98	—	141	—	84	—	66	—	389	—	9	—
Condamnés { correctionnels	39	—	69	—	17	—	10	—	135	—	2	—
Élèves du quartier de discipline	—	21	—	50	—	16	—	—	—	87	—	8
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	10	—	25	—	4	—	—	—	39	—	6
Totaux	137	31	210	75	101	20	76	—	524	126	11	14

CATÉGORIES.	DEPUIS L'ENTRÉE. — Très avant appris — à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris — à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire, ayant reçu le complément de l'instruction primaire.		N'ayant fait aucun progrès.		Demeurés illettrés.		TOTAL.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Condamnés { criminels	35	—	14	—	30	—	99	—	79	—	85	—	10	—	389	—
Condamnés { correctionnels	12	—	24	—	16	—	47	—	16	—	17	—	1	—	135	—
Élèves du quartier de discipline	—	3	—	6	—	26	—	25	—	3	—	14	—	2	—	87
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	1	—	3	—	8	—	17	—	2	—	2	—	—	—	39
Totaux	47	6	68	9	46	34	146	40	95	5	100	16	11	2	524	126

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	État de l'effectif au 31 décembre, suivant le degré d'instruction. — AVANT L'ENTRÉE. — Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		Total.		ILLET — à lire.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Condamnés { criminels	—	2	1	9	—	—	—	—	1	11	—	1
Condamnés { correctionnels	110	8	356	19	152	3	13	1	631	31	7	3
Condamnés { de police	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—
Mineurs gardés préventivement dans la maison d'arrêt	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Totaux	111	10	358	30	152	3	13	1	634	44	7	4

CATÉGORIES.	DEPUIS L'ENTRÉE. — Très avant appris — à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris — à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire, ayant reçu le complément de l'instruction primaire.		N'ayant fait aucun progrès.		Demeurés illettrés.		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Condamnés { criminels	—	—	—	1	—	6	1	5	—	—	—	—	—	—	1	11
Condamnés { correctionnels	27	5	52	—	65	5	264	13	133	2	61	3	24	—	631	31
Condamnés { de police	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2
Mineurs gardés préventivement dans la maison d'arrêt	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Totaux	28	5	52	1	64	12	265	17	133	2	61	3	24	—	634	44

LXXII. — Punitions infligées aux détenus pendant l'année.

CATÉGORIES.	NOMBRE des détenus punis.	INFRACTIONS DÉNONCÉES.																			PUNITIONS INFLIGÉES.												
		Abus de la faculté de correspondre.	Accusations et réclamations non fondées.	Avoir						Bavardage.	Bris volontaire d'outils, etc.	Communications et tentatives de communication.	Dégradations aux bâtiments et au mobilier.	Dégradation ou destruction de matières premières.	Indiscipline, inconduite, moquerie, insultes, insolence, réponses inconvenantes, inconvenance, menaces, refus d'obéissance et de travail, interruption du silence, désordre, bruit, tapage et chant.	Injures, outrages, mensonges, calomnies.	Malpropreté, paresse.	Mauvais travail volontaire. Mauvaise volonté au travail.	Possession d'objets interdits.	Soustraction d'objets appartenant		Tentative d'évasion.	Trafics et tentatives de corruption.	Voies de fait sur les surveillants ou sur les co-détenus.	Avoir falsifié les inscriptions faites dans son livret de travail.	TOTAL des infractions.	Punitions prononcées conditionnellement.	Réprimandes et avertissements.	Remboursement du dommage causé.	Privation de faveurs.	Mise au pain et à l'eau en cellule ordinaire ou dans le quartier.	Placement en cellule ordinaire avec ou sans la mise au pain et à l'eau de détenus des quartiers communs.	Reclusion dans une cellule de répression avec ou sans la mise au pain et à l'eau pour un terme		Exclusion de l'école.	Totaux		
				confectionné des objets en fraude.	fumé en cellule.	jeté des objets divers aux préau ou par la fenêtre.	tenté d'introduire de l'argent ou du tabac lors de son entrée.	détérioré ses effets d'habillement ou de coucher.	été vu à la fenêtre de sa cellule.											à l'établissement	aux détenus.									maximum de 3 jours.	de 4 à 9 jours.		des punitions.	des journées de punition emportant privation de travail.	des journées de punition autres.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
A. — Prisons centrales.																																						
Condamnés criminels. forçats	74	—	1	1	2	—	—	1	6	1	11	12	5	2	25	—	—	7	2	1	—	—	5	6	—	89	—	—	18	5	24	30	—	2	—	78	187	112
Condamnés criminels. reclusionnaires.	11	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	—	—	3	2	5	2	—	—	—	12	—	75
Condamnés correctionnels	56	1	—	—	—	1	—	2	2	—	8	6	5	1	26	—	2	9	1	—	—	—	—	1	—	63	—	1	15	8	20	5	5	7	—	61	190	570
Totaux	141	1	1	1	2	1	—	3	11	1	25	22	9	3	52	—	2	16	3	1	—	—	3	7	—	164	—	1	36	15	49	37	5	9	—	152	377	757
Jeunes condamnés	38	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	3	1	21	2	—	—	2	—	—	—	—	10	—	44	—	—	7	—	1	30	—	—	—	38	36	2
Indisciplinés	84	—	2	—	—	—	2	4	—	—	1	4	11	1	30	—	1	4	1	—	—	—	1	7	—	89	—	—	17	1	1	69	—	—	—	88	70	91
Totaux	122	—	2	—	—	—	2	6	—	—	1	5	16	2	71	2	1	4	3	—	—	—	1	17	—	133	—	—	24	1	2	99	—	—	—	126	106	93
B. — Prisons secondaires.																																						
Hommes. Prévenus et accusés	468	6	1	—	64	8	5	5	10	—	7	180	115	4	79	25	7	1	3	—	2	2	7	—	—	529	20	18	113	122	216	5	12	1	—	505	40	2,776
Hommes. Condamnés criminels. forçats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hommes. Condamnés criminels. reclusionnaires.	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	2
Hommes. Condamnés correctionnels	2,539	12	9	—	45	20	58	21	99	6	55	1,137	303	19	671	130	85	98	53	6	1	4	36	13	—	2,859	56	53	351	495	1,540	98	152	20	26	2,769	734	16,086
Hommes. Condamnés de police	23	—	—	—	1	—	8	—	1	—	2	6	3	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	—	—	5	2	17	—	—	—	—	24	—	22
Hommes. Autres catégories	41	1	—	—	5	—	1	1	1	—	2	7	13	—	11	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	46	—	—	14	7	15	—	8	—	—	44	18	263
Hommes. Totaux	3,073	19	10	—	115	28	72	25	112	6	46	1,331	434	24	765	158	91	99	56	6	3	6	43	14	—	3,463	76	71	483	624	1,790	101	172	21	26	3,364	792	19,149
Femmes. Prévenues et accusées	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	4	—	—	1	1	1	—	—	—	—	3	—	32
Femmes. Condamnées criminelles. forçats	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	1	—	—	3	3	61
Femmes. Condamnées criminelles. reclusionnaires.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes. Condamnées correctionnelles	42	3	—	—	—	—	—	—	2	—	—	16	7	—	21	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	55	3	—	7	7	13	—	12	3	—	45	51	279
Femmes. Condamnées de police	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1
Femmes. Autres catégories	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	2	—	—	—	1	—	—	3	3	—
Femmes. Totaux	51	3	—	—	—	—	—	—	2	—	1	18	9	—	25	6	—	1	—	—	1	—	—	—	—	66	3	—	10	9	16	—	14	3	—	55	57	373

SERVICE MÉDICAL.

LXXIII. — Détenus traités pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	DÉTENUS EN TRAITEMENT au 31 décembre 1913.			DÉTENUS PRIS EN TRAITEMENT pendant l'année.			TOTAL.			DÉTENUS DONT LE TRAITEMENT A CESSÉ PENDANT L'ANNÉE.														DÉTENUS EN TRAITEMENT au 31 décembre 1914.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans un asile d'aliénés ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.										
	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies générales	7	1	8	42	5	47	49	6	55	32	5	37	—	—	—	4	1	5	2	—	2	38	6	44	11	—	11	3,235	174	3,409	—	—	—
Id. du système nerveux et des organes des sens.	7	—	7	6	—	6	13	—	13	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	4	—	4	9	—	9	2,399	—	2,399	—	—	—
Id. de l'appareil circulatoire	5	—	5	11	—	11	16	—	16	10	—	10	—	—	—	1	—	1	2	—	2	15	—	13	3	—	3	1,452	—	1,452	—	—	—
Id. id. respiratoire	7	—	7	15	1	14	20	1	21	11	1	12	—	—	—	—	—	—	1	—	1	12	1	13	8	—	8	2,633	13	2,646	—	—	—
Id. id. digestif	5	—	5	13	1	14	18	1	19	9	—	9	—	1	1	1	—	1	2	—	2	12	1	13	6	—	6	1,552	—	1,552	—	—	—
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	11	—	11	—	—	—
Maladies de la peau et du tissu cellulaire	—	—	—	1	—	1	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	8	—	8	—	—	—
Id. des organes de la locomotion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vices de conformation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vieillesse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Affections produites par des causes extérieures	1	1	2	2	—	2	3	1	4	2	1	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	3	1	4	—	—	—	100	86	192	—	—	—
Maladies mal définies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	32	2	34	89	7	96	121	9	130	67	7	74	2	1	3	7	1	8	7	—	7	83	9	92	38	—	38	11,395	273	11,669	—	—	—

SERVICE MÉDICAL.

LXXIII (suite). — Détenus traités pendant l'année.

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	DÉTENUS EN TRAITEMENT au 31 décembre 1913.			DÉTENUS PRIS EN TRAITEMENT pendant l'année.			TOTAL.			DÉTENUS DONT LE TRAITEMENT A CESSÉ PENDANT L'ANNÉE.									DÉTENUS EN TRAITEMENT au 31 décembre 1914.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans un asile d'aliénés ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.								
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies générales	30	19	49	205	90	295	235	109	344	119	48	167	5	3	8	97	43	140	4	—	4	225	94	319	10	15	25	4,185	449	4,634	5,207	6,434	11,641
Id. du système nerveux et des organes des sens.	6	1	7	32	4	36	38	5	43	8	1	9	3	3	6	18	—	18	2	—	2	51	4	35	7	1	8	1,907	5	1,912	359	370	729
Id. de l'appareil circulatoire.	5	—	5	22	3	25	27	3	30	12	3	15	—	—	—	12	—	12	2	—	2	26	3	29	1	—	1	904	—	904	322	61	383
Id. id. respiratoire	7	1	8	69	9	78	76	10	86	37	3	40	1	—	1	28	5	33	4	—	4	70	8	78	6	2	8	1,487	7	1,494	1,700	307	2,007
Id. id. digestif	18	17	35	170	41	211	188	58	246	106	32	138	7	1	8	61	19	80	2	—	2	176	52	228	12	6	18	3,001	776	3,777	3,117	3,923	9,040
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	5	1	6	33	5	38	40	4	44	18	2	20	3	—	3	16	2	18	1	—	1	58	4	42	2	—	2	512	61	573	813	34	847
Etat puerpéral	—	9	9	—	21	21	—	30	30	—	6	6	—	2	2	—	19	19	—	—	—	—	27	27	—	3	3	—	152	132	—	1,340	1,340
Maladies de la peau et du tissu cellulaire	3	—	3	21	—	21	24	—	24	17	—	17	1	—	1	6	—	6	—	—	—	24	—	24	—	—	—	616	—	616	587	—	587
Id. des organes de la locomotion	—	—	—	6	—	6	6	—	6	2	—	2	1	—	1	2	—	2	—	—	—	3	—	5	1	—	1	202	—	202	44	—	44
Vices de conformation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vieillesse	3	—	3	20	1	21	23	1	24	8	—	8	—	—	—	13	1	14	—	—	—	21	1	22	2	—	2	636	—	636	493	34	529
Affections produites par des causes extérieures	2	—	2	17	—	17	19	—	19	12	—	12	—	—	—	5	—	5	—	—	—	17	—	17	2	—	2	318	—	318	217	—	217
Maladies mal définies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	79	48	127	597	172	769	676	220	896	339	95	434	21	9	30	258	89	347	15	—	15	633	193	826	43	27	70	13,798	1,430	15,228	14,661	12,503	27,164

LXXIV. — Décès pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	NOMBRE TOTAL des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.			
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Forçats.	Réclusionnaires.	Condamnés à l'emprisonnement.	Élèves à la disposition du gouvernement.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Maladies générales	2	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1
Id. du système nerveux et des sens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de l'appareil circulatoire	2	—	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	1	—	—	1
Id. id. respiratoire	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—
Id. id. digestif	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	1	—
Totaux	7	—	—	5	1	—	—	1	5	1	1	—	1	2	2	2
Morts subites	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—
Totaux généraux	8	—	—	5	1	—	1	1	6	1	1	—	1	3	2	2

DÉSIGNATION DES MALADIES.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
	Moins de 1 an.	De 1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 à 10 ans.	Plus de 10 à 15 ans.	Plus de 15 à 20 ans.	Plus de 20 à 25 ans.	Plus de 25 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	BON.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès.	
																				Oui.	Non.
18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	
—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	2	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	
—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	
—	1	1	1	4	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	2	—	1	7	—	—	
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	
—	1	1	1	5	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	2	—	1	8	—	—	

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.		NOMBRE TOTAL des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.			
			Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Prévenus et accusés.	Mendiants et vagabonds.	Passagers en destination de la frontière.	Condamnés.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Maladies générales	Hommes.	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	4
Id. du système nerveux et des organes des sens	Id.	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2
Id. de l'appareil circulatoire	Id.	2	—	—	—	1	—	—	1	1	1	—	—
Id. id. respiratoire	Id.	4	—	—	2	—	1	1	—	1	—	—	3
Id. id. digestif	Id.	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	Id.	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Vieillesse	Id.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux		15	—	3	6	2	1	2	1	2	1	—	12
Morts subites	Hommes.	4	—	—	—	2	2	—	—	2	—	—	2
	Femmes.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
Totaux généraux		20	—	3	6	4	3	3	1	4	2	—	14

NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.					NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	BON.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès.	
																			Oui.	Non.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
—	1	2	1	1	1	1	—	—	—	1	1	1	—	—	1	—	—	1	3	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	1	—
—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—
1	—	1	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	3	—	—	—	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—
1	—	—	1	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—
—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	3	4	2	10	2	2	—	1	6	2	3	2	—	—	1	—	1	9	6	—
—	1	1	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—
—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
6	4	6	4	15	2	2	—	1	6	2	3	2		—	1	—	1	13	7	—

LXXV. — Suicides et tentatives de suicide pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.			DURÉE DE LA CONDAMNATION.				MODE EMPLOYÉ.			DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.				
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	A perpétuité.	De plus de 5 à 10 ans.	De plus de 10 à 20 ans.	Mise à la disposition du gouvernement.	Pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Empoisonnement.	Moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Condamnés aux T. F. P.	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Totaux	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Elèves du quartier de discipline	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	1
Totaux généraux	—	2	1	1	—	—	—	2	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	1	2	—	—	1	—	—	—	1

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.			NATURE DE L'INFRACTION.					DURÉE DE LA CONDAMNATION.						MODE EMPLOYÉ.					DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.									
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Désertion.	Étrangers sans moyens d'existence.	Vagabondage.	Moins de 1 mois.	1 mois à 3 mois.	Plus de 3 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Mort commuée en T. F. P.	Strangulation ou pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Asphyxie par le gaz d'éclairage.	Saut par dessus la balustrade.	Empoisonnement.	1 jour et moins.	Plus de 1 à 15 jours.	Plus de 15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 6 mois.	Plus de 6 mois et moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Prévenus et accusés :																																							
Hommes . . .	9	12	5	8	5	1	2	13	6	2	5	7	9	5	15	2	1	—	—	—	—	—	—	—	15	2	1	3	2	2	7	2	8	2	—	—	—	—
Condamnés :																																							
Hommes . .	2	10	1	8	3	—	—	6	3	1	2	6	4	3	9	—	—	—	—	1	2	1	2	6	—	8	—	—	4	—	1	2	—	6	2	1	—	—	—
Femmes . . .	—	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Totaux :																																							
Hommes . . .	11	22	6	16	8	1	2	19	11	3	7	15	15	8	22	2	1	—	—	1	2	1	2	6	—	21	2	1	7	2	3	9	2	14	4	1	—	—	—
Femmes . . .	—	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Totaux généraux .	11	24	6	18	8	1	2	19	12	4	7	13	15	9	23	2	1	—	—	1	3	1	2	6	1	22	2	1	8	2	3	10	2	14	4	1	1	—	—

LXXVI. — Aliénés colloqués pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE des aliénés.	AGE. Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Prison centrale à Louvain	6	—	—	2	2	2	—	—	5	1	—
Prison centrale à Gand — Quartier commun des criminels	6	—	—	1	2	2	1	—	2	3	1
Prison centrale à Gand — Quartier cellulaire	3	—	—	—	3	—	—	—	1	2	—
Prison centrale à Gand — Quartier de discipline	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prison centrale à Gand — Quartier des jeunes condamnés	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Totaux	16	—	1	3	7	4	1	—	9	6	1

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	Nombre des aliénés.	AGE. Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	ANTÉCÉDENTS. Non connus.	Récidivistes.	Non-récidivistes.	NATURE DE L'INFRACTION. Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Prévenus et accusés — Hommes	74	2	6	22	27	12	5	2	65	25	4	20	20	34	32	23	19
Prévenus et accusés — Femmes	6	—	—	1	2	3	—	—	5	1	2	1	—	5	5	1	—
Condamnés — Hommes	21	—	—	9	8	4	—	—	13	4	4	4	11	6	4	11	6
Condamnés — Femmes	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—
Passagers en voie de translation : Hommes	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds — Hommes	3	—	—	1	3	—	—	—	1	—	—	3	1	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds — Femmes	4	—	1	2	1	—	—	—	3	—	1	3	—	1	—	—	—
Totaux — Hommes	100	2	6	33	38	16	3	2	63	29	8	28	32	40	36	34	25
Totaux — Femmes	11	—	1	3	4	3	—	—	6	1	4	4	—	7	5	2	—
Totaux généraux	111	2	7	36	42	19	3	2	69	30	12	32	32	47	41	36	25

— Condition au moment de la collocation.

centrales.

ANTÉCÉDENTS. Récidivistes.	Non récidivistes.	NATURE DE L'INFRACTION. Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Vagabondage.	NATURE DE LA CONDAMNATION. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à temps.	Reclusion.	Emprisonnement correctionnel.	Mise à la disposition du gouvernement.	DURÉE DE LA DÉTENTION. Moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 5 ans.	Plus de 5 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
4	2	3	3	—	—	1	—	5	—	—	—	—	—	—	2	4
1	2	3	3	—	—	1	2	3	—	—	—	—	1	—	—	3
3	—	1	1	1	—	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
11	5	8	7	1	—	2	3	9	—	2	—	—	3	—	2	11

secondaires.

L'INFRACTION. Étrangers sans moyens d'existence.	Mendicité et vagabondage	NATURE ET DURÉE DE LA CONDAMNATION. Peine criminelle. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à temps.	Peine correctionnelle de moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	plus de 1 à 3 ans.	plus de 3 à 5 ans.	plus de 5 ans.	Peine de police.	Mise à la disposition du gouvernement.	DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE. Moins de 1 mois.	1 mois et moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	35	4	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	7	3	3	3	3	—	—	1	12	1	6	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	—	—	—	—	—
—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—	—
1	4	—	—	—	7	3	5	3	3	—	4	18	70	5	6	—	—	1
—	4	—	—	—	—	—	1	—	—	—	4	2	8	1	—	—	—	—
1	8	—	—	—	7	3	6	3	3	—	8	20	78	6	6	—	—	1

LXXVII. — Compte en recettes et dépenses du travail effectué par les prisonniers.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	RECETTES. PRODUIT BRUT DU TRAVAIL. pour compte de particuliers.	POUR COMPTE DE L'ÉTAT. Département de la justice.	Autres départements.	TOTAL.	PERTE SUR LE TRAVAIL. — (Excédent des dépenses sur les recettes.)	TOTAL GÉNÉRAL.
1	2	3	4	5	6	7
Prison centrale à Gand	16,617 64	30,457 52	6,686 90	53,762 06	—	53,762 06
Id. à Louvain	39,185 49	9,668 09	21,222 15	70,075 73	—	70,075 73
Prison à Saint-Gilles	59,157 99	754 33	8,582 73	68,495 05	—	68,495 05
Id. à Forest	15,264 51	629 46	44 28	15,938 25	—	15,938 25
Id. secondaire à Louvain	14,255 34	18	--	14,233 82	—	14,233 82
Id. à Nivelles	7,276 91	—	—	7,276 91	—	7,276 91
Id. à Anvers	28,871 82	84 »	—	28,955 82	—	28,955 82
Id. à Malines	5,179 19	—	—	5,179 19	—	5,179 19
Id. à Turnhout	9,575 26	—	—	9,575 26	—	9,575 26
Id. à Mons	19,309 25	65 50	—	19,374 73	—	19,374 73
Id. à Charleroi	2,661 39	—	—	2,661 39	—	2,661 39
Id. à Tournai	15,706 »	—	—	15,706 »	—	15,706 »
Id. secondaire à Gand	17,799 02	553 68	—	18,352 70	—	18,352 70
Id. à Termonde	4,716 71	—	—	4,716 74	—	4,716 74
Id. à Audenarde	784 93	—	—	784 93	—	784 93
Id. à Bruges	10,656 02	5 46	—	10,661 48	—	10,661 48
Id. à Courtrai	7,554 12	1,758 17	—	9,312 29	—	9,312 29
Id. à Furnes	—	—	—	—	—	—
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—
Id. à Liége	10,086 05	18 92	—	10,104 97	—	10,104 97
Id. à Verviers	14,389 20	—	—	14,389 20	—	14,389 20
Id. à Huy	2,051 65	—	—	2,051 65	—	2,051 65
Id. à Tongres	2,269 14	--	—	2,269 14	—	2,269 14
Id. à Hasselt	4,255 91	—	—	4,255 91	—	4,255 91
Id. à Arlon	5,498 52	—	—	5,498 52	—	5,498 52
Id. à Marche	56 69	—	—	56 69	—	56 69
Id. à Neufchâteau	1,085 68	—	—	1,083 68	—	1,083 68
Id. à Namur	7,203 85	—	—	7,203 85	—	7,203 85
Id. à Dinant	1,535 60	—	—	1,535 60	—	1,535 60
TOTAUX	322,979 89	43,995 61	36,536 06	403,511 56	—	403,511 56

DÉPENSES. A. Gratifications accordées aux détenus occupés aux travaux industriels. Condamnés correctionnels.	Condamnés à la reclusion.	Condamnés aux travaux forcés.	Autres catégories de détenus.	TOTAL.	B. Gratifications accordées aux détenus employés aux travaux domestiques.	C. Menues dépenses. — (Achat d'articles de confection, etc.).	D. Traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels.	TOTAL général des dépenses.	BÉNÉFICE SUR LE TRAVAIL.	TOTAL GÉNÉRAL.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
12,535 90	108 57	5,482 22	2,504 55	20,541 22	4,755 10	1,568 60	19,800 »	46,384 92	7,377 14	53,762 06
6,104 15	1,454 55	11,277 22	—	18,835 90	1,028 24	6,504 17	20,093 73	48,062 04	22,013 69	70,075 73
23,071 39	10 70	10 58	889 97	23,982 64	3,157 75	3,549 61	16,366 80	47,056 78	21,438 27	68,495 05
1,641 91	117 40	117 48	7,617 25	9,494 04	2,303 74	120 90	—	12,017 68	3,920 57	15,938 25
4,717 46	—	—	528 80	5,246 26	723 40	45 55	—	6,015 01	8,218 81	14,233 82
2,563 02	—	—	515 10	3,079 02	305 25	24 50	—	3,496 57	3,780 34	7,276 91
9,004 50	—	106 02	1,927 07	11,037 39	1,671 16	87 25	—	12,795 80	16,160 02	28,955 82
1,709 70	—	—	204 16	1,913 86	287 31	25 05	—	2,226 22	2,952 97	5,179 19
3,288 09	—	—	124 42	3,412 51	642 25	32 05	—	4,086 81	5,488 45	9,575 26
6,225 27	—	60 46	1,078 09	7,372 82	888 30	58 35		8,319 56	11,035 17	19,374 73
361 72	1 06	0 14	1,154 28	1,497 20	560 25	9 70	—	2,076 15	585 24	2,661 39
5,382 05	—	0 04	226 51	5,609 20	748 25	40 05	—	6,397 50	9,308 50	15,706 »
5,526 46	8 41	115 54	1,548 05	7,196 26	1,191 22	61 20	—	8,448 68	9,904 02	18,352 70
1,588 90	--	0 77	121 80	1,711 47	498 50	114 15	—	2,324 12	2,392 62	4,716 74
201 10	—	—	145 07	346 17	145 16	5 80	—	495 13	289 80	784 93
3,040 81	99 51	40 70	235 20	4,034 34	1,215 18	51 10	--	5,298 62	5,362 86	10,661 48
3,109 75	—	—	822 04	3,931 79	676 »	85 60	—	4,691 39	4,620 90	9,312 29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2,375 02	—	32 41	2,241 22	4,647 55	974 62	25 35	—	5,647 52	4,457 45	10,104 97
4,898 80	—	—	277 22	5,176 11	805 67	31 90	—	6,109 68	8,285 52	14,389 20
659 41	—	—	116 28	775 72	274 69	0 70	—	1,051 11	1,000 54	2,051 65
690 20	1 59	0 64	201 45	893 97	206 28	14 »	—	1,114 25	1,154 89	2,269 14
1,451 96	—	—	148 08	1,600 04	284 60	25 15	—	1,909 77	2,346 14	4,255 91
1,695 16	—	1 72	205 25	1,902 13	568 98	26 55		2,297 66	3,200 86	5,498 52
12 56	—	—	14 51	27 07	16 80	0 80		44 67	12 02	56 69
350 46	—	—	59 20	409 66	115 90	9 55		535 11	548 57	1,083 68
2,211 94	—	5 52	599 97	2,817 43	455 90	17 45	—	3,288 78	3,915 07	7,203 85
496 83	—	—	80 86	577 99	154 65	14 70	—	747 04	788 56	1,535 60
105,536 96	1,801 77	17,258 26	23,472 47	148,029 46	25,608 22	12,094 36	57,160 53	242,932 57	160,578 99	403,511 56

LXXVIII. — Prix de la journée d'entretien. — Année 1914.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	DÉPENSE NETTE.	NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION. (1)	COUT DE LA JOURNÉE D'ENTRETIEN.	OBSERVATIONS.
Prison centrale à Gand.	401,037 50	259,635	1.50	(1) Y compris les journées des détenus traités dans les hôpitaux ou colloqués dans les asiles d'aliénés.
Id. id. à Louvain	340,251 21	209,075	1.62	
Id. à Saint-Gilles	521,905 57	212,810	1.55	
Id. à Forest.	259,301 45	126,184	2.05	
Id. secondaire à Louvain	84,281 40	49,217	1.71	
Id. à Nivelles	65,411 41	27,605	2.50	
Id. à Anvers	188,736 08	140,041	1.35	
Id. à Malines	40,840 21	18,150	2.25	
Id. à Turnhout	79,410 87	45,751	1.82	
Id. à Mons	110,935 21	74,077	1.57	
Id. à Charleroi	77,757 81	29,124	2.67	
Id. à Tournai	85,895 94	53,856	1.60	
Id. secondaire à Gand	140,575 07	101,761	1.38	
Id. à Termonde	78,505 50	29,803	2.63	
Id. à Audenarde.	32,941 50	6,935	4.74	
Id. à Bruges	117,218 80	76,808	1.52	
Id. à Courtrai.	78,390 81	40,611	1.95	
Id. à Furnes	—	—	—	
Id. à Ypres.	—	—	—	
Id. à Liége	117,320 22	63,551	1.85	
Id. à Verviers.	95,598 50	51,135	1.87	
Id. à Huy.	28,810 40	10,022	2.64	
Id. à Tongres	29,547 84	13,696	2.16	
Id. à Hasselt	32,170 48	14,177	2.27	
Id. à Arlon	38,002 35	24,058	1.62	
Id. à Marche	18,125 24	952	19.04	
Id. à Neufchâteau	23,369 65	5,426	4.31	
Id. à Namur	65,936 20	26,662	2.47	
Id. à Dinant	24,427 91	8,810	2.77	
TOTAUX.	2,985,869 87	1,722,244	1.73	

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE DES DÉTENUS

LXXIX. — Répartition des individus frappés par la justice, détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise.

CATÉGORIES.	Faits commis dans des communes de 5,000 habitants et moins et de plus de 5,000 habitants, comprises dans les provinces																		FAITS COMMIS A L'ÉTRANGER.		TOTAUX.		
	d'Anvers.		de Brabant.		de la Flandre Occidle.		de la Flandre Orientle.		de Hainaut.		de Liége.		de Limbourg.		de Luxembourg.		de Namur.						
	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	TOTAUX.
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	11	6	8	6	9	15	15	9	15	10	4	5	2	—	2	—	1	1	—	—	67	52	119
Id. (militaires)			1			1	1		1												2	1	3
Femmes	—	3	2	—	3	—	—	—	2	2	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	9	5	14
TOTAUX	11	9	11	6	12	16	16	9	18	12	5	5	2	—	2	—	2	1	—	—	79	58	137
2° Travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	7	10	10	8	10	8	9	12	12	20	10	6	—	3	1	1	2	2	3	1	61	77	141
Id. (militaires)	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	2	3	5
Femmes	—	—	1	—	1	—	—	2	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	4	3	7
TOTAUX	8	10	11	8	11	9	9	14	13	26	10	8	—	4	3	1	2	2	3	1	70	83	153
3° Travaux forcés à temps. — Hommes (civils)	3	2	2	31	17	24	17	17	17	29	13	19	8	1	6	2	3	3	1	1	89	131	220
Id. (militaires)	1	1	—	—	—	2	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6	9
Femmes	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—	1	2	—	—	—	—	1	—	—	—	4	6	10
TOTAUX	4	3	2	33	18	26	19	20	19	29	14	22	8	1	6	2	5	6	1	1	96	143	239
4° Détention perpétuelle. Militaires	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
5° Détention à temps. Militaires	—	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	6
6° Reclusion. — Hommes (civils)	3	2	3	8	1	1	2	2	—	10	—	1	1	—	2	1	2	—	—	1	14	26	40
Id. (militaires	—	4	4	3	2	4	2	6	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	10	21	31
Femmes	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4
TOTAUX	3	6	7	12	4	7	4	8	—	12	—	3	3	—	2	1	2	—	—	1	25	50	75
7° Emprisonnement correctionnel. — Hommes (civils)	32	222	52	493	51	94	67	140	62	217	55	93	26	7	17	1	10	16	2	7	354	1,292	1,646
Id. (militaires)	—	13	15	11	—	1	1	5	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	17	33	50
Femmes	—	8	2	45	1	3	1	3	4	13	3	13	—	—	—	—	3	—	—	—	14	87	101
TOTAUX	32	243	69	551	52	98	69	150	66	231	39	108	26	7	17	1	13	16	2	7	385	1,412	1,797
8° Emprisonnement de police. — Hommes (civils)	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	6	4	9	1	—	3	9	—	2	—	2	1	—	—	—	2	—	—	—	9	30	39
Totaux particuliers. — Hommes (civils)	58	248	70	559	89	142	113	189	106	294	62	126	38	11	28	3	20	26	6	10	507	1,610	2,207
Id. (militaires)	3	21	22	15	2	9	3	13	2	3	1	7	2	1	1	—	—	—	—	—	38	69	107
Femmes	—	11	3	48	7	3	2	8	8	15	3	16	—	—	1	—	4	1	—	—	32	104	136
TOTAUX GÉNÉRAUX	59	280	106	622	98	156	120	210	116	312	68	149	40	12	30	3	24	27	6	10	667	1,783	2,450

LXXX. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant leur âge, leur état civil, leur filiation, le degré de leur instruction et l'idiome.

CATÉGORIES.	AGE. moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	Total.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	MARIÉS ayant des enfants.	MARIÉS sans enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS ayant des enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS sans enfants.	Total.	FILIATION. Enfants légitimes, légitimés, ou reconnus par le père.	Enfants naturels.	Enfants trouvés.	Total.	DEGRÉ D'INSTRUCTION. 1er degré. — Ne sachant ni lire ni écrire.	2e degré. — Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.	3e degré. — Sachant bien lire et écrire.	4e degré. — Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	Total.	IDIOME. Parlant le français.	Parlant le flamand.	Parlant le français et le flamand.	Ne parlant ni le français ni le flamand.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	—	8	24	52	24	10	1	—	—	119	70	27	10	8	4	119	116	3	—	119	19	77	16	7	119	41	56	22	—	119
Id. (militaires)	—	—	—	3	1	—	—	—	—	4	3	1	—	—	—	4	4	—	—	4	—	3	1	—	4	2	2	—	—	4
Femmes	—	—	—	2	4	5	2	1	—	14	—	5	1	7	3	14	14	—	—	14	2	7	4	1	14	6	7	1	—	14
Totaux	—	8	24	57	29	15	3	1	—	137	73	31	11	15	7	137	134	3	—	137	21	87	21	8	137	49	65	23	—	137
2° Travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	—	—	16	65	47	13	1	1	—	141	87	38	10	4	2	141	138	2	1	141	31	82	21	7	141	53	57	26	5	141
Id. (militaires)	—	—	1	4	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	5	5	—	—	5	2	1	1	1	5	2	2	1	—	5
Femmes	—	—	—	—	3	3	—	1	—	7	1	2	1	3	—	7	7	—	—	7	2	4	1	—	7	4	3	—	—	7
Totaux	—	—	17	67	50	16	1	2	—	153	93	40	11	7	2	153	150	2	1	153	35	87	23	8	153	59	62	27	5	153
3° Travaux forcés à temps. — Hommes (civils)	—	—	46	105	52	12	2	3	—	220	155	50	13	11	7	220	215	5	—	220	73	67	41	34	220	82	80	54	4	220
Id. (militaires)	—	—	3	3	1	—	—	—	—	9	8	1	—	—	—	9	9	—	—	9	1	3	3	—	9	2	1	6	—	9
Femmes	—	—	2	3	2	2	1	—	—	10	4	3	1	2	—	10	10	—	—	10	3	4	3	—	10	6	2	2	—	10
Totaux	—	—	51	113	55	14	3	3	—	239	145	60	14	13	7	239	234	5	—	239	79	76	50	34	239	90	83	62	4	239
4° Détention perpétuelle. Militaires	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	2	—	1	1	—	2	—	2	—	—	2
5° Détention à temps. Militaires	—	—	—	2	3	1	—	—	—	6	3	3	—	—	—	6	6	—	—	6	1	—	4	1	6	—	3	1	—	6
6° Reclusion. — Hommes (civils)	—	—	1	20	5	6	7	1	—	40	24	8	3	3	—	40	39	1	—	40	5	34	1	—	40	15	14	9	2	40
Id. (militaires)	—	—	6	20	5	—	—	—	—	31	22	8	1	—	—	31	31	—	—	31	15	5	7	4	31	3	16	12	—	31
Femmes	—	—	1	2	1	—	—	—	—	4	3	1	—	—	—	4	4	—	—	4	1	2	1	—	4	—	3	1	—	4
Totaux	—	—	8	42	11	6	7	1	—	75	49	17	4	5	—	75	74	1	—	75	21	41	9	4	75	18	33	22	3	75
7° Emprisonnement correctionnel. — Hommes (civils)	—	4	181	624	477	226	98	34	2	1,646	1,032	377	151	39	44	1,646	1,612	34	—	1,646	261	990	314	81	1,646	512	640	464	30	1,646
Id. (militaires)	—	—	12	32	5	1	—	—	—	50	43	5	2	—	—	50	47	3	—	50	8	15	22	5	50	5	21	24	—	50
Femmes	—	1	7	21	32	20	14	5	1	101	38	42	6	10	5	101	100	1	—	101	15	45	35	8	101	46	27	25	3	101
Totaux	—	5	200	677	514	247	112	39	3	1,797	1,113	424	162	49	49	1,797	1,759	38	—	1,797	282	1,050	371	94	1,797	563	688	513	33	1,797
8° Emprisonnement de police. — Hommes (civils)	—	—	—	—	1	—	1	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	2	—	2	—	—	2	1	1	—	—	2
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	—	—	—	—	1	—	1	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	2	—	2	—	—	2	1	1	—	—	2
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	39	—	—	—	—	—	—	—	39	39	—	—	—	—	39	37	2	—	39	10	23	4	—	39	6	25	8	—	39
Totaux particuliers. — Hommes (civils)	—	51	268	864	606	267	110	39	2	2,207	1,387	506	190	67	57	2,207	2,139	47	1	2,207	401	1,277	400	129	2,207	710	875	585	41	2,207
Id. (militaires)	—	—	22	68	15	2	—	—	—	107	86	18	3	—	—	107	104	3	—	107	27	50	30	11	107	14	49	44	—	107
Femmes	—	1	10	28	42	30	17	7	1	136	46	51	9	22	8	136	135	1	—	136	21	62	44	9	136	62	42	20	3	136
Totaux généraux	—	52	300	960	663	299	127	46	3	2,450	1,519	575	202	89	65	2,450	2,398	51	1	2,450	449	1,369	483	149	2,450	786	984	656	44	2,450

LXXXI. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre suivant la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	CONDAMNÉS					
	PAR LES COURS		PAR LES TRIBUNAUX			TOTAL.
	D'ASSISES.	D'APPEL.	CORRECTIONNELS.	DE POLICE.	MILITAIRES.	
1	2	3	4	5	6	7
A. Prisons centrales { Hommes (civils)	520	117	42	—	—	679
A. Prisons centrales { Id. (militaires)	5	2	—	—	24	31
Totaux	525	119	42	—	24	710
B. Quartier des jeunes condamnés	4	13	22	—	—	39
C. Prisons secondaires { Hommes (civils)	15	591	881	2	—	1,489
C. Prisons secondaires { Id. (militaires)	—	5	7	—	64	76
C. Prisons secondaires { Femmes	35	35	66	—	—	136
Totaux	50	631	954	2	64	1,701
Totaux généraux	579	763	1,018	2	88	2,450

CONDAMNÉS			CONDAMNÉS							
POUR INFRACTIONS		TOTAL.	A LA PEINE DE MORT COMMUÉE EN TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ.	AUX TRAVAUX FORCÉS		A LA DÉTENTION		A LA RÉCLUSION.	A L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL.	A L'EMPRISONNEMENT DE POLICE.	TOTAL.
CONTRE LES PERSONNES.	CONTRE LES PROPRIÉTÉS.			A PERPÉTUITÉ.	A TEMPS.	PERPÉTUELLE.	A TEMPS.				
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
502	177	679	119	141	219	—	—	39	161	—	679
18	13	31	4	5	8	—	1	0	4	—	31
520	190	710	123	146	227	—	1	46	165	—	710
20	19	39	—	—	2	—	—	2	35	—	39
527	962	1,489	—	—	1	—	—	1	1,485	2	1,489
19	27	76	—	—	1	2	5	22	46	—	76
69	67	136	14	7	10	—	—	4	101	—	136
645	1,056	1,701	14	7	12	2	5	27	1,632	2	1,701
1,185	1,265	2,450	137	153	241	2	6	77	1,832	2	2,450

LXXXII. — Récidivistes détenus au 31 décembre.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	RÉCIDIVISTES																CONDAMNÉS												NOMBRE des condamnés au 31 décembre non en état de récidive.
	A LA PEINE DE MORT commuée en travaux forcés à perpétuité ayant subi										AUX TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ ayant subi										AUX TRAVAUX FORCÉS A TEMPS ayant subi									A LA RECLUSION ayant subi									A L'EMPRISONNEMENT ayant subi									TOTAL des récidivistes des diverses catégories.	
	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.		
	condamnations.										condamnations.										condamnations.										condamnations.										condamnations.			
	2									3	4									5	6									7	8									9	10									11	12	13
A. Prisons centrales { Hommes (civils)	20	12	7	5	2	12	5	2	2	73	21	5	5	9	3	17	12	—	3	75	28	21	5	13	2	8	4	10	14	105	9	8	3	4	5	1	—	—	1	29	15	15	11	10	12	28	8	6	10	115	397	282
A. Prisons centrales { Id. (militaires)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	4	—	1	—	1	3	—	—	1	—	5	2	—	1	—	—	—	—	—	—	3	16	15
Totaux	27	13	7	5	2	12	5	2	2	75	21	5	5	11	3	17	12	—	3	77	30	21	5	13	4	8	4	10	14	109	9	9	3	5	5	1	—	1	1	34	17	15	12	10	12	28	8	6	10	118	413	297
B. Quartier des jeunes condamnés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
C. Prisons secondaires { Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	134	120	93	80	63	214	103	50	90	956	958	531
C. Prisons secondaires { Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7	5	2	2	1	1	—	—	19	19	57
C. Prisons secondaires { Femmes	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	3	8	6	0	7	4	6	2	57	63	73
Totaux	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	1	—	—	—	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	150	130	106	97	71	222	108	56	92	1,032	1,040	661

LXXXIII. — Libérés pendant l'année. — Condition au moment de la libération.

DÉSIGNATION DES LIBÉRÉS d'après les CATÉGORIES AUXQUELLES ILS APPARTIENNENT.	TOTAL des LIBÉRÉS.	AGE. Moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	Mariés, veufs ou divorcés avec enfants.	Mariés, veufs ou divorcés sans enfants.	ÉTAT DE SANTÉ. Bon.	Passable.	Mauvais.	INSTRUCTION. Ne sachant ni lire, ni écrire.	Sachant lire ou écrire imparfaitement.	Sachant bien lire et écrire.	Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	GRACES ET PUNITIONS. Ayant obtenu des remises de peines.	Ayant obtenu leur libération provisoire.	Ayant obtenu leur libération conditionnelle.	Ayant passé en cellule de répression pendant la durée de leur détention : moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	plus de 1 à 3 mois.	plus de 3 à 6 mois.	LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite : bonne.	passable.	mauvaise.	LIBÉRÉS condamnés pour crimes et délits : contre les personnes, Récidivistes.	Non récidivistes.	contre les propriétés, Récidivistes.	Non récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
A. — *Prisons.*																																		
Mort commuée en travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	1	1	—	1	—	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à temps. — Hommes (civils)	27	—	—	—	4	10	10	3	—	—	18	6	3	27	—	—	1	14	12	—	7	—	12	4	—	—	—	26	—	1	17	7	3	—
Id. (militaires)	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Reclusion. — Hommes (civils)	9	—	—	—	3	3	1	2	—	—	7	2	—	9	—	—	—	3	6	—	1	—	3	—	—	—	—	9	—	—	2	3	2	2
Id. (militaires)	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	1	2	—	2	—	—	1	—	—	—	2	1	—	1	—	2	—
Femmes	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—
Emprisonnement correctionnel. — Hommes (civils)	3,353	—	24	352	1,521	965	458	174	68	8	2,011	1,040	302	3,248	74	31	315	2,073	675	90	177	564	157	106	3	—	—	3,001	214	105	889	554	1,286	624
Id. (militaires)	96	—	—	31	58	4	—	—	—	—	86	7	3	93	—	1	10	63	22	1	4	41	—	—	—	—	—	91	3	2	20	40	21	15
Femmes	233	—	—	16	77	62	55	18	5	—	87	104	42	214	12	7	45	125	34	11	13	36	9	2	—	—	—	215	17	1	55	70	80	48
Emprisonnement de police. — Hommes (civils)	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—	3	—	—	2	1	—	3	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Totaux particuliers. — Hommes (civils)	3,395	—	24	352	1,552	980	471	180	68	8	2,041	1,048	306	3,285	75	35	319	2,091	693	90	185	567	156	110	3	—	—	3,045	244	106	910	595	1,291	626
Id. (militaires)	100	—	—	31	61	4	1	—	—	—	89	7	4	99	—	1	10	65	24	1	6	42	—	1	—	—	—	91	4	2	21	41	25	15
Femmes	236	—	—	16	79	65	55	18	5	—	89	105	42	216	15	7	45	127	35	11	16	37	10	2	—	—	—	218	17	1	56	72	80	48
TOTAUX GÉNÉRAUX.	3,731	—	24	382	1,472	1,047	527	198	73	8	2,219	1,160	352	3,600	88	43	572	2,283	774	102	207	666	166	113	3	—	—	3,357	265	109	967	678	1,397	689
B. *Quartier des jeunes condamnés*	29	—	11	18	—	—	—	—	—	—	20	—	—	29	—	—	—	25	6	—	1	—	6	—	—	—	—	25	6	—	—	15	2	14

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891, modifiée par la loi du 15 février 1897 (1). En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, de maisons de refuge et d'écoles de bienfaisance.

ART. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Les écoles de bienfaisance seront affectées aux individus âgés de moins de 18 ans accomplis .....

ART. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

ART. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

ART. 5. - Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

ART. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la justice fixera pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

ART. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

ART. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

ART. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

ART. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

ART. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

ART. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

ART. 15. — Le Ministre de la justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

ART. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrent habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont en vertu de la loi du 15 mai 1912 déférés au juge des enfants institué par la dite loi.

ART. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

ART. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

ART. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement à la direction générale de la bienfaisance par les directeurs des divers établissements.

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.

LXXXIV. — Mouvement de la population en 1914.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ENTRÉES RÉELLES.					Entrées par transfert.	Entrées après évasion.	TOTAL des entrées.	NOMBRE DES RECLUS inscrits dans les colonnes 5, 4, 5, qui étaient mis à la disposition du gouvernement pour				
	EN VERTU D'UNE AUTORISATION de l'autorité communale ou du Ministre de la justice.	EN VERTU D'UNE DÉCISION JUDICIAIRE par application de la loi du 27 novembre 1891.			TOTAL.				la 1re fois.	la 2e fois.	la 3e fois.	la 4e fois.	la 5e fois et au delà.
		Article 13.	Article 14.	Article 16.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
HOMMES.													
Merxplas-Wortel (Dépôt). . .	—	1,811	—	—	1,811	447	518	2,576	190	185	170	557	951
Hoogstraeten (Refuge). . . .	6	—	—	537	543	31	9	585	144	65	46	45	241
Reckheim (Refuge)	—	—	—	522	522	16	51	569	278	79	58	26	101
TOTAL.	6	1,811	—	1,059	2,876	494	358	3,728	612	325	254	406	1,273
FEMMES.													
Bruges (Dépôt)	—	102	—	—	102	—	—	(1) 102	42	15	7	8	32
Bruges (Refuge)	—	—	—	100	100	—	—	(2) 100	65	15	9	2	9
TOTAL.	—	102	—	100	202	—	—	202	107	28	16	10	41
TOTAL GÉNÉRAL.	6	1,913	—	1,159	3,078	494	358	3,930	719	353	270	416	1,314

(1) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés à l'établissement.
(2) Id. 12 id. id.

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS.	TRANSFÉRÉS.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
HOMMES.					
Merxplas-Wortel (Dépôt).	4,412	91	427	141	5,074
Hoogstraeten (Refuge).	617	88	7	58	770
Reckheim (Refuge)	682	51	62	5	801
TOTAL.	5,711	256	496	202	6,645
FEMMES.					
Bruges (Dépôt).	14	5	—	8	(1) 158
Bruges (Refuge)	159	7	1	6	(2) 153
TOTAL.	286	10	1	14	311
TOTAL GÉNÉRAL.	5,997	246	497	216	6,956

(1) Non compris 8 enfants accompagnant leur mère ou nés à l'établissement.
(2) Id. 12 id. id.

LXXXV. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1914.

ÉTABLISSEMENTS.	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL GÉNÉRAL.
	la première fois.	la deuxième fois.	la troisième fois.	la quatrième fois.	la cinquième fois ou plus.	
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES.						
Merxplas-Wortel (dépôt)	91	100	102	42	1,209	2,915
Hoogstraeten (refuge)	90	46	39	28	187	390
Reckheim refuge)	13	4	5	4	6	32
TOTAL	194	230	236	74	1,701	2,435
FEMMES.						
Bruges (dépôt)	95	35	22	14	75	237
Bruges (refuge)	63	20	10	2	15	110
TOTAL	158	53	32	16	88	347
TOTAL GÉNÉRAL	352	283	268	90	1,789	2,782

LXXXVI. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1914.

AGE.	HOMMES.		FEMMES.		AGE.	HOMMES.		FEMMES.	
	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.		Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
De 18 à 20 ans	2	1	10	12	De 45 à 49 ans	181	16	29	8
De 21 à 24 ans	6	7	20	25	De 50 à 54 ans	269	30	32	6
De 25 à 29 ans	16	1	18	10	De 55 à 59 ans	381	41	29	9
De 30 à 34 ans	30	2	10	2	De 60 à 69 ans	755	188	45	22
De 35 à 39 ans	66	6	19	6	De 70 ans et plus	228	115	7	4
De 40 à 44 ans	99	17	18	6	TOTAL	2,013	422	237	110

LXXXVII. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1914.

(Loi du 27 novembre 1891, art. 15, 14 et 19.)

A. — *Dépôts de mendicité.*

RECLUS.			Moins de 3 mois.	De 3 mois à moins de 6 mois.	De 6 mois à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 12 mois.	De 12 mois à moins de 15 mois.	De 15 mois à moins de 18 mois.	De 18 mois à moins de 21 mois.	De 21 mois à moins de 24 mois.	De 2 ans à moins de 3 ans.	De 3 ans à moins de 4 ans.	De 4 ans à moins de 5 ans.	De 5 ans à moins de 6 ans.	De 6 ans à moins de 7 ans.	De 7 ans.	TOTAL.
1			2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HOMMES.																	
Elargis par expiration de terme			—	—	—	—	—	—	—	—	1,128	208	50	12	1	1	1,397
Elargis par décision du Ministre.	Terme d'internement prononcé	de 1 à 2 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		de 2 à 3 ans.	169	382	271	340	270	259	146	141	73	—	—	—	—	—	2,003
		de 3 à 4 ans.	38	84	52	55	78	64	32	40	118	9	—	—	—	—	503
		de 4 à 7 ans.	16	70	30	30	47	39	20	34	71	31	17	6	1	—	455
Conduits à la frontière			5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Transférés			28	14	7	11	9	11	5	1	3	—	—	—	—	—	92
Evadés			174	92	52	36	20	19	10	3	7	1	1	1	—	—	427
Décédés			10	16	11	14	8	15	13	12	31	9	2	—	—	—	141
Soutenueurs. Elargis par expiration de terme			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis par décision du Ministre.	Terme d'internement prononcé	de 2 à 3 ans.	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4
		de 3 à 4 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		de 4 à 7 ans.	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	3
Soutenueurs. Conduits à la frontière			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soutenueurs. Transférés			—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Soutenueurs. Evadés			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soutenueurs. Décédés			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL			441	629	424	484	444	388	226	237	1,427	278	71	19	5	1	5,074
FEMMES.																	
Elargies par expiration de terme			—	—	—	—	—	—	—	—	108	11	1	1	—	—	121
Elargies par décision du Ministre.	Terme d'internement prononcé	de 1 à 2 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		de 2 à 3 ans	2	1	3	—	2	7	2	3	1	—	—	—	—	—	23
		de 3 à 4 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
		de 4 à 7 ans.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2
Conduites à la frontière			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées			—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Evadées			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées			—	—	—	2	1	—	1	1	2	—	1	—	—	—	8
TOTAL			2	2	6	2	4	7	3	5	112	12	2	1	—	—	158

LXXXVII (suite). — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1914.

(Loi du 27 novembre 1891, art. 16, 18 et 19.)

B. — *Maisons de refuge.*

RECLUS.	Moins de 1 mois.	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois.	De 3 mois à moins de 4 mois.	De 4 mois à moins de 5 mois.	De 5 mois à moins de 6 mois.	De 6 mois à moins de 7 mois.	De 7 mois à moins de 8 mois.	De 8 mois à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 10 mois.	De 10 mois à moins de 11 mois.	De 11 mois à moins de 12 mois.	De 12 mois (expiration de terme.)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle.)	TOTAL.	Sortis avant l'expiration du terme.	Sortis à l'expiration du terme et au delà.	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
HOMMES.																		
Elargis par expiration de terme	—	—	2	—	6	24	31	35	30	19	14	—	152	70	366	164	202	366
Elargis par décision du Ministre	48	80	129	107	19	118	59	29	12	14	5	5	2	18	823	803	20	823
Conduits à la frontière.	3	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	6	6	—	6
Transférés.	115	12	5	—	5	3	1	1	1	1	—	—	—	—	142	142	—	142
Evadés	30	25	1	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	69	69	—	69
Décédés.	4	2	2	4	6	4	3	4	3	4	3	3	—	15	61	46	15	61
Renvoyés par mesure disciplinaire. . . .	80	23	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	104	104	—	104
TOTAL. . .	287	140	140	116	217	149	99	69	48	38	22	9	134	103	1,571	1,334	237	1,571
FEMMES.																		
Elargies par expiration de terme	(1) 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	57	39	97	—	97	97
Elargies par décision du Ministre	—	4	3	3	10	6	4	2	1	5	2	—	—	—	(2) 40	(2) 40	—	(2) 40
Conduites à la frontière.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2
Transférées	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	7	5	2	7
Evadées.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1
Décédées	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	1	1	6	4	2	6
Renvoyées par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	2	6	7	3	11	6	4	3	2	5	2	2	59	41	153	52	101	153

(1) Un internement de 15 jours ordonné par l'autorité allemande.
(2) Y compris les 27 internées conduites a l'étrauger le 14-10-14.

LXXXVIII. — Nombre des journées d'entretien.

ÉTABLISSEMENTS.	Nombre des journées d'entretien.
Merxplas-Wortel (dépôt).	1,420,509
Bruges (dépôt).	101,679
Hoogstraeten (refuge).	185.550
Reckheim (refuge)	70,696
Bruges (refuge)	57.988
TOTAL.	1,834,222

STATISTIQUE

DE LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

PATRONAGE DES DÉTENUS

ANNÉE 1914

STATISTIQUE DE LA LIBERATION CONDITIONNELLE

PATRONAGE DES DÉTENUS

A. — Libération conditionnelle.

La libération conditionnelle est organisée de la façon suivante :

Les condamnés qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires emportant privation de la liberté peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli e tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

Lorsque l'incarcération a été subie sous le régime de la séparation, les réductions établies par la loi profitent au condamné pour le calcul de la quotité à concurrence de laquelle la peine a été accomplie; elle ne lui profite pas pour le délai de trois ou six mois d'incarcération.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infraction aux conditions énoncées dans le permis de libération (art. 1er à 3 de la loi du 31 mai 1888).

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

« Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à » deux ans. Il sera de cinq ans au minimum si le libéré avait » encouru, dans le courant des cinq années antérieures à la » date de sa dernière condamnation, soit une peine principale » de trois mois d'emprisonnement au moins, soit deux ou plu- » sieurs peines principales d'un mois au moins.

» Les condamnations considérées comme non avenues en » vertu de l'article 9, § 2, de la présente loi n'entrent pas en » ligne de compte (condamnations conditionnelles dont le sursis » est expiré).

» S'il était constaté ultérieurement par un jugement ou un » arrêt prononcé à sa charge et passé en force de chose jugée, » que le condamné avait commis un crime ou un délit avant » l'expiration du délai d'épreuve, la mise en liberté serait » censée avoir été révoquée à la date à laquelle ce crime ou ce » délit se trouverait avoir été consommé. » (Art. 1er de la loi du 3 août 1899.)

La mise en liberté est ordonnée par le Ministre de la justice, après avis du parquet qui a exercé les poursuites et du procureur général du ressort, ainsi que du directeur et de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire.

Elle est révoquée par le Ministre de la justice, après avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de la justice, qui prononce la révocation s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué.

Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 2 de l'article 4 de la loi.

Un arrêté royal déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles la libération pourra être soumise et le mode de surveillance des libérés conditionnels (art. 5 à 8 de la loi du 31 mai 1888).

La libération conditionnelle n'est pas applicable aux condamnés militaires.

Elle est sans influence sur la contrainte par corps prononcée pour assurer soit le recouvrement des frais de justice, soit le payement des dommages et intérêts.

Elle ne peut s'appliquer à l'emprisonnement subsidiaire afférent à une amende fiscale, celle-ci participant du caractère de la réparation civile.

La libération conditionnelle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de toute condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les poursuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les directeurs des établissements pénitentiaires adresseront au Ministre de la justice, par l'intermédiaire des commissions administratives, leurs propositions en faveur des condamnés auxquels ils estimeront que la libération conditionnelle pourrait être accordée. Ils y annexeront un extrait du registre de la comptabilité morale reproduisant les annotations relatives à ces condamnés.

Ces propositions seront transmises, dans la huitaine, au Ministre de la justice par les commissions administratives, qui y joindront leur avis motivé.

Les propositions dont les commissions administratives croiront devoir prendre l'initiative seront accompagnées de l'avis motivé du directeur de l'établissement pénitentiaire et de l'extrait du registre de la comptabilité morale.

L'administration centrale, après avoir recueilli l'avis du parquet, conformément à l'article 5 de la loi du 31 mai 1888, et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, sur les propositions transmises par les commissions administratives, soumet les dites propositions au Ministre de la justice, avec ses observations.

Elle recueille l'avis du parquet, celui de la commission administrative et du directeur de l'établissement pénitentiaire et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, pour les propositions à soumettre au Ministre de la justice, en dehors de celles qui lui sont adressées par les commissions administratives et les directeurs des établissements pénitentiaires (art. 1er à 6 de l'arrêté royal du 1er août 1888).

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au Ministre de la justice tous faits qui leur paraitraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le Ministre de la justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales. (Art. 13 et 14 de l'arrêté royal du 1er août 1888.)

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés par le service de la libération conditionnelle d'après le dossier des libérés reposant dans ses archives.

A. — LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

LXXXIX. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. — Motifs des rejets.

Propositions.

Propositions soumises par les directeurs	283
Libérations conditionnelles	130
Rejets	153

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	80
Mauvais antécédents	29
Défaut d'amendement	30
Aliénés	5
A cause de la guerre il n'a pu etre donné suite aux propositions	9
Requêtes envoyées au Ministre de la justice	542
Laissées sans suite	435
Libérations conditionnelles	51
Rejets	56

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	36
Antécédents	4
Défaut d'amendement	13
Le restant de la peine étant remis par un arrêté de grâce	2
Peine expirée par suite des événements	1

En résumé.

Affaires instruites	390
Libérations conditionnelles	181
Rejets	209

XC. — Renseignements relatifs aux libérés.

Sexe.

Hommes	170
Femmes	11

Etat civil.

Célibataires	102
Mariés	71
Veufs	7
Divorcés	1

Age.

Moins de 20 ans	14
De 20 à moins de 25 ans	45
De 25 id. 30 id.	30
De 30 id. 40 id.	48
De 40 id. 50 id.	26
De 50 id. 60 id.	10
De 60 ans et plus	8

Antécédents.

Sans antécédents judiciaires	122
Ayant subi une condamnation antérieure (1)	25
En ayant subi plusieurs	34

Nature des infractions.

Coups et blessures	58
Vols, escroqueries, etc.	31
Faux, usage de faux	20
Abus de confiance	7

(1) Toutes les condamnations sont comptées, même les condamnations à une peine de police.

Extorsion	2
Emission de fausse monnaie	3
Infanticides, avortements	5
Attentats à la pudeur	13
Faux témoignage	1
Destruction de propriété	2
Contre-façon d'obligations légalement émises	3
Menaces	2
Destruction frauduleuse d'une reconnaissance	1
Avoir fait dérailler un tram	1
Recels	2
Incendies	3
Homicides, tentatives d'homicide	14
Id. par imprudence	3
Excitation de mineures à la débauche	1
Banqueroutes	3
Rebellions	5
Enlèvement de mineurs	1

Professions.

Ouvriers	101
Cultivateurs	13
Commerçants, industriels	17
Domestiques	8
Employés	17
Agents de change	3
Ménagères	2
Professions libérales	3
Accoucheuses	3
Gardes-chasse	4
Charretiers	2
Cabaretiers	2
Chauffeurs d'automobile	2
Marin	1
Musiciens ambulants	3

Durée de la peine prononcée.

Moins de 1 an	66
De 1 à moins de 2 ans	47
De 2 id. 5 id.	39
De 5 à moins de 10 ans	13
De 10 id. 20 id.	12
De 20 ans et plus	3
A perpétuité	1

Durée de la détention restant à subir.

Moins de 3 mois	96
De 3 à moins de 6 mois	53
De 6 mois à moins de 1 an	16
De 1 à moins de 2 ans	7
De 2 id. 3 id.	6
De 3 id. 5 id.	1
De 5 id. 10 id.	1
Indéfini	1

Suites des libérations conditionnelles accordées en 1914.

Révocation	1
Temps d'épreuve expirant en 1916	164
Id. id. en 1917	5
Id. id. en 1918	5
Id. id. en 1919	1
Id. id. en 1921	1
Id. id. en 1926	1
Id. id. en 1927	2
Indéfini	1

Révocations prononcées en 1914.

1	sur libérations conditionnelles accordées en	1908,	le temps d'épreuve expirait en	1914.
1	id.	id.	1909, le id.	id. 1922.
1	id.	id.	1911, le id.	id. 1913.
8	id.	id.	1912, pour 7, le id.	id. 1914.
			pour 1, le id.	id. 1916.
4	id.	id.	1913, pour 4, le id.	id. 1915.
1	id.	id.	1914, le id.	id. 1916.
Total des révocations. 16				

B. — PATRONAGE DES DÉTENUS.

Les comités de patronage prêtent leur concours à l'Administration pénitentiaire pour assurer le relèvement et le reclassement des condamnés. A cette fin, les membres du comité, agréés par le Ministre de la justice, sont autorisés à visiter les détenus. Les enfants détenus par voie de correction paternelle peuvent également être visités par les membres des Comités de patronage si, lors de l'envoi en correction, le président du tribunal a déclaré désirable l'intervention du patronage et si le père ou la personne qui a agi par voie de correction paternelle n'a pas expressément prononcé l'interdiction de ces visites, lors de l'écrou. Ils peuvent également être autorisés par le directeur de la prison à visiter les prévenus qui les ont appelés.

Au cours de l'année 1914, les membres agréés des comités de patronage ont fait visite à 1,148 détenus, dont 871 hommes ou garçons et 277 femmes ou filles.

Sur les 871 visites à des hommes ou garçons :

822 ont été faites à des condamnés à une peine d'emprisonnement;

49 à des prévenus.

Sur les 277 visites à des femmes ou filles :

258 ont été faites à des condamnées à une peine d'emprisonnement;

19 à des prévenues.

Le nombre *total* des visites faites par les membres agréés des comités de patronage a été de 2,837, dont : 1,459 à des hommes ou garçons, et 1,378 à des femmes ou filles.

(Voir tableaux XCI et XCII ci-après.)

XCI. — Nombre de visites faites aux détenus, en 1914, par les membres visiteurs des comités de patronage.

PRISONS.	PRÉVENUS.		CONDAMNÉS.		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes et garçons.	Femmes et filles.
Prison centrale à Gand	—	—	—	—	—	—
Id. id. à Louvain	—	—	350	—	350	—
Id. à Saint-Gilles	1	—	222	—	223	—
Id. à Forest	12	25	11	351	23	374
Id. secondaire à Louvain	1	—	14	—	15	—
Id. à Nivelles	1	14	46	111	47	125
Id. à Anvers	5	2	86	171	89	173
Id. à Malines	—	2	80	18	80	20
Id. à Turnhout	—	—	61	45	61	45
Id. à Mons	—	—	92	19	32	19
Id. à Charleroi	16	—	26	1	42	1
Id. à Tournai	5	—	54	2	59	2
Id. secondaire à Gand	—	1	—	119	—	123
Id. à Termonde	—	—	—	—	—	—
Id. à Audenarde	—	—	—	—	—	—
Id. à Bruges	1	4	7	109	8	113
Id. à Courtrai	—	5	15	105	15	110
Id. à Furnes (1)	—	—	—	—	—	—
Id. à Ypres (1)	—	—	8	—	8	—
Id. à Liége	29	—	92	127	121	127
Id. à Verviers	—	14	51	64	51	78
Id. à Huy	2	—	23	13	25	13
Id. à Tongres	—	—	1	—	1	—
Id. à Hasselt	—	—	—	—	—	—
Id. à Arlon	—	—	65	30	65	30
Id. à Marche	—	—	—	—	—	—
Id. à Neufchâteau	—	—	10	—	10	—
Id. à Namur	2	—	128	25	130	25
Id. à Dinant	—	—	4	—	4	—
TOTAUX	73	68	1,386	1,310	1,459	1,378

(1) Sans renseignements depuis fin août 1914.

XCII. — Relevé du nombre de détenus qui, au cours de l'année 1914, ont reçu une ou plusieurs visites de membres visiteurs des comités de patronage.

PRISONS.	PRÉVENUS.		CONDAMNÉS.		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes et garçons.	Femmes et filles.
Prison centrale à Gand	—	—	—	—	—	—
Id. id. à Louvain	—	—	211	—	211	—
Id. à Saint-Gilles	1	—	125	—	126	—
Id. à Forest	7	8	6	32	13	40
Id. secondaire à Louvain	1	—	14	—	15	—
Id. à Nivelles	—	2	24	12	24	14
Id. à Anvers	1	1	75	63	76	64
Id. à Malines	—	2	41	11	41	13
Id. à Turnhout	—	—	36	12	36	12
Id. à Mons	—	—	20	6	20	6
Id. à Charleroi	8	—	8	1	16	1
Id. à Tournai	2	—	19	1	21	1
Id. secondaire à Gand	—	—	—	15	—	15
Id. à Termonde	—	—	—	—	—	—
Id. à Audenarde	—	—	—	—	—	—
Id. à Bruges	1	2	8	25	9	27
Id. à Courtrai	—	2	13	24	13	26
Id. à Furnes (1)	—	—	—	—	—	—
Id. à Ypres (1)	—	—	8	—	8	—
Id. à Liége	24	—	56	26	80	26
Id. à Verviers	1	2	32	11	33	13
Id. à Huy	2	—	18		20	5
Id. à Tongres	—	—	1	—	1	—
Id. à Hasselt	—	—	—	—	—	—
Id. à Arlon	—	—	10	4	10	4
Id. à Marche	—	—	—	—	—	—
Id. à Neufchâteau	—	—	10	—	10	—
Id. à Namur	1	—	83	10	84	10
Id. à Dinant	—	—	4	—	4	—
TOTAUX	49	19	822	258	871	277

(1) Sans renseignements depuis fin août 1914.

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

ANNÉE 1914.

STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS

La police des étrangers est réglée par les dispositions suivantes :

A. En ce qui concerne les étrangers non-résidents :

1° L'article 9 du décret du 23 messidor an III :

« Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou dans » une commune frontière de la république, se présentera à la » municipalité; il déposera son passeport, qui sera renvoyé de » suite au comité de sûreté générale pour y être visé ; il demeu- » rera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité, » qui lui donnera une carte de sûreté provisoire énonciative de » la surveillance. »

2° L'article 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI :

« Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la république, » ou y résidant sans y avoir une mission des puissances neutres » et amies reconnue par le gouvernement français, ou sans y » avoir acquis le titre de citoyen, seront mis sous la surveillance » spéciale du directoire exécutif, qui pourra leur retirer leurs » passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français, » s'*il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la* » tranquillité publique. »

3° L'article 3 de l'arrêté du gouvernement provisoire du 6 octobre 1830 :

« Tous autres étrangers non munis d'autorisation du gouver- » nement sont tenus de justifier de leurs ressources; dans le » cas contraire, ils seront renvoyés chez eux. »

4° Les articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

« ART. 10. — Les étrangers adultes et valides ne résidant » pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou en état de » vagabondage pourront être immédiatement reconduits à la » frontière.

» ART. 19. — Le gouvernement pourra en tout temps faire » reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère » qui seront mis à sa disposition pour être internés dans un » dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge. »

B. En ce qui concerne les étrangers résidents :

1° L'article 19 de la loi du 29 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

(Voir ci-dessus.)

2° L'article 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique :

« Le gouvernement est autorisé à conclure avec les Etats » étrangers des traités pour le rapatriement des indigents. Sauf » convention internationale, les indigents étrangers peuvent, à » la demande des administrations qui pourvoient à leur assis- » tance, être renvoyés à la frontière. »

3° L'article 1er de la loi du 12 février 1897 :

« L'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, com- » promet la tranquillité publique ou celui qui est poursuivi ou » qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui » donnent lieu à l'extradition, peut être contraint par le gouver- » nement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu » déterminé ou même de sortir du royaume.

» L'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du royaume » parce qu'il compromet la tranquillité publique sera délibéré » en conseil des Ministres. »

N. B. — Le terme d'*expulsés* n'est appliqué qu'aux étrangers éloignés du territoire en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi du 12 février 1897.

Les autres sont désignés en général sous le nom de *renvoyés*.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés par l'administration de la sûreté publique à l'aide de renseignements puisés dans ses archives.

XCIII. — Dénombrement, par nationalités, des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1914.

NATIONALITÉ. 1	RÉSIDENTS. 2	VAGABONDS. 3	NATIONALITÉ. 1	RÉSIDENTS. 2	VAGABONDS 3
EUROPE.			**AMÉRIQUE.**		
Allemands	4,975	951	Argentins	23	—
Andorrans	—	—	Antillais : Barbades (orig. des)	1	—
Anglais	494	2	Antillais : Cubains	3	—
Autrichiens	770	145	Antillais : Guadeloupiens	1	—
Bulgares	77	3	Antillais : Jamaïquains	5	—
Danois	44	14	Boliviens	3	—
Espagnols	210	25	Brésiliens	73	—
Français	5,529	852	Canadiens	15	—
Grecs	30	2	Chiliens	8	—
Italiens	675	53	Colombiens	12	—
Luxembourgeois	471	44	Costa-Riciens	1	—
Monégasques	1	—	Dominicains	3	—
Monténégrins	2	—	Equatoriens	2	—
Moresnet-Neutre (Originaires de)	13	—	Etats-Unis (Originaires des)	102	7
Néerlandais	1,974	217	Mexicains	14	—
Norvégiens	27	14	Nicaraguayens	1	—
Portugais	75	—	Paraguayens	1	—
Roumains	83	3	Péruviens	3	—
Russes	1,169	49	Salvador (Originaires du)	1	—
Serbes	13	—	Vénézuéliens	2	—
Suédois	25	19	TOTAL	276	7
Suisses	514	26			
Turcs	117	1	**ASIE.**		
Maltais	1	—	Chinois	36	—
TOTAL	16,898	2,382	Cypriotes	1	—
			Hindous	1	—
AFRIQUE.			Persans	8	—
Algériens	100	6	Russie d'Asie (Originaire de la)	3	—
Angolans	1	—	Turquie d'Asie (Originaires de la)	19	—
Canariens	1	—	TOTAL	68	—
Egyptiens	7	—			
Libéria (République de)	2	—	**OCÉANIE.**		
Madériens	1	—	Australiens	5	—
Marocains	3	1	Colonies néerlandaises (Java. Bornéo etc.)	13	—
Sénégalais	1	—	Néo-Zélandais	1	—
Sierra-Léone (Originaires de)	1	—	Tasmaniens	5	—
Transvaaliens	1	—	TOTAL	24	—
Tunisiens	11	—	TOTAL GÉNÉRAL	17,395	2,396
TOTAL	129	7		19,791	

RÉCAPITULATION.

NATIONALITÉ.	RÉSIDENTS.	VAGABONDS.
Europe	16,898	2,382
Afrique	129	7
Amérique	276	7
Asie	68	—
Océanie	24	—
TOTAL	17,395	2,396
TOTAL GÉNÉRAL	19,791	

XCIV. — Etat numérique, par nationalité, des vagabonds étrangers conduits hors du royaume, soit sommairement, soit après avoir été mis à la disposition du gouvernement en vertu d'un jugement, en 1914.

NATIONALITÉ.	Transférés sommairement à la frontière.	Transférés directement à la frontière après le jugement.	Transférés à la frontière après internement préalable dans les maisons de refuge ou les dépôts de mendicité.	TOTAUX.
1	2	3	4	5
EUROPE.				
Allemands	1,165	28	2	1,193
Anglais	—	2	—	2
Autrichiens	140	1	—	141
Bulgares	4	—	—	4
Danois	14	—	—	14
Espagnols	30	3	—	33
Français	1,878	42	5	1,925
Grecs	2	—	—	2
Italiens	65	1	1	65
Luxembourgeois	66	—	—	66
Monaco (Originaire de)	1	—	—	1
Néerlandais	394	7	1	402
Norvégiens	12	—	—	12
Roumains	9	—	—	9
Russes	68	3	—	71
Serbes	2	—	—	2
Suédois	30	2	—	32
Suisses	38	—	—	38
Turcs	2	—	—	2
Malais	—	1	—	1
TOTAUX	3,916	90	9	4,015
AFRIQUE.				
Algériens	15	—	—	15
Tunisiens	1	—	—	1
TOTAUX	16	—	—	16
ASIE.				
Hindous	—	1	—	1
Turquie d'Asie (Originaire de la)	1	—	—	1
TOTAUX	1	1	—	2
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,933	91	9	4,033

XCV. — Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays.

ANNÉE.	Étrangers expulsés du pays par arrêté royal.			Étrangers refoulés ou renvoyés à la frontière en vertu de la loi du 23 messidor an III, de l'arrêté du 6 octobre 1830 et de la loi du 27 novembre 1891.							NOMBRE des dossiers nouveaux ouverts à des étrangers dans le courant de l'année.
	Étrangers expulsés pour condamnations encourues en Belgique ou à l'étranger.	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique sous un rapport non politique.	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique sous un rapport politique.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour défaut de moyens d'existence.	Étrangers conduits à la frontière par la gendarmerie pour condamnation du chef de mendicité ou de vagabondage.	Étrangers non résidents conduits à la frontière par la gendarmerie pour condamnation en Belgique ou dans un autre pays pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers non résidents renvoyés à la frontière avec feuille de route pour condamnation en Belgique ou dans un autre pays pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour motifs non politiques autres qu'une condamnation encourue ou le défaut de moyens d'existence.	Total.	
1	2		4	8	9	10	11	12	13	14
1914	466	181	4	—	100	313	21	28	5,168	21,054
	391				4,397					

ANNÉE.	Étrangers refoulés ou renvoyés à la frontière avec feuille de route pour motifs politiques.	Étrangers refoulés ou conduits à la frontière par la gendarmerie ou la police pour motifs politiques.	Étrangers conduits à la frontière par la gendarmerie pour défaut de moyens d'existence.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour motifs non politiques autres qu'une condamnation encourue ou le défaut de moyens d'existence.
1	3	6	7	8
1914	2	—	3,933	

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

ANNÉE 1914

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

L'organisation des établissements destinés à recevoir des aliénés, le placement des aliénés dans ces établissements et leur sortie, la surveillance des aliénés gardés dans leurs familles, sont réglés par les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873. En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER — Nul ne peut ouvrir ou diriger un établissement destiné aux aliénés sans une autorisation du gouvernement.

La même autorisation est nécessaire pour le maintien des établissements actuellement existants.

ART. 2. — Est considérée comme établissement d'aliénés toute maison où l'aliéné est traité, même seul, par une personne qui n'a avec lui aucun lien de parenté ou d'alliance, ou qui n'a pas la qualité de tuteur, de curateur ou d'administrateur provisoire.

ART. 3. — Le gouvernement n'accordera l'autorisation demandée qu'autant qu'il reconnaisse qu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° Situation et locaux salubres, bien aérés, d'une étendue suffisante et d'une distribution convenable;

2° Séparation des sexes et classement des aliénés de chaque sexe d'après les exigences de leur maladie et la nature des soins dont ils doivent être l'objet;

3° Organisation d'un service médical et sanitaire, et régime intérieur approprié aux besoins et à l'état des malades;

4° Nomination, par le gouvernement, du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements, la députation permanente entendue; le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi.

Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de payement;

5° Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements.

ART. 4. — Les établissements existants ou ceux qui pourront être fondés à l'avenir, qui ne satisferont pas aux conditions voulues et dont les chefs ou directeurs refuseront ou seront dans l'impossibilité de les remplir, seront fermés, la députation permanente entendue et après enquête.

ART. 6. — L'organisation de la colonie de Gheel et d'autres semblables qui pourront exister ou se former par la suite et le régime des aliénés qui y seront envoyés feront l'objet d'un règlement spécial, approuvé par arrêté royal, qui prescrira, entre autres, le mode de placement et de surveillance et l'organisation du service médical.

ART. 7. — Le chef d'un établissement ne pourra recevoir aucune personne atteinte d'aliénation mentale que :

1° Sur une demande écrite d'admission du tuteur d'un interdit, accompagnée de la délibération du conseil de famille prise en exécution de l'article 510 du Code civil;

2° Sur une demande d'admission de l'autorité locale du domicile de secours d'un aliéné indigent;

3° En vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité locale compétente, par application de l'article 95 de la loi communale.

(Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, dans ce cas, statuera lors de sa première réunion ou, au plus tard, dans le délai de six jours, conformément à l'article 5 de la loi communale.)

4° En exécution d'un réquisitoire d'un officier du ministère public, dans le cas de l'article 12 ci-après;

5° Sur une demande d'admission de toute personne intéressée indiquant la nature des relations et, le cas échéant, le degré de parenté ou d'alliance qui existe entre elle et l'aliéné. Cette demande devra être revêtue du visa du bourgmestre de la commune où l'aliéné se trouve;

6° En vertu d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, dans les cas des nos 2, 3 et 5 précédents.

S'il y a urgence, cet arrêté pourra être porté par le gouverneur seul et sera soumis à la députation permanente lors de sa première réunion.

ART. 10. — Dans les vingt-quatre heures de l'admission d'un aliéné, le chef de l'établissement en donnera avis par écrit :

1° Au gouverneur de la province;
2° Au procureur du roi de l'arrondissement;
3° Au juge de paix du canton;
4° Au bourgmestre de la commune;
5° Au comité de surveillance de l'établissement mentionné à l'article 21 ci-après.

Pareil avis sera donné, dans le même délai, au procureur du Roi de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné, et ce magistrat en informera l'autorité locale, qui en donnera immédiatement connaissance aux plus proches parents connus et aux personnes chez lesquelles l'aliéné avait son habitation, chaque fois que l'ordre ou la demande de séquestration sera émané de l'une des autorités ou des personnes mentionnées aux nos 2, 3, 5 et 6 de l'article 7.

ART. 11. — Pendant chacun des cinq premiers jours de son admission, l'aliéné sera visité par le médecin de l'établissement.

Celui-ci consignera sur un registre à ce destiné, coté et paraffé comme il est dit à l'article 22, ses observations et le jugement qu'il en aura tiré, et en transmettra, le sixième jour, une copie au procureur du roi de l'arrondissement.

Il consignera ultérieurement sur le même registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade.

ART. 12. — Le gouvernement désignera un établissement public ou traitera avec un établissement privé, pour le placement des prévenus, accusés ou condamnés qui seraient reconnus en état d'aliénation mentale.

ART. 13. — Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée (ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale), le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté.

ART. 15. — Avant même que le médecin de l'établissement ait déclaré la guérison, toute personne retenue dans un établissement d'aliénés pourra toujours en être retirée par ceux qui l'y ont placée, sauf le cas de minorité ou d'interdiction, dans lesquels ce droit n'appartiendra, d'après les circonstances, qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire, sans préjudice du droit du ministère public.

ART. 17. — Toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, ou toute autre personne intéressée, pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le président du tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

ART. 21. — Tout établissement d'aliénés est sous la surveillance du gouvernement, qui le fera visiter tant par des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet que par des comités permanents d'inspection chargés de veiller à l'exécution de toutes les mesures prescrites par la loi et les règlements.

ART. 25. — Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton, qui s'assurera par lui-même de l'état du malade et renouvellera ses visites au moins une fois par trimestre.

Indépendamment des visites personnelles du juge de paix, ce magistrat se fera remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille, aussi longtemps que durera la séquestration, et fera, d'ailleurs, visiter l'aliéné par tel médecin qu'il désignera, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'Etat possède les asiles de Mons et de Tournai ainsi que la colonie de Gheel; la colonie de Lierneux est administrée par la province de Liége. Les autres asiles appartiennent à des hospices civils, des communautés religieuses, des sociétés civiles, des particuliers qui en ont la direction. Les colonies de Gheel et de Lierneux ne reçoivent que des malades dont l'état est compatible avec la vie libre.

Les tableaux qui suivent ne concernent que les établissements d'aliénés. Les aliénés gardés dans leur famille n'y figurent pas.

Rédaction des tableaux. — Les renseignements statistiques relatifs aux aliénés placés dans les asiles sont extraits des registres médicaux et administratifs qui, en vertu de la loi, doivent être tenus dans chaque établissement.

Ils sont réunis chaque année dans des tableaux d'un modèle uniforme arrêté par le service de l'inspection des aliénés, et adressés au département de la justice (direction générale de la bienfaisance).

XCVI. — Mouvement de la population pendant l'année 1914. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	EXISTANTS au 1er janvier.	ADMIS pour la première fois.	ADMIS par suite de rechute ou de récidive.	ADMIS par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	ADMIS venant d'un autre asile belge.	ADMIS TOTAL des admissions.	TOTAL des existants et des admis.	SORTIS guéris.	SORTIS améliorés.	SORTIS non modifiés.	SORTIS évadés.	SORTIS transférés.	SORTIS non aliénés.	SORTIS TOTAL des sortis.	DÉCÉDÉS par maladie.	DÉCÉDÉS par accident.	DÉCÉDÉS par suicide.	DÉCÉDÉS TOTAL des décès.	TOTAL des décès et des sorties.	RESTANT au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers																					**Anvers.**
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	16	217	32	—	—	249	265	82	21	25	—	87	3	218	26	—	—	26	244	21	Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*.
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.	85	19	1	—	—	20	105	4	5	2	1	2	—	14	17	—	—	17	31	74	Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.
Mortsel. — Asile Saint-Amédée.	739	74	15	4	39	132	871	25	29	2	7	4	5	72	77	—	—	77	149	722	Mortsel. — Asile Saint-Amédée.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	8	118	38	—	—	156	164	74	3	—	—	74	—	151	7	—	—	7	158	6	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*.
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	34	1	—	—	1	2	36	1	—	1	1	—	—	3	4	—	—	4	7	29	Diest. — Hospice des Frères Alexiens.
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	221	120	31	4	26	181	402	55	29	3	—	7	—	94	69	—	—	69	163	239	Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*.
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens.	172	45	4	—	8	57	229	6	5	4	—	1	—	16	33	—	1	34	50	179	Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens.
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	21	28	2	—	1	31	52	7	5	2	—	2	—	16	13	—	—	13	29	23	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*.
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	93	8	—	—	2	10	103	3	—	—	—	—	—	3	7	—	—	7	10	93	Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens.
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	19	18	2	1	5	26	45	—	12	3	—	2	—	17	8	—	—	8	25	20	Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*.
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	51	31	1	—	4	36	87	6	10	3	—	1	—	20	8	—	—	8	28	59	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*.
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.	28	5	—	—	1	6	34	—	—	1	—	1	—	2	2	—	—	2	4	30	Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*.	167	18	—	1	—	19	186	—	—	3	—	7	—	10	7	—	—	7	17	169	Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*.
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	248	41	1	1	14	57	305	0	4	1	—	3	2	10	34	—	—	34	53	252	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*.
Bruges. — Hospice Saint-Julien.	397	18	25	1	85	128	525	2	20	1	—	2	—	34	69	—	—	69	103	422	Bruges. — Hospice Saint-Julien.
Ypres. — Hospice (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Ypres. — Hospice.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	15	6	—	—	2	8	23	—	2	—	—	—	—	2	5	—	1	5	7	16	Gand. — Etablissement des Frères de St-Jean de Dieu.
Gand. — Hospice Guislain	550	71	24	—	5	100	650	7	18	1	—	2	1	29	47	—	1	48	77	573	Gand. — Hospice Guislain.
Gand. — Maison de santé du « Strop »	100	10	2	2	2	25	125	6	4	2	—	3	—	15	13	—	—	13	28	97	Gand. — Maison de santé du « Strop ».
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	484	70	25	5	14	110	571	20	42	1	3	4	—	70	71	—	—	71	141	430	Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme.
Selzaete. — Etablissement.	735	76	14	—	17	107	842	31	9	4	2	1	—	50	76	—	—	76	126	716	Selzaete. — Etablissement.
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	267	32	2	—	1	35	302	—	2	6	—	6	—	14	4	—	—	4	18	284	Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*.
Hainaut.																					**Hainaut.**
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	625	85	22	8	10	125	750	17	12	7	3	20	—	59	59	—	—	59	118	632	Froidmont. — Hospice Saint-Charles.
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu.	60	32	2	—	—	34	94	3	2	5	—	1	—	11	14	—	—	14	25	69	Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu.
Tournai. — Hospice pour hommes.	902	170	20	21	5	216	1,118	51	19	6	49	50	—	178	63	—	—	63	241	877	Tournai. — Hospice pour hommes.
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	309	11	—	3	2	19	328	2	7	11	6	25	1	52	5	—	—	5	57	301	Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice « les Insensés »	110	105	10	1	1	124	234	22	13	3	—	21	—	65	47	—	—	47	110	124	Liége. — Hospice « les Insensés ».
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*.	34	18	2	—	—	20	54	6	3	3	—	9	—	21	9	—	—	9	30	24	Glain. — Maison de santé. — *Mixte*.
Henri-Chapelle. — Etablissement	42	2	1	—	4	7	49	—	2	—	—	1	—	3	5	—	—	5	8	41	Henri-Chapelle. — Etablissement.
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants*	115	25	—	5	—	30	145	2	1	4	—	1	—	8	2	—	—	2	10	135	Hollogne-aux-Pierres. — Hospice St-Lambert. — *Enfants*.
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*.	6	3	—	—	—	3	9	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	1	2	7	Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*.
Limbourg.																					**Limbourg.**
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice.	848	92	45	5	15	155	1,001	29	30	2	2	1	—	75	74	—	—	74	147	854	Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice.
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*	272	34	—	1	—	35	307	—	4	6	1	10	—	21	9	—	—	9	30	277	Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*.
Namur.																					**Namur.**
Dave. — Asile.	691	62	12	—	15	89	780	2	20	11	—	—	—	33	68	—	1	69	102	678	Dave. — Asile.
TOTAL.	8,471	1,735	338	62	245	2,380	10,851	475	353	129	75	348	12	1,392	953	—	3	956	2,348	8,503	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	1,206	191	5	11	22	229	1,435	11	9	28	6	72	—	126	121	1	—	122	248	1,247	Gheel. — Colonie. — *Mixte*.
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	341	41	7	—	7	48	389	3	9	4	1	20	—	45	25	—	—	25	66	323	Lierneux. — Colonie. — *Mixte*.
TOTAL GÉNÉRAL.	10,078	1,967	350	73	267	2,657	12,735	489	371	161	82	446	12	1,561	1,097	1	3	1,101	2,662	10,073	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les renseignements font défaut.

XCVI (suite). — Mouvement de la population pendant l'année 1914. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	EXISTANTES au 1er janvier.	ADMISES pour la première fois.	ADMISES par suite de rechute ou de récidive.	ADMISES par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	ADMISES venant d'un autre asile belge.	TOTAL des admissions.	TOTAL des existantes et des admises.	SORTIES guéries.	SORTIES améliorées.	SORTIES non modifiées.	SORTIES évadées.	SORTIES transférées.	SORTIES non aliénées.	SORTIES TOTAL des sorties.	DÉCÉDÉES par maladie.	DÉCÉDÉES par accident.	DÉCÉDÉES par suicide.	DÉCÉDÉES TOTAL des décès.	TOTAL des décès et des sorties.	RESTANT au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	10	112	18	—	—	130	140	41	6	19	—	45	—	109	9	—	—	9	118	22	Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte.*
Duffel. — Hospice	582	82	26	—	15	121	703	42	11	12	1	10	—	76	49	—	—	49	125	578	Duffel. — Hospice.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	5	92	27	—	—	119	124	52	4	—	—	50	—	106	4	—	—	4	110	14	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Sœurs grises	56	4	—	—	1	5	61	—	1	—	—	—	—	1	4	—	—	4	5	56	Diest. — Hospice des Sœurs grises.
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	411	22	11	—	11	44	455	11	1	1	—	2	—	15	31	—	—	31	46	409	Erps-Querps. — Institut Saint-Joseph.
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	321	119	25	5	25	170	491	17	36	5	—	11	—	97	58	—	—	58	155	336	Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	98	15	1	—	—	16	114	2	1	2	—	1	—	6	10	—	—	10	16	98	Louvain. — Hospice des Sœurs noires.
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	26	22	1	—	1	24	50	8	6	1	—	4	—	19	6	—	—	6	25	25	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	20	10	3	—	—	13	42	2	10	4	—	5	—	21	—	—	—	—	21	21	Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte.*
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	35	14	5	—	5	20	55	2	3	1	—	3	—	9	6	—	2	8	17	38	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	256	25	3	—	1	29	285	8	1	2	—	3	—	14	14	—	—	14	28	257	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Menin. — Hospice	100	7	—	2	—	9	109	1	2	—	—	—	—	3	4	—	—	4	7	102	Menin. — Hospice.
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	468	25	18	—	1	45	513	11	3	3	—	—	—	17	29	—	1	30	47	466	Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte.*
Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame	487	56	17	—	—	73	560	25	6	3	—	—	—	52	51	—	—	51	63	497	Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame.
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Melle. — Asile Caritas	643	88	32	—	7	127	770	45	2	11	—	6	3	65	61	—	2	63	128	642	Melle. — Asile Caritas.
Lede. — Hospice	505	15	5	—	3	23	528	13	1	—	—	—	—	14	18	—	—	18	32	206	Lede. — Hospice.
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	533	54	17	—	4	75	608	15	30	9	4	4	—	62	48	—	—	48	110	498	Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis ».
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	71	9	2	—	—	11	82	5	—	—	—	—	—	5	3	—	—	3	8	74	Velsicque-Ruddershove. — Hospice.
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît. — *Enfants.*	499	15	—	—	—	15	514	3	26	1	—	23	—	53	17	—	—	17	70	474	Lokeren. — Hospice Saint-Benoît. — *Enfants.*
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	116	8	—	—	13	21	137	1	1	—	—	—	—	2	19	—	—	19	21	116	Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste.
Hainaut.																					**Hainaut.**
Mons. — Hospice	641	126	—	52	22	180	821	61	71	33	1	173	—	342	81	—	—	81	423	398	Mons. — Hospice.
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	82	18	6	—	—	24	106	6	1	—	—	1	—	8	9	—	—	9	17	89	Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.
Wez-Velvain. — Hospice	50	5	3	—	—	8	58	3	1	—	—	—	—	4	3	—	—	3	7	51	Wez-Velvain. — Hospice.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	233	68	26	8	1	103	338	22	16	10	—	2	—	50	34	—	—	34	84	254	Liége. — Hospice Sainte-Agathe.
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	16	9	1	—	—	10	26	2	1	—	—	1	—	4	—	—	—	—	4	22	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Spa. — Asile pour *Enfants.* — *Mixte*	35	16	1	—	—	17	52	—	2	10	—	—	—	12	3	—	—	3	15	37	Spa. — Asile pour *Enfants.* — *Mixte.*
Limbourg																					**Limbourg.**
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	510		15	—	—	64	604	22	4	3	—	11	—	40	50	—	—	50	90	514	Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.
Saint-Trond. — Hospice	797	54 95	27	—	—	122	919	24	19	2	—	23	—	70	85	—	1	86	156	763	Saint-Trond. — Hospice.
Namur.																					**Namur.**
Saint-Servais lez Namur. — Asile du Beau-Vallon (2)	—	58	19	—	207	284	284	3	—	3	1	—	1	8	9	—	—	9	17	267	St-Servais lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon.
TOTAL	7,447	1,264	307	45	316	1,932	9,379	476	266	133	7	378	4	1,264	695	—	6	701	1,965	7,414	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	1,361	155	12	6	61	232	1,593	12	27	18	1	69	—	127	122	—	3	125	252	1.341	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	288	26	10	—	—	36	324	2	8	2	3	16	—	31	27	—	—	27	58	266	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL	9,099	1,443	329	51	377	2,200	11,299	490	301	153	11	463	4	1,422	844	—	9	853	2,275	9,021	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les renseignements font défaut.
(2) Asile ouvert par arrêté ministériel du 25 avril 1914.

XCVII. — Premières admissions : Age. — État civil. — Saisons. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.							SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à moins de 50 ans.	50 à moins de 50 ans.	Au delà.	Inconnu.	Célibataires.	Mariés avec enfants.	Mariés sans enfants.	Veufs avec enfants.	Veufs sans enfants.	Séparés ou divorcés avec enfants.	Séparés ou divorcés sans enfants.	Inconnu.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Anvers.																				
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	217	11	19	52	69	74	12	44	75	34	19	9	9	15	12	51	61	48	54	—
Bouchout. — Hospice des Frères Célites	19	1	—	—	7	11	—	10	5	1	3	—	—	—	—	4	8	3	4	
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	74	—	6	14	35	17	—	35	26	4	3	—	—	—	—	19	20	8	21	—
Brabant.																				
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	118	2	4	18	60	34	—	48	39	17	7	2	3	2	—	37	29	20	32	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de sante. — *Mixte*	120	—	4	16	61	39	—	44	38	19	7	7	4	1	—	25	32	34	29	—
Grimbergben. — Hospice des Frères Alexiens	45	—	1	9	25	12	—	22	11	11	1	—	—	—	—	10	10	4	21	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	28	—	2	7	10	9	—	8	14	3	—	1	—	—	—	11	8	2	7	—
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	8	—	—	2	4	2	—	3	2	1	1	1	—	—	—	1	4	1	2	—
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	18	—	1	3	8	6	—	7	8	2	1	—	—	—	—	2	1	1	4	10
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	31	1	1	3	16	10	—	8	12	9	1	1	—	—	—	6	8	10	7	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	5	—	1	—	2	2	—	3	2	—	—	—	—	—	—	2	1	2	1	—
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	18	17	1	—	—	—	—	18	—	—	—	—	—	—	—	7	4	2	5	—
Flandre occidentale.																				
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	41	—	3	9	19	10	—	16	14	3	1	2	—	—	—	14	14	4	9	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien	48	—	3	6	18	21	—	27	11	7	2	1	—	—	—	15	14	—	11	—
Ypres. — Hospice (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.																				
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	6	—	—	1	3	2	—	4	1	1	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—
Gand. — Hospice Guislain	71	—	1	10	45	14	—	56	21	11	3	—	—	—	—	15	22	19	15	—
Gand. — Maison de santé du « Strop »	19	—	2	3	10	4	—	14	2	1	1	—	1	—	—	7	3	—	9	—
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	70	—	1	12	31	25	—	37	21	3	6	1	—	—	—	16	21	10	19	4
Selzaete. — Etablissement	76	—	8	16	25	26	1	48	22	1	3	—	—	—	—	58	14	3	19	—
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	32	32	—	—	—	—	—	32	—	—	—	—	—	—	—	10	10	—	12	—
Hainaut.																				
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	85	—	1	7	15	29	—	33	29	6	8	3	1	—	—	36	12	1	33	—
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu	32	—	1	—	23	8	—	14	10	3	2	3	—	—	—	9	12	1	10	—
Tournai. — Hospice pour hommes	176	—	11	33	87	39	—	89	48	19	8	6	—	—	—	37	48	18	47	—
Mauage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	44	42	2	—	—	—	—	44	—	—	—	—	—	—	—	6	1	3	4	30
Liége.																				
Liége. — Hospice « les Insensés »	103	—	3	18	60	22	—	37	37	12	6	4	1	4	2	15	19	16	25	2
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	18	1	—	1	9	7	—	3	9	3	—	—	1	—	—	6	6	2	4	—
Henri-Chapelle. — Etablissement	2	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants*	25	20	3	—	—	—	—	25	—	—	—	—	—	—	—	3	9	6	7	—
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	3	3	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—
Limbourg.																				
Zieckeren-Saint-Trond. — Hospice	92	—	3	12	45	31	1	30	24	10	2	4	—	—		29	15	21	27	—
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*	34	30	4	—	—	—	—	34	—	—	—	—	—	—	—	20	9	—	—	5
Namur.																				
Dave. — Asile	62	—	12	19	22	9	—	26	22	9	2	1	1	—	1	15	19	17	9	2
TOTAL	1,735	160	111	254	733	463	14	832	505	196	93	46	24	22	17	486	474	275	447	53
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	191	8	8	37	68	70	—	108	17	11	10	11	—	1	—	58	59	12	62	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	41	1	3	8	16	12	1	20	3	2	3	2	—	—	—	3	1	1	3	33
TOTAL GÉNÉRAL	1,967	169	122	299	817	545	15	969	555	212	108	59	24	23	17	547	534	288	512	86

(1) Les renseignements font défaut.

XCVII (suite). — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.							SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à moins de 50 ans.	50 à moins de 50 ans.	Au delà.	Inconnu.	Célibataires.	Mariées avec enfants.	Mariées sans enfants.	Veuves avec enfants.	Veuves sans enfants.	Séparées ou divorcées avec enfants.	Séparées ou divorcées sans enfants.	Inconnu.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Anvers.																				
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	112	7	14	19	40	19	4	34	26	25	6	7	6	2	4	25	19	25	22	23
Duffel. — Hospice	82	1	1	17	37	26	—	36	25	6	12	3	—	—	—	25	36	7	14	—
Brabant.																				
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	92	2	10	7	37	36	—	37	25	11	14	4	1	—	—	30	25	25	16	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises	4	—	1	—	3	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph.	22	—	1	4	12	5	—	14	5	1	2	—	—	—	—	8	4	2	8	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	119	—	8	25	52	33	1	31	21	18	15	12	—	1	1	25	43	27	24	—
Louvain. — Hospice des Sœurs noires.	15	—	1	3	3	7	1	7	3	—	3	—	—	—	—	6	3	4	2	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	22	—	—	3	10	9	—	8	6	3	3	2	—	—	—	3	10	3	4	—
Uccle. — Hospice du Fort Jacco. — *Mixte*	10	—	2	—	7	1	—	3	2	1	1	1	—	—	—	3	1	1	3	6
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	14	—	—	4	3	7	—	2	3	3	4	—	—	—	—	3	4	4	3	—
Flandre occidentale.																				
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	25	—	1	3	16	3	—	15	3	3	2	—	—	—	—	11	4	3	3	—
Menin. — Hospice	7	—	1	2	—	4	—	3	2	2	—	—	—	—	—	4	2	—	1	—
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	25	—	—	2	11	10	—	3	14	1	3	—	—	—	—	3	8	3	7	—
Saint-Michel lez-Bruges — Hospice Notre Dame	55	—	1	11	26	18	—	30	20	3	2	1	—	—	—	11	18	7	20	—
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.																				
Lede. — Hospice	15	—	1	3	3	4	—	6	2	3	2	—	—	—	—	4	3	—	4	—
Melle. — Asile Caritas	88	—	4	14	34	36	—	40	27	4	8	—	—	—	—	28	19	22	19	—
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	31	—	1	9	19	22	—	27	4	15	3	3	—	—	—	12	17	3	20	—
Velsicque-Ruddershove — Hospice	9	—	—	1	6	2	—	4	3	1	—	1	—	—	—	2	2	2	3	—
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît. — *Enfants*	45	41	2	—	—	—	2	45	—	—	—	—	—	—	—	—	18	10	17	—
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	8	—	1	1	6	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	5	3	—	2	—
Hainaut.																				
Mons. — Hospice	126	—	9	31	33	31	—	36	37	18	15	14	6	2	—	32	28	1	15	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	18	—	2	4	3	7	—	8	6	3	—	1	—	—	—	3	6	3	4	—
Wez-Velvain. — Hospice	3	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	—	—	—	—	—	3	1	1	—
Liége																				
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	68	—	6	10	32	20	—	31	11	12	3	9	—	2	—	19	19	16	14	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	9	—	2	6	1	—	—	3	4	1	—	1	—	—	—	—	—	16	—	—
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	16	16	—	—	—	—	—	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.																				
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.	51	—	3	9	22	17	—	25	17	1	3	3	—	—	—	1	8	4	10	25
Saint-Trond. — Hospice	93	—	7	16	45	20	—	32	26	3	9	3	—	—	—	20	24	26	25	—
Namur.																				
Saint-Servais lez-Namur. — Asile du beau Vallon (2)	58	—	3	11	26	16	—	30	16	1	7	1	—	—	—	7	2	6	2	41
TOTAL	1.264	67	84	210	523	372	8	592	315	142	120	70	13	7	5	313	335	226	294	96
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	155	8	8	25	52	62	—	74	54	15	20	9	1	—	—	58	41	7	47	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	26	—	4	2	11	9	—	17	7	1	1	—	—	—	—	1	—	2	6	17
TOTAL GÉNÉRAL	1,443	75	96	235	586	443	8	683	356	158	141	79	14	7	5	372	376	235	347	113

(1) Les renseignements font défaut.
(2) Asile ouvert par arrêté ministériel du 25 avril 1914.

XCVIII. — Sorties : Age, résultat du traitement. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIS — PAR GUÉRISON âgés de					SORTIS — AMÉLIORÉS âgés de					SORTIS — NON MODIFIÉS âgés de					Total.
	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Anvers.																
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg — *Mixte*.	6	9	22	25	20	1	5	12	4	1	14	52	20	19	21	218
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites. . .	—	—	—	5	1	—	—	2	1	2	—	—	—	1	1	14
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	—	1	7	15	4	—	5	5	14	5	—	1	5	9	3	72
Brabant.																
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*. .	2	8	12	37	15	—	—	—	2	1	—	2	15	35	22	151
Diest. — Hospice des Frères Alexiens. . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	3
Evere-lez-Bruxelles.— Maison de santé.— *Mixte*	—	1	4	39	11	—	—	6	16	7	—	—	—	5	5	94
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens.	—	—	3	1	2	—	—	—	3	2	—	—	—	5	—	16
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte* .	—	—	2	2	3	—	—	1	3	1	1	—	2	—	1	16
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens .	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte* .	—	—	—	—	—	—	1	—	6	3	—	—	3	2	—	17
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	4	2	1	—	3	3	1	—	—	—	3	1	20
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	2
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants* . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	7	—	—	—	10
Flandre occidentale.																
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*.	—	1	1	2	2	—	—	1	2	1	—	1	1	3	2	19
Bruges. — Hospice Saint-Julien	—	—	—	2	—	—	—	3	20	6	—	—	1	1	1	34
Ypres. — Hospice (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.																
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
Gand. — Hospice Guislain.	—	—	4	2	1	—	—	4	8	6	—	—	2	2	—	29
Gand. — Maison de santé du « Strop » . .	—	—	2	1	—	—	—	—	2	2	—	—	2	2	1	15
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme . . .	—	—	1	15	3	—	3	11	19	9	—	—	1	3	2	70
Selzaete. — Etablissement.	—	1	10	15	8	—	—	3	4	2	—	2	3	1	1	50
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	7	3	—	—	—	14
Hainaut.																
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	—	—	3	12	2	—	—	3	4	3	—	1	6	15	8	59
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu . . .	—	—	—	1	2	—	—	—	2	—	—	1	—	3	2	11
Tournai. — Hospice pour hommes	—	2	11	39	2	—	—	5	7	7	—	11	21	48	22	178
Manage. — Hospice de la Ste-Famille. — *Enfants*	2	—	—	—	—	3	4	—	—	—	14	20	—	—	—	52
Liége.																
Liége. — Hospice « les Insensés »	—	—	1	15	3	—	—	2	9	4	—	—	—	25	3	63
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	1	3	1	—	—	—	2	1	—	—	2	3	3	21
Henri-Chapelle. — Etablissement.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	3
Hollogne aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — Enfants.	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	4	1	—	—	—	8
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte* . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Limbourg.																
Zichereu-Saint-Trond. — Hospice	—	1	3	15	8	—	2	7	19	11	—	—	2	3	—	73
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	7	3	7	—	—	21
Namur.																
Dave. — Asile.	—	—	1	1	—	—	6	10	4	—	—	3	3	3	2	33
TOTAL. . . .	13	25	100	244	93	7	28	79	157	82	51	100	109	200	104	1,392
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	—	—	1	6	1	—	2	5	4	—	1	5	12	31	31	126
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	—	1	2	—	—	2	3	1	1	—	1	3	16	9	43
TOTAL GÉNÉRAL. . .	2	25	102	252	97	7	32	87	162	83	55	106	126	267	147	1,561

(1) Les renseignements font défaut.

XCVIII (suite). — Sorties : Age, résultat du traitement. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIES — PAR GUÉRISON âgées de					SORTIES — AMÉLIORÉES âgées de					SORTIES — NON MODIFIÉES âgées de					Total.
	moins de 16 ans.	16 à moins de 30 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 30 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 30 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Anvers																
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg — *Mixte*.	2	8	15	14	4	—	1	2	3	—	2	10	14	22	14	109
Duffel — Hospice.	—	—	10	22	10	—	—	3	4	4	—	2	7	8	6	76
Brabant.																
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*. .	1	3	6	20	20	1	—	1	—	2	—	4	8	20	18	106
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph . . .	—	—	—	6	3	—	—	—	—	1	—	—	2	—	1	15
Evere-lez-Bruxelles.— Maison de santé.— *Mixte*	—	1	13	21	12	—	2	9	15	10	—	—	—	7	7	97
Louvain — Hospice des Sœurs noires . . .	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	6
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte* . .	—	—	2	3	3	—	—	1	2	3	—	—	—	3	2	19
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte* . .	—	—	—	1	1	—	1	—	6	3	—	1	—	6	2	21
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	1	1	—	—	—	1	—	2	—	—	—	3	1	9
Flandre occidentale.																
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*.	—	—	—	7	1	—	—	—	1	—	—	—	—	2	3	14
Menin — Hospice	—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	3
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*.	—	3	2	4	2	—	—	2	1	—	—	—	—	1	2	17
St-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame.	—	1	4	16	2	—	—	1	3	2	—	—	1	1	1	32
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.																
Lede. — Hospice	—	—	4	4	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	14
Melle. — Asile Caritas.	—	1	9	18	15	—	—	1	1	—	—	1	3	8	6	65
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis » . . .	—	7	3	3	—	—	3	15	12	—	—	3	7	7	—	62
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît. — *Enfants*.	—	3	—	—	—	3	25	—	—	—	5	10	—	—	—	53
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Hainaut.																
Mons. — Hospice.	—	19	17	19	9	—	15	25	22	11	—	32	57	50	68	342
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.	—	2	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	8
Wez-Velvain. — Hospice	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Liége.																
Liége. — Hospice Sainte-Agathe.	—	1	2	13	6	—	—	3	6	7	—	1	2	6	3	50
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	4
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte* . . .	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	10	—	—	—	—	12
Limbourg.																
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph . . .	—	1	2	18	1	—	1	—	2	1	—	2	1	9	2	40
Saint-Trond. — Hospice	—	2	3	14	3	—	2	3	10	4	—	2	6	11	3	70
Namur.																
St-Servais lez-Namur. — Asile du Beau vallon (2)	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	2	8
TOTAL. . . .	3	56	96	212	109	6	52	66	91	51	17	78	113	171	143	1,264
Gheel. — Colonie. — *Mixte*.	—	—	2	7	3	—	1	6	10	10	4	2	11	42	29	127
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	—	—	—	2	1	—	1	4	2	—	1	4	8	8	31
TOTAL GÉNÉRAL. . . .	3	56	98	219	114	7	53	73	105	63	21	81	128	221	180	1,422

(1) Les renseignements font défaut.
(2) Asile ouvert par arrêté ministériel du 28 avril 1914.

XCIX. — Statistique des alcoolisés. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existants au 1er janvier.	ADMIS.			Total des existants et des admis.	SORTIS.					Restants au 31 décembre.
		Première admission	Réintégration.	TOTAL.		Guéris.	Améliorés.	Autrement.	Décédés.	TOTAL.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers.											
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte* (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	3	—	—	—	3	—	1	—	—	1	2
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	138	25	7	32	190	7	15	4	19	45	145
Brabant.											
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	3	26	6	32	35	26	—	8	1	35	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	28	22	11	33	61	26	3	1	10	40	21
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens	23	6	—	6	29	—	2	—	4	6	23
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	1	1	—	1	2	1	—	—	—	1	1
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	7	1	—	1	8	—	—	—	—	—	8
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	—	—	1	1	1	—	1	—	—	1	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	—	1	1	1	—	—	—	1	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale.											
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*.	134	12	1	13	147	2	1	3	9	15	132
Bruges. — Hospice Saint-Julien	140	4	23	27	167	—	14	—	5	19	148
Ypres. — Hospice (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.											
Gand. — Établissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.	—	2	—	2	2	—	—	—	1	1	1
Gand. — Hospice Guislain	31	19	9	28	79	12	9	2	9	32	47
Gand. — Maison de santé du « Strop »	19	3	1	4	23	1	—	1	4	6	17
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	182	28	17	45	227	11	15	4	17	47	180
Selzaete. — Établissement	108	5	7	12	120	8	1	—	5	14	106
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.											
Froidmont. — Hospice Saint-Charles.	138	27	13	40	198	10	6	11	23	50	148
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu.	1	8	1	9	13	1	—	1	4	6	7
Tournai. — Hospice pour hommes	181	10	3	13	224	9	9	20	19	66	138
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége.											
Liége. — Hospice « les Insensés »	26	27	6	33	59	14	4	4	9	31	28
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	2	1	1	2	4	1	—	1	1	3	1
Henri-Chapelle. — Établissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — Enfants.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.											
Zickeren-Saint-Trond. — Hospice	145	17	10	27	170	7	12	1	7	27	143
Tessenderloo. - Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur.											
Dave. — Asile (2)	82	9	4	13	95	1	3	3	8	17	78
TOTAL	1,454	284	121	405	1,859	138	96	75	155	464	1,395
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	520	11	1	12	541	1	1	4	—	6	535
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	27	6	—	6	33	1	—	2	4	7	26
TOTAL GÉNÉRAL	1,810	301	122	423	2,233	140	97	81	159	477	1,756

(1) Les renseignements font défaut.
(2) Chiffre rectifié d'après renseignements ultérieurs.

XCIX (suite). — Statistique des alcoolisées. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existantes au 1er janvier.	ADMISES.			Total des existantes et des admises.	SORTIES.					Restants au 31 décembre.
		Première admission	Réintégration.	TOTAL.		Guéries.	Améliorées.	Autrement.	Décédées.	TOTAL.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers.											
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte* (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duffel. — Hospice	41	11	2	13	54	6	1	3	5	15	39
Brabant.											
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	1	5	2	5	5	5	—	2	1	5	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph.	7	2	—	2	9	—	—	—	1	1	8
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	6	4	4	8	14	3	1	—	—	6	8
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	5
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale.											
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*.	12	3	1	4	16	1	—	—	—	1	15
Menin. — Hospice.	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2
Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame.	39	3	—	3	62	—	—	—	1	1	38
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	23	2	4	6	29	—	—	1	5	6	23
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.											
Melle. — Asile Caritas.	12	—	1	1	13	2	—	—	5	7	6
Lede. — Hospice	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	22	—	—	—	22	—	2	1	3	6	16
Velsicque-Ruddershove. — Hospice.	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.											
Mons. — Hospice	6	—	—	—	6	1	2	3	—	6	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.	3	3	—	3	6	—	1	—	—	1	5
Wez-Velvain. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége.											
Liége. — Hospice Sainte-Agathe.	3	1	2	3	8	1	1	1	—	3	5
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.											
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.	9	1	—	1	10	1	—	1	—	2	8
Saint-Trond. — Hospice	4	—	—	—	4	—	—	—	1	1	3
Namur.											
Saint-Servais lez-Namur. — Asile du Beau Vallon (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	219	37	16	53	272	23	8	12	25	68	204
Gheel. — Colonie. — *Mixte*.	41	—	—	—	41	1	1	—	—	2	39
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
TOTAL GÉNÉRAL	261	37	16	53	314	24	9	12	25	70	244

(1) Les renseignements font défaut.
(2) Asile ouvert par arrêté ministériel du 23 avril 1914.

STATISTIQUE

DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES

ANNÉE 1914

C. — Statistique des sourds-muets et des aveugles au 31 décembre 1914.

NOMBRE TOTAL DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES DE TOUT AGE.		PROVINCES (1).		NOMBRE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.										TOTAL (2) DES SOURDS-MUETS ET AVEUGLES AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.	
				SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION								NON SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION.			
				et la recevant dans les institutions ou chez leurs parents.		et ayant reçu l'instruction.		abandonnés à eux-mêmes.		TOTAL.					
Sourds-muets.	Aveugles.			Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.
1	2	3		4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
279	153	Anvers	Garçons.	138	30	47	15	—	—	185	45	7	10	192	55
223	138		Filles.	135	19	22	8	1	—	158	27	4	7	162	34
502	291		Total.	273	49	69	23	1	—	343	72	11	17	354	89
321	317	Brabant.	Garçons.	77	25	29	15	8	4	114	42	30	42	154	84
305	270		Filles.	83	21	31	7	6	11	120	39	34	36	164	75
626	587		Total.	160	46	60	20	14	15	234	81	84	78	318	159
320	211	Flandre orientale.	Garçons.	98	28	68	12	1	2	167	42	12	22	179	64
244	166		Filles.	80	19	32	10	—	—	132	29	10	12	142	41
554	377		Total.	178	47	120	22	1	2	299	71	22	34	321	105
421	359	Hainaut.	Garçons.	165	46	30	16	7	3	202	65	25	42	227	107
276	256		Filles.	66	41	24	7	2	5	92	53	29	29	121	82
697	615		Total.	231	87	54	23	9	8	294	118	54	71	348	189
73	30	Luxembourg	Garçons.	25	5	15	7	—	—	40	12	3	2	43	14
57	14		Filles.	23	2	7	—	3	—	33	2	4	2	37	4
130	44		Total.	48	7	22	7	3	—	73	14	7	4	80	18
123	94	Namur.	Garçons.	43	14	6	1	—	—	49	15	3	—	54	15
105	34		Filles.	31	7	—	1	—	—	31	8	1	2	32	10
228	128		Total.	74	21	6	2	—	—	80	23	6	2	86	25
1,537	1,164	Total des 6 provinces.	Garçons.	546	148	195	64	16	9	757	221	92	118	849	339
1,210	878		Filles.	418	109	136	33	12	16	566	158	92	88	658	246
2,747	2,042		Total.	964	257	331	97	28	25	1,323	379	184	206	1,507	585

(1) Flandre occidentale. Liége, Limbourg : les renseignements manquent.

(2) *N. B.* Total des colonnes 10 et 12, 11 et 13.

PROTECTION DE L'ENFANCE

RAPPORT

sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (chapitre Ier et II) (1)

pendant l'année 1914.

Les rapports des magistrats, juges des enfants, juges d'appel des enfants, premiers présidents des cours d'appel, présidents des tribunaux, procureurs généraux et procureurs du Roi, sont unanimes à constater les nombreuses entraves apportées par l'état de guerre à l'application de la loi sur la protection de l'enfance.

Les correspondances complètement interrompues d'abord et puis soumises à des retards, les communications coupées et lentement rétablies ont longtemps empêché les parquets et les juges des enfants d'intervenir, sinon dans des cas exceptionnels. Lorsque, après un certain temps, la situation se fut améliorée, il resta difficile de trouver des placements chaque fois qu'ils eussent été utiles. Des retards dans le paiement des frais d'entretien étaient d'ailleurs un grand obstacle au placement des mineurs chez des particuliers ou dans des institutions. Certaines institutions ont même été obligées de licencier une partie de leurs pupilles faute de vivres. Quelques juges des enfants, particulièrement éprouvés, ont perdu leurs archives par suite des faits de guerre. Nombre de délégués à la protection de l'enfance, qui étaient plus de 4300 au début de 1914, avaientdisparu.

Dans ces pénibles circonstances, les juges des enfants, aidés par les magistrats du parquet et les délégués à la protection de l'enfance qui restaient et dont le zèle semble s'être accru, à mesure que les difficultés se multipliaient, ont dû recourir à des moyens de fortune, et notamment développer le régime de la liberté surveillée chez les parents. Très souvent en effet, il était tout aussi impossible d'envoyer les mineurs dans les écoles de bienfaisance que de leur trouver un placement; force fut de les laisser provisoirement dans leur milieu familial.

Ces diverses circonstances expliquent que les chiffres de la statistique de 1914 sont sensiblement inférieurs à ceux de 1913. Ils indiquent une moins grande activité des parquets et des juges, dont l'action a été paralysée pendant plusieurs mois, et comme conséquence un moindre nombre d'internements dans les écoles de bienfaisance et de placements.

Pour ne pas rester sous cette pénible impression, anticipons sur le rapport de 1915, et disons que petit à petit l'application de la loi a repris à peu près son cours normal. Les communications furent rétablies; dès le mois de janvier 1915 la Société coopérative d'avances et de prêts mit à la disposition de l'Office de la protection de l'enfance les sommes nécessaires pour payer les frais d'entretien des mineurs, antérieurs à l'occupation; puis l'Office institua le système du payement mensuel, de telle sorte que les institutions et les nourriciers, certains désormais de pouvoir subvenir à l'entretien des mineurs, rendirent aux magistrats l'appui de leur collaboration. Grâce à l'active intervention du Comité national de secours et d'alimentation, les difficultés de ravitaillement furent en grande partie aplanies.

Il faut constater, d'ailleurs, qu'à la perturbation générale provoquée par l'état de guerre a correspondu un élan magnifique de charité et de solidarité. Le rapport de M. le juge d'appel des enfants de Gand fait remarquer à ce sujet que : « l'esprit de » charité n'a jamais été aussi vivace, aussi fécond. Les humbles » s'entr'aident admirablement et les événements actuels ont pro- » duit, plus que n'importe quelle conception philosophique ou » économique ne pourrait le faire, ce rapprochement qui, né de » souffrances communes, produit un effort commun pour les subir » et les surmonter sans abattement ».

Et, dans le même ordre d'idées, le rapport de M. le procureur général près la cour d'appel de Bruxelles affirme que : « tous » ceux qui, à un titre quelconque, ont été appelés à concourir à » l'œuvre de la protection de l'enfance (juges des enfants, officiers » du parquet, délégués à la protection de l'enfance, officiers de » police judiciaire) ont, dans les limites de leur sphère respective, » rivalisé de zèle et d'efforts, pour maintenir debout, en dépit des » événements, l'œuvre à laquelle leurs fonctions et leur dévoue-

(1) L'application du chapitre III relatif aux crimes et délits commis par des *majeurs* est relevée dans la statistique pénale.

» ment les invitaient à collaborer ». Enfin la création au sein du Comité national de secours et d'alimentation, de la section : « Aide et protection aux œuvres de l'enfance » a puissamment Contribué à maintenir en activité les œuvres protectrices de l'enfance.

Cet organisme a aidé de ses subsides un grand nombre d'institutions qui avaient recueilli des enfants et manquaient de ressources pour pourvoir à leur entretien; il a puissamment aidé les œuvres protectrices de l'enfance du premier âge qui existaien et a pro[illegible]cué la création d'un grand nombre d'œuvres nouvelles; il s'est [illegible]pé tout particulièrement de l'assistance aux orphelins de la guerre et aux enfants spécialement éprouvés par les faits de guerre.

* * *

Au point de vue de la criminalité, les rapports des magistrats constatent que la guerre à provoqué une augmentation des faits de vagabondage et de mendicité chez les enfants et rendu plus fréquents les faits d'immoralité chez les jeunes filles. Ils attribuent cet accroissement de la criminalité juvénile à l'absence de gendarmerie, à la diminution ou à l'inaction de la police locale, enfin et surtout, à la grande misère provoquée par le manque de travail.

Pour enrayer le mal, les juges des enfants se sont mis en rapport avec les autorités locales, en vue d'organiser une surveillance plus efficace; ils leur ont recommandé tout spécialement de veiller à ce que les enfants en âge d'école (6 à 14 ans) fréquentent régulièrement les classes. Plusieurs juges ont appelé l'attention des autorités locales sur les sanctions comminées par les articles 13 et 63 de la loi du 15 mars 1912 et par l'article 11 de la loi du 19 mai 1914 (loi scolaire) contre les enfants qui mendient ou qui vagabondent, et contre les parents qui font mendier leurs enfants ou ne les envoient pas à l'école. Dans un arrondissement où la mendicité sévissait particulièrement, l'œuvre du « Coin de terre » a promis aux familles pauvres qui s'engageraient à ne plus faire mendier leurs enfants et à les envoyer régulièrement à l'école, de leur donner une terre de culture ainsi que les outils et les semences nécessaires; dans un seul centre, 253 familles ont bénéficié de cette offre généreuse.

* * *

Outre les considérations générales sur la situation créée à l'œuvre de la protection de l'enfance par suite de l'état de guerre, les rapports des magistrats proposent, comme ceux de 1913, des améliorations à apporter à l'œuvre du législateur ou à l'application qui en est faite, ainsi que des vœux concernant des points spéciaux Ces propositions et ces vœux feront l'objet d'un examen attentif lorsque les circonstances le permettront.

* * *

Avant d'indiquer les résultats de l'exécution de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance pendant l'année 1914, et de les comparer à ceux de l'année 1913, il est nécessaire de faire observer que les renseignements relatifs aux arrondissements de Furnes et d'Ypres sont incomplets; ils s'arrêtent au moment où les communications ont été interrompues.

Il faut tenir compte ensuite de ce que les archives judiciaires ont été détruites dans les incendies de Louvain et de Termonde. De ce fait les tableaux statistiques établis à l'aide d'états fournis par les magistrats compétents ne donnent pas de renseignements en ce qui concerne ces deux arrondissements. Cette dernière remarque s'applique exclusivement à la statistique de la déchéance des droits de la puissance paternelle (tableaux *A* à *F*), et à la statistique des travaux des parquets et des juges d'instruction (tableaux *G* et *H*).

* * *

Les tableaux *A* à *F* sont consacrés à la déchéance de la puissance paternelle (chapitre Ier de la loi). Les uns concernent les déchéances prononcées par les cours et tribunaux, les autres les mesures prises à l'égard des enfants de parents déchus.

Le tableau *A* indique, par arrondissement judiciaire, le nombre des déchéances prononcées, 153 en 1914 contre 128 en 1913. Il met en lumière, mieux encore que précédemment, ce point essentiel, que la plupart des déchéances sont motivées par des faits ou des situations prévus par les dispositions nouvelles que la loi du 15 mai 1912 a introduites dans notre législation. La proportion en est de 96,7 °/₀ alors qu'en 1913 cette proportion n'était que de 86,7 °/₀.

Le nombre des déchéances résultant de l'application de l'article 1er, § 1er, est en effet tombée de 17 à 5. Ces déchéances auraient été prononcées sous l'ancienne législation (art. 378, al. 2 et 382 al. 2 du Code pénal) mais avec une portée moindre, car les parents n'auraient été privés de l'exercice de la puissance paternelle qu'à l'égard des seuls enfants qui avaient été leurs victimes.

Les tableaux *B*, *C* et *D* ont pour objet les mesures prises pour remplacer les parents dans l'exercice des droits de la puissance paternelle. Les placements par mesures provisoires (tableau *B.*) sont relativement plus nombreux qu'en 1913; sur 347 placements 274 ont été ordonnés par mesure définitive et 77 par mesure provisoire, tandis qu'en 1913, sur 310 placements 277 avaient été ordonnés par mesure définitive et 33 par mesure provisoire. La tendance que les tribunaux ou les conseils de famille avaient manifestée en 1913, à éloigner les enfants de leur milieu familial (tableau *C.*) s'est notablement accentuée; 17 enfants seulement au lieu de 62 ont été confiés à la mère. Enfin les changements apportés dans le choix des personnes ou des institutions auxquelles les mineurs sont confiés restent rares; 24 en 1914 contre 29 en 1913.

Les cours d'appel qui n'avaient pas été saisies en 1913, ont prononcé trois arrêts confirmatifs en 1914 (tableaux *E.*).

Quant aux réintégrations dans les droits de la puissance paternelle (tableau *F.*) il n'en est pas encore question; les délais après lesquels elles peuvent être demandées ne sont pas encore écoulés.

* * *

Les tableaux *G* et *H* rendent compte de l'activité des parquets et des juges d'instruction dans l'application du chapitre II de la loi sur la protection de l'enfance.

Le tableau *G* constate que 11,575 mineurs ont été poursuivis par les parquets, y compris les 1140 mineurs impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1er janvier 1914.

6,569	affaires ont pu être laissées sans suite par le parquet;
161	mineurs ont été renvoyés devant le juge d'instruction;
4,023	mineurs ont été déférés au juge des enfants;
822	affaires concernant des mineurs restaient encore en suspens au 31 décembre 1914.
Total . . .	11,575

En 1913, les mineurs poursuivis étaient plus nombreux, d'un tiers, mais, toutes proportions gardées, les résultats de l'intervention des parquets sont restés les mêmes en 1914. De ce que les poursuites ont été moins nombreuses en 1914, on ne peut conclure à une diminution de la criminalité juvénile. D'une part, en effet, les renseignements manquent totalement pour les quatre arrondissements de Furnes, d'Ypres, de Louvain et de Termonde; d'autre part, pendant la dernière partie de l'année les parquets ont été empêchés de s'occuper de nombreux délits ou même n'en ont pas eu connaissance, à raison de la désorganisation de la police.

Comme en 1913, on peut constater que les parquets ont singulièrement allégé la tâche des juges des enfants; plus de 50 °/₀ des affaires ont été terminées sans l'intervention de ceux-ci.

Quant aux juges d'instruction (tableau *H.*), ils sont intervenus plus rarement encore qu'en 1913 et la proportion des affaires qu'ils ont laissées sans suite s'est accrue de 18,4 °/₀ à 28,8 °/₀.

* * *

Pendant les enquêtes faites au sujet des mineurs traduits en justice, les juges des enfants peuvent prendre les mesures de garde provisoire que les circonstances indiquent. En principe, ces mesures consistent à confier les mineurs soit à des parents ou à des particuliers, soit à des sociétés ou institutions de charité ou d'enseignement publiques ou privées (art. 28 de la loi). Le juge d'instruction et le procureur du Roi peuvent aussi prendre ces mesures, dans les cas où l'intervention du juge d'instruction est nécessaire (art. 29 et 12). Exceptionnellement, les mineurs peuvent être gardés par décision du juge dans une maison d'arrêt pendant deux mois au plus (art. 30). La circulaire du 14 février 1913 (Bulletin de l'Office de la Protection de l'Enfance, avril 1913, p. 167) a signalé les moyens à employer pour que cette dernière mesure ne soit prise qu'à la toute dernière extrémité.

Les tableaux *I* et *J* rendent compte de l'application de ces mesures. On y voit, comme en 1913, que les mesures de garde provisoire sont prises exclusivement par le juge des enfants; l'envoi dans une maison d'arrêt devient plus exceptionnel, les survivances répressives de la procédure ordinaire tendent à disparaître. Au total les mesures de garde provisoire ont été moins nombreuses (502 contre 729 en 1913), mais assez souvent de plus longue durée.

Les juges des enfants peuvent aussi placer en observation les mineurs au sujet desquels ils ont un doute quant à l'état physique ou mental (art. 21, alinéa 1er). Le tableau *K* signale 24 décisions de l'espèce; il y en avait eu 14 en 1913; mais il ne faut pas perdre de vue qu'un examen médical à domicile ou dans le cabinet du médecin suffit dans la plupart des cas pour motiver une décision.

Le tableau indique exclusivement les cas d'observation prolongée nécessitant le placement de mineurs dans des établissements spéciaux.

* * *

La loi du 15 mai 1912 en tant qu'elle concerne les mineurs traduits en justice a principalement pour objet la création d'une juridiction spéciale pour enfants et la substitution de mesures de garde, d'éducation et de préservation aux peines prévues par le Code pénal et les lois spéciales répressives.

Ses résultats à ce point de vue se trouvent indiqués dans les tableaux *L*, *M*, *N* et *O*. Il n'y a pas, dans ces tableaux, de distinction entre les mineurs jugés définitivement en première instance et ceux qui ont été jugés en appel; la décision définitive est seule comptée et fixée dans l'arrondissement où le jugement dont appel a été prononcé.

Les mineurs déférés au juge des enfants ne sont comptés qu'une fois lorsqu'ils ont comparu à plusieurs reprises au cours de l'année; dans ce cas, le fait qui a entraîné la mesure la plus grave est seul retenu, éliminant au point de vue statistique les autres préventions. Il a été admis, à cet égard, que l'inconduite prévue par l'article 14 de la loi est moins grave que le vagabondage et la mendicité prévus par l'article 13; que les faits prévus par l'article 15 sont plus graves que le vagabondage et la mendicité; qu'enfin, les faits qualifiés infractions sont les plus graves. (Circ. 17 février 1913. Bulletin de l'Office, 1912-1913, pp. 171 et 172.)

Les tableaux *L* et *M* dénombrent, *par arrondissement*, les mineurs jugés; le premier d'après la nature des faits commis, le second d'après les résultats des poursuites.

Les tableaux *N* et *O* donnent pour l'*ensemble* des mineurs jugés l'indication du résultat des poursuites en rapport avec l'âge des mineurs (tableau *N*) puis avec la nature des faits commis (tableau *O*).

La comparaison des résultats généraux de ces divers tableaux pour l'année 1913 et pour l'année 1914 se présente comme suit :

Tableau L

	1913		1914	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mineurs renvoyés des poursuites	599	12,7 °/₀	338	10,8 °/₀
Mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	4,124	87,3 °/₀	2,782	89,2 °/₀
Total . . .	4,723		3,121	

Tableau M

	1913 Nombres.	1913 Proportions.	1914 Nombres.	1914 Proportions.
Mineurs réprimandés	1,963	47,6 %	1,109	39,4 %
Mineurs confiés à une personne, à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.	720	17,5 %	615	37,5 %
Mineurs mis à la disposition du gouvernement sans indication spéciale du juge	1,394	38,8 %	1,044	37,5 %
Mineurs mis à la disposition du gouvernement pour être internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat.	4	0,1 %	2	0,1 %
Mineurs mis à la disposition du gouvernement pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état	42	1,0 %	13	0,4 %
TOTAL.	4,123		2,783	

567 des mineurs mis à la disposition du gouvernement, ont bénéficié des sursis prévus par l'article 23, contre 669 en 1913. Comme en 1913, un seul mineur a été mis à la disposition du gouvernement pour un terme dépassant sa majorité.

Tableau N

	1913 Nombres.	1913 Proportions.	1914 Nombres.	1914 Proportions.
Mineurs âgés de moins de 10 ans	465	11,3 %	291	10,4 %
» âgés de 10 à moins de 13 ans	1,246	30,2 %	720	25,9 %
» âgés de 13 à moins de 16 ans	2,003	48,6 %	1,375	49,4 %
» âgés de 16 à moins de 18 ans	409	9,9 %	397	14,3 %
TOTAL.	4,123		2,783	

La proportion des mineurs âgés de 16 à moins de 18 ans est plus faible parce qu'à cet âge les mineurs ne sont plus déférés aux juges des enfants que du chef de vagabondage ou de mendicité (art. 13) ou du chef d'inconduite ou indiscipline (art. 14).

Tableau O

		1913 Nombres.	1913 Proportions.	1914 Nombres.	1914 Proportions.
Vagabondage et mendicité		515	12,5 %	374	13.4 %
Inconduite		494	11,9 %	517	18,8 %
Prostitution et débauche		55	1,3 %	74	2,6 %
Faits qualifiés infractions	contre l'autorité	40	1,0 %	11	0,4 %
	contre les mœurs	193	4,7 %	120	4.3 %
	contre les personnes : crimes	3	0,1 %	7	0,2 %
	contre les personnes : délits	409	9,9 %	275	9,9 %
	incendies	140	3,4 %	69	2,5 %
	vols	1,857	45,1 %	1,006	36,1 %
	escroqueries, abus de confiance	100	2,4 %	68	2,4 %
	d'autre nature	317	7,7 %	262	9,4 %
TOTAL.		4,123		2,783	

74,2 % (1913) — 65,2 % (1914)

La loi du 15 mai 1912 a conservé aux cours et tribunaux la faculté de mettre à la disposition du gouvernement, à l'expiration de leur peine, les mineurs de 16 à moins de 18 ans qu'ils condamnent à l'emprisonnement (art. 37). Le tableau *P* qui concerne cet objet, mentionne peu de mesures de l'espèce, en tout 35; 25 à la suite de vols, les autres à la suite d'attentats aux mœurs, de crimes contre les personnes, d'escroqueries ou d'autres délits de natures diverses.

Il en mentionnait 32 en 1913, dont 24 à la suite de vol, les autres à la suite d'attentats aux mœurs, de délits contre les personnes et d'autres délits de natures diverses.

∴

Le tableau *Q* rend compte de l'application de l'article 31 qui donne aux juges des enfants exclusivement le droit de modifier les mesures prises à l'égard des mineurs. Ces mesures font en tout cas l'objet d'une revision tous les trois ans, lorsque leurs effets n'ont pas cessé dans l'intervalle.

En 1913, ce tableau avait été divisé en deux parties, l'une indiquant la durée des mesures soumises à la procédure modificative, c'est-à-dire le délai depuis la dernière décision; l'autre indiquant le résultat de la procédure modificative. Cette année les deux parties du tableau ont été réunies, de telle sorte que les renseignements de l'une et l'autre espèce se présentent en corrélation, ce qui permet d'en mieux apprécier la portée.

Comparés à ceux de l'anné 1913 les résultats des procédures modificatives sont les suivants :

	1913 Nombres.	1913 Proportions.	1914 Nombres.	1914 Proportions.
Mesures maintenues	874	37,3 %	366	19,7 %
Mesures modifiées	1,467	62.7 %	1,489	80,3 %
TOTAL.	2,343		1,855	
Durée des mesures modifiées :				
Moins de six mois	514	35.0 %	502	33,7 %
6 mois à moins d'un an	214	14,6 %	301	20,2 %
1 an à moins de 2 ans	280	19.1 %	399	26,8 %
2 ans et plus	459	31,3 %	287	19,3 %
TOTAL.	1,467		1,489	
Nature des modifications :				
Mise en liberté pur et simple	174	11,9 %	265	17,8 %
Mise en liberté surveillée	537	36,6 %	539	36,2 %
Placement chez un particulier	437	29,8 %	295	19,8 %
Placement dans une institution			131	8,8 %
Mise à la disposition du gouvernement sans indication spéciale	282	19,2 %	240	16,4 %
Internement dans un établissement disciplinaire de l'Etat.	5	0,3 %	7	0,5 %
Placement dans un asile ou établissement approprié à l'état spécial du mineur	32	2,2 %	12	0,8 %
TOTAL.	1,467		1,489	

D'après l'article 31 § 2 de la loi, les mesures prises à l'égard des mineurs doivent faire l'objet d'une revision, tous les trois ans, si leurs effets n'ont pas cessé dans l'intervalle. Ces revisions sont soumises à la même procédure que la décision originaire. Elles sont applicables aux mesures prises sous l'empire de la loi ancienne, le législateur n'ayant pas voulu que des enfants puissent rester plus de trois ans soumis à des mesures restrictives de leur liberté individuelle sans que le juge vérifiât si elles continuent à être nécessaires.

Au 31 décembre 1914 il existait un assez grand nombre de mesures datant de plus de trois ans qui n'avaient pas fait l'objet de la revision exigée par la loi. La suspension forcée de l'action des tribunaux pour enfants en est sans doute en grande partie la cause; il n'a pas été possible de vérifier dans quelles limites.

∴

Les tableaux *L* à *Q* ont établi dans quelle mesure et sous quels aspects la criminalité infantile s'est manifestée pendant le cours de l'année 1914. On y a constaté notamment l'âge des « mineurs », les infractions qu'ils ont commises et les décisions soit initiales soit modificatives qui ont été prises à leur égard. A ce point de vue *le mineur* est l'objet de l'examen; il n'est donc compté qu'une fois dans chaque tableau quel que soit le nombre ou la nature de ses comparutions, devant l'une ou l'autre juridiction pendant l'année 1914.

∴

Les tableaux *R* à *X* examinent chacun des « régimes » employés en vertu des décisions prises par les juges, pour l'éducation ou la rééducation des mineurs; ils les étudient d'après un plan uniforme afin que l'on puisse comparer le fonctionnement et la valeur effective des différents régimes. C'est pourquoi les tableaux n'ont en vue que les mesures terminées, celles-là seules dont on peut dire qu'elles ont réussi ou qu'elles ont échoué; c'est aussi pourquoi, toutes les mesures terminées entrent en ligne de compte, quand bien même plusieurs d'entre elles auraient été successivement appliquées au même mineur au cours de l'année.

Pour l'année 1913 chacun de ces tableaux était divisé en deux parties, la première affectée à la durée des mesures qui ont pris fin, la seconde au résultat de ces mesures, c'est-à-dire, à l'indication du nouveau « régime » imposé aux mineurs; l'un et l'autre répartissaient les mineurs d'après leur âge au moment où l'épreuve terminée avait commencé. L'âge est d'ailleurs un des éléments essentiels à considérer quand il s'agit d'apprécier la valeur comparée de chacun des régimes.

Cette année ces divers renseignements sont réunis dans un même relevé, de telle sorte qu'ils se présentent dans leurs rapports corrélatifs avec toute leur signification.

L'étude comparative ci-dessous, fixée en tableaux récapitulatifs, fait ressortir la valeur des différents régimes auxquels les mineurs ont été soumis. Les résultats correspondants de l'année 1913 y sont rapprochés des résultats de l'année 1914.

Age des mineurs au début des mesures qui ont pris fin en 1913 et en 1914.

MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1913.	Moins de 1 ans.		De 10 à moins de 13 ans.		De 13 à moins de 16 ans.		De 16 à moins de 18 ans.		De 18 à 21 ans et plus.		Total.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Mise en liberté surveillée (tableau S).	15	2	52	2	93	15	75	26	42	16	275	59
Confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau T)	4	—	37	2	66	9	65	28	54	40	224	79
Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat (tableau V	21	3	110	15	267	16	161	74	55	37	592	193
Internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat (tableau W).	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X).	—	—	—	—	3	—	2	2	—	1	5	3
Total. . .	38	5	199	17	430	88	302	130	129	94	1,098	334
MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1914.												
Mise en liberté surveillée (tableau R.	16	1	55	4	105	23	68	32	29	11	269	74
Confiés à une personne (tableau S)	—	—	2	4	25	6	51	21	41	30	117	61
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privé (tableau U).	7	4	41	9	61	44	26	31	8	11	143	119
Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat (tableau V).	21	1	71	11	219	39	187	47	58	25	556	141
Internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat (tableau W).	—	—	—	—	2	1	6	—	3	—	11	1
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X)	—	—	1	—	2	—	1	—	1	—	5	—
Total. . .	44	6	168	28	410	136	339	151	120	75	1,081	396

Durée des mesures qui ont pris fin en 1913 et en 1914.

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1913.	Moins de 1 an.		1 an à moins de 2 ans.		2 ans à moins de 3 ans.		3 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placés dans un asile ou établissement approprié.		Total.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.			Garçons.	Filles.	Garçons	Filles.	Garçons.	Filles.
Mise en liberté surveillée (tableau S).	182	45	40	8	33	4			13	1	7	1	275	59
Confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau T)	111	67	20	10	25	1			46	—	13	1	224	79
Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat (tableau V	102	57	185	17	166	67			134	47	5	5	592	103
Internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat (tableau W).	2	—	—	—	—	—			—	—	—	—	2	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X).	4	3	—	—	1	—			—	—	—	—	5	3
Total. . .	401	172	254	35	225	72			193	48	25	7	1,098	334
NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1914.					Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.						
Mise en liberté surveillée (tableau L)	194	69	57	5	9	1	5	—	4	1	—	—	269	74
Confiés à une personne (tableau S)	84	56	28	3	2	—	—	—	3	—	—	—	117	61
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau U).	92	84	10	32	3	2	—	—	12	—	6	1	143	119
Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat (tableau V).	128	37	169	25	93	21	38	14	104	45	4	1	536	141
Internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat (tableau W).	3	1	3	—	2	—	2	—	1	—	—	—	11	1
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X).	1	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	5	—
Total. . .	502	247	288	65	109	24	45	14	127	44	10	2	1,081	396

Régime substitué aux mesures qui ont pris fin en 1913.

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1913.	Mise en liberté pure et simple.		Mise en liberté surveillée.		Placements confiés à une personne.	Placements confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée.	Internement dans une école de bienfaisance de l'Etat.		Internement dans un établissement disciplinaire de l'Etat.		Placement dans un asile ou établissement approprié.		Total.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Mise en liberté surveillée (tableau S).	100	23			48	18	117	17	—	—	7	1	275	59
Confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau T)	16	4	93	29			98	48	1	—	13	1	224	79
Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat tableau V	15	5	334	67	234	116			1	—	5	3	592	193
Internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat (tableau W	—	—	1	—	—	—	1	—			—	—	2	1
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X)	—	—	1	1	3	2	1	—	—	—			5	3
Total. . .	137	32	432	97	282	136	217	62	5	—	25	7	1,098	334
NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1914.					Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.						
Mise en liberté surveillée (tableau R).	86	13			9	6	34	33	120	22	1	—	269	74
Confiés à une personne (tableau S).	51	4	36	13			12	23	37	21	1	—	117	61
Confiés à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau U)	15	1	77	70	34	35			13	12	—	—	143	119
Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat (tableau V).	94	2	274	62	139	65	20	12			3	—	536	141
Internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat (tableau W)	—	—	8	1	1	—	—	—	—	—			9	1
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X).	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
Total. . .	224	20	400	146	183	104	66	68	179	55	7	—	10	2	1,081	396

Pour apprécier les indications fournies par ces tableaux et faire une juste comparaison entre les différents régimes auxquels les mineurs ont été soumis, il faut se rappeler, plus encore que pour juger chaque régime en particulier, que l'âge des mineurs exerce nécessairement une grande influence sur le choix des mesures prises à leur égard, sur leur durée et sur leurs résultats. Il faut tenir compte en outre de ce fait primordial que les chances d'aggravation sont d'autant plus nombreuses qu'il s'agit d'un régime moins sévère, et vice-versa. C'est ainsi que l'on constate en 1913 d'une part et en 1914 d'autre part, pour :

	1913		1914	
	Améliorations.	Aggravations.	Améliorations.	Aggravations.
	—	—	—	—
la mise en liberté provisoire	39.04 %	60.6 %	28.9 %	71.1 %
le placement chez les particuliers.	50.02 %	49.8 %	47.2 %	52.8 %
le placement aux soins d'une société ou dans une institution			90.2 %	9.8 %
l'internement dans les écoles de bienfaisance	99.48 %	0.52 %	99.3 %	0.7 %
l'internement dans les établissements disciplinaires de l'Etat	100.00 %	—	100.0 %	—

Les modifications qui ont eu pour effet le placement dans des asiles ou établissements appropriés (art. 21) étant principalement dues à l'état mental des mineurs ne sont pas prises en considération dans le calcul de ces dernières proportions; de même les modifications apportées à ce régime ne sont pas considérées, quelles qu'elles soient, comme des améliorations ou des aggravations.

***

Les tableaux Y et Z indiquent le mouvement de la population dans les établissements de l'Etat affectés à l'exécution de la loi

sur la protection de l'enfance. Ces établissements se divisent en établissements d'observation, d'une part, et établissements d'éducation, d'autre part.

Les premiers ont servi jusqu'ici à l'examen des mineurs mis à la disposition du gouvernement quand il reste un doute dans le choix du régime à leur appliquer. Les juges peuvent aussi confier à ces établissements les mineurs soupçonnés d'anormalité, qui doivent être soumis à une expertise médicale et pédagogique. Des quartiers d'observation comportant un personnel spécial habitué aux méthodes modernes ont été établis à Saint-Hubert pour les garçons, et à Namur pour les filles. Un établissement d'observation pour les garçons a été construit à Moll, mais n'a pu être ouvert en 1914.

Dans un avenir rapproché, tous les mineurs mis à la disposition du gouvernement seront soumis à un examen dans un établissement ou quartier d'observation.

Les établissements d'éducation de l'état sont les écoles de bienfaisance et les établissements disciplinaires. On y poursuit l'amendement des mineurs par l'éducation scolaire et professionnelle. Ces institutions officielles sont : les écoles de bienfaisance de Ruysselede, Moll, Ypres (1er quartier), Saint-Hubert pour garçons; de Beernem et Namur pour filles; le quartier spécial des réintégrés annexé à l'école d'Ypres; les quartiers disciplinaires de Gand pour garçons et de Namur pour filles.

La circulaire du 9 juillet 1913 (Bulletin de l'Office de la Protection de l'Enfance, 1913, pp. 494 à 497) a fixé comme suit la répartition, entre les écoles de bienfaisance, des mineurs mis à la disposition du gouvernement :

GARÇONS.

Ruysselede	Les neuf provinces	Moins de 15 ans accomplis.
Ypres (1er quartier)	Brabant, Flandre orientale, Hainaut	Moins de 15 ans accomplis.
Moll	Anvers, Flandre occidentale, Namur, Liège, Limbourg, Luxembourg	15 ans accomplis à moins de 16 ans accomplis.
Saint-Hubert	Les neuf provinces	16 ans accomplis et au-dessus

FILLES.

Beernem	Les neuf provinces	Moins de 14 ans accomplis.
Namur	Id.	14 ans accomplis et au-dessus.

Les mineurs sortis des écoles de bienfaisance, dont la réintégration est prescrite par le juge des enfants, sont assimilés à ceux qui sont mis pour la première fois à la disposition du gouvernement; le choix de l'école est réglé par la répartition ci-dessus. S'il apparaît, après leur réintégration, que ces mineurs doivent être soumis à un régime plus sévère, ou que leur indiscipline ou leur immoralité exige des mesures spéciales, ils sont transférés, respectivement, au quartier spécial des réintégrés (second quartier d'Ypres) ou au quartier de discipline annexé provisoirement à la prison centrale de Gand.

Les mineurs sortis du second quartier de l'école d'Ypres ou des quartiers disciplinaires de Gand (garçons) ou de Namur (filles) sont réintégrés directement dans ces établissements.

Ceux-ci reçoivent aussi les mineurs mis à la disposition du gouvernement, en vertu de l'article 22 de la loi, pour être internés dans un établissement disciplinaire, ainsi que les mineurs âgés de plus de 16 ans, condamnés à une peine d'emprisonnement par les tribunaux correctionnels et mis à la disposition du gouvernement à l'expiration de leur peine.

Les mineurs (filles et garçons) placés sous le régime de la liberté surveillée qui, pendant ce temps d'épreuve, sont condamnés à une peine d'emprisonnement, sont signalés, avant l'expiration de leur peine, au juge des enfants. Si celui-ci ordonne la mise à la disposition du gouvernement, sans indication spéciale, ou la réintégration dans un établissement de l'Etat, le directeur de la prison avise le département de la justice, qui désigne l'établissement sur lequel le mineur devra être dirigé.

Au début du mois d'août la population de l'école de bienfaisance de Namur a été transférée en partie à l'école de bienfaisance de Beernem et en partie à Bruges, à l'ancienne maison de refuge pour femmes. Quelques élèves seulement sont restées à Namur, avec quelques religieuses et le personnel administratif. Toute cette population continue à appartenir de droit à l'école de Namur et figure comme telle dans les tableaux statistiques.

L'école de bienfaisance d'Ypres a été transférée en France par les soins du gouvernement. L'office de la protection de l'enfance manque de renseignements au sujet du mouvement de sa population.

Les directeurs et directrices des écoles de bienfaisance de l'Etat se sont trouvés plusieurs fois, au cours des événements de 1914, dans des circonstances très difficiles; ils ont fait preuve d'une intelligence et d'un dévouement au-dessus de tout éloge, tant dans l'intérêt des mineurs confiés à leurs soins que pour assurer certains services d'intérêt public ou charitable et secourir ainsi de nombreuses victimes de la guerre.

* * *

Il résulte du tableau *Y* que des 67 mineurs qui ont été en observation dans les établissements de l'Etat durant l'année 1914,

5 ont été rendus à leurs parents;

1 a été confié à un particulier ou à une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée;

24 ont été internés dans une école de bienfaisance de l'Etat;

12 ont été placés dans un asile ou établissement approprié à leur état;

25 restaient en observation au 31 décembre.

Les observations terminées ont duré : 2 de 15 jours à moins d'un mois; 22 un mois à moins de trois mois; 11 trois mois à moins de six mois et 7 six mois ou plus.

En 1913 sur 41 mineurs en observation, 4 avaient été rendus à leurs parents, 11 avaient été internés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat, 2 avaient été internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat, 5 avaient été placés dans un asile ou établissement approprié à leur état, 19 restaient en observation au 31 décembre.

Les observations terminées avaient duré : 3 moins de quinze jours; 2 de quinze jours à moins d'un mois; 7 de un mois à moins de trois mois; 7 de trois mois à moins de six mois et 3 six mois ou plus.

Suivant les données du tableau *Z*, relatif au mouvement de la population dans les écoles de bienfaisance de l'Etat, le nombre total des mineurs qui ont séjourné pendant l'année dans ces établissements — non compris l'école d'Ypres — a été de 1800 pour les garçons et de 745 pour les filles. En 1913 les chiffres correspondants — y compris l'école d'Ypres — avaient été 2465 et 764.

La population au 31 décembre 1914 était de 1069 garçons — non compris l'école d'Ypres — et 561 filles, contre 1603 garçons — y compris l'école d'Ypres — et 560 filles au 31 décembre 1913.

Les résultats comparatifs des entrées et des sorties pour les années 1913 et 1914 sont les suivants :

	1913		1914	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Entrée : premier internement	683	206	405	149
Entrée : réintégration	268	44	97	36
Sortie par suite de décision du juge des enfants	705	190	583	172

La durée du séjour des mineurs sortis de ces établissements figurant déjà au tableau *V*, elle n'a plus été mentionnée au tableau *Z* dans la statistique de 1914.

* * *

Il n'a pas été possible de donner un tableau détaillé du mouvement de la population dans les placements. Toutefois il résulte des états de comptabilité de l'Office de la protection de l'enfance et de l'enquête faite à sa demande par le juge, au sujet de enfants placés, qu'il y avait au début du mois d'avril 1914 ...placements chez des particuliers,...placements avec frais chez des particuliers et quelques placements gratuits dans des institutions.

* * *

Les parents contre lesquels les frais d'entretien peuvent être récupérés ont généralement été reconnus insolvables.

CHAPITRE Ier — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

A Cl. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle en 1914. — Etendue et motifs des déchéances. — Art. 1, 3 et 4.

ARRONDISSEMENTS.	DÉCHÉANCE DE DROIT. (Art. 1er.)						DÉCHÉANCE FACULTATIVE. (Art. 3 et 4.)																		RÉQUISITIONS du ministère public non suivies de déchéance. (Art. 3 et 4.)	
	CONDAMNÉS pour attentat à la pudeur, viol, excitation à la débauche. (Art. 1er, 1°.)		CONDAMNÉS pour crime, autre que l'avortement ou l'infanticide, commis sur la personne de leur enfant ou descendant. (Art. 1er, 2°.)		TOTAL. (Art. 1er.)		TENANCIERS de maisons de débauche. (Art. 3, 1°.)				AYANT mis en péril, la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant. (Art. 3, 2°.)				CONDAMNÉS privés de leurs droits de famille. (Art. 3, 3°.)				CONDAMNÉS à une peine criminelle pour crime autre que crime politique auquel ils ont associé leur enfant ou descendant. (Art. 3, 4°, § 1er.)				TUTEURS CONDAMNÉS à une peine criminelle comme auteurs, coauteurs ou complices d'un crime commis sur leur pupille. (Art. 3, 4°, § 2.)				FEMMES ayant épousé une personne déchue de la puissance paternelle. (Art. 4.)				TOTAL. (Art. 3 et 4.)		TOTAL. (Art. 1, 3 et 4.)			
							En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.					
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
Bruxelles	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	11	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	6	—	—	11	7	—	—
Louvain																															1	1	—	—	1	1	1	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	4	1	8	6
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	3	1	—	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	2	3	1	—
Mons	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—	4	—	—	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	6	—	—	22	6	1	1
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde																															1	2	—	—	1	2	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	2	—	—
Courtrai	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	2	—	—
Furnes																																						
Ypres																															19	31	—	—	20	32	2	3
Liége	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	19	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	2	2	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	1	2	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	5	—	—	10	5	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	2	1	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	2	3	—	—	2	3	—	—	—	—	83	63	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	83	63	2	—	87	66	13	10
Appel :																																						
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	1	2	—	—
TOTAL	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	1	2	—	—

CII. — Nombre d'enfants qui, en 1914, ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures. — Art. 6.

B

DURÉE.	CONFIÉS À LA MÈRE.		CONFIÉS à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		OBJETS D'UNE AUTRE MESURE.		TOTAL.		TOTAL GÉNÉRAL.
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
Moins de 15 jours	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 15 jours à moins de 1 mois	—	—	—	1	—	—	—	1	1
De 1 mois à moins de 3 mois.	—	—	12	12	—	—	12	12	24
De 3 mois à moins de 6 mois.	—	—	1	4	—	—	1	4	5
De 6 mois et plus	—	—	16	21	—	—	16	21	37
D'une durée indéterminée	—	—	4	6	—	—	4	6	10
TOTAL.	—	—	33	44	—	—	33	44	77

CIII. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesure définitive prise en 1914 à l'égard des enfants. Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants. — Art. 5.

C

NATURE DE LA DÉCISION.	CONFIÉS À LA MÈRE.		Confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		TOTAL.		TOTAL GÉNÉRAL.
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
Décision du conseil de famille.	7	10	97	105	104	113	217
Décision du tribunal.	—	—	25	32	25	32	57
TOTAL.	7	10	122	135	129	145	274

CIV. — Décisions modificatives, prises en 1914, concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs étaient confiés. — Art. 5, al. 6.

D

NATURE des DÉCISIONS ANTÉRIEURES. Les mineurs ayant été confiés	DÉCISIONS NOUVELLES. CONFIANT LES MINEURS			
	A LA MÈRE.	à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée, SANS changement dans la désignation de la personne, de la société ou de l'institution.	à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée AVEC changement dans la désignation de la personne, de la société ou de l'institution.	TOTAL des décisions modificatives.
A la mère	1	—	—	1
A une personne autre que la mère, une société ou institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.	—	13	10	23
TOTAL.	1	13	10	24

CV. — Décisions des Cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance parternelle prononcées en 1914.

E

COUR D'APPEL.	Confirmatives								Infirmatives							
	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance.	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	accordant la réintégration.	refusant la réintégration.	TOTAL.	déclarant la déchéance.		rejetant la déchéance.	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	accordant la réintégration.	refusant la réintégration.	TOTAL.
	en tout.	en partie.							en tout.	en partie.						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—

CHAPITRE II. — MINEURS TRADUITS EN JUSTICE.

CVI. — Mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper en 1914. — Résultats. — Art. 12.

G

ARRONDISSEMENTS.	MINEURS DONT LES PARQUETS ONT EU A S'OCCUPER												RÉSULTATS.											
	impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1er janvier.		IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES ENTRÉES AU PARQUET PENDANT L'ANNÉE, POUR : mendicité et vagabondage. (Art. 13.)		prostitution, débauche, jeu, occupations et trafics dangereux. (Art. 15.)		faits qualifiés infractions. (Art. 16.)		TOTAL.		TOTAL des mineurs dont les parquets ont eu a s'occuper.		MINEURS IMPLIQUÉS DANS DES AFFAIRES LAISSÉES SANS SUITE PAR LE PARQUET. Les faits n'étant pas prévus par la loi.		Les faits étant sans gravité.		Les faits ne pouvant être prouvés.		Par suite de décès, prescription ou autres motifs.		TOTAL.		Mineurs déférés au juge d'instruction.		Mineurs déférés au juge des enfants.		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Bruxelles	134	23	229	172	2	20	1,370	175	1,601	727	1,600	552	—	—	1,140	125	262	58	41	18	1,405	109	10	—	388	133	85	20
Louvain	—	—	10	9	—	13	134	14	148	38	245	40	—	—	5	—	8	4	73	12	84	16	2	—	54	21	103	3
Nivelles	95	2	47	22	21	12	325	86	391	120	391	120	3	1	101	62	46	24	26	5	476	92	6	—	96	22	15	6
Anvers	—	—	47	22	21	12	325	86	391	120	391	120	—	—	63	17	13	2	2	—	78	19	1	—	29	6	11	—
Malines	10	3	10	1	—	1	102	20	112	22	122	23	5	1	164	37	15	2	1	—	185	40	—	—	63	2	—	—
Turnhout	—	—	4	—	—	—	244	42	248	42	248	42	1	1	332	96	19	11	44	30	396	158	16	2	109	41	66	23
Mons	92	36	12	6	—	3	185	139	493	168	387	204	—	—	315	111	58	30	31	14	404	183	1	—	230	166	35	31
Charleroi	55	30	57	55	9	10	360	239	626	322	679	332	11	1	17	8	19	4	5	—	52	13	3	1	34	36	—	—
Tournai	14	4	10	8	21	26	44	12	75	46	89	50	—	—	45	6	13	3	9	1	67	10	3	—	315	37	—	—
Gand	—	—	19	15	—	—	366	32	385	47	385	47	4	—	40	19	12	5	6	—	62	24	19	3	184	32	28	1
Audenarde	4	—	10	4	—	2	279	74	289	80	293	80																
Termonde													—	—	202	26	8	2	—	—	207	28	14	2	126	27	63	8
Bruges	34	10	15	3	2	4	341	46	358	53	412	63	—	—	60	12	50	9	63	12	175	33	6	—	63	14	20	—
Courtrai	10	6	11	4	—	—	252	37	243	41	262	47																
Furnes																												
Ypres																												
Liége	112	108	181	42	30	15	1,138	120	1,349	184	1,701	302	—	—	603	136	157	78	94	18	851	232	18	6	700	286	189	68
Huy	—	—	2	1	—	—	245	33	247	34	247	34	8	—	17	—	25	6	5	—	51	6	9	1	185	27	4	—
Verviers	1	—	15	6	1	1	198	27	214	34	215	34	2	2	147	15	14	4	1	—	181	21	11	1	40	9	—	—
Tongres	7	—	6	1	—	—	297	60	303	61	310	61	—	—	105	13	16	6	13	—	134	10	—	—	156	41	20	1
Hasselt	13	2	3	—	10	2	270	78	283	80	298	82	1	—	162	51	11	7	58	11	232	69	2	1	61	10	3	2
Arlon	—	—	11	4	1	1	92	21	107	26	107	26	—	—	66	17	3	2	—	—	69	19	—	—	38	7	—	—
Marche	1	1	4	1	—	—	18	9	32	10	33	11	—	—	32	6	10	1	—	—	42	7	—	—	10	4	1	—
Neufchâteau	13	1	—	2	1	2	52	8	33	12	66	15	3	1	6	—	9	1	3	1	23	3	—	1	29	7	14	2
Namur	—	—	7	6	4	12	169	47	180	65	180	65	—	—	108	30	1	—	—	—	139	30	2	3	69	32	—	—
Dinant	—	—	4	—	4	3	98	10	106	21	106	24	—	—	54	17	—	—	—	—	54	17	2	—	50	7	—	—
TOTAUX. . .	912	228	699	362	109	129	7,489	1,947	8,297	2,138	9,209	2,368	38	7	4,032	802	784	259	475	122	5,379	1,190	137	24	3,036	987	657	165

H

CVII. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper en 1914. — Résultats. — Art. 12.

ARRONDISSEMENTS.	MINEURS DÉFÉRÉS AUX JUGES D'INSTRUCTION				MINEURS RENVOYÉS				DES POURSUITES PAR LE JUGE D'INSTRUCTION.								MINEURS déférés au juge des enfants par le juge d'instruction.		MINEURS au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre.	
	Avant le 1er janvier.		Pendant l'année.		TOTAL.		Les faits n'étant pas prévus par la loi.		Les faits étant sans gravité.		Les faits ne pouvant être prouvés.		Par suite de décès, prescription ou autres motifs.		TOTAL.					
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Bruxelles	1	1	19	—	23	1	—	—	—	—	2	1	—	—	2	1	15	—	6	—
Louvain																				
Nivelles	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Anvers	—	—	6	—	6	—	—	—	—	—	6	—	—	—	6	—	—	—	—	—
Malines	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Turnhout	—	—			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	1	—	16	2	17	2	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	8	—	7	2
Charleroi	1	1	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—
Tournai	1	1	3	1	4	2	—	—	—	—	1	1	—	—	1	1	2	1	1	—
Gand	—	—	3	—	3	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—
Audenarde	3	—	19	3	22	3	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	18	1	5	2
Termonde																				
Bruges	—	—	14	2	14	2	—	—	—	—	1	1	—	—	4	1	1	1	6	—
Courtrai	4	—	6	—	10	—	—	—	2	—	2	—	—	—	4	—	1	—	2	—
Furnes																				
Ypres																				
Liége	5	2	18	6	23	8	—	—	—	—	1	7	—	—	4	7	13	1	6	—
Huy	1	—	9	1	10	1	—	—	—	—	5	1	—	—	3	1	7	—	—	—
Verviers	—	1	11	4	11	5	—	—	—	—	2	4	—	—	2	4	4	1	5	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	2	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—
Namur	—	—	2	3	2	3	2	3	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—	—	—
Dinant	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
TOTAL	20	7	137	24	157	31	2	3	4	—	28	16	—	1	34	20	82	7	41	4

CVIII. — Mesures de garde provisoire prises à l'égard des mineurs en 1914.

Art. 28, 29, 30, 32, § 5.

I

ARRONDISSEMENTS.	Mineurs confiés à un particulier.										Mineurs confiés à une société ou institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.										MINEURS MIS EN GARDE PROVISOIRE DANS UNE MAISON D'ARRÊT.	
	Par le juge des enfants.		Par le juge d'instruction.		Par le Procureur du Roi.		Par le juge d'appel.		TOTAL.		Par le juge des enfants.		Par le juge d'instruction.		Par le Procureur du Roi.		Par le juge d'appel.		TOTAL.			
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	Garçons.	Filles.
Bruxelles	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	73	88	—	—	—	—	—	—	73	88	12	1
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	—	—	—	—	—	—	3	5	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	11	—	—	—	—	—	—	8	11	—	2
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	21	1	—	—	—	—	—	16	21	16	—
Malines	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	11	5	—	—	—	—	—	—	11	5	1	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	7	5	—	—	—	—	—	—	7	5	—	—
Charleroi	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	49	53	—	—	—	—	—	—	49	53	1	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	12	—	—	—	—	—	—	9	12	—	—
Gand	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	6	6	—	—	—	—	—	—	6	6	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—
Bruges	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	9	11	—	—	—	—	—	—	9	11	—	—
Courtrai	6	—	—	—	—	—	—	—	6	—	8	1	—	—	—	—	—	—	8	1	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Liége	11	4	—	—	—	—	—	—	11	4	7	25	—	—	—	—	—	—	7	25	5	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Verviers	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	2	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	—	—	—	—	—	—	5	1	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	5	—	—	—	—	—	—	4	5	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
TOTAL	22	7	—	—	—	—	—	—	22	7	228	254	1	—	—	1	—	—	229	255	35	3

CIX. — Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1914.

Age des mineurs qui en furent l'objet. — Art. 28, 29, 30 et 32, § 5.

J

DURÉE.		Age du mineur au moment ou la mesure a été prise.								Total des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1914.					
		Moins de 10 ans.		De 10 à moins de 15 ans.		De 15 à moins de 16 ans.		De 16 à 18 ans.		Mineurs confiés à un particulier.		Mineurs confiés à une société ou institution de charité ou d'enseignement publique ou privée.		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt.	
		G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de quinze jours.	Confiés à un particulier	—	—	2	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	1	7	14	3	17	18	9	15	—	—	41	41	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt	—	—	—	—	8	—	10	1	—	—	—	—	18	1
De quinze jours à moins d'un mois.	Confiés à un particulier	—	—	1	—	1	—	—	1	2	1	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	6	1	15	7	25	25	6	17	—	—	50	35	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt	—	—	—	—	4	2	1	—	—	—	—	—	8	2
D'un mois à moins de deux mois.	Confiés à un particulier	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	10	9	20	6	35	20	14	27	—	—	70	71	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt	—	—	—	—	3	—	5	—	—	—	—	—	8	—
De deux mois à moins de trois mois.	Confiés à un particulier	1	—	1	—	1	1	—	—	3	1	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	—	2	8	2	10	22	4	22	—	—	22	48	—	—
Trois mois à moins de six mois.	Confiés à un particulier	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	3	1	3	—	14	12	6	10	—	—	26	32	—	—
Six mois et plus.	Confiés à un particulier	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	1	—	—	—	7	6	2	7	—	—	10	13	—	—
TOTAL										12	4	228	258	34	3

K

CX. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants ou les juges d'appel en 1914. — Nombre, durée et résultats. — Art. 21, § 1.

MISES EN OBSERVATION ORDONNÉES EN 1914.			RÉSULTATS DES MISES EN OBSERVATION QUI ONT PRIS FIN EN 1914													
ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE.		DURÉE.	Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		Mis à la disposition du gouvernement.		Mis à la disposition du gouvernement pour être internés dans un établissement disciplinaire.		Mis à la disposition du gouvernement pour être placés dans un asile ou dans un établissement spécial appropriés à leur état.		Mis dans un asile d'aliénés.		TOTAL.	
	Garçons.	Filles.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Bruxelles	—	—	Moins de quinze jours	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Louvain	—	—																	
Nivelles	—	—																	
Anvers	2	1																	
Malines	—	1	De quinze jours à moins de un mois	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1
Turnhout	1	—																	
Mons	1	—																	
Charleroi	1	2																	
Tournai	3	1	De un mois à moins de deux mois	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	1
Gand	1	—																	
Audenarde	—	—																	
Termonde	—	—																	
Bruges	—	—	De deux mois à moins de trois mois	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	1
Courtrai	—	—																	
Furnes	—	—																	
Ypres	—	—																	
Liége	1	—	De trois mois à moins de six mois	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Huy	1	—																	
Verviers	—	1																	
Tongres	—	—																	
Hasselt	—	—																	
Arlon	—	—	De six mois et plus	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Marche	—	—																	
Neufchâteau	—	—																	
Namur	—	—																	
Dinant	—	1																	
TOTAL	17	7	TOTAL	2	2	1	—	2	1	3	2	—	—	—	—	—	—	8	5

CXI. — Mineurs jugés en 1914. Nature des faits commis. — Art. 13 à 16.

L *Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.*

ARRONDISSEMENTS.	FAITS QUALIFIÉS — VAGABONDAGE OU MENDICITÉ (Art. 13.)				INCONDUITE. (Art. 14.)				PROSTITUTION, DÉBAUCHE, JEUX, TRAFICS OU OCCUPATIONS QUI EXPOSENT A LA PROSTITUTION, AU VAGABONDAGE, A LA MENDICITÉ OU A LA CRIMINALITÉ. Art. 15.				CONTRE L'AUTORITÉ.				CONTRE LES MŒURS.				CONTRE LES CRIMES.			
	Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Bruxelles	1	1	44	49	—	—	46	42	—	—	2	6	—	—	4	—	—	—	15	2	—	—	1	1
Louvain	—	—	4	2	—	—	3	6	—	—	—	3	—	—	—	1	—	1	—	3	—	—	—	—
Nivelles	—	—	2	4	—	—	1	8	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Anvers	—	—	10	2	3	2	10	15	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	12	—	—	—	4	—
Malines	—	—	3	3	—	—	15	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	3	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—
Mons	—	—	6	1	6	1	13	14	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Charleroi	2	—	36	30	6	14	35	17	—	3	1	9	—	—	1	—	—	—	8	1	—	—	—	1
Tournai	—	—	3	1	1	—	6	10	—	—	12	17	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—
Gand	1	2	7	9	2	—	18	17	—	—	—	1	3	—	1	—	4	—	7	4	—	—	—	—
Audenarde	—	—	3	2	—	3	4	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—
Termonde	1	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	1	—	—	—	—
Bruges	—	—	10	3	—	—	6	6	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	3	3	—	—	1	2	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Furnes	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—
Ypres	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Liége	—	—	31	28	—	—	66	77	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1	3	—	—	—	—
Huy	—	—	3	1	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	4	1	—	—	—	—
Verviers	—	—	3	3	—	—	3	4	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Hasselt	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Arlon	—	—	6	3	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Marche	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	1	7	6	3	3	3	7	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	7	1	—	—	—	—
Dinant	—	—	3	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
TOTAL	6	4	220	154	23	25	243	274	—	3	18	56	3	—	10	1	13	1	95	25	—	—	5	2

ARRONDISSEMENTS.	INFRACTIONS (ART. 16) — PERSONNES — DÉLITS OU CONTRAVENTIONS.				CONTRE LES PROPRIÉTÉS — INCENDIES, DESTRUCTION, DÉGRADATION ET DOMMAGES.				VOLS.				ESCROQUERIES, ABUS DE CONFIANCE, FAUX ET AUTRES TROMPERIES OU FALSIFICATIONS.				AUTRE NATURE.				TOTAL.				TOTAL GÉNÉRAL.			
	Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Bruxelles	1	—	18	—	—	—	7		2	—	136	10	—	—	14	1	—	—	45	1	3	—	240	24	4	1	332	121
Louvain	—	—	3	—	—	1	1	—	1	—	16	—	—	—	—	—	—	—	4	2	1	2	24	6	1	2	31	19
Nivelles	1	—	2	—	—	—	1	—	7	—	21	3	—	—	—	—	—	—	1	—	11	—	27	3	11	—	33	17
Anvers	3	—	3	—	1	—	1	—	3	—	34	6	—	—	4	—	—	—	—	—	7	—	60	6	12	2	80	24
Malines	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	15	3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	19	4	—	—	37	12
Turnhout	1	—	3	1	—	—	3	—	—	—	17	1	—	—	1	—	—	—	8	—	1	—	38	2	1	—	42	3
Mons	1	—	10	2	—	—	3	—	1	—	39	9	—	—	—	1	2	—	1	—	10	—	54	13	16	1	73	32
Charleroi	2	2	32	9	1	—	1	—	7	3	30	22	—	1	2	—	2	1	14	2	15	7	120	35	23	24	192	121
Tournai	11	3	7	1	—	—	—	—	1	2	12	3	—	—	1	1	1	—	1	—	16	5	24	5	17	5	47	33
Gand	1	—	11	—	1	—	1	—	15	1	47	6	—	—	6	—	24	—	14	—	51	1	90	10	54	3	115	37
Audenarde	6	—	25	—	3	—	1	—	9	—	31	8	—	—	2	1	6	—	8	1	24	—	73	10	24	3	82	21
Termonde	1	—	11	—	—	—	2	—	5	1	27	2	—	—	1	—	—	—	27	6	6	1	76	9	7	1	82	10
Bruges	—	—	11	—	2	—	1	—	8	3	71	9	1	—	5	1	1	—	2	—	12	3	98	10	12	3	114	20
Courtrai	1	—	4	—	—	—	3	—	3	1	21	4	—	—	3	1	—	—	2	1	5	1	37	7	5	1	43	13
Furnes	—	—	1	2	3	—	1	—	—	—	18	6	—	—	1	—	—	—	6	—	3	—	34	10	3	—	36	11
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	6	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	8	1	1	—	13	2
Liége	1	1	25	10	—	—	9	1	7	—	152	32	—	—	10	3	1	—	22	8	10	1	220	59	10	1	320	168
Huy	3	—	39	9	1	—	10	—	3	—	10	11	—	—	1	—	2	—	37	2	12	—	131	23	12	—	138	26
Verviers	1	1	5	1	2	—	2	—	2	—	13	1	—	—	—	1	1	—	3	1	6	1	23	4	6	1	34	12
Tongres	—	1	6	1	—	—	3	—	4	—	10	12	—	—	—	—	—	—	3	1	4	1	27	15	5	1	28	16
Hasselt	5	1	3	—	—	—	4	—	7	2	12	3	—	—	—	—	11	4	11	1	23	7	33	5	23	7	36	6
Arlon	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	2	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	6	2	1	—	14	5
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	6	2
Neufchâteau	—	—	3	—	1	1	—	—	1	—	9	4	—	—	—	—	3	—	3	—	7	1	15	4	7	1	16	6
Namur	—	1	2	1	1	—	2	—	2	4	16	2	—	—	2	1	—	—	1	2	9	5	30	7	12	11	42	20
Dinant	—	1	6	1	—	—	—	—	2	—	9	3	—	—	—	—	—	—	13	1	2	1	28	6	2	1	32	7
TOTAL	45	11	236	39	22	2	68	1	96	17	835	171	1	1	55	13	60	5	233	29	240	37	1,537	281	269	69	2,018	765

CXII. — Mineurs jugés en 1914. — Résultat des poursuites par arrondissement. — Art. 13 à 19, 21 § 2, 22 et 23.

M

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

Mis à la disposition du Gouvernement

ARRONDISSEMENTS.	TOTAL des mineurs jugés.		Renvoyés des poursuites.		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde. (Art. 13, 15, 17.)		Confiés à une personne. (Art. 13, 14, 15, 17.)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privé. (Art. 13, 14, 15, 17.)		SANS INDICATION SPÉCIALE							
											jusqu'à 21 ans. (Art. 13, 14, 15, 17.)				jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité (*). (Art. 18 et 19.)			
											Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Conditionnellement.		Non conditionnellement.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Bruxelles	336	122	4	1	97	11	—	2	92	85	79	13	63	10	—	—	—	—
Louvain	32	21	1	2	14	3	—	—	7	10	4	3	6	5	—	—	—	—
Nivelles	44	17	11	—	14	1	—	—	11	13	1	—	7	3	—	—	—	—
Anvers	92	26	12	2	14	2	1	—	6	8	22	8	36	6	—	—	—	—
Malines	37	12	—	—	12	1	1	—	8	5	3	5	15	2	—	—	—	—
Turnhout	43	3	1	—	32	1	1	—	2	1	5	1	2	—	—	—	—	—
Mons	89	33	16	1	27	7	—	—	21	10	9	7	15	7	—	—	—	—
Charleroi	215	145	25	24	67	15	—	1	41	44	52	35	30	28	—	—	—	—
Tournai	64	38	17	5	15	9	1	3	16	20	1	1	14	—	—	—	—	—
Gand	169	40	54	3	14	3	1	1	1	14	41	14	27	3	—	—	—	—
Audenarde	106	24	21	3	38	10	—	—	6	2	7	4	10	3	—	—	1	—
Termonde	89	11	7	1	33	7	1	—	1	—	11	3	16	—	—	—	—	—
Bruges	126	23	12	3	68	7	—	—	9	6	21	2	16	3	—	—	—	—
Courtrai	48	14	3	1	17	4	—	—	—	1	3	2	21	3	—	—	—	—
Furnes	39	11	3	—	26	2	—	—	—	2	3	1	3	6	—	—	—	—
Ypres	14	2	1	—	11	—	—	—	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—
Liége	330	169	10	1	157	37	4	7	26	46	101	59	47	19	—	—	—	—
Huy	150	26	12	—	108	20	2	1	7	1	16	4	3	—	—	—	—	—
Verviers	40	13	6	1	21	3	—	—	3	3	2	—	8	2	—	—	—	—
Tongres	33	17	3	1	27	15	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—
Hasselt	59	13	23	7	27	2	—	—	3	3	—	1	4	—	—	—	—	—
Arlon	15	6	1	—	—	—	—	—	9	3	1	—	4	1	—	—	—	—
Marche	6	2	—	—	1	—	1	1	—	—	1	1	3	—	—	—	—	—
Neufchâteau	23	7	7	1	9	3	—	—	6	1	1	—	—	2	—	—	—	—
Namur	54	31	12	11	15	7	3	—	14	8	3	—	7	3	—	—	—	—
Dinant	34	8	2	1	24	3	—	1	—	—	4	2	4	1	—	—	—	—
TOTAL	2,287	834	269	69	936	173	16	17	291	291	401	166	363	113	—	—	(*) 1	—
Appel — Bruxelles	4	5	—	—	1	—	—	—	—	2	—	1	3	2	—	—	—	—
Appel — Gand	6	2	1	—	—	—	—	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—
Appel — Liége	9	1	1	—	1	1	—	—	1	1	1	—	5	—	—	—	—	—
Appel — TOTAL	19	8	5	—	2	1	—	—	1	4	3	2	8	2	—	—	—	—

POUR ÊTRE INTERNÉS DANS UN ÉTABLISSEMENT DISCIPLINAIRE DE L'ÉTAT

pendant 2 ans à moins de 5 ans. (Art. 22.)				pendant 5 ans à moins de 5 ans. (Art. 22.)				pendant 5 ans à moins de 10 ans. (Art. 22.)				jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité. (Art. 19 et 22.)				pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état. (Art. 21, § 2.)				TOTAL des colonnes. 12 à 39.		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure. — Colonnes 6 à 39.	
Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Conditionnellement.		Non conditionnellement.					
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	G.	G.	F.	G.	F.
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	143	23	332	121
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	6	31	19
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	3	33	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	59	14	80	24
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	16	6	37	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	1	42	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	25	15	73	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	84	63	192	121
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	1	47	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	69	17	115	37
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	9	82	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27	3	82	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	7	114	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	26	8	43	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	7	36	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	13	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	153	78	320	168
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	21	4	138	26
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	2	34	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	28	16
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	36	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	14	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	6	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	16	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	5	42	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	3	32	7
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	8	5	775	284	2,018	765
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	4	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	2	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	8	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	4	14	8

N. B. — Les mineurs jugés en appel sont déjà comptés dans le tableau dressé par arrondissement.

(*) Ce mineur a été mis à la disposition du gouvernement jusqu'à une époque comprise entre sa 21e et sa 23e année.

CXIII. — Mineurs jugés en 1914. — Résultats des poursuites en rapport avec l'âge. — Art. 13 à 19, 21, § 2, 22 et 23.

N

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AGE AU MOMENT OU les faits ONT ÉTÉ COMMIS.	Total des mineurs jugés.		Renvoyés des poursuites.		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde. (Art. 13, 15, 17.)		Confiés à une personne. (Art. 13, 14, 15 et 17.)		Confiés à une société ou institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée. (Art. 13, 14, 15 et 17.)		Mis à la disposition du Gouvernement																Total des colonnes de 12 à 39		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure. — Colonnes 6 à 39	
											SANS INDICATION SPÉCIALE				POUR ÊTRE INTERNÉS DANS UN ÉTABLISSEMENT DISCIPLINAIRE DE L'ÉTAT												Pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état. (Art. 21, § 2.)							
											jusqu'à 21 ans. (Art. 13, 14, 15, 17.)				jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité (*) (Art. 18 et 19.)				pendant 2 ans à moins de 5 ans. (Art. 22.)		pendant 5 ans à moins de 5 ans. (Art. 22.)		pendant 5 ans à moins de 10 ans. (Art. 22.)		jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité. (Art. 19 et 22.)									
											Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Conditionnellement.		Non conditionnellement.					
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
Moins de 10 ans	267	60	54	2	116	13	1	1	68	20	25	9	24	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	48	15	233	58
De 10 à moins de 13 ans	690	182	89	15	315	38	6	2	122	41	96	24	61	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	158	38	601	119
De 13 à moins de 16 ans	1,144	409	135	45	300	115	7	8	88	121	234	76	172	45	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	2	464	124	1,009	366
De 16 à moins de 18 ans	186	233	11	11	5	9	2	6	13	100	48	57	106	48	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	155	107	175	222
Total. . .	2,287	834	289	69	936	173	16	17	291	291	401	166	363	113	—	—	(*) 1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	8	5	775	284	2,018	765

CXIV. — Mineurs jugés en 1914. — Résultats des poursuites en rapport avec les faits commis.

O

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

Vagabondage ou mendicité			226	158	6	1	28	16	2	1	60	83	41	22	87	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	130	52	220	154
Inconduite			266	299	25	25	—	6	6	14	86	155	76	77	72	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	151	121	243	274
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité			18	59	—	3	3	5	—	—	11	30	—	7	3	14	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	21	18	56
Faits qualifiés infractions	contre l'autorité		13	1	3	—	5	—	—	—	1	—	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	10	1
	contre les mœurs		108	26	15	1	45	1	1	—	2	8	33	6	12	7	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	47	13	95	25
	contre les personnes	crimes	5	3	—	1	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	2
		délits	281	50	45	11	195	29	—	—	7	4	26	6	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36	6	236	39
	contre les propriétés	incendies	90	2	22	1	52	1	—	—	9	—	4	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	68	1
		vols	931	188	96	17	396	80	6	2	106	20	181	39	144	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	327	60	835	171
		escroqueries	56	14	1	1	11	8	—	—	4	—	20	4	10	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	40	5	55	13
	d'autre nature		293	34	60	5	203	21	1	—	5	—	17	4	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24	5	233	29
Total. . .			2,287	834	269	69	936	173	16	17	291	291	401	166	363	113	—	—	(*) 1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	8	5	775	284	2,018	765

(*) Ce mineur a été mis à la disposition du gouvernement jusqu'à une époque comprise entre sa 21e et sa 26e année.

P

CXV. — Mises à la disposition du gouvernement ordonnées par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement en 1914. — Art. 37.

ARRONDISSEMENTS.	NATURE DES INFRACTIONS															
	CONTRE L'AUTORITÉ.		CONTRE LES MŒURS.		CONTRE LES PERSONNES.				CONTRE LES PROPRIÉTÉS.						AUTRE NATURE.		TOTAL.	
					CRIMES.		DÉLITS.		INCENDIE.		VOL.		Escroqueries, abus de confiance, faux et autres tromperies ou falsifications.					
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Bruxelles	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	9	—	1	—	—	—	11	—
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—		—	1	—	—	—	—	—	1	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	3	1
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—
Audenarde	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	4	1	1	—	2	—	8	3
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL.	—	—	3	2	1	—	—	—	—	—	22	3	2	—	2	—	30	5
Appel — Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Appel — Gand	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—
Appel — Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	2	1
Appel — TOTAL	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	—	—	5	2

N. B. — Les mineurs jugés en appel sont déjà comptés dans le tableau dressé par arrondissement.

CXVI. — Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs en 1914. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31.

ARRONDISSEMENTS.	Décisions maintenant la situation								Ordonnant la mise en liberté pure et simple								Ordonnant la liberté surveillée								Plaçant chez un particulier							
	Avant 6 mois		6 mois à moins de 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans et plus		Avant 6 mois		6 mois à moins de 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans et plus		Avant 6 mois		6 mois à moins de 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans et plus		Avant 6 mois		6 mois à moins de 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans et plus	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Bruxelles	16	17	6	1	9	2	25	3	11	1	9	1	10	—	3	1	19	17	10	3	37	6	35	10	12	7	6	3	9	7	13	9
Louvain	1	1	3	1	2	1	11	4	2	1	1	1	3	1	3	1	8	1	4	2	2	2	3	—	3	3	1	2	2	—	4	—
Nivelles	1	1	1	—	1	1	—	—	1	—	1	—	4	2	—	—	6	—	1	2	2	—	2	1	—	2	1	—	3	1	—	1
Anvers	—	2	6	1	1	2	11	3	3	—	3	—	10	1	6	—	6	2	3	1	25	11	22	3	—	—	—	1	2	—	8	1
Malines	7	—	—	—	2	—	3	1	3	—	—	1	1	—	1	—	—	3	—	1	6	—	1	1	1	—	1	—	—	—	3	—
Turnhout	1	—	1	—	1	1	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	6	—	—	—	—	—	—	1	2	—	1	—
Mons	—	—	—	—	—	—	2	—	3	1	4	2	8	1	1	—	2	2	—	—	3	2	—	—	1	—	1	1	—	—	4	—
Charleroi	3	18	3	3	6	—	3	2	3	2	22	2	15	2	2	—	15	10	10	4	7	3	1	1	—	11	—	4	3	3	1	2
Tournai	2	1	1	—	—	2	7	1	2	—	2	—	1	—	3	—	2	—	1	2	2	—	—	—	1	3	1	—	1	2	3	—
Gand	3	1	—	1	1	1	3	—	1	—	3	—	3	—	—	—	7	—	3	2	6	2	8	1	2	—	2	—	3	—	6	—
Audenarde	—	—	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	1	1	—	3	—	—	—	—	1	—	—	3	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	3	—	2	—	—	—	1	—	2	—	3	—	—	—	2	—	1	—	2	—
Bruges	—	—	2	1	—	—	6	1	3	—	4	1	7	—	—	—	11	1	6	3	6	3	9	4	—	—	2	—	2	1	8	—
Courtrai	2	—	2	1	1	—	2	2	2	—	2	—	4	—	—	—	2	—	2	—	2	—	4	1	—	—	—	—	3	1	2	—
Furnes	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	2	—	1	—	—	—	1	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—
Liége	8	9	4	1	3	4	23	18	4	—	8	1	8	—	3	—	10	6	2	3	6	9	3	2	6	6	—	6	8	10	13	3
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	1	—	1	2	1	—	1	—	4	—	—	—	1	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Hasselt	2	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	3	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	1	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	3	1	3	—	—	1	—	—	3	—	7	—	1	—	—	—	3	1	7	—	3	1	2	—	1	2	—	3	1	3	—	1
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	2	—	1	—	—	—	—	1	—	—
TOTAL	51	59	39	18	35	18	103	43	55	5	69	9	89	7	29	2	97	43	61	33	128	42	111	24	30	37	19	23	60	29	76	21

ARRONDISSEMENTS.	Plaçant dans une institution								Disposition du gouvernement								Dans un établissement disciplinaire								Plaçant dans un asile ou établissement approprié								Total des décisions modificatives rendues après un délai de :								TOTAL.	
	Avant 6 mois.		6 mois à moins de 1 an.		1 an à moins de 2 ans		2 ans et plus		Avant 6 mois		6 mois à moins de 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans et plus		Avant 6 mois		6 mois à moins de 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans et plus		Avant 6 mois		6 mois à moins de 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans et plus		Avant 6 mois		6 mois à moins de 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans et plus			
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Bruxelles	6	12	8	4	3	—	3	—	5	6	7	2	6	—	3	—	—	—	1	—	—	—	1	—	2	—	1	—	1	—	1	—	91	60	48	20	75	15	84	23	298	118
Louvain	1	1	—	—	1	1	—	1	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	9	16	6	11	5	23	6	70	26
Nivelles	1	—	—	—	1	—	—	—	4	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	4	4	2	14	3	2	2	33	13
Anvers	2	3	1	—	—	—	—	—	8	4	3	—	4	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	13	19	3	40	13	49	9	131	38
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	4	3	2	9	—	8	2	37	8
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	3	2	9	1	4	2	18	5
Mons	1	2	—	1	—	—	—	—	3	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	11	6	8	7	11	3	7	—	37	18
Charleroi	3	7	1	1	—	—	—	—	6	11	4	—	6	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	34	59	43	14	37	9	7	5	121	87
Tournai	2	1	—	—	—	—	—	—	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	9	12	2	7	5	15	1	44	17
Gand	—	2	1	—	—	—	2	—	6	2	3	1	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	5	12	4	18	3	21	1	70	13
Audenarde	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	1	4	1	8	—	19	3
Termonde	1	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	6	3	4	—	8	—	11	1	29	4
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	17	4	15	6	22	6	25	5	79	21
Courtrai	—	—	1	—	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	8	1	10	1	8	3	35	5
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	2	—	2	—	6	3
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	6	—	5	1	15	2
Liége	15	14	3	3	—	—	—	1	12	9	6	2	3	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	55	44	25	21	31	24	47	26	158	115
Huy	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	3	—	—	—	5	2
Verviers	—	1	—	1	—	—	—	—	2	1	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	3	1	10	—	5	2	29	6
Tongres	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	—	1	4	1
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	4	3	5	—	3	1	14	5
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	2	3	—	—	6	4
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	—	—	1	2	—	1	7	5
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	4	—	—	—	6	—
Namur	1	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	10	19	4	7	6	2	1	40	21
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	1	1	2	—	4	—	11	1
TOTAL	39	48	15	12	4	5	5	3	94	47	45	9	33	—	12	—	2	—	3	—	—	—	2	—	4	1	3	—	1	1	2	—	372	240	254	104	350	102	340	93	1.316	539

R **CXVII. — Libertés surveillées qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1914. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.**

AGE AU DÉBUT de la LIBERTÉ SURVEILLÉE.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.												Après deux ans					
	Mis en liberté pure et simple		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. . . .	5	—	1	—	6	1	—	—	—	—	—	—	12	1	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 15 ans	14	—	3	1	15	3	12	—	—	—	—	—	42	4	3	—	—	—	1	—	5	—	—	—	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—
De 15 à moins de 16 ans	25	2	3	1	8	15	42	10	—	—	—	—	76	26	8	—	1	—	—	—	8	—	—	—	—	—	17	—	—	—	—	—	—	—
De 16 à moins de 18 ans	11	6	—	2	5	12	21	8	—	—	—	—	40	28	10	1	—	—	—	1	12	—	—	—	—	—	22	2	2	1	—	—	—	—
De 18 à 21 ans et plus .	7	1	—	2	—	3	16	4	1	—	—	—	24	10	2	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	5	1	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	60	9	7	6	32	32	94	22	1	—	—	—	194	69	28	2	2	—	2	1	25	—	—	—	—	—	57	3	2	1	—	—	—	—

à moins de trois ans.							Après trois ans à moins de quatre ans.								Après quatre ans et plus.												Total des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année	
Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total			
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	1
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	53	4
3	—	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	4	—	103	26
4	—	—	—	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	68	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29	11
7	—	—	—	—	—	9	1	3	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	5	—	3	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	4	1	269	74

S **CXVIII. — Placements de mineurs confiés à une personne, qui ont pris fin par décsion du juge des enfants en 1914. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.**

AGE AU DÉBUT du PLACEMENT.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.												Après deux ans					
	Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une société ou une institution	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 15 ans	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
De 15 à moins de 16 ans	2	—	1	1	3	4	3	1	—	—	—	—	13	6	—	—	4	—	—	—	2	—	—	—	—	—	6	—	—	—	1	—	—	—
De 16 à moins de 18 ans	6	2	16	3	6	10	11	4	—	—	—	—	39	19	3	—	3	—	—	2	3	—	—	—	—	—	11	2	—	—	—	—	—	—
De 18 à 21 ans et plus .	8	1	8	7	—	1	11	10	1	—	—	—	31	28	8	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	10	2	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	16	3	25	11	12	21	30	21	1	—	—	—	84	56	13	1	10	2	—	2	5	—	—	—	—	—	28	5	—	—	1	—	—	—

à moins de trois ans.							Après trois ans à moins de quatre ans.								Après quatre ans et plus.												Total des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année	
Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total			
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4
1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	23	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	51	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	30
1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	117	61

U

CXIX. — Placements de mineurs confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1914. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

AGE AU DÉBUT du PLACEMENT.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.												Après deux ans					
	Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. . . .	—	—	2	—	—	1	—	2	—	—	1	—	3	3	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 15 ans	—	—	20	5	2	1	1	—	—	—	2	—	25	4	—	—	8	4	1	1	1	—	—	—	1	—	11	5	—	—	—	—	—	—
De 15 à moins de 16 ans	—	—	25	16	7	9	10	8	—	—	1	—	43	33	1	1	7	7	3	3	—	—	—	—	1	—	12	11	2	—	—	—	—	—
De 16 à moins de 18 ans	2	—	8	22	7	14	1	1	—	—	—	—	18	37	2	—	2	11	3	1	—	—	—	—	—	—	7	12	1	—	—	1	—	1
De 18 à 21 ans et plus .	3	—	2	1	2	2	—	1	—	—	—	—	7	7	1	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	1	1	4	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	5	—	57	45	18	27	12	12	—	—	4	—	96	84	4	1	18	24	7	7	1	—	—	—	2	1	32	33	3	—	—	1	—	1

à moins de trois ans.							Après trois ans à moins de quatre ans.												Après quatre ans et plus.														Total des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année	
Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total			
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	7	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	—	41	9
—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	4	—	61	44
—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	51
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	11
—	—	—	—	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	9	—	—	—	—	—	—	—	12	—	143	119

V

CXX. — Internements dans une école de bienfaisance de l'Etat qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1914. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

AGE AU DÉBUT de L'INTERNEMENT.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.												Après deux ans					
	Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une institution		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une institution		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. . .	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
De 10 à moins de 15 ans	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	1	—	8	—	—	—	3	2	3	—	1	—	—	—	—	—	9	2	2	—	3	1	1	—
De 15 à moins de 16 ans	1	—	14	5	2	—	7	3	—	—	—	—	27	10	8	—	38	4	17	3	—	1	—	—	—	—	83	8	2	—	31	2	10	1
De 16 à moins de 18 ans	23	—	27	1	7	3	2	1	3	—	1	—	63	8	19	—	44	6	22	7	1	—	—	—	—	—	86	13	1	—	10	8	6	9
De 18 à 21 ans et plus .	14	1	11	3	3	12	—	1	—	—	—	1	28	20	3	—	7	1	—	1	—	—	—	—	—	—	10	2	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	41	1	58	14	15	15	11	7	3	—	2	1	130	38	30	—	95	13	42	11	2	1	—	—	—	—	169	25	8	—	58	11	26	10

à moins de trois ans.							Après trois ans à moins de quatre ans.												Après quatre ans et plus.														Total des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année	
Confiés à une institution		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une institution		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une institution		Internés dans un établissement disciplinaire		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total			
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	4	—	7	1	3	—	—	—	—	—	14	1	21	1
—	—	—	—	—	—	8	1	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	8	—	7	—	15	3	10	3	—	—	1	—	1	—	38	8	71	11
1	—	—	—	1	—	57	3	2	—	13	6	7	1	1	1	—	—	—	—	23	11	4	1	27	11	17	12	—	3	1	—	—	—	49	27	219	59
2	—	—	—	—	—	28	17	2	—	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	6	3	—	—	1	1	3	3	—	—	—	—	—	—	4	6	187	47
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	38	23
3	—	—	—	1	—	94	21	4	—	20	8	13	5	1	1	—	—	—	—	38	14	11	1	45	17	43	22	3	3	2	—	1	—	105	43	536	141

W CXXI. — Internement dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1914. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

AGE AU DÉBUT de L'INTERNEMENT.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.														Après deux ans					
	Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 15 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 15 à moins de 16 ans	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
De 16 à moins de 18 ans	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—
De 18 à 21 ans et plus .	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	2	—	—	—

à moins de trois ans.									Après trois ans à moins de quatre ans.										Après quatre ans et plus.										TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année	
Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total			Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état		Total			
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.		G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	2	—		—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
—	—	—	—	—	—	2	—		—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	1

X CXXII. — Internements dans un asile ou établissement spécial qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1914. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

AGE AU DÉBUT de L'INTERNEMENT.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.														Après deux ans					
	Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Moins de 10 ans. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 15 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 15 à moins de 16 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 16 à moins de 18 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
De 18 à 21 ans et plus .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—

à moins de trois ans.									Après trois ans à moins de quatre ans.										Après quatre ans et plus.										TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année	
Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Total			Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Total		Mis en liberté pure et simple		Mis en liberté surveillée		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution		Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat		Internés dans un établissement disciplinaire		Total			
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.		G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—

N. B. Les aliénés ne sont pas comptés dans ce tableau.

CXXIII. — Etablissements d'observation de l'Etat. — Mouvement de la population en 1914.

Y

SEXE des MINEURS.	ISTERNÉS. au 1er janvier 1914.	ENTRÉS		TOTAL.	SORTIS pendant l'année.	ÉVADÉS et non réintégrés pendant l'année.	ALIÉNÉS.	DÉCÉDÉS.	RESTANT AU 31 DÉCEMBRE 1914 L'INTERNEMENT SUBI, AYANT UNE DURÉE DE					
		RÉINTÉGRÉS après évasion pendant un exercice antérieur.	INTERNÉS. pendant l'année.						moins de 15 jours.	15 jours à moins de 1 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	6 mois et plus.	TOTAL
Garçons .	17		32	33	30				—	1	—	6	16	23
Filles . .	2	—	12	14	12	—	—	—	—	—	—	—	2	2

Résultats.

		MINEURS SORTIS PENDANT L'ANNÉE. — OBSERVATION AYANT UNE DURÉE DE					
		moins de 15 jours.	15 jours à moins de 1 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	6 mois et plus.	TOTAL.
Rendus à leurs parents	Garçons	—	—	2	2	—	4
	Filles	—	—	1	—	—	1
Confiés à des particuliers	Garçons	—	—	1	—	—	1
	Filles	—	—	—	—	—	—
Confiés à des sociétés ou des institutions de charité ou d'enseignement, publiques ou privées.	Garçons	—	—	—	—	—	—
	Filles	—	—	—	—	—	—
Internés dans une école de bienfaisance de l'Etat	Garçons	—	1	8	4	3	16
	Filles	—	—	7	—	1	8
Internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat	Garçons	—	—	—	—	—	—
	Filles	—	—	—	—	—	—
Internés dans un établissement approprié à leur état	Garçons	—	1	3	2	3	9
	Filles	—	—	—	3	—	3
TOTAL. . .	Garçons	—	2	14	8	6	30
	Filles	—	—	8	3	1	12

CXXIV. — Mouvement de la population dans les Ecoles de bienfaisance de l'Etat en 1914.

Z

Établissements.	AGE à L'ENTRÉE.	INTERNÉS.				TOTAL (1)	SORTIS à la suite d'une décision du juge des enfants	ENTRÉS à l'armée.	ÉVADÉS non réintégrés pendant l'année	DÉCÉDÉS.	ALIÉNÉS.	RAPATRIÉS.	SORTIS par expiration de terme.	Restant au 31 décembre 1914. L'internement subi, ayant une durée de				
		Internés au 1er janvier 1914.	Réintégrés après évasion pendant un exercice antérieur.	INTERNÉS pendant l'année. Premier internement.	INTERNÉS pendant l'année. Réintégrés.									moins d'un an.	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 4 ans.	4 ans et plus.	TOTAL
Ruysselede. (Garçons).	Moins de 10 ans.	138	—	25	—	181	21	1	—	2	—	3	1	15	25	37	76	153
	De 10 à moins de 15 ans.	449	—	78	3	530	49	15	5	—	—	2	—	74	93	134	136	459
	De 15 à moins de 16 ans.	7	—	—	—	7	1	1	—	—	—	—	—	1	1	2	1	5
	De 16 à moins de 18 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 18 à 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL. . .	614	—	101	3	718	71	17	5	2	—	5	1	90	121	193	213	617
Moll . . . . (Garçons).	Moins de 10 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 10 à moins de 15 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 15 à moins de 16 ans.	148	—	102	3	253	79	—	7	—	—	1	—	86	66	14	—	166
	De 16 à moins de 18 ans.	96	—	4	1	101	68	6	2	—	—	1	—	1	10	9	4	24
	De 18 à 21 ans et plus.	17	—	—	—	17	13	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
	TOTAL. . .	261	—	106	4	371	160	9	9	—	—	2	—	87	76	23	5	191
St-Hubert . (Garçons).	Moins de 10 ans.	1	—	2	—	3	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	De 10 à moins de 15 ans.	5	—	6	—	11	6	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5
	De 15 à moins de 16 ans.	5	—	16	—	21	8	—	—	—	—	1	—	12	—	—	—	12
	De 16 à moins de 18 ans.	168	—	123	21	312	174	3	16	2	—	3	—	89	23	—	—	112
	De 18 à 21 ans et plus.	132	5	12	31	180	99	4	25	—	—	1	2	13	28	8	—	49
	TOTAL. . .	311 (2)	5	159	52	527	289	7	41	2	—	5	2	120	53	8	—	181 (3)

(1) Tout élève est compté dans l'établissement ou il est en dernier lieu ou d'où il est sorti sans qu'il soit tenu compte d'un tranfèrement ou de transfèrements successifs dans un établissement de même espèce. — Pour le calcul de la durée, les internements successifs sont cumulés. — Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

(2) Y compris 17 élèves placés au quartier d'observation.

(3) Id. 23 id. id. id.

CXXIV (suite). — Mouvement de la population dans les Ecoles de bienfaisance de l'Etat en 1914.

Z (suite)

Établissements.	AGE à L'ENTRÉE.	INTERNÉS. Internés au 1er janvier 1914.	Réintégrés après évasion pendant un exercice antérieur.	INTERNÉS pendant l'année. Premier internement.	Réintégrés.	TOTAL (1)	SORTIS à la suite d'une décision du juge des enfants	ENTRÉS à l'armée.	ÉVADÉS non réintégrés pendant l'année	DÉCÉDÉS.	ALIÉNÉS.	RAPATRIÉS.	SORTIS par expiration de terme.	Restant au 31 décembre 1914. L'internement subi, ayant une durée de : moins d'un an.	1 an à moins de 2 ans.	2 ans à moins de 4 ans.	4 ans et plus.	TOTAL
Gand. . . . Discipline. (Garçons).	Moins de 10 ans.	...						—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 10 à moins de 15 ans.	—	—	2	3	5	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	2	3
	De 15 à moins de 16 ans.	16	3	1	16	39	9	3	—	—	—	—	1	2	7	10	5	24
	De 16 à moins de 18 ans.	66	1	25	6	98	38	7	1	1	—	7	—	15	11	12	8	44
	De 18 à 21 ans et plus.	30	1	8	3	42	16	13	—	—	—	—	1	3	1	2	1	9
	TOTAL. . .	112	5	39	28	184	63	26	1	1	—	7	6	20	19	25	16	80
Beernem . . (Filles).	Moins de 10 ans.	38	—	14	—	52	3	—	—	—	—	—	—	9	6	3	31	49
	De 10 à moins de 15 ans.	96	—	7	—	103	12	—	—	—	—	2	—	9	20	15	47	89
	De 15 à moins de 16 ans.	18	—	3	—	21	1	—	—	—	—	—	—	2	13	3	—	20
	De 16 à moins de 18 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 18 à 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL. . .	152	—	24	—	176	16	—	—	—	—	2	—	20	41	19	78	158
Namur. . . (Filles).	Moins de 10 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 10 à moins de 15 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 15 à moins de 16 ans.	221	—	50	16	287	74	—	—	1	—	—	4	10	60	69	39	208
	De 16 à moins de 18 ans.	174	—	68	20	262	72	—	—	—	—	2	3	57	68	53	7	185
	De 18 à 21 ans et plus.	15	—	7	—	20	10	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	10
	TOTAL. . .	408	—	125	36	569	156	—	—	1	—	2	7	107	128	122	46	403
TOTAL GÉNÉRAL.	Garçons.	1,298	10	405	87	1,800	583	59	56	5	—	19	9	317	269	249	234	1,069
	Filles. .	(2) 560	—	149	36	745	172	—	—	1	—	4	7	127	169	141	124	(3) 561

(1) Tout élève est compté dans l'établissement où il est en dernier lieu ou d'où il est sorti sans qu'il soit tenu compte d'un transfèrement ou de transfèrements successifs dans un établissement de même espèce. — Pour le calcul de la durée, les internements successifs sont cumulés. — Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

(2) Y compris 17 élèves placés au quartier d'observation de St-Hubert.

(3) Id. 25 id. id. id. id.

TABLE ANALYTIQUE

Pages.

Accusés.

Nombre par province des accusés acquittés et condamnés 153

Accusés jugés contradictoirement, classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 154

Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées . . 156

Accusés jugés contradictoirement, classés d'après les résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix. . . . 157

Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées. 158

Durée de la détention préventive des accusés de crimes ordinaires, jugés contradictoirement par les cours d'assises. 18

Accusés jugés par contumace, classés d'après les provinces où ils ont été jugés, la nature des faits, le résultat des poursuites 161

Acquittés.

Nombre par tribunal de police. 30

Acquittés par les tribunaux de police, répartis par nature d'infractions. 39

Nombre par tribunal correctionnel :

En première instance. 102

En degré d'appel 130

Acquittés répartis par tribunal correctionnel et par nature d'infractions :

En première instance 46

En degré d'appel 116

Acquittés par les tribunaux correctionnels, détenus préventivement 19

Proportion des acquittés XI

Acquittés en première instance, condamnés en appel. 146

Acquittés par les cours d'appel, après avoir été condamnés en première instance 146

Acquittés par les cours d'appel, détenus préventivement 18

Acquittés par les cours d'assises, détenus préventivement 18

Acquittés par les cours d'assises, répartis par province, d'après la nature des faits 154

Acquittés par les cours d'assises, après avoir été condamnés par le jury à la simple majorité des voix 157

Acquittés en matière politique et de presse. . . . 161

Actes de société publiés 244

Actif.

Emploi de l'actif réalisé dans les faillites terminées par liquidation 234

Affaires. (Voir aussi *Infractions.*)

Affaires répressives.

Affaires entrées dans les parquets, direction qui leur a été donnée, autorités qui les ont transmises. . . . . IX, 13

Affaires laissées sans suite par les parquets . . . 14

Affaires terminées par les juges d'instruction et les chambres du conseil. . . . . X, 15

Affaires laissées sans suite par les juges d'instruction et les chambres du conseil 15

Affaires jugées par chaque tribunal de police. . . 21, 29

Affaires jugées par les tribunaux de police en matière ordinaire, de mendicité ou vagabondage, électorale (absence au vote) X

Affaires portées devant chaque tribunal correctionnel 45

Affaires terminées par chaque tribunal correctionnel. 45

Affaires portées devant les cours d'appel . . . . . XI, 146

N. B. — Les chiffres romains renvoient à l'*Introduction.*

Pages

Affaires terminées par les cours d'appel 146
Affaires terminées par les cours d'appel, réparties par nature 147
Affaires jugées par les cours d'assises 152
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.)*

Affaires civiles.

Affaires jugées par les juges de paix. 204
Affaires portées devant les tribunaux de première instance . . . . . XXI, 230
Affaires terminées par les tribunaux de première instance . . . . . XXII, 230
Nature des affaires terminées par jugement . . . XXII, 232
Affaires portées devant les tribunaux de commerce. XXIII, 242
Affaires terminées par les tribunaux de commerce. XXIII, 242
Affaires introduites devant les cours d'appel . . . XXV, 258
Affaires terminées par les cours d'appel . . . . . XXV, 258
Nature des affaires civiles et commerciales jugées par les cours d'appel . . . . . XXVI, 266
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.)*

Affaires en conciliation.

(Le préliminaire de conciliation a été supprimé par la loi du 12 août 1911.)

Affaires sur requête.

Tribunaux civils. . . . . XXII, 238

Affaires (Nomenclature des).

Les affaires traitées par les tribunaux civils et les cours d'appel sont groupées sous les principaux titres des Codes civil, de commerce et de procédure.
Tribunaux civils . . . . . XXII, 232
Cours d'appel . . . . . XXVI, 266

Affaires restant à juger.

Dans les tribunaux de première instance :
En matière répressive . . . . . XI, 45
En matière civile. . . . . XXII, 230
Dans les tribunaux de commerce . . . . . XXIV, 242
Dans les cours d'appel :
En matière répressive. 146
En matière civile 258

Age.

Age des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 338
Femmes 339
Age des aliénés sortis des asiles :
Hommes 340
Femmes 341

Pages.

Age des détenus qui se sont suicidés. 292
Age des détenus décédés 290
Age des détenus subissant une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois. 302
Age des détenus condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois, libérés pendant l'année 306
Age des mendiants et vagabonds se trouvant au 31 décembre 1914 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 314
Age des mineurs jugés 352, 374
Age au début du régime de la liberté surveillée des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime 353, 380
Age au début du placement des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime 353, 382
Age au début de l'internement dans une école de bienfaisance de l'Etat des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime 353, 382
Age au début de l'internement dans un établissement disciplinaire de l'Etat des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . 353, 384
Age au début de l'internement dans un asile ou établissement approprié des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime 353, 384
Age des mineurs à leur entrée dans une école de bienfaisance de l'Etat. 353, 382
Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement, en vertu de l'article 37 de la loi du 15 mai 1912 par les cours et tribunaux. 376
Les renseignements sur les mineurs détenus dans les quartiers de discipline sont aussi donnés dans les tableaux des détenus. (Voir ce mot.)

Alcoolisme. (Voir *Ivresse alcoolique.)*

Aliénés (Asiles d').

Tous les renseignements relatifs aux aliénés sont donnés pour chaque asile en particulier.

Aliénés.

Dispositions législatives sur le régime des aliénés. 332
Mouvement de la population des asiles durant l'année 1914 :
Hommes 334
Femmes 336
Aliénés admis pour la première fois dans un asile, répartis d'après leur âge, leur état civil, l'époque de leur admission :
Hommes 338
Femmes 339
Aliénés sortis des asiles : durée du séjour, âge, époque de la sortie, décès :
Hommes 340
Femmes 341

Pages.

Aliénés alcoolisés :
Hommes 342
Femmes 343
Aliénés détenus dans les prisons, colloqués en 1914. Renseignements divers sur leur condition au moment de leur collocation. . . . . XXXII, 294

Amende.

Condamnés à l'amende détenus préventivement . 19
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police 30
Amende(Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police . . . 39
Amende (Peines d') prononcées pour absence au vote, avec distinction de la nature des élections par arrondissement 43
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel pour chaque espèce d'infractions 46
Proportion des amendes dans l'ensemble des peines XI
Amende (Peines d') prononcées par les cours d'assises 153

Antécédents judiciaires. (Voir *Primaires. Récidivistes.)*

Appel.

Des jugements de police. . . . . XI, 42
Id. des tribunaux correctionnels . . . XI, 146
Id. des tribunaux civils . . . . . } XXV, 258
Id. des tribunaux de commerce . . } XXV, 258

Arbitre. Exequatur des jugements arbitraux. 238
Appel de jugements d'arbitres. 258

Armée (Elèves des écoles de bienfaisance entrés à l'). 387

Arrêts. (Voir *Cours d'appel, Cours d'assises, Cour de cassation, Chambre des mises en accusation.)*

Attributions.

Des juges de paix :
Comme officiers de police judiciaire. 11
Comme officiers publics. 203
Des procureurs du roi et des procureurs généraux. 11
Des juges d'instruction 11
Des commissaires de police 11
Des gardes champêtres et forestiers 11
Des bourgmestres 11
Des présidents des tribunaux civils. 229
Des présidents des tribunaux de commerce. . . . 241
Des chambres du conseil des tribunaux de première instance 11
Des chambres des mises en accusation. 11

Aveugles. (Voir *Sourds-muets.)*

Pages.

Bourgmestre.

Attributions en matière de police judiciaire . . . 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus . 13

Capacité des prisons . . . . . XXVIII, 276

Casier judiciaire. Organisation comme source de renseignements statistiques 5

Causes. (Voir *Affaires.)*

Causes apparentes de certains crimes 160

Célibataires. (Voir Etat de famille.)

Cellulaire (Régime) XXVII
Option du régime cellulaire XXXV

Cellules (Nombre des) dans les prisons . . . . . XXVIII, 276

Chambres.

Des tribunaux de première instance 44, 229
Des cours d'appel 145, 257
Affaires jugées en matière civile et commerciale par chaque chambre des cours d'appel 258
De la cour de cassation 162, 270

Chambre du conseil.

Organisation. 11
Ordonnances rendues . . . . . X, 15
Ordonnances soumises à la chambre des mises en accusation . . . . . X, 17
Affaires renvoyées par les chambres du conseil aux tribunaux correctionnels 45
Prévenus de délits renvoyés par les chambres du conseil aux tribunaux de police 40

Chambre des mises en accusation.

Organisation 11
Demandes en réhabilitation accueillies et rejetées par les chambres des mises en accusation . . . X, 16, 17
Nombre et résultat des arrêts. . . . . X, 17
Crimes renvoyés devant les tribunaux correctionnels. (Voir *Crimes correctionnalisés.)*

Commissaires de police.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Communes.

Répartition des communes du royaume en quatre catégories, pour établir la statistique des infractions individuelles . . . . . XVIII, 166
Nombre des infractions individuelles commises dans chaque catégorie de communes . . . . . XVIII, 182

Pages

Nombre des infractions individuelles commises en 1911 . . . . . XIX, 196
Nombre, dans chaque catégorie de communes, des individus condamnés en 1914 pour ivresse publique . . . . . XX, 197
Nombre dans chaque catégorie de communes des individus condamnés pour des faits d'ivresse commis en 1913 . . . . . XX, 198

Compétence :

Des tribunaux de police 20
Des justices de paix 203
Des tribunaux correctionnels 44
Des tribunaux civils 230
Des tribunaux de commerce 241
Des cours d'appel 145, 257
Des cours d'assises 151
De la cour de cassation 162, 269
(Voir aussi *Attributions.*)

Compte moral (détenus) XXXVI

Conciliation. (Voir *Affaires en conciliation.*)

Concordat préventif de la faillite . . . . . XIV, 245

Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation.

Dividende distribué mis en rapport avec le passif. 247

Condamnés.

Condamnés par les cours d'assises détenus préventivement. Durée de la détention 18
Condamnés par les tribunaux correctionnels détenus préventivement. Durée de la détention. . . 19
Nombre des condamnés par tribunal de police. . 30
Condamnés par les tribunaux de police répartis par nature d'infractions. 39
Condamnés pour absence au scrutin électoral . . 43
Condamnés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions. . . . 46
Condamnés dont la peine a été supprimée, confirmée ou modifiée en appel. 147
Condamnés par les cours d'assises, répartis par province, d'après leurs antécédents judiciaires, d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été poursuivis et celle des faits dont ils ont été reconnus coupables. 153
Condamnés par contumace 161
Condamnés répartis par sexe d'après leur penchant à l'ivrognerie et leurs antécédents judiciaires . . . . . XIII, 170
Condamnés répartis d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable 171
Condamnés détenus dans les prisons. (Voir *Détenus.*)

Pages.

Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement 352, 376

Conditionnelles (Condamnations) :

Prononcées par les tribunaux de police :
Nombre par tribunal 30
Nombre par nature d'infractions, et espèce de peines 39
Prononcées par les tribunaux correctionnels :
Nombre par nature d'infractions, espèces de peines et tribunal 46
Rechutes après une condamnation conditionnelle. 144

Conditionnelles (Mises à la disposition du gouvernement.) (Voir *Protection de l'enfance : Mineurs jugés.*)

Conseils de famille.

Nombre par canton 204
Homologation de délibérations par les tribunaux de première instance 238
Enfants de parents déchus de la puissance paternelle placés par décision du conseil de famille. 350, 360

Contribution (Procédures d'ordre et de) :

A régler et terminées . . . . . XIII, 240

Correction paternelle.

Mineurs jugés du chef d'inconduite 351, 370, 374

Correctionnel.

Tribunaux correctionnels. (Voir *Tribunaux.*)
Peines correctionnelles. (Voir *Peines.*)

Cours d'appel.

Organisation et compétence 145, 257
Travaux comme juridictions d'instruction. (Voir *Chambre des mises en accusation.*)
Travaux en matière répressive . . . . . XI, 146
Travaux en matière civile et commerciale . . . . XXV, 258
Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle. 361

Cours d'assises.

Organisation et compétence 151
Travaux . . . . . XII, 152

Cour de cassation.

Organisation et compétence 162, 269
Travaux de la première chambre . . . . . XXVI, 270
Travaux de la deuxième chambre . . . . . XII, 163

Crimes.

Définition 151
Crimes renvoyés aux cours d'assises par les chambres des mises en accusation. 17
Accusés de crimes jugés par les cours d'assises. (Voir *Accusés.*)

Pages.

Crimes dans la statistique criminelle (les crimes les plus importants sont séparés des délits dans la nomenclature en usage pour cette partie de la statistique : voir nos 14, 21, 23, 34, 41, 43 de cette nomenclature).
Causes apparentes des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie. . . . 160
Mineurs jugés du chef de faits qualifiés crimes 351, 370, 374, 376

Crimes correctionnalisés.

Définition. 44
Prévenus de ces crimes jugés par les tribunaux correctionnels, avec indication de la peine appliquée. 46
Jugés par les cours d'appel 147

Décès.

Dans les prisons centrales et les prisons secondaires . . . . . XXXI, 290
Dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 313
Dans les écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires. 387
Dans les établissements d'observation 386
Dans les asiles d'aliénés :
Hommes. 334
Femmes 336

Déchéance de la puissance paternelle.

Individus déchus de la puissance paternelle. . . 350, 358
Etendue et motifs de la déchéance 358
Enfants qui ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure. Nature et durée de cette mesure 350, 360
Enfants de parents déchus qui ont fait l'objet d'une mesure de garde définitive 350, 360
Modifications introduites dans la garde des enfants de parents déchus. 350, 361
Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle 361

Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs.

Délai écoulé depuis la décision antérieure 352, 378
Nature des décisions modificatives. 352, 378

Décompte.

Relevé par groupes d'importance numérique des condamnations *individuelles* dont le décompte a permis d'établir la statistique des individus *condamnés* pendant l'année 1914 199

Délits.

Définition. 44
Mineurs jugés du chef de faits qualifiés délits. 351, 370, 374, 376
Prévenus de délits jugés par les tribunaux de police sur renvoi de la chambre du conseil 39
Prévenus de délits jugés par les tribunaux correctionnels 46
Prévenus de délits jugés par les cours d'appel . . 147
Délits dans la statistique criminelle (voir nos 7, 15, 18, 22, 24, 28, 35, 38, 42, 44 des différents tableaux de cette statistique).

Dénonciations. (Voir *Plaintes.*)

Dépôts de mendicité et maisons de refuge.

Dispositions législatives. 311
Mouvement de la population en 1914 313
Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1914 315
Population au 31 décembre 1914 répartie par âge, par sexe et par antécédents. 314
Journées d'entretien 317

Détention préventive.

Dispositions législatives. 11
Durée de la détention préventive :
Des prévenus acquittés en appel 18
Des prévenus déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation. 18
Des accusés de crimes ordinaires jugés par les cours d'assises 18
Des prévenus déchargés des poursuites par les chambres du conseil 19
Des prévenus condamnés ou acquittés par les tribunaux correctionnels 19
Mineurs gardés provisoirement dans une maison d'arrêt 331, 366

Détenus.

Entrés et sortis . . . . . XXVIII, 278
Nombre des détenus fréquentant l'école . . . . XXIX, 282
Progrès accomplis par les détenus fréquentant l'école 282
Punitions infligées . . . . . XXX, 284
Maladies . . . . . XXX, 286
Décès. . . . . XXXI, 290
Suicides . . . . . XXXI, 292
Aliénés . . . . . XXXII, 294
Condamnés à une peine de plus de 3 mois répartis suivant :
La juridiction, le genre des affaires, la nature des peines, le lieu d'origine, l'âge, l'état civil, le degré d'instruction, l'idiome, l'état de récidive . . . . . XXXVI, 302
Libérés . . . . . XXXVII, 306

Disciplinaires (Etablissements). (Voir *Etablissements disciplinaires.*)

Pages.

Disciplinaires (Poursuites).

Nombre des décisions rendues par les tribunaux. XXII
Appels de décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats. 258

Dividende dans les concordats et les faillites. (Voir *Concordats préventifs clôturés* et *Faillites terminées.*)

Divorces.

Demandes; situation de famille; durée du mariage; motifs des demandes. . . . . XXII, 234, 236

Divorcés.

Dans la statistique criminelle, ils sont rangés parmi les veufs. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Durée.

De la détention préventive. (Voir *Détention préventive.*)
Des procès jugés par les tribunaux civils ou restant à juger. . . . . XII, 231
Des procès jugés par les tribunaux de commerce ou restant à juger . . . . . XXIV, 243
Des faillites terminées par concordat ou liquidation. XXIV, 255
De la procédure devant les cours d'appel. . . . . XXV, 268
Du mariage au moment de la demande en divorce ou en séparation de corps . . . . . XXII, 234, 236
De l'internement subi par les reclus sortis des dépôts de mendicité. 315
De l'internement subi par les reclus sortis des maisons de refuge 316
Des mesures de garde provisoire des enfants pendant la procédure en déchéance de la puissance paternelle 360
Des mesures de garde provisoire des mineurs qui ont pris fin en 1914. 367
Des mises en observation de mineurs 356, 368, 386
De la mise à la disposition du gouvernement. 351, 372, 374, 382, 387
De la mise à la disposition du gouvernement dans un établissement disciplinaire. 351, 372, 374, 384
De la mise en liberté surveillée 353, 380
Des placements 353, 382
Des internements dans un asile ou établissement approprié à l'état du mineur 353, 384

École.

Dans les prisons . . . . . XXIX, 281, 282

Écoles de bienfaisance.

Mouvement de la population en 1914. . . . . 355, 387
(Voir aussi *Protection de l'enfance. Mineurs jugés, décisions modificatives,* etc.)

Pages.

Élections.

Absence au scrutin électoral 21, 43

Emprisonnement.

Condamnés à l'emprisonnement détenus préventivement 19
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police. 30
Emprisonnement (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police 39
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel pour chaque espèce d'infractions 46
Proportion des peines d'emprisonnement dans l'ensemble des autres peines XI
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les cours d'assises :
1. Dans chaque province. 153
2. Dans le royaume, suivant la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites 156
3. Suivant la nature des infractions admises par le jury, en tenant compte des antécédents judiciaires des condamnés. . . 158

Enfants. (Voir *Protection de l'Enfance, Déchéance de la puissance paternelle.*)

Enquêtes.

Devant les juges de paix. 220
Id. les tribunaux de première instance. . . . 237
Id. les tribunaux de commerce. 244

Etablissements disciplinaires.

Organisation 356
Mouvement de la population en 1914 . . . . . 355, 388
(Voir aussi *Protection de l'Enfance, Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.*)

Etablissements d'observation de l'Etat.

Organisation 356
Mouvement de la population en 1914 . . . . . 355, 386
(Voir aussi *Mise en observation.*)

Étranger.

Condamnés pour infractions commises à l'étranger. 180
Infractions commises à l'étranger jugées en Belgique. 191

Etrangers.

Arrivés pour la première fois dans le pays. . . . XLII, 327
Expulsés du pays . . . . . XLII, 329
Vagabonds étrangers conduits hors du royaume. XLII, 328

Pages.

Évadés.

Dépôts de mendicité et maisons de refuge 313
Ecoles de bienfaisance et établissements disciplinaires 387
Etablissements d'observation de l'Etat 386
Asiles d'aliénés 334, 336

Expertises.

Ordonnées par les juges de paix 220

Faillis.

Sexe, origine, résidence. 252
Demandes en réhabilitation XXVI

Faillites.

Législation 249
Aperçu général : nombre des faillites 250
Montant du passif des faillites déclarées. . . . . XXIV, 251
Faillites prononcées sur aveu, sur assignation, sur requête, d'office. . . . . XXIV, 252
Relevé par province 253
Faillites terminées : montant du dividende distribué mis en rapport avec le passif 253, 254
Faillites terminées : durée de la procédure . . . XXIV, 255
Faillites terminées : emploi de l'actif réalisé. . . 254
Faillites à terminer : durée de la procédure . . . 256

Famille (État de).

Des divorcés . . . . . XXII, 234, 236
Des condamnés à une peine de plus de 3 mois détenus dans les prisons au 31 décembre de l'année du compte. . . . . XXXVII, 302
Des condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis des prisons pendant l'année 306
Des individus libérés conditionnellement 321
Des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 338
Femmes 339

Femmes. (Voir *Sexe.*)

Filles. Garçons. Les renseignements concernant les mineurs auxquels est applicable la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance sont donnés séparément pour les garçons et pour les filles.

Garde (*Mesures de*). (Voir *Protection de l'Enfance, Déchéance de la puissance paternelle.*)

Gardes champêtres.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Gendarmerie.

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus. 13

Pages.

Grâces XXXIX

Hommes. (Voir *Sexe.*)

Impunité. (Voir *Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus, Acquittés.*)

Infirmerie. (Voir *Maladies.*)

Infractions (Nomenclature des).

Dans les tableaux de la statistique de l'administration de la justice (p. 13 à 163), les infractions jugées par les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel et les cours d'assises, sont classées d'après la dénomination que leur donne le Code pénal et rangées par ordre alphabétique ou d'après l'ordre adopté par ce code.

Dans la statistique criminelle (p. 166 à 199), toutes les infractions sont réparties en quarante-cinq groupes, correspondant aux divisions du Code pénal.

La composition de chacun de ces groupes est donnée page 168 et la liste en est reproduite dans la marge de chaque tableau.

Infractions (Faits qualifiés) commis par des mineurs. (*Voir Protection de l'enfance : Mineurs poursuivis, mineurs jugés.*)

Infractions individuelles. Jugées en 1914. (Répartition par communes et par mois.). . . . . XVIII, 182
Commises en 1911. . . . . XIX, 196

Instruction.

Détenus subissant une peine de plus de 3 mois, classés d'après leur degré d'instruction 302
Progrès accomplis par les détenus pendant leur internement. 282
Libérés ayant subi une peine de plus de 3 mois classés d'après leur degré d'instruction 306

Instruction judiciaire.

Organisation en matière répressive. 11
Travaux des juridictions d'instruction 15-19
Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit devant les cours d'assises. 157
Actes d'instruction en matière civile accomplis par les juges de paix 220
Actes d'instruction devant les tribunaux civils. . 238
Id. id. de commerce 244
Mineurs poursuivis par les parquets. 350, 362
Mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé 351, 364

Interrogatoires sur faits et articles.

Tribunaux civils. 237
Tribunaux de commerce. 244

Pages.

Ivresse alcoolique.

Renseignements généraux sur les rapports de l'ivresse alcoolique avec la criminalité. XIV

Répartition par nature d'infractions des condamnés qui ont agi en état d'ivresse ou avaient, avant de commettre le fait qui leur a valu leur nouvelle condamnation, encouru une condamnation pour infraction aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique :

Hommes 172

Femmes 173

Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1914, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises. . . . . XX, 197

Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année 1913 où elles ont été commises . . . . . XX, 198

Aliénés alcooliques :

Hommes 342

Femmes 343

Journée d'entretien.

Prix de la journée d'entretien dans les prisons. . 298

Nombre des journées d'entretien dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 317

Journées de détention.

Dans les prisons. 280

Juge d'instruction.

Attributions. 11

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Affaires traitées et laissées sans poursuites . . . 15

Mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé 351, 364

Juge de paix.

Attributions comme officier auxiliaire du procureur du roi 11

Compétence comme juge :

En matière répressive. 20

En matière civile, contentieuse et gracieuse . . 203

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par les juges de paix 13

(Voir *Tribunaux de justice de paix et de police.*)

Justices de paix. (Voir *Tribunaux.*)

Libération conditionnelle.

Dispositions législatives. 320

Nombre annuel; nombre de 1888 à 1914 XL

Nombre des propositions accueillies et rejetées . 321

Motifs des rejets. 321

Renseignements relatifs aux libérés 321

Epoques où expirent les termes d'épreuve . . . . XLI, 322

Pages.

Libérés.

Condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis de prison pendant l'année; condition au moment de la libération . . . . . XXXVII, 306

Liberté surveillée. (Voir *Protection de l'enfance : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.*)

Maisons de refuge. (Voir *Dépôts de mendicité.*)

Maladie.

Classement par nature de maladie des détenus admis à l'infirmerie . . . . . XXX, 288

Classement par nature de maladie (groupement réduit) des détenus décédés 290

Mariés. (Voir *Famille [Etat de].*)

Mesures de garde, d'éducation et de préservation. (Voir *Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle.*)

Méthode.

Statistique pénale :

Objet de la statistique de l'administration de la justice et de la statistique criminelle IX

Organisation de la statistique pénale; méthode de relèvement, organisation du casier judiciaire comme source de renseignements statistiques; annexe 5, 6, 7

Rédaction des tableaux relatifs à la police judiciaire et aux juridictions d'instruction. 12

Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux de police et spécialement du tableau des condamnations conditionnelles 20

Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels 44

Rédaction des tableaux relatifs aux cours d'assises. 151

Méthode employée pour la rédaction de la statistique criminelle. Emploi à partir de 1899 de l'unité « individu condamné » au lieu de l'unité « condamnation individuelle » 166

Rédaction de la statistique des infractions individuelles 166

Statistique civile :

Rédaction de la statistique civile et commerciale. 202

Rédaction des tableaux de la statistique des prisons 274

Rédaction de la statistique de la mendicité et du vagabondage 312

Rédaction de la statistique de la libération conditionnelle 321

Rédaction de la statistique de la police des étrangers 326

Rédaction de la statistique des aliénés 333

Mineurs (Voir *Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle, Ecoles de bienfaisance, Condamnés.*)

Pages.

Ministère public.

Affaires portées devant les tribunaux correctionnels par le ministère public 45

Conclusions données en matière civile. . . . . XXII, 232

Mise à la disposition du gouvernement. (Voir *Protection de l'enfance : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.*)

Mise en observation de mineurs. 352, 368

Mois.

Nombre des infractions commises durant chaque mois de l'année 182

Mort (Peine de). (Voir *Peines, Cour d'assises.*)

Muets. (Voir *Sourds-muets.*)

Nature des affaires. (Voir *Affaires.*)

Nomenclature. (Voir *Affaires, Infractions.*)

Notaires.

Attributions et nombre des notaires 203

Nombre des actes reçus par les notaires 205

Notoriété (Actes de).

Reçus par les juges de paix 205

Homologation par les tribunaux civils 238

Ordre. (Voir *Contribution.*)

Organisation.

De la statistique. (Voir *Méthode.*)

Judiciaire. (Voir *Parquets, Juges d'instruction, Juges de paix, Chambres, Tribunaux, Cours.*)

Parquets.

Attributions. 11

Etat des travaux. 13

Affaires laissées sans suite. 14

Mineurs poursuivis par les parquets 351, 362

Partages et liquidations.

Devant les juges de paix. 204

Parties civiles.

Affaires poursuivies devant les tribunaux de police. 21

Affaires poursuivies devant les tribunaux correctionnels. 45

Peines.

Peines de police, définition 20

Peines correctionnelles, définition 44

Peines criminelles, énumération. 151

Condamnés classés par nature de peines :

1° Tribunaux de police :

Répartition par tribunal 30

Répartition par infraction. 39

Pages.

2° Tribunaux correctionnels :

Répartition par infraction et par tribunal . . . 46

Rechutes après une condamnation conditionnelle, peine nouvelle encourue 144

3° Cours d'assises :

Répartition des condamnés par province . . . 153

Répartition d'après la nature des infractions déclarées constantes par le jury. 160

Accusés jugés par contumace 161

Accusés poursuivis pour délits politiques ou de presse 161

Détenus dans les prisons, répartis par nature de peines :

Mouvement général d'entrée et de sortie. . . . 277

Fréquentant l'école 282

Punis durant l'année 284

Condamnés subissant une peine de plus de 3 mois, détenus au 31 décembre 301

Libérés d'une peine de plus de 3 mois 306

(Voir aussi *Amende, Emprisonnement, Crime.*)

Placements (mineurs confiés à un particulier, à une société ou institution.) (Voir *Protection de l'enfance* : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.)

Plaintes.

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets . . . . . IX, 13

Autorités qui les ont reçues 13

Police.

Judiciaire : organisation, travaux 11

Tribunaux. (Voir *Tribunaux.*)

Des étrangers 327

Population.

Des différentes catégories de communes. XIX, 166, 182 à 189

Mouvement de la population dans les prisons . XXVIII, 277

Mouvement de la population dans les asiles d'aliénés. 334, 336

Mouvement de la population dans les dépôts de mendicité et maisons de refuge 313

Mouvement de la population dans les écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires. . 355, 387

Mouvement de la population dans les établissements d'observation. 355, 386

Pourvois. (Voir *Cour de cassation.*)

Prévenus.

Détenus préventivement. 19

Jugés par chaque tribunal et répartis d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites 46

Pages.

Primaires (Condamnés).
Dans la statistique de l'administration de la justice pénale.
— Tribunaux correctionnels.
Définition de la dénomination 44
— Cours d'assises.
Définition de la dénomination 151
Nombre par infractions 158
Dans la statistique criminelle.
Définition de la dénomination 166
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des condamnés primaires répartis par sexe, habitudes alcooliques, endroit où l'infraction a été commise . . . . . XIII, 170 et suiv.
Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les différentes catégories de communes du pays ou à l'étranger par des condamnés primaires XVIII, 182 et suiv.

Prisons.
(Voir Table méthodique, Table analytique : *Age, Cellules, Compte moral, Détenus, Décès, Ecoles, Etrangers, Etat de famille, Instruction, Journées d'entretien, Journées de détention, Libérés, Maladies, Méthode, Option de régime, Peines, Suicides, Travail, Régime cellulaire, Transferts en commun.*)

Procès-verbaux. (Voir *Plaintes.*)

Pro Deo.
Actes reçus par les juges de paix 204
Autorisations de plaider sans frais accordées et rejetées par les juges de paix 220
Tribunaux de première instance. . . . . XXII, 238

Protection de l'enfance.
Déchéance de la puissance paternelle. (Voir plus haut.)
Nombre et sexe des mineurs poursuivis par les parquets 351, 362
Nombre et sexe des mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé 351, 364
Mesures de garde provisoire prises à l'égard des mineurs 351, 366
Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1914 . . . . . 351, 367
Mise en observation de mineurs 351, 368
Mineurs jugés. Nature des faits commis 351, 370
Mineurs jugés. Résultat des poursuites. 352, 372
Mineurs jugés. Résultat des poursuites en rapport avec l'âge 352, 374
Mineurs jugés. Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis 352, 371

Pages.

Mise à la disposition du gouvernement ordonnée par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement 352, 376
Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs. Délai écoulé depuis la décision antérieure. Nature de la décision nouvelle. 352, 378
Mises en liberté surveillée qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué 353, 380
Placements qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué 353, 380
Internements dans une école de bienfaisance qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué 353, 382
Internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué 353, 384
Internements dans un asile ou établissement approprié qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué. . . . 353, 384
Etablissements d'observation de l'Etat; mouvement de la population. 355, 386
Ecoles de bienfaisance et établissements disciplinaire; mouvement de la population 355, 387
La statistique de la répression des crimes et délits contre la moralité ou la faiblesse des enfants prévus par le chapitre III de la loi du 15 mai 1912 est comprise dans la statistique pénale et la statistique criminelle.

Protêts.
Nombre des protêts et valeur des effets protestés. XXIV

Rapatriés (Elèves des écoles de bienfaisance). . . . 387

Récidivistes :
Dans la statistique de l'administration de la justice pénale :
— Tribunaux correctionnels.
Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes. 44
— Cours d'assises.
Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes 151
Nombre par infraction 158
Dans la statistique criminelle.
Définition de la dénomination 166
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des récidivistes répartis par sexe, habitudes alcooliques, endroit où l'infraction a été commise XIII, 170 et suiv.
Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les différentes catégories de communes du pays ou à l'étranger, par des récidivistes . . XVIII, 182 et suiv.
Récidivistes détenus dans les prisons 304

Pages.

Reclusion. (Voir *Peines, Cours d'assises.*)

Référés jugés par les présidents des tribunaux civils . . . . . XXII, 238
Ordonnances de référé rendues par les présidents des tribunaux de commerce XXIV

Réhabilitations.
Par nature d'infractions 16
Par cour d'appel . . . . . X, 17
Demandées par des faillis XXVI

Renvoyés des poursuites (Mineurs). (Voir *Protection de l'enfance : mineurs poursuivis, mineurs jugés.*)

Réprimandés.
Pour absence au scrutin électoral 30, 43
Mineurs réprimandés. (Voir *Protection de l'enfance : mineurs jugés.*)

Saisies immobilières.
Transcriptions. . . . . XXIII, 240

Saisons. (Voir *Mois.*)
Décès dans les prisons durant chaque trimestre . 290
Admissions dans les asiles d'aliénés durant chaque saison 338, 339

Scellés.
Levées de scellés 204

Séparation de corps. (Voir *Divorce.*)

Serment (Prestation de).
Dans les affaires jugées par les juges de paix. . . 220
Dans les affaires jugées par les tribunaux de première instance 237
Dans des affaires jugées par les tribunaux de commerce 244

Sexe.
Influence du sexe sur la criminalité XIII
Répartition par sexe des divorcés 234, 236
Répartition par sexe des faillis 252
Tous les renseignements de la statistique criminelle, sauf ceux de la statistique des infractions, sont donnés séparément pour les hommes et pour les femmes.
Il en est de même de ceux des statistiques des prisons, de la mendicité et du vagabondage, de la libération conditionnelle, des asiles d'aliénés et de la déchéance de la puissance paternelle.
Tous les renseignements de la statistique de l'application de la loi sur la protection de l'enfance sont donnés séparément pour les garçons et pour les filles.

Sociétés.
Faillites de sociétés . . . . . XXIV, 252
Actes de société 244

Sourds-muets et aveugles, par province, par sexe. 346

Succession testamentaire (ordonnance d'envoi en possession de) . . . . . XXII, 238

Suicides :
Dans les prisons . . . . . XXXI, 292
Dans les asiles d'aliénés. 334, 336

Transferts en commun. XXXV

Travail dans les prisons. . . . . . XXXIV, 296

Travaux forcés. (Voir *Peines, Assises* [*Cours d'*].)

Tribunaux :
— De justice de paix et de police.
Organisation, compétence 20, 203
Travaux en matière répressive. . . . . X, 21
Travaux en matière civile 204
— De première instance.
Organisation, compétence 44, 229
Travaux en matière répressive. . . . . XI, 45
Id. civile . . . . . XXI, 230
Id. commerciale. . . . . XXIII, 242
Id. disciplinaire. XXII
— De commerce.
Compétence. 241
Travaux. . . . . XXIII, 242
— Pour enfants. (Voir *Protection de l'enfance.*)

Ventes de biens.
Devant les juges de paix 204
Autorisation par les tribunaux de première instance 238

Veufs. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Visites de lieux sans experts.
Par les juges de paix 220

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Statistique pénale. Pages.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale.*

1. Police judiciaire et juridictions d'instruction IX
2. Tribunaux de police X
3. Tribunaux correctionnels XI
4. Cours d'appel XI
5. Cours d'assises XII
6. Cour de cassation XII

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle.*

7. Nombre des condamnés XIII
8. Ivrognerie XIV
9. Répartition géographique des condamnés XVIII
10. Nombre des infractions individuelles. Leur répartition par localité et par mois XVIII
11. Nombre des infractions commises pendant l'année 1911 XIX
12. Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique. Loi du 16 août 1887 XX

Statistique de la justice civile et commerciale.

1. Justices de paix XXI
2. Tribunaux de première instance XXI
3. Tribunaux de commerce XXIII
4. Cours d'appel XXV
5. Cour de cassation XXVI

Statistique pénitentiaire.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.*

1. Organisation des prisons XXVII
2. Capacité des prisons XXVIII
3. Mouvement général d'entrée et de sortie. Journées de détention. Population moyenne XXVIII
4. Ecole XXIX
5. Punitions infligées aux détenus XXX
6. Service médical XXX
7. Décès XXXI
8. Suicides et tentatives de suicide XXXI
9. Aliénation mentale XXXII
10. Travail des détenus XXXIV
11. Prix de la journée d'entretien XXXV
12. Renseignements divers XXXV

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus* XXXVI

Statistique de la mendicité et du vagabondage.

Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge XXXVIII

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle XXXIX

Statistique de la police des étrangers XLII

Statistique des aliénés XLIII

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

Pages.

Annexe. — Organisation des travaux statistiques. 5

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique de l'Administration de la Justice pénale.

1° Police judiciaire et instruction. — Détention préventive :

Organisation et compétence des offices de police et d'instruction. — Dispositions législatives sur la détention préventive 11

I. — Etat des travaux des parquets 13

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets. 14

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. Affaires terminées. Résultat de l'instruction 15

IV. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896 16

V. — Chambres des mises en accusation. Nombre et résultat des arrêts. 17

VI. — Ordonnances des chambres du conseil rendues sur le fond des affaires qui ont été soumises aux chambres des mises en accusation 17

VII. — Détention préventive. Prévenus acquittés en appel 18

VIII. — Id. Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation . 18

IX. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les cours d'assises 18

X. — Durée de la détention préventive : chambres du conseil et tribunaux correctionnels 19

2° Tribunaux de police :

Organisation et compétence 20

XI. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police . . . 21

XII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police. . . 30

XIII. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions 39

XIV. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels 42

XV. — Lois électorales. Absence au vote. Résultat des poursuites. 43

3° Tribunaux correctionnels :

Organisation et compétence 44

XVI. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper 45

XVII. — Prévenus jugés par les tribunaux, classés par espèce d'infractions d'après le résultat des poursuites :

En première instance 46

En degré d'appel 122

XVIII. — Rechutes après une condamnation conditionnelle. 144

4° Cours d'appel :

Organisation et compétence 145

XIX. — Affaires portées devant les cours d'appel. Nombre et nature des arrêts rendus. 146

XX. — Prévenus jugés par les cours d'appel. Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance 146

XXI. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel 147

5° Cours d'assises :

Organisation et compétence 151

XXII. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :

1° Nombre et nature des affaires jugées par chaque cour. Nombre des individus poursuivis . . 152

2° Nombre par province des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés 153

XXIII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 154

XXIV. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées. 156

XXV. — Affaires jugées contradictoirement. Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix. 157

Pages.

XXVI. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées 158
XXVII. — Causes apparentes des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs 160
XXVIII. — Affaires jugées par contumace 161
XXIX. — Délits politiques et de presse 161
6° Cour de cassation :
Organisation et compétence 162
XXX. — Pourvois en matière criminelle, électorale, fiscale, etc. 163

SECONDE PARTIE.

Statistique criminelle.

Matière de cette statistique. — Nomenclature en usage 166
XXXI. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions :
Hommes 170
Femmes 171
XXXII. — Ivrognerie :
Hommes 172
Femmes 173
XXXIII. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable 174
XXXIV. — Nombre des infractions individuelles jugées en 1914 réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :
Dans les communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus 182
Dans les communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants 184
Dans les communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants 186
Dans les communes de moins de 10,000 habitants 188
Récapitulation des catégories précédentes, avec indication du nombre des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé ou commises à l'étranger . . . . . 190 à 195
XXXV. — Nombre des infractions individuelles commises en 1911 196
XXXVI. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises :
Faits jugés en 1914 197
Faits commis en 1913 198
XXXVII. — Table de décompte. Relevé (par groupe d'importance numérique des *condamnations individuelles* dont le décompte a permis d'établir la statistique des individus *condamnés*) pendant l'année 1914 199

Statistique de l'Administration de la Justice civile et commerciale

Rédaction des tableaux 202
1° Justices de paix :
Compétence 203
XXXVIII. — Etat par canton des travaux des juges de paix. Actes notariés 204
Id. — Récapitulation par arrondissement 218
XXXIX. — Actes d'instruction et de procédure 220
Id. — Récapitulation par arrondissement 227
2° Tribunaux de première instance :
Compétence 229
XL. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger 230
XLI. — Durée des procès 231
XLII. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements 232
XLIII. — Aperçu des causes de divorce et de séparation de corps 234
XLIV. — Divorces et séparations de corps, motif des demandes, situation de famille, durée du mariage . . . 236
XLV. — Jugements avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire 237
XLVI. — Affaires sur requête, référés, ordonnances 238
XLVII. — Procédures d'ordre et de contribution 240
3° Tribunaux de commerce :
Compétence 241
XLVIII. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger 242

Pages.

XLIX. — Durée de la procédure 243
L. — Jugements rendus avant de statuer au fond. Actes d'instruction préparatoire. Actes de société. . . . 244
Concordats. Législation 245
LI. — Concordats préventifs de la faillite. Suite donnée aux demandes 246
LII. — Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation après abandon d'actif. Dividende distribué mis en rapport avec le passif 247
Faillites. Législation 249
LIII. — Aperçu général 250
Faillites déclarées :
LIV. — Montant du passif 251
LV. — Circonstances personnelles aux faillis 252
LVI. — Relevé par province 253
Faillites terminées :
LVII. — Par concordat. Dividende distribué mis en rapport avec le passif 253
LVIII. — Par liquidation : Dividende distribué mis en rapport avec le passif. 254
LIX. — Par liquidation : Emploi de l'actif réalisé 254
LX. — Durée de la procédure 255
Faillites à terminer :
LXI. — Durée de la procédure 256
° Cours d'appel :
Compétence 257
LXII. — Causes introduites, terminées et restant à juger avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées 258
Id. — Récapitulation 264
LXIII. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts 266
LXIV. — Durée de la procédure 268
5° Cour de cassation :
Compétence 269
LXV. — Pourvois en matière civile 270
LXVI. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent 271

Statistique Pénitentiaire

Organisation des prisons 274
Méthode employée pour la rédaction des tableaux 274

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique administrative.

LXVII. — Capacité des prisons. Population moyenne, minima et maxima 276
LXVIII. — Mouvement général d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales 277
B. Prisons secondaires 278
LXIX. — Répartition des journées de détention 280
LXX. — Ecoles. Mouvement d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales 281
B. Prisons secondaires 281
LXXI. — Écoles. Détenus fréquentant l'école au 31 décembre, répartis suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée :
A. Prisons centrales 282
B. Prisons secondaires 282
LXXII. — Punitions infligées aux détenus :
A. Prisons centrales 284
B. Prisons secondaires 284
LXXIII. — Infirmerie. Mouvement des entrées et des sorties :
A. Prisons centrales 286
B. Prisons secondaires 288
LXXIV. — Décès :
A. Prisons centrales 290
B. Prisons secondaires 290

Pages.

LXXV. — Suicides et tentatives de suicides :
A. Prisons centrales . . . 292
B. Prisons secondaires . . . 292
LXXVI. — Aliénation mentale :
A. Prisons centrales . . . 294
B. Prisons secondaires . . . 294
LXXVII. — Compte en recettes et dépenses du travail effectué par les détenus. . . . 296
LXXVIII. — Prix de la journée d'entretien . . . 298

DEUXIÈME PARTIE.

Statistique des détenus.

LXXIX. — Répartition des individus frappés par la justice détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise . . . 301
LXXX. — Répartition suivant l'âge, l'état civil, la filiation, le degré d'instruction, l'idiome . . . 302
LXXXI. — Id. la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines . . . 304
LXXXII. — Id. l'état de récidive . . . 304
LXXXIII. — Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération . . . 306

Statistique de la Mendicité et du Vagabondage.

Dispositions législatives . . . 311
Méthode employée pour la rédaction des tableaux . . . 312
Dépôts de mendicité et maisons de refuge :
LXXXIV. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge en 1914 . . . 313
LXXXV. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1914 . . . 314
LXXXVI. — Répartition par âge des reclus composant la population au 31 décembre 1914 . . . 314
LXXXVII. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1914 :
A. Dépôts de mendicité . . . 315
B. Maisons de refuge . . . 316
LXXXVIII. — Nombre des journées d'entretien . . . 317

Statistique de la Libération conditionnelle (Patronage des détenus)

Dispositions législatives . . . 320
Rédaction des tableaux . . . 321
LXXXIX. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. Motifs des rejets . . . 321
XC. — Renseignements relatifs aux libérés . . . 321
XCI. — Nombre de visites faites aux détenus en 1914, par les membres visiteurs des comités de patronage. . . 323
XCII. — Nombre de détenus qui, au cours de l'année 1914, ont reçu une ou plusieurs visites de membres visiteurs des comités de patronage. . . . 324

Statistique de la Police des Étrangers

Dispositions législatives et administratives concernant la police des étrangers . . . 326
Rédaction des tableaux . . . 326
XCIII. — Dénombrement par nationalité des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1914 . . . 327
XCIV. — Etat numérique par nationalité des étrangers renvoyés du pays en 1913 pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité. . . . 328
XCV. — Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays . . . 329

Statistique des Aliénés

Dispositions législatives sur le régime des aliénés . . . 332
Rédaction des tableaux. . . . 333
XCVI. — Mouvement de la population pendant l'année 1914 :
Hommes . . . 334
Femmes . . . 336
XCVII. — Premières admissions. Age. Etat civil. Saisons :
Hommes . . . 338
Femmes. . . . 339

Pages.

XCVIII. — Sorties. Age. Résultat du traitement :
Hommes. . . . 340
Femmes . . . 341
XCIX. — Statistique des alcoolisés :
Hommes . . . 342
Femmes . . . 343

Statistique des Sourds-muets et des Aveugles

C. — Sourds-muets et aveugles au 31 décembre 1914, par province et par sexe . . . 346

Statistique de l'application de la loi sur la protection de l'enfance

(Chapitres I et II.)

Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 pendant l'année 1914 . . . 349

CHAPITRE Ier. — Déchéance de la puissance paternelle.

CI. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. — Etendue et motifs de la déchéance. . . . 358
CII. — Nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures . . . 360
CIII. — Mesures définitives prises à l'égard des enfants. — Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants . . . 360
CIV. — Décisions modificatives concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs sont confiés. . . . 361
CV. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle prononcées en 1914. 361

CHAPITRE II. — Mineurs traduits en justice.

CVI. — Parquets. — Nombre et sexe des mineurs poursuivis. . . . 362
CVII. — Nombre et sexe des mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé . . . 364
CVIII. — Mesures de garde provisoire prises à l'égard des mineurs. . . . 366
CIX. — Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1914. Age des mineurs qui en furent l'objet. 367
CX. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants et les juges d'appel. Nombre, durée, résultats. 368
CXI. — Mineurs jugés. Nature des faits commis . . . 370
CXII. — Résultat des poursuites par arrondissement . . . 372
CXIII. — Résultat des poursuites en rapport avec l'âge. . . . 374
CXIV. — Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis . . . 374
CXV. — Mise à la disposition du gouvernement ordonnée par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement. . . . 376
CXVI. — Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs Délai écoulé depuis la décision antérieure. Nature de la décision nouvelle . . . 378
CXVII. — Résultat des mises en liberté surveillée qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure . . . 380
CXVIII. — Résultat des placements chez une personne qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure. . . . 380
CXIX. — Résultat des placements dans une société ou une institution qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure. . . . 382
CXX. — Résultat des internements dans une école de bienfaisance de l'Etat qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure . . . 382
CXXI. — Résultat des internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure . . . 384
CXXII. — Résultat des internements dans un asile ou établissement approprié qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure. . . . 384
CXXIII. — Etablissements d'observation de l'Etat. Mouvement de la population. Résultats . . . 386
CXXIV. — Ecoles de bienfaisance et établissements disciplinaires de l'Etat. Mouvement de la population . . . 387
Table analytique. . . . 389